



# ERREURS ET MENSONGES HISTORIQUES

PAR

M. CH. BARTHÉLEMY

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE LA RELIGION CATHOLIQUE DE ROME.

La première série de cette publication a été honorée d'un Bref de Sa Sainteté le Pape  
Pie IX

EN DATE DU 16 SEPTEMBRE 1863

Ce n'est pas le mensonge qui passe par l'esprit,  
qui fait le mal, c'est celui qui y entre et qui s'y fixe.

(BACON, *Politique*, II<sup>e</sup> partie, p. 48, 1742.)

L'erreur qui précède la réalité n'en est que  
l'ignorance, l'erreur qui la suit en est la haine.

(VALÉRY, *Études morales, politiques*, etc  
2<sup>e</sup> édition, p. 80, 1824.)

## QUATORZIÈME SÉRIE

Voltaire capucin. — Le Pape Honorius fut-il  
hérétique. — Notes sur Patouillet. — La vé-  
rité sur le Concordat de 1801. — Le Chevalier  
de La Barre. — Les Terreurs de l'an mil. —  
Fénelon, libre penseur.

PARIS  
BLÉRIOT FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS  
55, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 55

1881



11f

COLLECTION BLÉRIOT

1478  
22

ERREURS

ET

BIENSONGES HISTORIQUES

MF51 10248

19218

# BREF DE SA SAINTETÉ LE PAPE PIE IX

## A NOTRE CHER FILS

CHARLES BARTHÉLEMY

A VERSAILLES

Pie IX, pape.

Cher fils, Salut et Bénédiction Apostolique.

Depuis longtemps la peste du mensonge a envahi non-seulement les journaux mais encore l'histoire elle-même, de telle sorte qu'un des plus illustres écrivains de ces derniers temps a pu proclamer que l'histoire des trois derniers siècles n'est autre chose qu'une perpétuelle conjuration contre la vérité.

Jamais certes la vérité n'a manqué de champions qui s'attachent à déchirer les voiles tissés par la calomnie, à réfuter les erreurs, à écrire de nouveaux livres conformes à la vérité; et toujours cependant les mêmes calomnies ont repris une nouvelle vie; on a vu se produire au jour et dans le monde les mêmes erreurs qui, le visage couvert de nouveaux masques, se sont appuyées sur de nouveaux sophismes, pour tromper ceux qui ne sont pas sur leurs gardes.

Il est donc de la plus haute importance de battre en brèche cette opiniâtre impudence par de nouvelles réfutations, — surtout par ces réfutations que leur brièveté engage à les lire et dont le modique prix d'achat peut les mettre facilement à la portée de tous.

C'est pourquoi, bien que — chargé de tant d'affaires très graves, — Nous n'ayons pas encore pu lire l'ouvrage que vous Nous avez offert et que vous avez intitulé : *Erreurs et mensonges historiques*, cependant Nous approuvons pleinement votre but.

Tandis que vous travaillez à un plus grand ouvrage destiné à la gloire de l'Eglise et à l'utilité des fidèles, vous avez consacré quelques heures de plus à ce livre.

En vous exprimant Notre gratitude, Nous vous exhortons à poursuivre sans relâche le grand travail que vous avez entrepris, et comme gage de Notre très affable bienveillance envers vous, Nous vous donnons, cher fils, très affectueusement la Bénédiction Apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le seizième jour de septembre 1863, la dix-huitième année de Notre Pontificat.

PIE IX, PAPE.

# ERREURS

ET

## MENSONGES HISTORIQUES

---

### VOLTAIRE CAPUCIN

---

Il est un fait de la vie de Voltaire, sur lequel il a lui-même beaucoup insisté et que cependant ses biographes n'ont traité qu'incidemment, bien à tort, selon nous, parce que rien n'est à négliger dans l'étude de cet homme, de son caractère et de ses moindres actes qu'il savait exploiter au double point de vue de ses intérêts particuliers et surtout de ses passions antireligieuses. Nous voulons parler, avec quelque détail, des prétentions du patriarche de Ferney aux titres de *capucin* et de père temporel des capucins de Gex, lui qui tant de fois avait bafoué les fils de Saint François d'Assise dont il avait reçu le nom au baptême : ses prénoms étaient, en effet, *François-Marie*.

Avant d'examiner si ses prétentions aux titres de *capucin* et de père temporel des capucins de Gex étaient fondées, voyons d'abord à quelle époque de sa vie il s'en

affubla et pourquoi il crut devoir les *exploiter*, dans toute l'étendue du mot.

Après ses communions sacrilèges de 1768 et 1769, préméditées depuis près de dix ans (1), et qu'avait inaugurées celle de Colmar, en 1753, — Voltaire, dans les premiers mois de 1770, voulut essayer d'un nouveau moyen de réhabilitation en face des catholiques, ses contemporains, et, dès le 9 février 1770, il écrivait au cardinal de Bernis, ambassadeur de France à Rome : « Vous me tenez rigueur, Monseigneur, mais permettez-moi de vous dire que Votre Éminence a tort : tout fâché que je suis contre vous, je ne laisse pas de vous donner ma bénédiction ; recevez-la avec autant de cordialité que je vous la donne. Si vous êtes cardinal, *je suis capucin*. Le général qui est à Rome (2) m'en a envoyé la patente ; un gardien me l'a présentée. Je me fais faire une robe de capucin assez jolie. Il est vrai que la robe ne fait pas le moine... »

Et Voltaire signe : « *Frère VOLTAIRE, capucin indigne.* »

Le même jour, il écrit au maréchal de Richelieu, sur le même ton et presque dans les mêmes termes, mais avec une insistance toute particulière : « Je suis très fâché de mourir sans avoir pu vous donner ma bénédiction. Vous êtes tout étonné du terme dont je me sers, mais il me sied très bien ; *j'ai l'honneur d'être capucin*. Notre général, qui est à Rome, m'a envoyé mes patentes signées de

(1) Voyez, à ce sujet, notre livre : *Voltaire et Rousseau jugés l'un par l'autre*, etc. (1878), p. 200-203. Ce volume, publié à la librairie Blériot, à l'occasion du premier centenaire de Voltaire, 1778-1878, est une annexe indispensable des *Erreurs et Mensonges historiques*.

(2) Le père Aimé de Lamballe, mort à Paris, le 17 mai 1773.

sa vénérable main. Je suis du tiers ordre, mes titres sont : *Fils spirituel de Saint François, et père temporel.*

« Dites-moi laquelle de vos défuntes maîtresses vous voulez que je tire du purgatoire, et je vous réponds sur ma barbe qu'elle n'y sera pas vingt-quatre heures.

« Je dois vous dire qu'*en qualité de capucin* j'ai renoncé aux biens de ce monde (1)...

« Recevez la bénédiction de V., *capucin indigne.* »

Dès la première nouvelle qu'il donne de ses titres à ses correspondants, Voltaire s'égaie et bouffonne misérablement, selon sa détestable habitude ; sur ce point, toujours incorrigible (il avait pourtant alors soixante-seize ans). Le quolibet de *fils spirituel* de Saint François lui paraît surtout un trait du ton le plus délicat.

Au tour d'Élie de Beaumont maintenant, l'avocat des Calas : « Permettez que je vous donne ma bénédiction *en qualité de capucin.* J'ai non-seulement l'honneur d'être nommé *père temporel des capucins de Gex*, mais je suis *associé, affilié à l'ordre*, par un décret du révérend père général. Jeanne la Pucelle et la tendre Agnès Sorel sont tout ébaubies de ma nouvelle dignité.

« Mille respects et *mille bénédictions* à Mme de Beaumont. (2) »

La plaisanterie s'est ici compliquée d'une infamie, l'al-

(1) L'insistance de Voltaire à crier ruine et famine mettait en doute les contemporains et leur faisait soupçonner quelque machine. En avril 1768, Collé alla interroger le notaire Delaleu, qui répondit : « Eh ! comment pourrait-il être ruiné ? Il a quatre-vingt mille livres de rente viagère, quarante mille en biens fonds, et un portefeuille de six cent mille ? »

(2) 16 février 1770.

lusion à l'un des plus grands crimes littéraires et nationaux de Voltaire, — l'immonde poème de *La Pucelle* !...

Le trait impie continue à s'enfoncer dans le postscriptum suivant d'une lettre à d'Argental, un des *anges* du patriarche de Ferney :

« Je vous donne ma bénédiction, Frère V., *capucin indigne*.

« Si vous êtes surpris de ma signature, sachez que je suis non-seulement *père temporel des capucins de Gex*, mais encore *agrégé au corps* par le général Amatus d'Alamballa, résidant à Rome. Voilà ce que m'a valu saint Cucufin. Vous voyez que Dieu n'abandonne pas ses dévots (1) »

La *Canonisation de saint Cucufin*, à laquelle Voltaire fait ici et ailleurs encore une allusion si déplacée, est une bouffonnerie du patriarche de Ferney contre saint Joseph Cupertino ou de Copertino, canonisé tout récemment par le pape Clément XIV. Malgré notre profond dégoût, il nous faut bien parler de cette lourde plaisanterie du *capucin si indigne* de l'être, de près ou de loin.

Au milieu des troubles qui ensanglantent la protestante Genève, cet homme qui rit de tout et qui a eu le triste cynisme de s'égayer sur l'horrible désastre de Lisbonne (2), écrit à Mme du Deffand (3) : « Quoique je sois *capucin*, je ne laisse pas d'avoir pitié des huguenots. Mais, mon Dieu, Madame, saviez-vous que j'étais *capucin* ? C'est une dignité que je dois à Mme de Choiseul et à saint Cucufin. Voyez

(1) 19 février 1770.

(2) Dans son *Poème sur le désastre de Lisbonne, ou examen de cet axiome : Tout est bien* (1755). Voltaire l'appelait, ainsi que le Poème de la *Loi naturelle*, ses *Sermons* ou son *Petit carême*.

(3) 21 février 1770.

comme Dieu a soin de ses élus et comme la grâce fait des tours de passe-passe avant que d'arriver au but.....

« Recevez ma bénédiction. † Frère V., *capucin indigne.* »

Il ose aller plus loin encore, en écrivant au libraire Pankoucke, l'éditeur de *l'Encyclopédie* (1) : « Le diable est partout. J'espère que je l'exorciserai, *en qualité de capucin*; car, il faut que vous sachiez, etc. » — Toujours le même rabâchage, se terminant par cette formule, non moins indécente dans une telle bouche : « Je prie Dieu pour vous. Recevez ma bénédiction.

« Fr. FRANÇOIS V., *capucin indigne.* »

La duchesse de Choiseul (2), Hennin (3), d'Alembert (4), la Harpe (5) sont informés dans les mêmes termes, agrémentés de quolibets, de la nouvelle dignité de Voltaire par Voltaire, *propria manu*.

— « Vraiment — insiste-t-il, en écrivant à la Harpe, — vous ne connaissez pas toutes mes dignités. Non-seulement je suis *père temporel des capucins*, mais je suis *capucin moi-même. Je suis reçu dans l'ordre, et je recevrai incessamment le cordon de Saint François....* »

Et comme ce mot de *cordons* éveille en lui des rapprochements fondés sur un jeu d'homonymes, il s'empresse d'ajouter : « A l'égard du *cordons* dont on régale actuellement bien des gens à Constantinople, je ne puis faire mieux que d'en envoyer une aune à Martin Fréron (6). »

(1) 21 février 1770.

(2) 24 février.

(3) 24 février.

(4) 28 février.

(5) 2 mars.

(6) 2 mars.

Il n'y a pas jusqu'à Mme Denis, sa digne nièce, que Voltaire n'affuble d'une appellation claustrale : « *Sœur Denis* vous est toujours très dévouée.

« *Frère FRANÇOIS* (1). »

La plaisanterie va de plus en plus son train, et grand train : « Cela (le titre de *capucin*) m'a porté bonheur, car Dieu a été sur le point de m'appeler à lui, et j'aurais été infailliblement canonisé (2). »

Dalembert, à qui, par une lettre du 28 février il avait notifié son double titre, lui répond bientôt de Paris (3) sur un ton de persifflage qu'il faut noter ; nous verrons tout à l'heure pourquoi.

« Oui vraiment je sais que vous êtes devenu capucin, et je vous fais mon compliment sur cette nouvelle dignité séraphique. Ne vous avisez pas au moins de vous faire jésuite, surtout en Bretagne, car ils y sont actuellement malmenés (4)... Si vous allez jamais baiser les pieds au frère Ganganelli (5) et servir sa messe, avertissez-moi, car je veux au moins l'aller sonner. »

A peu près vers la même époque, répondant à des vers ultra-légers que Saurin lui avait adressés au sujet de sa nouvelle dignité, Voltaire s'exprimait ainsi :

Il est vrai, *je suis capucin* ;

C'est sur quoi mon salut (6) se fonde :

(1) A Chabanon, 7 mars.

(2) A Audibert, 7 mars.

(3) 9 mars.

(4) Par la Chalotais, Procureur Général au Parlement de Bretagne.

(5) Ce pape était Franciscain.

(6) Variante : *Mon bonheur*.

Je ne veux pas, dans mon déclin,  
Finir comme les gens du monde.

\* \* \*

J'achève doucement ma vie ;  
Je suis prêt à partir demain,  
En communiant de la main  
Du bon curé de *Mélanie* (1).

\* \* \*

Dès que monsieur l'abbé Terray (2).  
A su *ma capucinerie*,  
De mes biens il m'a délivré :  
Que servent-ils dans l'autre vie ?

\* \* \*

J'aime fort cet arrangement ;  
Il est leste et plein de prudence.  
*Plût à Dieu qu'il en fit autant*  
*A tous les moines de la France !*

Pas de commentaires, n'est-ce pas ? D'ailleurs, vingt ans après, en 1790, le souhait de Voltaire devait être largement réalisé par la première Révolution française.

« Mais, dira-t-on, à propos de quoi et en récompense de quels bienfaits ou bons offices, plus ou moins directs, les Capucins — leur général en tête, — avaient-ils jugé Voltaire digne d'être nommé père temporel d'un de leurs couvents ? *Père temporel* seulement ; car, ce titre purement honorifique ne confère nullement celui de *capucin* pas plus que le cordon de Saint-François. Laissons répondre Voltaire lui-même.

(1) Drame de Laharpe, à prétentions philosophiques et irréligieuses très marquées, en dépit d'un rôle de curé *libéral*.

(2) Contrôleur général des finances de France.

Il écrivait à Audra, le 26 mars, plus de six semaines après avoir appris *urbi et orbi* ses nouvelles dignités : « Vous n'ignorez pas qu'*ayant obtenu* de M. le duc de Choiseul *une gratification pour les capucins de mon pays*, frère Amatus d'Alamballa m'a fait l'honneur de m'agrèger à l'ordre ; mais je n'en suis pas plus savant...

« Je suis toujours bien malade. La justification entière de Sirven (1), et ce coup essentiel porté au fanatisme, me feront plus de bien que tous les remèdes du monde. On m'a mis au lait de chèvre, mais j'aime mieux écraser l'hydre. »

Double souvenir et double allusion mythologique à la chèvre Amalthée et à l'hydre de Lerne vaincue par Hercule. L'hydre, pour Voltaire, c'est encore et toujours *l'infâme*.

Dans une autre lettre (à Dupont) (2), Voltaire avance encore le même fait des services rendus par lui aux capucins de Gex. « J'avais rendu, *je ne sais comment*, de petits services à des capucins, mes voisins, auprès de M. le duc de Choiseul ; notre révérend père général m'a sur-le-champ envoyé de Rome de belles lettres patentes de capucin. Il ne me manque que la vertu du cordon de Saint-François. Le pape m'en a fait des compliments par le cardinal de Bernis ; mais Monsieur le contrôleur général n'a pas été si poli que le pape ; il m'a pris tout le bien que j'avais à Paris, dès qu'il a su que j'avais renoncé à ceux de ce monde... sur quoi je me suis récrié, en mettant cette déconvenue au pied de mon crucifix :

(1) Protestant dont, en 1762, la fin tragique de sa fille fut la source d'un procès dont Voltaire fit grand bruit avec les sophistes pour populariser son nom, comme il y avait déjà réussi dans l'affaire Calas.

(2) 30 mars 1770.

Dès que monsieur l'abbé Terray  
A su ma capucinerie,  
De mes biens il m'a délivré :  
Que servent-ils dans l'autre vie !

« Frère FRANÇOIS V., capucin indigne. »

La lettre du cardinal de Bernis, dont parle Voltaire, est du 28 février ; nous la donnons, en ses parties essentielles, nous réservant d'en montrer tout à l'heure le véritable sens ; en ces circonstances, comme en beaucoup d'autres, il faut savoir lire entre les lignes. Voici donc ce qu'écrivait M. de Bernis au patriarche de Ferney : « *Je ne savais pas que vous étiez capucin.* Le général a bien fait de vous en envoyer la patente. Cela prouve que l'ordre séraphique rend justice aux grands talents...

« J'ai dit au pape ce que vous m'écriviez, il y a quelque temps : « Comment donc, votre pape paraît avoir une « bonne tête ! depuis qu'il règne, il n'a pas fait encore « une sottise. » « Sa Sainteté écouta cette plaisanterie avec plaisir ; elle me parla avec éloge de la supériorité de vos talents. Si vous finissez par être un bon capucin, le pape osera vous aimer autant qu'il vous estime. »

Et Frédéric II, roi de Prusse, le 24 mai, persifflait assez joliment, à son tour, M. de Voltaire sur sa capucinerie. « Je vous crois très capucin, *puisque vous le voulez*, et même sûr de votre canonisation parmi les saints de l'Eglise. *Je n'en connais aucun qui vous soit comparable*, et je commence par dire : *Sancte Voltarie, ora pro nobis !* »

Un homme de lettres de nos jours, qui, à force d'étudier Voltaire et le siècle dernier a fini par méconnaître l'un et l'autre, M. Desnoiresterres, s'étonne et s'indigne, au nom de la religion et des mœurs, de ce qu'il prend pour une bassesse de la part du cardinal de Bernis et du pape, sans

oublier le père général des capucins, et, dans sa naïveté poussée aux dernières limites, il écrit ceci (1) :

« Ce qu'il y a de plus étrange et de plus inattendu dans tout cela, c'est ce ton de persifflage, de moquerie irrévérencieuse qui a cours, qu'on tolère, qui fait fortune même dans la capitale du monde chrétien. Que Voltaire ait écrit à Bernis : « Ma foi, votre pape paraît une bonne tête. Comment donc ! depuis qu'il règne il n'a fait aucune sottise ! » Cela n'a rien qui étonne à l'excès, venant de Ferney en droiture ; mais que le cardinal ait osé répéter cette impertinence et que Ganganelli l'ait prise en riant et en bonne part, c'est ce qui peint bien ce dix-huitième siècle, qui avait fait la tache d'huile, universellement relâché, sceptique, paradoxal, à Rome presque autant qu'à Berlin et à Saint-Pétersbourg. « Sa Sainteté — « répondait le cardinal à son audacieux correspondant, — « écouta cette plaisanterie avec plaisir ; elle me parla avec « éloge de la supériorité de vos talents ; si vous finissez par « être un bon capucin, le pape osera vous aimer autant « qu'il vous estime. »

« Bon ou mauvais, Voltaire était, en effet, capucin bel et bien ; et il venait de l'apprendre au cardinal, qui n'en sembla pas plus étonné que de beaucoup d'autres choses non moins extraordinaires qui se perpétreraient alors..... »

« Il faut que toute la terre habitée soit informée que Voltaire est capucin ; il fera part de son nouvel état à ses innombrables amis avec un contentement, un orgueil satisfait qui perce sous l'humilité dont il devra désormais faire profession..... »

(1) Voltaire et la Société au dix-huitième siècle (2<sup>e</sup> édition, in-18), tome VII, p. 285-290 passim (1876).

« Leroi de Prusselui répond : » « Je vous crois très capu-  
« cin, puisque vous le voulez, et même sûr de votre canoni-  
« sation parmi les saints de l'Église. Je n'en connais aucun  
« qui vous soit comparable, et je commence par dire :  
« *Sancte Voltarie, ora pro nobis.* »

« Voltaire s'intitulera le père temporel des capucins de son petit pays et signera avec une croix : « Frère V., capucin indigne. » Mais encore si tout cela n'est pas une plaisanterie de haut goût, quel est le mot de l'énigme, et qu'y a-t-il de sérieux dans ces sous-entendus et ces équivoques ? L'auteur du *Sermon des cinquante* nous l'apprendra lui-même. S'il avait rompu par un éclat avec les jésuites d'Ornex, il avait toujours conservé les meilleures relations avec les capucins de Gex, auxquels il avait confié le soin exclusif de sa conscience, et qui n'avaient eu qu'à se louer de ses bons procédés et de sa générosité. En dernier lieu, il leur avait obtenu du ministre, par l'entremise de la duchesse de Choiseul, une gratification dont nous ne savons ni le chiffre ni l'importance, mais qui alla droit au cœur de ces braves gens. Le général en fut informé et ne crut pas témoigner sa reconnaissance d'une façon plus significative qu'en agrégeant à l'ordre leur bienfaiteur par de belles lettres patentes. « Le pape — s'écrie le malin et irrespectueux vieillard, — m'en a fait des compliments par le cardinal de Bernis. »

« Cela n'est pas tout à fait exact, comme on l'a vu par la lettre de l'archevêque d'Alby (1), du 28 février où, du reste, celui-ci le félicitait avec un peu de persifflage de sa nouvelle dignité. « Le général a bien fait de vous en

(1) Mgr de Bernis avait d'abord occupé ce siège, avant d'être promu au cardinalat.

« envoyer la patente. Cela prouve que l'ordre séraphique « rend justice aux grands talents. Le bon abbé de St Pierre « dit dans ses prophéties : *Un jour viendra que les Capucins* « *auront plus d'esprit que les Jésuites*. Ce jour est venu. » On se demande quel homme était ce général des Capucins, un naïf ou un goguenard (?). Ces sortes d'affiliations n'étaient pas sans exemple, et il arrivait de décerner de ces brevets honorifiques aux bienfaiteurs d'une confrérie ou d'une corporation religieuse. Mais Rome était le lieu où l'on ignorait le moins quel étrange chrétien était l'auteur de la *Henriade* ; et le père Amatus, à cet égard, avait agi en parfaite connaissance de cause. Aussi, à part le clergé, cette classe de gens sérieux et religieux sans bigoterie, qui était très nombreuse en France, ne dissimula point ce qu'elle trouvait d'inopportun, de peu convenable et même d'indécent dans cette petite plaisanterie tout italienne. »

« La plaisanterie italienne » est pour M. Desnoiresterres ce que « les mœurs germaniques » sont pour M. Henri Martin ; pour l'un comme pour l'autre, c'est le prétexte, la raison, presque l'excuse du relâchement de la morale chez un peuple et de la férocité native, inconsciente et fatale chez l'autre.

Sans doute, en prenant au sérieux — comme le fait M. Desnoiresterres, — les termes de la lettre du cardinal de Bernis à Voltaire, on pourrait trouver que la plaisanterie est assez osée, si le patriarche de Ferney avait dit vrai en affirmant que sa patente de père temporel des capucins lui venait en droite ligne de Rome. Quoi d'extraordinaire d'ailleurs qu'un laïque ait exercé ces fonctions correspondantes à celles des *avoués* des monastères, au moyen âge (1).

(1) Au moyen âge, on appelait *avoués* ou *vidames* les défenseurs laïques des églises et des monastères.

Au dix-huitième siècle même, le comte d'Argenson avait été père temporel des capucins de la province de France et eut pour successeur le marquis de Voyer, son fils (1). Mais Voltaire, lui, à quels titres aurait-il dû sa promotion à un honneur de ce genre? Les capucins savaient à quoi s'en tenir sur ses sarcasmes à leur endroit; ils étaient assez bien informés pour savoir que le sieur Aveline, bourgeois de Troyes, et l'auteur de l'indécente facétie de la *Canonisation de saint Cucufin* n'étaient autre que Voltaire, qui l'avait fait paraître dès l'année 1769.

En maint endroit de ses écrits ou plutôt de ses diatribes et de ses mensonges, Voltaire n'a-t-il pas ressassé toutes les absurdités et toutes les calomnies les plus énormes contre les ordres religieux et surtout contre les Franciscains! Sans doute la charité est une belle chose, mais enfin le pardon des injures ne va pas jusqu'à honorer ceux qui nous prodiguent le sarcasme et l'outrage.

Première raison très vraisemblable pour laquelle Voltaire n'a jamais pu être choisi par les capucins pour leur père temporel.

« Mais, dira-t-on, lui-même assure à deux reprises leur avoir rendu des services. » J'en doute fort, pour ma part. Il ne précise pas le chiffre de la gratification qu'il prétend avoir obtenue pour eux de M. de Choiseul et, mieux encore, il dit qu'il ne sait comment il avait rendu de petits services à ces religieux. Or, ce n'est pas par l'oubli des chiffres que jamais pécha M. de Voltaire, le plus fin usurier de France et de Navarre, en son temps.

Seconde raison, qui en vaut bien une autre. Comme le

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la république des lettres, tome V, p. 71; 2 mars 1770.

remarque Lepan (1) : « Voltaire imagina, en 1770, *un nouvel artifice pour tromper son siècle*. Il se fit recevoir capucin au mois de février. *Ce trait ne se trouve*, il est vrai, *dans aucun de ses historiens*, mais il faut bien l'en croire lui-même. Il l'a écrit à tous ses amis... Il avait le diplôme de capucin encadré et placé dans la pièce la plus fréquentée de son château. *Si cependant le lecteur ne trouvait pas le fait suffisamment prouvé*, il peut voir la réponse de Dalemberbert à la lettre que Voltaire lui écrivit à ce sujet. »

Troisième raison, la meilleure de toutes et la plus péremptoire ; c'est le fait que voici : il est certain que les lettres d'affiliation à l'ordre de Saint François ne lui avaient point été adressées directement par le Père général, comme il le disait et l'écrivait. Ces lettres étant envoyées quelquefois en blanc, un avocat de Grenoble eut le secret d'en avoir et lui en envoya (2).

Nous ne pouvons mieux terminer cette rapide étude sur *Voltaire capucin* qu'en empruntant au spirituel rédacteur de *l'Année littéraire* l'analyse d'une brochure piquante devenue très rare et qui se rapporte à cet épisode de la vie du patriarche de Ferney ; nous voulons parler de *l'Instruction du Père Gardien des Capucins de G. (Gex) à un jeune Frère quêteur partant pour le château de Ferney* (3).

(1) Vie politique, littéraire et morale de Voltaire, où l'on réfute Condorcet, etc., 1824, 4<sup>e</sup> édition, in-8, p. 318 et 319. — (La première édition de cet ouvrage est de 1817).

(2) Chaudon, *Mémoires sur Voltaire*, première partie, p. 239, cités par Maynard, *Voltaire, sa vie et ses œuvres*, tome II, p. 574 (1868).

(3) « Ouvrage traduit de l'italien par le R. P. Adam ; » brochure in-12 de près de 100 pages, à Paris, chez les marchands de nouveautés littéraires. — Le père Adam, accueilli par Voltaire,

« Il y a — dit Fréron (1), — des gens assez bons pour être révoltés des fréquentes contradictions et des éternelles turlupinades de M. de Voltaire ; pour moi, je vous avoue qu'elles ne font que m'amuser...

« Il n'est point d'auteur qui se soit permis comme M. de Voltaire ces torrents d'injures grossières contre l'état ecclésiastique ; il a fait tous ses efforts pour rendre les moines l'objet des railleries, du mépris et même de l'exécration de la terre ; il les a rangés dans la classe de la canaille la plus vile et la plus crapuleuse ; et cependant ce même M. de Voltaire, baron de Ferney, gentilhomme ordinaire du roi, le patriarche de la merveilleuse philosophie du jour, ne dédaigne pas d'être le très honoré Père temporel des capucins de son canton. En cette qualité il ne peut refuser sa porte aux Frères quêteurs qui se présentent ; mais comme les Supérieurs craignent que l'éloquent apôtre du libertinage et de l'impiété ne pervertisse leurs élèves, ils ont soin de remettre à celui qu'on envoie à Ferney un exemplaire de *l'Instruction* que je vous annonce, dont l'idée me paraît très ingénieuse et très plaisante. « Il est bon — lui dit-

après la dissolution de la Compagnie de Jésus, en France, s'employait à des recherches d'érudition pour le châtelain de Ferney, « il lui servait même d'aumônier, parce que Voltaire voulait pouvoir opposer aux accusations d'impiété sa fidélité à remplir les devoirs extérieurs de la religion romaine. » — Condorcet, *Vie de Voltaire*, p. 243 (tome I<sup>er</sup> de l'édition des Œuvres de Voltaire, donnée par Beuchot. Le nom du père Adam est mis là pour piquer la curiosité. Ni Barbier (*Dictionnaire des anonymes*) ni Quérard (*Supercherries littéraires*) n'indiquent l'auteur véritable de cette spirituelle facétie.

(1) L'Année littéraire, 1772, tome VII, p. 45-57, lettre II (10 novembre 1772).

« on d'abord, — de vous avertir que ce vénérable seigneur est  
« naturellement caustique et qu'il est devenu, avec l'âge, go-  
« guenard et malin; il raille à toute outrance; il ne respecte  
« rien; il ridiculise jusqu'aux noms, et son plus grand plai-  
« sir est de déconcerter son monde par des bouffonneries  
« qu'il croit être d'excellentes plaisanteries. Vous voilà  
« prévenu sur sa manière; il faut vous mettre au fait de  
« ce qu'il vous dira. Il a lula Bible et dom Calmet, et cette  
« lecture a fait sur sa mémoire des impressions si profon-  
« des, que depuis dix ans il ne parle plus d'autre chose et  
« n'écrit plus que sur cet objet. La finesse de son discerne-  
« ment lui a fait remarquer une trentaine de traits au-des-  
« sus de sa pénétration, et c'est sans doute pour en avoir des  
« éclaircissements qu'il ne cesse de les reproduire dans mille  
« brochures qui se succèdent journellement sous une variété  
« piquante de titres et de formes que la fécondité inépuisa-  
« ble de son imagination ne cesse de lui fournir. »

« Le corps de *l'Instruction* qu'on remet au Frère quêt-  
teur comme une égide impénétrable est une espèce de  
dialogue divisé en chapitres. On lit, au commencement  
de chaque chapitre, l'objection de M. de Voltaire, exposée  
avec les termes honnêtes et les expressions saillantes qui  
lui appartiennent; ensuite vient la réponse qu'il y faudra  
faire.....

« Exemple : « Les géants; savez-vous que vous leur au-  
« riez passé entre les jambes ? Ils étaient nés des *anges* et  
« des filles des hommes et n'entendaient point raillerie... »  
A ce dernier trait le petit Frère quêtteur répond d'une  
manière à fâcher le railleur.

« Les géants, monseigneur ! Je connais une espèce de  
« petits géants qui prétendent nous jouer par-dessous la  
« jambe. Ils se croient au-dessus de tout, ne respectent rien

« et n'entendent point du tout raillerie quand ils s'imaginent qu'on ne les respecte pas assez eux-mêmes..... » Voilà comme il faudrait toujours répondre à M. de Voltaire, et ce ton ne laisserait pas de l'embarrasser. Voici des solutions plus sérieuses.

« Dites-moi, Père, quelque chose de la ville d'Hénoch que Caïn bâtit dans la terre de Nod. Savez-vous précisément le nombre des maçons, des charpentiers, des menuisiers, des forgerons, des serruriers, des drapiers, des bonnetiers, des cordonniers, des teinturiers, des cardeurs de laine, des laboureurs, des bergers, des manœuvres, des exploiters de mines de fer ou de cuivre, des juges et des greffiers qu'il employa lorsqu'il n'y avait que quatre à cinq personnes sur la terre? Hénoch est enterré dans cette ville que bâtit Caïn, son ayeul; mais il vit encore. Si vous savez où il est, demandez-lui des nouvelles de sa santé, et faites-lui mes compliments. — Vous ne manquerez pas (dit le Père gardien), de sourire à toute cette ingénieuse parade. Vous reconnaîtrez la force du raisonnement, et vous conviendrez qu'on ne peut pas mieux démontrer qu'il est de toute impossibilité que la famille de Caïn se soit multipliée dans l'espace de quelques siècles au-de là de quatre ou cinq personnes, nombre visiblement insuffisant pour bâtir, peupler une ville, et qu'il est absurde qu' Dieu ait voulu enlever Hénoch de dessus la terre sans dire où il a pu le placer ni quand il devait le représenter. Vous observerez seulement et modestement qu'Hénoch fils de Jared, n'est pas tout à fait le même qu'Hénoch, fils et non pas petit-fils de Caïn. C'est une de ces petites inadvertances qui échappent quelquefois à notre savant seigneur.

« Me diriez-vous bien — ajoutera M. de Voltaire, —

« pourquoi Abraham *le potier* quitta le beau pays d'Uren  
« Chaldée pour aller acheter un tombeau à Hébron et du  
« blé à Memphis ; pourquoi il donna deux fois sa femme  
« pour sa sœur et ce qu'il gagna au juste à ce marché ?  
« Je voudrais surtout savoir de quel fard elle se servait  
« pour paraître belle à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Était-  
« ce de l'eau de rose ou de l'eau de lavande qu'elle em-  
« ployait pour ne point sentir le gousset quand elle arriva  
« à pied ou sur un âne à la cour du roi d'Égypte et à celle  
« du roi de Gérare ? Car, toutes ces choses sont nécessaires  
« au salut. »

« Le Frère quêteur répondra tout uniment que Moïse ne  
dit nulle part qu'Abraham fut potier ou fils de potier.  
Mais l'éditeur a mis à cet article une contre-note que je  
transcris. « *Abraham le potier* : cette épigramme se trouve  
« dans plusieurs libelles philosophiques. Elle y sert à  
« prouver qu'Abraham n'a pu être aussi puissant ni aussi  
« riche que le dit Moïse. Ce raisonnement aurait peut-être  
« encore plus de force, si l'on ne voyait pas quelquefois le  
« fils d'un mince bourgeois (1) amasser par son *savoir-faire*  
« une fortune incroyable, acheter une baronnie et trancher  
« du grand seigneur.... Dites ensuite, reprend le Père Gar-  
« dien, que Sara n'eut pour fard que la beauté dont elle  
« était douée et qu'elle conserva par les mêmes moyens  
« qui prolongèrent sa vie jusqu'à l'âge de cent vingt-sept  
« ans; enfin, qu'elle voyageait comme pouvait voyager une  
« femme escortée et servie par une suite nombreuse de  
« domestiques. Ajoutez que Moïse dit cela et qu'il ne  
« suffit pas de s'inscrire en faux contre son témoignage et

(1) Tel qu'était le père de Voltaire, que vise ce petit trait malin.

« de contester sa qualité d'historien sacré, mais qu'il faut  
« prouver ces allégations autrement que par des sophismes,  
« des plaisanteries et des blasphèmes. Finissez, si vous  
« voulez, par un petit compliment à Son Excellence sur  
« les grâces et l'enjouement de son esprit, qui conserve jus-  
« qu'aux derniers pas de sa longue carrière tout l'enfantil-  
« lage de la gaité.

« Je finis moi-même par la belle péroraison sur la cha-  
rité qui se trouve à la fin de *l'Instruction au Frère quêteur*. « Prenez ensuite congé très respectueusement de Son  
« Excellence. Remerciez-la de tous ses soins paternels et  
« souhaitez lui la paix qui seule peut faire le bonheur de  
« l'homme sur la terre; non cette paix que donne le monde  
« et qui vient de la célébrité ou de la fortune, mais celle  
« qui naît d'une conscience pure, qui n'a à se reprocher  
« ni bassesses ni injustices... Paix inaltérable... Elle n'est  
« point déchirée par l'envie; elle ne se compromet pas par  
« des actions ou des propos inconsidérés. Elle n'est point  
« exposée aux mortifications qu'essuie toujours l'orgueil.  
« Elle n'est point dédaigneuse; elle n'est point attachée  
« sordidement à ses intérêts; elle ne se pique pas, elle ne  
« s'aigrit de rien, ne se laisse point aller à de mauvais soup-  
« çons. Elle ne se réjouit pas du mal, mais elle se réjouit  
« de voir triompher la vérité... »

« J'oubliais de vous dire que les objections et les indé-  
cences auxquelles répond l'auteur de cette brochure  
sont extraites d'un opuscule de M. de Voltaire, intitulé :  
*Instruction du Gardien des Capucins de Raguse à frère Pediculuso partant pour la Terre Sainte* (1); « ouvrage — dit le  
« traducteur dans une note, — plein d'esprit, d'érudition, de

(1) Publiée vers la fin de 1768.

« critique, de décence, de réflexions fines et judicieuses, de  
« bonnes plaisanteries et d'honnêteté. » Il avertit aussi qu'on  
trouve cette merveilleuse production dans le recueil qui a  
pour titre *l'Évangile du jour*, où l'on a rassemblé, comme  
vous savez, une multitude d'opuscules philosophiques, quel-  
ques-uns sous le nom de M. de Voltaire, les autres anonymes  
ou pseudonymes, que le public attribue toujours fort in-  
considérément à cet homme célèbre, malgré la récla-  
mation solennelle publiée dans le *Mercur de France*. Il  
ne pouvait sans doute mettre trop d'éclat et de vivacité  
dans une pareille démarche ni protester avec trop d'in-  
dignation contre cette rapsodie de faux raisonnements  
et de plates bouffonneries du mérite de celle-ci : « Ceux  
« qui font d'excellents jambons à Bayonne et en Westphalie  
« s'étonnent qu'on ait envoyé le diable dans le corps de  
« deux mille cochons et qu'on les ait noyés dans un lac.  
« Ils disent que si on leur avait donné ces cochons, au  
« lieu de les noyer, ils y auraient gagné plus de vingt  
« mille florins de Hollandes'ils avaient été gras. »

« M. de Voltaire — disait quelqu'un, — ne raisonne pas  
« comme Newton, qu'il a commenté; mais il calcule aussi  
« bien que ce grand homme. »

En résumé, le cardinal de Bernis, Dalember et le roi  
de Prusse ont persifflé, comme il le méritait, ce grand  
railleur de Voltaire; alors,

Que vouliez-vous qu'il fît contre trois ?

Qu'il se tût !

Mais, le patriarche de Ferney ne possédait pas l'art de se  
taire et voulait toujours riposter quand même; de là ces  
incessants, monotones et ennuyeux rabâchages dont est  
fait le plus gros de son œuvre soi-disant philosophique.

---

## LE PAPE HONORIUS FUT-IL HÉRÉTIQUE?

---

Il faut bien que nous posions ainsi la question, puisque la majorité des biographies affirme, d'un commun accord, que ce pape favorisa l'hérésie et par conséquent fut hérétique lui-même.

Pour les biographies qui contiennent cette énorme accusation, ouvrez, par exemple, celle de Michaud et vous y lirez ces lignes : « L'Église était affligée alors (au septième siècle) par l'hérésie du monothélisme, dont les sectaires ne voulaient attribuer qu'une opération et une volonté à Jésus-Christ, quoi qu'ils reconnussent en lui deux natures. C'était détruire le mystère de l'Incarnation. Sergius, patriarche de Constantinople, était le chef de cette doctrine. Il l'exposa dans une lettre qu'il écrivit à Honorius, en lui faisant observer que cette opinion avait rallié beaucoup de schismatiques, surtout parmi les Eutychéens qui s'empressaient de rentrer dans le sein de l'Église. L'empereur Héraclius favorisait aussi cette opinion : *le pape se laissa séduire et donna son approbation à Sergius.* Le moine saint Sophrone, qui fut depuis évêque d'Alexandrie, écrivit avec force pour combattre cette erreur. Sergius revint à la charge, et *Honorius persista dans les*

*mêmes sentiments.* Le sixième concile de Constantinople, tenu en 680, condamna cette doctrine et *anathématisa la mémoire d'Honorius*. Cette sentence fut confirmée, en 767, par le second concile de Nicée (1). »

Feller (2), moins acerbe cependant que la biographie Michaud, dit : « Honorius prit un soin particulier des églises d'Angleterre et d'Ecosse et gouverna l'Église universelle avec autant de zèle que de prudence. *Sa gloire eut été sans tache, s'il ne s'était laissé surprendre par l'artificieux Sergius...* »

La *Nouvelle biographie générale* (Didot) (3), s'exprime ainsi : « Sergius résolut de gagner Honorius... Honorius, trop confiant, repoussa les avis de Sophrone qui combattait le monothélisme... Honorius, malgré son infailibilité, fut, quarante-trois ans après sa mort, solennellement excommunié par le concile de Constantinople, tenu en 681. Voici les termes mêmes de la sentence : « Avec eux « (Sergius et ses adhérents) nous croyons devoir chasser de « l'Église et anathématiser Honorius, jadis pape de l'ancienne Rome, parce que nous avons trouvé dans sa lettre à Sergius qu'il suit en tout son erreur et autorise « sa doctrine impie. »

Enfin, tout récemment, le *Grand Dictionnaire universel du dix-neuvième siècle*, par Larousse, tranche assez cavalièrement la question de la culpabilité du pape Honorius : « Sergius écrivit au pape pour lui recommander ses idées théologiques. Honorius, occupé alors de convertir

(1) Article *Honorius*, dans le tome XX de la *Biographie universelle* (1817), p. 518.

(2) Feller, *Biographie universelle*, nouvelle édition (1844), tome VI, p. 359.

(3) Tome XXV, (1858), col. 88.

l'Angleterre idolâtre et convaincu, au fond, qu'il était parfaitement puéril de jeter le trouble dans la chrétienté au sujet de cette bizarre question : « Jésus a-t-il une volonté unique ou double ? » adopta les vues conciliatrices de Sergius et lui écrivit dans ce sens. Honorius fut anathématisé quarante-trois ans après sa mort, dans le concile de Constantinople, comme fauteur du monothélisme, et, durant plusieurs siècles, les papes ne montaient sur le trône qu'après avoir prononcé un anathème, dans lequel se trouvait compris le nom d'Honorius, et qui était conçu en ces termes : *Auctores vero novi haeretici dogmatis, Sergium, Pyrrhum... una cum Honorio, qui pravis eorum assertionibus fomentum impendit... simili etiam nos condemnatione percellimus anathemis*. Cette condamnation d'un pape comme hérétique est un des arguments qu'ont mis en avant, lors du concile de 1869-1870, les adversaires catholiques de l'infailibilité papale, notamment l'évêque de Sura et le père Gratry. « La condamnation d'Honorius — a dit ce dernier, — est et sera l'éternel obstacle à la doctrine de l'infailibilité (1). »

C'est ainsi que — de 1817 à 1873, — pendant plus d'un demi-siècle, la mémoire d'Honorius a été attaquée en des termes qui allaient toujours en s'aggravant. A entendre le *Grand Dictionnaire du dix-neuvième siècle*, il semble que le collaborateur de M. Larousse ait été dans l'intime confidence d'Honorius : « Honorius... convaincu, au fond, qu'il était parfaitement puéril de jeter le trouble dans la chrétienté au sujet de cette bizarre question... adopta les vues conciliatrices de Sergius. » En vérité, c'est faire assez lestement bon marché de l'intégrité d'un

(1) Tome IX (1873), p. 380.

dogme et de celle de la foi même de l'Église universelle.

Où le rédacteur a-t-il pris que *durant plusieurs siècles* les papes, le jour de leur intronisation, fulminaient une formule sacramentelle d'anathème contre la personne et la mémoire d'Honorius ?...

Quant à l'évêque de Sura et au père Gratry, tous deux se sont soumis depuis leur malencontreuse protestation, et, mieux instruits, ils ont fait amende honorable à l'un des plus grands et des plus saints papes que compte l'Église.

L'ignorance et le préjugé sont les deux principales causes d'erreurs dont fourmillent les historiens ; sans le parti pris surtout, comment s'expliquerait-on, par exemple, que, Bossuet, dans la *Défense de la déclaration de 1682* ait soutenu qu'Honorius fut hérétique et qu'il enseigna *ex cathedra* l'hérésie, lorsque dans son œuvre classique, le *Discours sur l'histoire universelle*, il avait tenu un tout autre langage : « Ces hérétiques (les monothélistes) cachaient leur venin sous des expressions ambiguës, dit-il ; un faux amour de la paix leur fit proposer qu'on ne parlât ni d'une ni de deux volontés. Ils imposèrent par ces artifices au pape Honorius I<sup>er</sup>, qui entra avec eux dans un dangereux ménagement et consentit au silence et le mensonge et la vérité furent également supprimés. »

Le cardinal de la Luzerne, au tome I<sup>er</sup> de ses *Œuvres complètes*, soutient l'orthodoxie des lettres d'Honorius, et au second, dans son *apologie des quatre articles*, change d'opinion et reprend la thèse opposée.

Enfin, Mgr Héfélé, au tome IV de son *Histoire des Conciles* (1), s'exprime ainsi : « On peut donc dire que le

(1) Tome IV, p. 45, traduction française par l'abbé Delarc.

fond de l'opinion d'Honorius, la base de son argumentation était orthodoxe et que lui-même l'était de cœur ; toute sa faute consista en une maladroite exposition de dogme et en un manque de logique. » Le même Mgr Héfélé avait tenu d'abord un tout autre langage (1).

« On le voit, les adversaires de l'infaillibilité pontificale ont maintes fois donné, en la combattant, la preuve qu'ils n'étaient eux-mêmes rien moins qu'infaillibles (2). »

Mais venons aux témoignages même de l'histoire vraiment digne de ce nom tant et si souvent profanée par l'ignorance, la passion, le parti pris, l'erreur et le mensonge.

« Honorius — dit le *Liber Pontificalis*, — signala son pontificat par de nombreux bienfaits (3). Il travailla à l'instruction du clergé... On lui doit beaucoup de fondations qu'il serait trop long d'énumérer (4). »

« La notice du *Liber Pontificalis* — fait observer avec raison M. l'abbé Darras (5), — ne laisse rien entrevoir

(1) Ex praedictis jam sponte fluit : Honorium papam specificè orthodoxum terminum technicum δύο ἐνέργειαι rejecisse, terminum vero specificè haereticum ἐν Θελημα ut verum declarasse... Ex quibus liquet Honorium dogmaticam definitionem dare dogma Ecclesiae enuntiare voluisse... Formulam principalem, terminum technicum Monothelismi Ecclesiae ut fidei doctrinam praescripsit. — *Causa Honorii papae*, Naples, 1870, in-8, 28 pages.)

(2). L'abbé Darras. *Histoire générale de l'Église*, tome XV (1871), p. 525, note 2, in fin.

(3) *Hic temporibus suis multa bona fecit.*

(4) Pour le détail de ces fondations, voir l'abbé Darras, *Histoire générale de l'Église*, etc. tome XV, p. 397-400 (1871.)

(5) *Ibid*, ut sup., p. 400 et 401.

des ardues controverses dont le nom d'Honorius fut depuis l'objet. C'est encore là une preuve irrécusable d'authenticité pour ce livre. Si, comme on l'a tant répété aux seizième et dix-septième siècles (1), le *Liber Pontificalis* eût été l'œuvre d'Anastase le bibliothécaire, la notice d'Honorius ne ressemblerait guère à ce qu'on vient de lire. Au lieu d'une énumération de travaux exécutés dans les diverses églises de Rome, nous aurions sous les yeux une apologie d'Honorius. Car Anastase le bibliothécaire en a écrit une (2), qui forme à elle seule une partie importante des œuvres que ce savant nous a laissées. Mais le *Liber Pontificalis*, catalogue officiel des papes, rédigé successivement par les secrétaires de l'Église romaine contemporains de chaque pontificat, ne pouvait d'aucune façon contenir l'allusion la plus légère aux préoccupations que le nom seul d'Honorius éveille maintenant (3), dans tous les esprits. En effet, à moins d'être prophètes, les contemporains de ce pape ne pouvaient se douter que quarante deux ans après sa mort, en l'année 680, il serait accusé d'hérésie rétrospective dans un concile général. De nos jours, on a écrit de nombreux pamphlets contre Honorius ; on a livré sa mémoire aux sarcasmes de la foule..... Parmi le 'torrent d'injurieuses brochures déversées à milliers d'exemplaires sur le public, il est remarquable que pas une ne signale, n'insinue, ne laisse même soupçonner le fait capital de la question ; savoir

(1) Anastase le bibliothécaire qui, au neuvième siècle, fut l'éditeur du *Liber Pontificalis*, était complètement étranger à sa rédaction.

(2) Collectanea ; Patr. lat., tome CXXIX., col. 554.

(3) Ceci a été écrit, il y a neuf ans, en 1871.

qu'Honorius, si obstinément accusé de monothélisme, mourut avant l'époque où cette hérésie se fut déterminée et eut adopté une formule définitive, enfin que près d'un demi siècle s'écoula entre la mort d'Honorius et la condamnation du monothélisme par le sixième concile général, troisième de Constantinople. »

C'est là ce qu'il s'agit et ce qu'il est facile de démontrer d'abord à l'aide de la chronologie, ce premier fondement de l'histoire et ensuite (chose non moins indispensable), avec l'appui des monuments contemporains.

Et d'abord l'inscription très authentique relevée sur le tombeau d'Honorius le proclame *disciple et émule de St Grégoire le Grand*. Voici les termes même de cette inscription : « Les enseignements de ton maître, dont les  
« paroles furent si saintes et si fécondes, ont toujours  
« brillé en toi ; en suivant avec ardeur les traces du grand  
« et pieux Grégoire, tu as hérité de ses mérites(1). »

Parent et disciple de St. Grégoire le Grand — comme l'a très bien établi M. de Rossi (2), — Honorius pouvait avoir une trentaine d'années, à la mort de cet illustre pontife ; ce fut à cette école qu'il se forma à la science théologique et à la vertu sacerdotale.

Sans nous arrêter aux magnifiques travaux d'embellis-

(1) Gruter, *Corp. Inscript.*, tome II, pars I, p. 1165 ; édit. Amstelod., 1607.

Sanctiloqui semper in te commenta magistri

Emicuere tui tanquam fecunda nimis.

Namque Gregorii tanti vestigia justi

Dum sequeris cupiens et meritumque geris...

(2) *Inscript. urbis Romae saecul. VII anteriores*, tome I, p. 423.

sement par lesquels Honorius voulut consacrer ses pieux souvenirs de jeunesse et de cléricature, il faut signaler spécialement l'église de Ste-Agnès dont la voûte récemment restaurée par Pie IX consacre à jamais le souvenir d'Honorius dans une inscription latine qui dit : « Tous les  
« yeux se dirigent sur le pontife Honorius, dont la piété a  
« consacré cet ex-voto. Ses ornements sacrés le font re-  
« connaitre ; ses nobles actions se peignent sur son visage ;  
« à son aspect l'on se sent porté à la vertu ; c'est l'homme  
« au cœur pur :

*Vestibus et factis signantur illius ora,  
Excitat aspectu lucida corda gerens (1).*

Ces deux vers sont un témoignage éclatant du respect et de la vénération dont Honorius était entouré par ses contemporains. Une autre inscription, relative aux travaux que ce pape fit exécuter à la basilique de St-Pierre, mérite aussi d'être rapportée (2); elle est encore plus significative que la précédente.

« Denos jours, — dit cette inscription, — de malheureux  
« égarés, blessés dans leur âme, dans leur foi, dans leurs  
« œuvres, demeureraient plongés dans le gouffre mortel de  
l'erreur. Le schisme pestilentiel durait dans la province  
« d'Istrie depuis soixante-dix ans... Or, le modèle des pon-  
« tifes, le chef du peuple chrétien, le pape Honorius, sans  
« autres armes que sa piété, vient de rendre à l'Église  
« tant d'enfants arrachés à sa tendresse. Par la pureté de

(1) Ciaccon., *Vitae Pontif. Rom.*, tome I, p. 441.

(2) Cette inscription a été citée par Guter (*Inscript.*, tome II, p. 1183 ; par H. Canisius (*Antiquae Lectiones*, Ingolstadt, 1601-1608, tome VI, p. 411), par A. Duchesne (*Histoire des Papes*, tome I. p. 636.)

« sa doctrine, par la sagesse de ses avertissements, il a  
 « arraché à l'ennemi infernal des victimes marquées pour  
 « la mort éternelle... C'est à toi, bienheureux Pierre, qu'il  
 « consacre et ses succès et ses trésors... (1) »

L'importance doctrinale de ce monument épigraphique, contemporain d'Honorius et conservé dans son authenticité lapidaire, jusqu'à nous, n'avait pas échappé à la sagacité d'André Duchesne et d'Henri Canisius. « En face de telles inscriptions — dit le premier (2), — ceux-là devraient rougir de honte qui s'efforcent impudemment de souiller la mémoire d'Honorius. » Et le second : « On n'a pas — dit-il (3), — suffisamment fait attention à la portée dogmatique de ces deux vers :

*Plenus homo in terris et verus nascitur idem,  
 Virginis ex utero, totus ubique Deus.*

Ils renferment implicitement la condamnation de tout le système monothélite. »

« En effet, — insiste avec raison l'abbé Darras (4), — si  
 « la lumière inaccessible de Dieu, le Verbe, la sagesse,  
 « l'image increée du Père » en s'incarnant dans le sein

(1) ... sub mortigenae quidam jacuere gehennae.

Verbere confessi mente, fide atque opere.

Instria testatur. . . . .

Septies et decies schismate pestifero...

Sed bonus antistes, dux plebis, Honorius armis

Reddidit ecclesiis membra revulsa piis.

Doctrinis, monitisque suis de faucibus hostis

Abstulit exactis jam peritura modis.....

(2) Hist. des Papes, tome I, p. 636.

(3) *Antiq. Lect.*, tome VI, p. 412.

(4) *Ibid.*, p. 412 et 413.

« d'une Vierge, et en descendant sur la terre » est né « homme complet, » *plenus homo*, en même temps que « Dieu tout entier, » *totus ubique Deus*; il est clair que, comme homme, il a eu la volonté humaine, sans laquelle l'être humain n'existe pas à l'état complet, en d'autres termes sans laquelle l'homme n'a pas la plénitude de son être et ne saurait s'appeler *plenus homo*. Il n'est pas moins évident que, comme Dieu, il a eu la volonté divine, sans laquelle il ne saurait être appelé ni Dieu ni *totus ubique Deus*. Retenons donc cette profession de foi théologique, gravée sur le marbre du portique de St-Pierre de Rome, du vivant d'Honorius... Au point de vue dogmatique, le monument que nous rappelons ici a donc une irréfragable autorité. Il nous représente la doctrine qu'enseignait Honorius sur l'union du Verbe avec l'humanité. Cette doctrine ne ressemble en rien à ce qui s'appela depuis le monothélisme. »

Et cette inscription — loin d'être un témoignage et un fait isolés de la pureté de la doctrine d'Honorius, — se complète et s'affirme encore par sa propre voix, pour ainsi dire, dans la rédaction de l'építaphe et de l'éloge funèbre de son saint prédécesseur, Boniface V, qu'il composa lui-même et qui est tout un programme personnel. Après avoir attesté, de science certaine et comme témoin oculaire « l'intégrité de la foi ; » *pura fides hominis*, il proclame cette foi la compagne d'une « sage simplicité, » *simplicitas sapiens*, alliée à une « perspicacité vigilante et vive, » *vivax sollertia*, en un mot, comme le dit très bien le latin calqué sur un texte évangélique : *serpentina simplicitas*. En résumé, ces termes significatifs de l'éloge de son prédécesseur indiquent nettement de la part d'Honorius la ferme résolution de maintenir, si le ciel l'appelle

au gouvernement des âmes, « l'intégrité de la foi, la perspicacité vigilante, l'adresse du serpent jointe à la simplicité de la colombe, » qu'il aime à louer dans Boniface V.

Mais, si belle que soit une telle promesse, elle n'est féconde que par la réalisation et les actes, car

La foi qui n'agit pas, est-ce une foi sincère (1)?

Voyons donc maintenant — étant connu le programme (si l'on peut s'exprimer ainsi), d'Honorius, encore simple prêtre, — voyons comment il le mit en pratique pendant les années de son pontificat, de 625 à 638 et, ici, comme toujours, laissons la parole aux contemporains les plus autorisés. D'abord, le moine Jonas, qui eut l'occasion de connaître Honorius et qui le vit de près à Rome, durant son pontificat, s'exprime en ces termes : « Le bienheureux Bertulf(2) et moi nous fûmes présentés au pape Honorius.... Le pontife exhorta Bertulf à combattre avec le glaive évangélique la perfidie arienne, qui menaçait toujours l'Italie. Le vénérable pape était lui-même un esprit plein de sagacité, vigoureux dans le conseil, illustre par la science, éminent par la douceur et l'humilité : *Erat enim venerabilis praesul Honorius sagax animo, vicens consilio, doctrina clarus, dulcedine et humilitate pollens* (3). »

« Il est remarquable — fait observer avec sa pénétration toujours en éveil l'abbé Darras (4), — que Jonas, pour

(1) Racine, *Athalie*.

(2) Abbé de Bobbio.

(3) Jonas, *Sancti Bertulfi vita*, nos 1-8; *Patr. lat.*, tome LXXXVII, col. 1063.

(4) *Ibid.*, p. 417.]

caractériser les traits saillants de la physionomie d'Honorius, reproduise textuellement quelques-unes des paroles de l'építaphe de Boniface V. »

Cette építaphe, œuvre d'Honorius, contenait une promesse que son pontificat réalisa avec une entière fidélité. La lettre authentique adressée à saint Bertulf par Honorius (1) justifie pleinement les paroles de Jonas : on y retrouve « l'esprit sagace, le jugement solide, l'insigne doctrine, « la douceur et l'humilité » du pontife. La mansuétude apostolique n'excluait chez lui ni la fermeté ni la décision. Nous en avons une preuve dans l'attitude qu'il eut à prendre vis-à-vis des évêques schismatiques de l'Italie transpadane et de l'Istrie (2), et qui contraste singulièrement avec les accusations posthumes dont sa mémoire fut l'objet. Sa vigilance s'étendait aux extrémités du monde, et partout sa parole était le miroir de la justice, l'écho de la vérité.

« Mais quoi ! — s'écrie M. l'abbé Darras (3), — Honorius, dont la fête ne se célèbre plus aujourd'hui dans l'Église, serait-il réellement un saint ? »

Pour répondre à cette question, un seul fait, entre beaucoup d'autres, suffira, nous le croyons ; le voici. En Espagne, vingt-deux évêques seulement avaient assisté au cinquième concile de Tolède. Un nombre si restreint laisse deviner des luttes politiques et des compétitions de prétendants sur les divers points de l'Espagne. Deux ans plus tard, les esprits étaient pacifiés. Cinquante-deux évê-

(1) Ughelli, *Italia sacra*, tome IV. *Patr. lat.*, tome LXXX, col. 483.

(2) Cs. Darras, *Ibid. ut sup.*, p. 419 et suiv.

(3) *Ibid. ut sup.*, p. 447.

ques se réunirent de nouveau pour le sixième concile de Tolède, le 9 janvier 638. Le précédent concile n'avait traité presque exclusivement que de matières politiques (1). Les actes, selon la règle canonique observée alors comme elle l'est de nos jours, durent être envoyés à Rome et soumis à l'approbation du pape Honorius. Or, au moment même où s'ouvrait le nouveau synode, un diacre de l'Église romaine arrivait porteur d'un *decretum* du souverain pontife, adressé aux évêques de la péninsule. Honorius, dans un langage vraiment apostolique, se plaignait de la conduite de ces évêques, leur reprochant de négliger pour des intérêts humains les intérêts sacrés de la foi. Il leur signalait la nécessité de reporter contre l'hérésie la sollicitude qu'ils dépensaient au service de questions purement temporelles. Puis, rappelant l'énergique expression : *Canes muti, non volentes latrare* (2) appliquée dans l'Écriture aux pasteurs lâches ou négligents, il leur recommandait de se montrer à l'avenir plus fermes dans la défense de la foi, plus prompts à sévir contre l'erreur.

Examiné, au triple point de vue chronologique, historique et critique, ce document a une portée immense. « L'accusation posthume d'hérésie formulée contre Honorius ne repose que sur deux lettres — dont nous parlerons bientôt, — adressées par ce pape à Sergius, patriarche de Constantinople, en l'année 634. Or, le pontificat d'Honorius fut une époque de pleine lumière, où les relations des diverses provinces ecclésiastiques d'Occident avec Rome étaient libres, nombreuses, quotidiennes. Si le pape Honorius, dès l'année 634, avait publiquement, solennelle-

(1) C. Darras, p. 461 et 462.

(2) « Chiens muets, qui ne veulent pas aboyer. »

ment professé l'hérésie dans une correspondance officielle avec un patriarche de Constantinople, aurait-il osé, en 638, reprocher si énergiquement à tous les évêques d'Espagne, réunis en concile, leur négligence à combattre l'hérésie ? De deux choses l'une. Ou l'on connaissait en Espagne, à la date de 638, la correspondance qui s'était établie, quatre années auparavant, sur une question dogmatique entre le pape et Sergius : ou on l'ignorait. Dans le premier cas, si l'on avait connu cette correspondance et su que les lettres du pape, en supposant même qu'elles n'enseignaient point *ex professo* l'erreur, du moins la couvraient du voile d'une timide indulgence, taxée plus tard de connivence coupable, évidemment si l'on avait su ces choses, le concile de Tolède se fut levé tout entier pour renvoyer au pape sa dure expression de *canes muti*, pour lui dire qu'avant de prêcher aux autres la vigilance et la fermeté il aurait dû commencer par en donner lui-même l'exemple. Si—au contraire,—on ignorait complètement en Espagne le sens, le contenu, l'existence même des lettres échangées entre le pape et Sergius, la question dogmatique restait entière. Mais, dans ce cas, s'il arrivait qu'une profession de foi eût été rédigée à Tolède même, au sein du sixième concile tenu en cette ville, si cette profession de foi promulguée par les Pères, en présence même de l'envoyé d'Honorius, et pour répondre à l'injonction formelle du pape ; si, disons-nous, cette profession de foi était la condamnation anticipée de ce qu'on nomma postérieurement le monothélisme, il nous semble que la critique la plus sévère serait obligée de convenir que jamais Honorius ne fut monothélite. Or, ce fut précisément ainsi que les choses se passèrent. Le concile de Tolède accueillit avec le plus profond respect des repro-

ches qu'il ne croyait nullement mériter. Dans sa réponse à l'austère admonition du pontife, il témoigna pour la personne de celui-ci la vénération qu'on porterait à un saint. Enfin, il rédigea à l'unanimité une profession de foi où d'avance l'erreur monothélite était flétrie, et il envoya cette pièce au pape Honorius comme l'argument le plus propre à convaincre ce pontife de l'orthodoxie de l'épiscopat espagnol, de son zèle pour le maintien de la foi (1).»

Saint Braulio, évêque de Saragosse, fut chargé par les Pères de rédiger la réponse synodale. Il le fit en ces termes dont nous citons les plus essentiels pour la thèse ci-dessus posée, débattue et élucidée.

« Vous — dit Saint Braulio au souverain pontife, — vous accomplissez excellemment le devoir attaché à la chaire qui vous a été confiée par Dieu, lorsque, dans une sainte sollicitude pour toutes les églises, avec l'éclat rayonnant de la doctrine, comme le veilleur en sentinelle, vous prenez toutes les mesures dignes de votre prévoyance pour sauvegarder la défense de l'Église du Christ. Armé du glaive de la parole divine et des traits d'un zèle souverain, vous frappez les misérables qui voudraient déchirer encore la tunique du Seigneur; nouveau Néhémie, avec la même ardeur et la même vigilance, vous purifiez du contact souillé des prévaricateurs et des apostats la sainte maison de Dieu, l'Église notre mère... Déjà, venus de toute l'Espagne et de la Gaule narbonnaise, nous étions réunis en synode, lorsque le diacre Turninus nous a remis de votre part le décret qui nous invite à redoubler de fermeté pour le maintien de la foi, d'activité contre les perfides manœuvres de l'hérésie. O le plus excellent

(1) Darraz, p. 463 et 464.

des pontifes, seigneur très bien heureux, aucun conseil humain, nulle prudence mortelle n'aurait pu créer une pareille coïncidence ; nous y reconnaissons l'œuvre de cette providence partout étendue et nulle part défailante du créateur tout-puissant... C'est donc avec un transport d'amour inénarrable que nous rendons grâces au Seigneur, roi des cieux, exaltant par nos louanges son nom béni. Une créature humaine pourrait-elle recevoir une mission plus grande et plus noble que celle de servir d'instrument à la volonté divine, de ramener dans la voie du salut, par les efforts de la vigilance combinés avec la discrétion et la science, les âmes séduites et égarées ? Les labeurs que votre sainteté s'impose pour réveiller dans tous les cœurs le zèle pour la foi ne seront pas infructueux : nous en avons la ferme confiance.....

« Vous nous avertissez, dans une exhortation sacrée, de redoubler de zèle pour le culte divin, et en cela, père très saint, vous donnez la preuve que vous n'oubliez jamais les devoirs de votre charge... Vous, ô le plus révérent des hommes et le plus saint des pères, insistez avec la force et la vertu que vous tenez de Dieu, avec l'éloquence qui vous distingue, avec la pieuse industrie de votre zèle (1) ; continuez votre lutte contre les ennemis de la croix du Seigneur, contre les suppôts de Satan, les sectateurs de l'Antechrist, et ramenez-les tous au sein de notre mère la sainte Église. Les deux moitiés du monde, l'Orient et l'Occident, ont entendu votre voix. Puissent-elles com-

(1) Sed tu reverendissime virorûm et sanctissime patrûm, nsta, instavirtute qua in Domino vales, prædicatione quâ polles, industriâ quâ ferves... (Braul., *Epist.* XXI; *Patr. lat.*, tome LXXX, col. 667 D.)

prendre que c'est Dieu qui parle par votre bouche, puissent-elles s'unir avec vous pour conjurer la perfidie des méchants! Comme un autre Élie, quand vous frappez les faux prophètes de Baal, et qu'enflammé du même zèle, vous vous plaignez d'être seul dans ce combat, vous méritez d'entendre une voix du ciel vous répondre qu'il en est encore un grand nombre qui n'ont pas fléchi le genou devant l'idole(1)... Et maintenant il nous reste à conjurer instamment votre sainteté de daigner, dans sa piété éminente, se souvenir de nos humbles et pauvres personnes, lorsqu'à la confession des bienheureux apôtres et de tous les saints de Rome vous offrez à Dieu vos prières pour l'Église universelle. Le parfum de vos supplications, myrrhe et encens d'agréable odeur, couvrira les traces de nos fautes..... Donc, ô le plus illustre et le plus excellent des pontifes, ne refusez le secours de votre intercession, qui d'ailleurs rejaillira pour votre sainteté dans la gloire éternelle, ni à votre fils notre roi sérénissime, ni à nous, ni aux peuples dont le Seigneur nous a confié le soin.... (2). »

« Telle est — dit M. l'abbé Darras (3), — cette lettre synodale du sixième concile de Tolède... Elle constitue une véritable bulle de canonisation pour le pape Hono-

(1) *Utraque pars, Orientis scilicet et Occidentis, voce tua commonita et divino praesidio tuo sibimet inesse adjutorio et pravorum studeat demoliri perfidiam; quatenus alterum Eliam afferens, dum infaustos prophetas Baal punis et zelo majori excruciatu solum te esse conquereris, superna audias voce quia multi reliqui sunt qui non curvaverunt genu ante Baal. (Id., Ibid.)*

(2) *Epistola Braulionis nomine concilii VI Toletani scripta ad Honorium I; Patr., lat., tome LXXXVII, col. 667-670.*

(3) *Op. cit. sup., p. 471 et 472.*

rius. Écrite en janvier 638, neuf mois seulement avant la mort qui devait, le 15 octobre de la même année, frapper le pontife, elle emprunte à cette date même une importance capitale. En effet, si dans son ordre chronologique elle pouvait se reporter à la période antérieure du pontificat d'Honorius, avant l'année 634, date des deux lettres de ce pape à Sergius de Constantinople, on serait rigoureusement en droit de contester la valeur des éloges prodigués à Honorius par les cinquante-deux pères du concile de Tolède.

Il est arrivé plus d'une fois que d'heureux débats furent suivis de lamentables défections. Si donc, en 638, époque de la lettre adressée par les pères du concile de Tolède à Honorius, depuis quatre ans ce pape eut entretenu une correspondance compromettante et coupable, les pères n'auraient pas tenu un langage aussi rempli de vénération, d'admiration et d'amour au pontife coupable d'avoir pactisé avec l'erreur. Or, la sainteté personnelle d'Honorius ou, pour parler plus juste, le sentiment intime qu'en avaient les évêques espagnols éclate à chaque ligne dans leur lettre dont nous avons reproduit les passages essentiels et si hautement significatifs à cet égard.

La lettre synodale de Tolède n'est pas seulement importante au point de vue de la sainteté d'Honorius, mais encore plus peut être au point de vue de l'orthodoxie de cet éminent pontife. En approuvant solennellement la profession de foi du concile espagnol, le pape déclare hautement sa propre foi aux mêmes articles. Or, voici la profession de foi du sixième concile de Tolède : « Nous croyons et confessons la très sacrée et très omnipotente Trinité, Père, Fils et Saint-Esprit, un même Dieu,

seul et non solitaire ; d'une seule essence, vertu, puissance et nature ; distincte, sans séparation, en trois personnes ; indivisible dans son essence qui est la substance même de la divinité, créatrice de toutes choses ; le Père inengendré, increé, source et origine de toute la divinité ; le Fils, engendré éternellement du Père, avant toute création, sans commencement et increé, car le Père n'a jamais été sans le Fils, ni le Fils sans le Père ; le Fils du Père est Dieu, égal en tout à Dieu le Père, Dieu vrai de Dieu vrai ; l'Esprit-Saint, ni engendré ni créé, mais procédant du Père et du Fils, Esprit de l'un et de l'autre, et par là ils sont un substantiellement, puisque lui-même procède des deux ensemble. Dans cette auguste Trinité, l'unité de substance est telle qu'elle exclut l'idée de pluralité et maintient une égalité parfaite ; elle n'est ni moindre en chacune des personnes qu'en toutes les trois ensemble, ni plus grande dans les trois que dans chacune. De ces trois personnes de la Trinité, nous confessons que le Fils seul, pour la rédemption du genre humain coupable, pour le paiement de la dette contractée originellement par la désobéissance d'Adam et depuis par les fautes de notre libre arbitre, est descendu des profondeurs du Père, a pris l'humanité sans le péché, dans le sein de la bienheureuse Marie toujours vierge, en sorte que, Fils de Dieu le Père, il est devenu Fils de l'homme, Dieu parfait et homme parfait, afin que, homme-Dieu, il fût un seul Christ en deux natures, mais en une seule personne, car dans le Christ, la dualité de personnes eût introduit la quaternité dans la Trinité sainte. Ainsi, comme personne, il est distinct sans séparation du Père et de l'Esprit-Saint ; comme nature, il est distinct de l'humanité qu'il a revêtue, de même que par sa personne, il

est un avec l'humanité, et par la nature il est un avec le Père et le Saint-Esprit. Tel est donc, de deux natures en une seule personne, notre unique Seigneur Jésus-Christ, égal au Père dans la forme de la divinité, moindre que le Père dans la forme d'esclave, selon la parole prophétique du psaume : *De ventre matris meæ, Deus meus es tu* (1). Sans mère, né de Dieu ; sans Père, né de la Vierge ; seul le « Verbe s'est fait chair et il a habité parmi nous » (2). » Bien que toute la Trinité ait coopéré à la formation du corps humain qu'il a pris pour nous (puisque toutes les œuvres de la Trinité sont inséparables), cependant seul il s'est fait homme dans la singularité de sa personne, non dans l'unité de la nature divine, dans ce qui est le propre de la personne du Fils, et non dans ce qui lui est commun avec la Trinité. Car s'il eût confondu en une seule la nature divine et la nature humaine, il en résulterait que la Trinité tout entière se serait incarnée, puisqu'il est certain qu'il n'y a dans la Trinité qu'une seule nature en trois personnes. Ainsi envoyé par le Père, Notre Seigneur Jésus-Christ, prenant ce qu'il n'était pas, sans rien perdre de ce qu'il était, impassible par sa nature, mortel par la nôtre, est venu dans ce monde sauver les pêcheurs et justifier ceux qui croient en lui, accomplissant des merveilles et livré pour nos fautes (3). Il est mort en expiation pour nous, il est ressuscité pour notre justification : nous avons trouvé la guérison dans ses plaies, nous sommes ressuscités dans sa résurrection. Il doit venir et nous l'attendons, à la fin des siècles, à la

(1) Psalm., XXI ; vers. 11.

(2) St-Jean, I, vers. 14.

(3) *Faciensque mirabilia, traditus est propter delicta nostra.*

résurrection générale, pour distribuer, dans l'immuable équité de son jugement, les récompenses aux justes, les peines aux impies. Nous croyons aussi que l'Église catholique est le corps de Jésus-Christ, son corps mystique, sans tache dans ses œuvres, sans ride dans sa foi. Avec son chef tout-puissant, le Seigneur Jésus, elle régnera sans fin un jour, quand le corruptible aura revêtu l'incorruptibilité, le mortel l'immortalité, afin que Dieu soit tout en tous. C'est par cette foi que les cœurs se purifient, par elle que les hérésies seront extirpées, par elle que l'Église entière, militante encore dans le siècle, se glorifie d'être d'avance en communion de doctrine avec le royaume céleste. En dehors de cette foi, il n'est point de salut, puisqu'il n'y a sous le ciel aucun autre nom donné aux hommes, par lequel nous puissions être sauvés (1). »

Considérée exclusivement au point de vue de la doctrine qui sera plus tard attaquée par le monothélisme, la profession de foi du sixième concile de Tolède renferme trois affirmations théologiques qui détruisent d'avance et en sa racine l'erreur monothélite.

Telle fut donc la foi du concile de Tolède, aussi bien que celle d'Honorius qui en approuva le texte. Ainsi croyait, en l'an 638, date de sa mort, ce pontife accusé et condamné rétrospectivement comme monothélite. « Il est vrai que la prétendue condamnation ne se produira que quarante-deux ans plus tard, qu'elle aura lieu à Constantinople dans un concile d'Orient (2). Reste

(1) Act., IV, vers. 12. (Labbe, *Concil. Tolet.* VI, tome V, col. 1741.)

(2) Darras, p. 478.

donc à étudier Honorius dans ses rapports avec l'Orient, afin de constater la valeur définitive des accusations dont ce pontife est l'objet.

Quelques mots d'abord sur le caractère de Sergius, patriarche de Constantinople, et sur ses antécédents sont nécessaires et indispensables.

Jusqu'à l'année 634, — époque où commence la correspondance entre Sergius et Honorius, — nul n'avait élevé l'ombre d'un soupçon sur la foi du patriarche, sur sa probité, sur sa vertu. En communion avec l'Église romaine, il passait pour le plus orthodoxe des évêques qui se fussent, depuis deux siècles, assis sur le siège de Constantinople. Donc, en 638, Sergius adressa au pape la lettre suivante (1) :

I. « Nous sommes si étroitement uni à votre sainteté par les liens de l'unité, que nous désirons et recherchons avec ardeur l'aide de vos conseils pour tous les actes de notre ministère. Si nous n'étions empêché par une aussi grande distance, tous les jours nous nous fortifierions par la sagesse solide et sûre de votre très vénérable fraternité. Aujourd'hui que nous pouvons facilement atteindre l'objet de nos vœux par la voie de la correspondance, nous vous exposerons d'abord le but spécial de cette lettre.

II. « Lorsque, à une époque récente encore, notre grand, puissant et illustre empereur, que Dieu protège,

(1) Nous empruntons, après l'abbé Darras, cette traduction des lettres de Sergius et d'Honorius à l'ouvrage de MM. Loth et Weil, intitulé : *La cause d'Honorius, Documents originaux*, (in-4, 1870.)

allant attaquer les Perses, pour l'avantage de l'empire chrétien confié à sa garde, arriva en Arménie, Paul, un des chefs de la faction dirigée par l'exécrable et impie Sévère, s'approcha du pieux souverain et lui parla de l'hérésie dominante, en prenant la défense de Sévère. Cet empereur, d'un grand et religieux esprit, à qui Dieu a daigné accorder, entre autres dons, une ample science des dogmes chrétiens, réfuta et confondit la perverse impiété de Paul, opposant à ses détestables artifices la doctrine droite et pure dont il est le vrai défenseur.

III. « Dans cet entretien sur les dogmes de l'Église, il toucha la question d'une seule opération dans le Christ notre Seigneur. Quelque temps après, notre empereur, protégé de Dieu, étant dans le pays des Lazes et s'entretenant avec le très saint et vénérable Cyrus, alors métropolitain de cette contrée, et actuellement pasteur du troupeau de la grande Alexandrie, lui fit part de la conférence qu'il avait eue avec l'hérétique Paul. Le saint évêque lui répondit à ce propos qu'il ne savait pas exactement s'il fallait soutenir une ou deux opérations dans le Christ notre vrai Dieu. C'est pourquoi, sur l'ordre du pieux empereur, le saint évêque nous adressa une lettre pour nous demander si l'on devait professer une seule ou deux opérations dans le Christ, et si, à notre connaissance, quelques-uns des saints pères ont parlé d'une seule opération.

« Nous lui avons répondu en lui faisant part de tout ce que nous savions à ce sujet et nous lui avons communiqué notamment la lettre de Mennas, vénérable patriarche de cette ville impériale protégée de Dieu. Mennas avait adressé et envoyé cette lettre au saint pape Vigilius, vo-

tre prédécesseur, qui était alors à Constantinople. Dans cette lettre sont cités différents passages des pères sur une seule opération et volonté de Notre Seigneur Jésus-Christ.

« Dans notre réponse à Cyrus, nous n'avons rien ajouté de notre propre fond ni manifesté en aucune sorte notre manière de voir, comme votre sainteté pourra s'en convaincre elle-même en prenant lecture de la copie que nous lui envoyons. Dès lors, on garda le silence sur cette importante question.

IV. « Mais naguère le saint patriarche de la grande ville d'Alexandrie, notre frère et collègue dans le saint ministère, Cyrus, poussé par la grâce et l'assistance de Dieu qui veut le salut de tous les hommes, et encouragé par le pieux zèle de notre puissant et sublime empereur, a exhorté, avec une religieuse modération, à se réunir à l'église catholique ceux qui, dans la ville d'Alexandrie, partageaient les folles erreurs des ennemis de Dieu, tels qu'Eutychès, Dioscore, Sévère et Julien.

« Après de nombreuses et pénibles conférences, conduites avec une intelligence parfaite et les plus sages ménagements, il réussit, avec le secours d'en haut, dans l'objet de ses vœux et de ses efforts. On s'accorda sur plusieurs points dogmatiques, à l'occasion desquels on s'était auparavant divisé en différents partis, qui tous invoquaient pour maîtres les impies Dioscore et Sévère. Dès ce moment, tous rentrèrent dans l'union avec la sainte Église catholique ; toute la population chrétienne d'Alexandrie est devenue un seul troupeau du Christ notre vrai Dieu, et avec elle l'Égypte presque toute entière, la Thébàïde, la Lybie et les autres provinces dépendantes de l'Égypte.

Ainsi, tous ceux qui auparavant étaient partagés entre une foule d'innombrables hérésies ne sont plus maintenant, grâce à l'assistance divine et au zèle du saint patriarche d'Alexandrie, que les membres d'un seul et même corps, confessant unanimement de cœur et de bouche la pure doctrine de l'Église. L'un des principaux points dont on était convenu avait trait à une seule opération dans le Christ notre divin Sauveur.

V « Les choses se passèrent ainsi. Le saint moine Sophronius, actuellement archevêque de Jérusalem (c'est du moins ce que nous avons entendu dire, car nous n'avons pas encore reçu de lui les lettres synodiques d'usage), se trouvait à Alexandrie, auprès du saint patriarche Cyrus, au moment où celui-ci venait, d'une manière si merveilleuse et avec le secours de Dieu, de faire rentrer les hérétiques dans l'unité de croyance. Après avoir conféré ensemble sur les articles en question, Sophronius combattit celui qui se rapportait à l'unité d'opération et soutint qu'on devait absolument admettre comme un dogme deux opérations dans le Christ notre Dieu. Le patriarche lui objecta que plusieurs pères, en divers passages de leurs écrits, parlent d'une seule opération. Il ajouta que souvent, pour gagner plus d'âmes à Dieu, les pères eux-même ont cru devoir user de pieux ménagements et de certaines condescendances sur des questions semblables, sans toutefois s'écarter en rien de la véritable doctrine de l'Église. De même, dans la conjoncture actuelle, où il s'agit du salut de tant de milliers d'âmes, il ne fallait pas maintenir la division des esprits au sujet d'une expression employée par quelques pères, et qui d'ailleurs ne blesse pas l'orthodoxie. Sophronius repoussa ces ménagements.

VI. « S'étant rendu ensuite pour cette affaire à Constantinople, avec une lettre de notre très saint confrère, il traita aussi avec nous la question pendante et demanda énergiquement que le terme d'une seule opération fut rayé des articles. Cette réclamation nous parut trop sévère. Ne l'était-elle pas en effet, en présence de cette union admirable établie dans la ville d'Alexandrie et dans toutes les provinces soumises à l'Égypte qui, jusqu'à ce jour n'avaient jamais pu souffrir ni le nom même de notre célèbre et divin père Léon ni le souvenir du grand et saint concile œcuménique de Chalcédoine, tandis qu'à cette heure elles proclament d'une voix éclatante ce même concile dans la célébration des divins mystères ?

« Après un long entretien sur cette matière, nous avons enfin exigé du vénérable Sophronius qu'il nous montrât, dans les ouvrages des pères les plus célèbres, chez ceux que nous nommons nos maîtres dans la foi, et dont toutes les églises chrétiennes reconnaissent comme lois les enseignements, des passages affirmant d'une manière formelle et explicite deux volontés dans le Christ. Cette proposition le jeta dans un grand embarras.

VII. « Pour nous, voyant que cette querelle inutile de mots commençait à s'étendre chez quelques-uns de nos concitoyens, et sachant que ces sortes de discussions engendrent toujours les discordes inhérentes à l'hérésie, nous avons cru nécessaire d'employer tout notre zèle pour comprimer et étouffer le mal dans son germe. Nous avons donc écrit au saint patriarche d'Alexandrie, lui recommandant de ne plus permettre désormais à personne de parler d'une ni de deux opérations dans le Christ notre Dieu, mais d'exiger qu'on s'en tint à la croyance trans-

mise par les saints conciles, savoir que Jésus-Christ, fils unique de Dieu, opère et les choses divines et les choses humaines et qu'en lui toute opération, soit divine, soit humaine, procède indivisément d'un seul et même Verbe incarné et ne doit être attribuée qu'à lui seul. On doit éviter le terme d'une seule opération, bien que cette expression soit employée par quelques pères, parce que sa nouveauté a pour plusieurs quelque chose d'étrange et qu'elle jette le trouble dans les âmes, en laissant présumer qu'elle supprime, ce qu'à Dieu ne plaise, les deux natures distinctes quoique unies hypostatiquement dans la personne de Jésus-Christ. D'un autre côté, les mots *deux opérations* sont pour un grand nombre un sujet de scandale, parce qu'ils ne se trouvent chez aucun des divins et illustres docteurs de l'Eglise et qu'on en déduirait nécessairement deux volontés contraires l'une à l'autre. Ainsi, le Verbe de Dieu aurait voulu accomplir le mystère de sa passion pour le salut des hommes, tandis que son humanité aurait combattu sa volonté divine : or, ce serait admettre deux personnes d'une volonté contraire, ce qui serait une impiété. Il est impossible, en effet, qu'un seul et même sujet ait en même temps et sur le même objet deux volontés opposées. C'est l'enseignement des saints pères inspirés de Dieu, que la chair de Notre Seigneur, intellectuellement animée, n'a jamais fait un acte naturel séparément, sans l'assentiment et le concours du Verbe hypostatiquement uni à l'humanité, mais qu'elle a toujours agi de la manière, selon la mesure, et dans le temps voulu par le Verbe divin.

« Pour me faire bien comprendre, — de même que notre corps est dirigé, réglé, gouverné par notre âme intelligente et raisonnable ; ainsi, en Notre Seigneur Jésus-

Christ, toute son humanité était en toutes choses et toujours mue et dirigée par la volonté du Verbe. Telle est la doctrine de Grégoire de Nysse qui, dans son écrit contre Eunomius, dit : « En tant que Dieu, le Fils n'est sujet ni à la souffrance ni à la mort ; si l'Évangile lui attribue quelque souffrance, il la subissait par sa nature humaine capable de souffrir. Car, sa divinité a vraiment opéré le salut de l'univers par le corps dont elle s'était revêtue, de manière que c'est la chair qui a souffert, mais c'est Dieu qui a opéré. »

VIII. « Voyant donc que cette querelle commençait à s'échauffer, nous avons cru nécessaire d'adopter en toutes expressions usitées par les saints pères, fixées par les conciles et non les termes exceptionnellement employés par quelques-uns d'entre eux, sans intention de donner une définition décisive et dogmatique (ce qu'ils ont dit d'une seule opération est de ce genre) : et conséquemment aussi de ne pas employer l'expression inusitée chez les saints pères et mise en avant aujourd'hui de deux opérations. Enfin il fut convenu et décidé qu'à l'avenir le très vénérable Sophronius ne parlerait plus du tout ni d'une seule ni de deux opérations, mais qu'il se contenterait de la tradition autorisée par les pères et de leur enseignement sûr et reconnu. Or, ce très saint homme agréa la décision, nous promit de s'y conformer et nous pria de la lui donner aussi par écrit, afin de pouvoir la montrer, disait-il, à ceux qui ne manqueraient pas de le consulter sur cette question, ce que nous avons fait avec plaisir. Il s'embarqua ensuite et retourna en Palestine.

IX. « Sur ces entrefaites, notre très pieux empereur, que Dieu protège, étant à Édesse, nous pria de faire trans-

crire à son usage les passages des pères contenus dans la lettre dogmatique du vénérable Mennas au très saint pape Vigilius, sur la question d'une opération et d'une volonté, et de les envoyer à sa sérénité qui est profondément instruite dans les choses divines : ce que nous avons fait aussitôt. Toutefois, nous rappelant aussi les anciens débats et connaissant le trouble qui naissait déjà d'une telle agitation, nous avons adressé en même temps sur ce sujet un humble rapport à sa très pieuse sérénité et une lettre à l'illustre secrétaire impérial. Dans ces écrits, nous avons représenté toute la délicatesse de cette matière importante, sur laquelle il valait mieux ne pas susciter de controverse et s'en tenir à la doctrine avérée et unanimement professée des pères, que le Fils unique de Dieu, vraiment Dieu et homme tout ensemble, opère les choses divines et les choses humaines et que du seul et même Verbe incarné, comme il est dit plus haut, procède sans division et sans séparation toute opération divine et humaine. C'est ce que le divin Léon nous enseigne par ces paroles : « Chaque nature opère, avec la participation de l'autre, ce qui lui est propre. »

« Sur quoi, nous avons reçu en réponse de sa très puissante sérénité, un très pieux rescrit digne d'elle.

X. « Les choses s'étant ainsi passées, nous avons cru bon et nécessaire de donner connaissance à votre fraternelle et universelle béatitude de ce que nous venons de rapporter sommairement, en vous envoyant copie des pièces. Nous prions votre sainteté de les lire toutes, de suppléer par votre parfaite charité, très agréable à Dieu, et avec la grâce d'en haut, à ce qui pourrait manquer et de nous communiquer votre avis sur ce sujet, par une let-

tre accompagnée de votre bénédiction apostolique, si enviée par nous (1). »

Cette longue épître a été et est restée le thème d'une controverse tellement retentissante que le bruit s'en est prolongé depuis douze siècles jusqu'à nos jours, tellement passionnée que les ouvrages écrits pour et contre formeraient à eux seuls une vaste bibliothèque. Comme l'a très bien dit l'abbé Darras (2), Honorius ne put en aucune façon soupçonner les nombreuses réticences et les sous-entendus dont cette épître si astucieusement conçue et rédigée abonde ; cette pièce avait, en effet, toutes les apparences de la plus entière bonne foi. Tout se réduisait à une question d'opportunité ; fallait-il ou non engager la controverse sur une simple question théologique, plus spéculative, ce semble, que dogmatique ? N'était-il pas préférable de conserver avant tout et précieusement la paix religieuse si heureusement rendue aux églises orientales ?

Mais, l'exposé de Sergius n'avait que l'apparence de la bonne foi ; au point de vue des faits, il est plein de réticences, — bien plus et pis encore, — de mensonges. C'est surtout en calomniant d'une façon si perfide le patriarche de Jérusalem, Sophronius, qu'il induisait complètement Honorius en erreur sur le fond même de la question en litige. Quant au mensonge essentiel de Sergius dans l'exposé de la question dogmatique, ses paroles avaient une signification cachée, différente de leur sens obvie et qu'il se réservait de démasquer plus tard. Sergius se plaignait qu'on eût la prétention d'attribuer à Jésus-Christ *deux volontés contraires l'une à l'autre* ; par l'une le Verbe aurait

(1) Labbe, *Collect. Concilior.*, tome VI, col. 918-928.

(2) P. 505 et suiv.

voulu nous sauver, par l'autre il aurait combattu cette volonté divine. *C'est une impiété*, disait-il, et théologiquement il avait raison. La volonté humaine, dans la personne du Verbe incarné, n'avait pas comme dans la nôtre le dualisme créé par la concupiscence. Ainsi présentée, la chose était claire. Honorius ne vit et ne pouvait voir là l'ombre d'une difficulté. D'ailleurs on ne sollicitait pas de lui une définition de foi. Sergius protestait qu'il ne tenait nullement à ce qu'on employât les termes de une ou deux opérations. Honorius n'avait donc pas à répondre par une définition dogmatique à une consultation qui n'en demandait point. Il ne pouvait inventer une hérésie pour la combattre et la condamner d'avance. Il se contenta de répondre à Sergius, en ces termes :

« Nous avons reçu la lettre de votre fraternité, par laquelle vous nous mandez que Sophronius, autrefois moine et maintenant évêque de Jérusalem, a soulevé des querelles et des disputes nouvelles de mots contre notre frère Cyrus, évêque d'Alexandrie, qui a enseigné aux hérétiques convertis une seule opération en Notre Seigneur Jésus-Christ. Sophronius vint trouver votre fraternité, il renonça à sa querelle, [après s'être longuement instruit auprès de vous de l'affaire, et vous pria d'exprimer par écrit ce qu'il vous avait entendu dire. Nous avons reçu la copie de votre lettre à Sophronius, et après l'avoir lue, nous louons votre fraternité de la prudence et de la circonspection dont elle a fait preuve, en écartant la nouvelle expression qui peut scandaliser les simples ; car, nous devons nous tenir dans les voies de la tradition.... »

Honorius ne pouvait répondre que d'après ce qu'on lui disait et qu'il avait toute raison de croire exact ; à moins d'avoir reçu une communication surnaturelle qui lui eût

révélé une série de manœuvres complètement ignorées, le souverain pontife ne pouvait avoir la moindre défiance sur la vérité des faits exposés par Sergius; il répondit donc comme il devait répondre. Un historien moderne a posé l'objection que voici (1) : « Depuis onze ans que ces perfides manœuvres se tramaient en Orient et qu'elles s'y trahissaient par des actes, le pape Honorius aurait dû en être instruit par ses nonces à Constantinople. Mais soit qu'il n'en eût pas à la cour impériale, soit que ses nonces ne fissent pas leur devoir, Honorius ne se doutait de rien. »

« Il y a dans ce reproche un oubli complet du synchronisme historique de cette époque. Théodore de Pharan, l'auteur obscur de la nouvelle hérésie, était depuis l'an 610, date de la prise de Jérusalem par Serbar, complètement cerné, dans son diocèse d'Arabie, par les troupes de l'invasion persane. La Palestine, la Syrie, l'Égypte, au pouvoir des troupes de Chosroès, étaient complètement isolées du reste de la catholicité. Les relations avec Rome, surtout depuis l'édit du roi de Perse proscrivant toutes les communions chrétiennes, sauf le nestorianisme, étaient aussi rares que dangereuses. Les écrits de Théodore de Pharan ne purent donc absolument pas sortir du petit cercle d'adeptes entre les mains desquels ils se trouvaient avant l'invasson. L'évêque de Phase, Cyrus, dans le pays des Lazes, et Paul, l'évêque sévérien, c'est-à-dire monophysite, rencontré par Héraclius en Arménie, n'étaient pas dans une situation plus favorable au point de vue des communications avec Rome. Depuis l'an 618, Ser-

(1) Rohrbacher. *Histoire universelle de l'Église catholique*, tome X, p. 86.

bar campait à Chalcédoine. Le blocus de tout l'Orient ne cessa qu'en 629, lors de la victoire définitive des armées impériales. De Constantinople même, depuis l'an 620, les relations avec Rome durent être presque nulles. Tous les navires avaient été réquisitionnés en vue de la prochaine expédition projetée par Héraclius. A partir de l'an 622, l'empereur quitta sa capitale, il n'y revint qu'au printemps de l'an 628 et la quitta de nouveau pour n'y rentrer qu'en 635... Dans ses longues absences, il était accompagné de l'impératrice et de toute sa famille. Lors donc qu'on parle d'une cour impériale à Bysance, près de laquelle devait, à poste fixe, se trouver un nonce, on commet un anachronisme. Selon toute probabilité, il n'y avait pas de nonce à Byzance, parce qu'au septième siècle ces sortes d'envoyés pontificaux étaient attachés non pas à la capitale mais à la personne même de l'empereur. Dans l'hypothèse contraire, et en supposant contre toute vraisemblance qu'un nonce quelconque fût resté à Byzance où il n'avait, en l'absence de l'empereur, aucune raison d'être, quel moyen aurait-il eu de communiquer avec Rome, soit pendant le siège effectif par les Avvares, soit pendant l'année qui prépara et celle qui suivit leur expédition, alors que ces barbares avaient envahi et pillaient la Servie et la Croatie, soit même en temps ordinaire, quand les transports par mer faisaient défaut?... Il n'y a donc lieu d'incriminer ni la négligence d'Honorius, ni celle du nonce accrédité à Constantinople, s'il s'en trouvait un. Ajoutons que les relations de Sergius avec Théodore de Pharan et les autres sectaires disséminés en Orient étaient essentiellement secrètes ; qu'elles ne se trahirent par des actes publics qu'en 633, date des conférences d'Alexandrie où Sophronius assista. Or, en

l'an 634, c'est-à-dire quelques mois après cette première manifestation, Sergius se hâta de prendre l'initiative et d'informer le pape (1). »

Quelques mois après, en réponse sans doute à une seconde communication de Sergius, laquelle ne nous a point été conservée, Honorius adressa au patriarche une autre lettre dont l'existence resta quarante deux ans ignorée. Elle fut produite pour la première fois et encore par fragments, en 680, dans la treizième session du sixième concile œcuménique, deuxième de Constantinople. « Pendant les quarante deux années qui suivirent la mort du pontife, — dit M. de Maistre, — jamais les monothélites ne parlèrent de la seconde de ses lettres ; c'est qu'elle n'était pas faite (2). » Cette observation d'un esprit aussi sagace est très juste. Entre ce qu'Honorius a dit et ce qu'on lui a fait dire il y a une grande différence ; il a fallu une étrange malveillance pour dénaturer de la sorte une déclaration pourtant si simple. Sergius avait dit : « On doit éviter de parler d'une opération, parce que la nouveauté de ce terme a pour plusieurs quelque chose d'étrange, qu'elle jette le trouble dans leurs âmes, comme si elle supprimait, ce qu'à Dieu ne plaise, les deux natures distinctes, quoique unies hypostatiquement dans la personne de Jésus Christ. D'un autre côté, les mots *deux opérations* sont pour un grand nombre un sujet de scandale, parce qu'on en déduirait nécessairement deux volontés contraires l'une à l'autre, ce qui serait une impiété. » Honorius répond : « Notre-Seigneur Jésus Christ, médiateur entre Dieu et les hommes, opère les choses divines par l'in-

(1) Darras, p. 510 et 511.

(2) De Maistre, *Du Pape*, livre I, chap. xv.

intermédiaire de l'humanité hypostatiquement unie au Verbe. Il opère les choses humaines d'une manière ineffable et unique, la chair qu'il a prise étant unie sans séparation, immuablement et sans confusion, à la divinité demeurée parfaite. De même nous professons une volonté en Notre Seigneur Jésus Christ ; puisque assurément notre nature a été prise par la divinité sans le péché qui est en elle, c'est à dire notre nature telle qu'elle a été créée avant le péché et non celle qui a été viciée après la chute. « En d'autres termes, Honorius professe une seule opération, une seule volonté dans la nature humaine de Jésus Christ ; il accentue énergiquement cette vérité orthodoxe, parce que Sergius lui dit dans sa lettre que cette vérité est attaquée en Orient et que les controverses à ce sujet vont exciter de nouvelles tempêtes. Or, rien n'est plus certain, rien n'est plus correct, rien n'est plus catholique que cette phrase d'Honorius. « Il est impossible — dit un moderne apologiste, — d'y voir une formule ni même une pensée hérétique. Quelle est en effet la volonté qu'il exclut ici ? Est-ce la volonté divine ? Non sans doute, et personne ne l'en a jamais accusé. Est-ce la volonté humaine ? Non encore, puisqu'il dit que Notre Seigneur a pris notre nature telle qu'elle était avant le péché. Or, il y avait une volonté inhérente à notre nature avant le péché. Le Verbe fait chair a donc pris la volonté originelle, mais ce qu'il n'a pas pris de notre nature, c'est la volonté viciée de cette nature déchue, dans laquelle le péché a établi deux volontés contraires, l'une de l'esprit, l'autre de la chair, l'une qui nous porte au bien, l'autre qui nous porte au mal. Et comme en Jésus-Christ il n'y a point opposition de volontés contraires, puisqu'il n'a pas pris notre nature viciée par le péché, on peut dire en un sens qu'il n'y a en lui qu'une

volonté, volonté concordante et identique à elle-même. C'est ainsi que l'a manifestement entendu Honorius, comme cela résulte de la pensée et du texte de sa lettre (1). »

Cette interprétation, la seule admissible, la seule logique n'est pas nouvelle, elle a été donnée et admise, du temps même d'Honorius, par les représentants les plus autorisés de l'orthodoxie. En 641, trois ans seulement après la mort d'Honorius, le pape Jean IV apprend que les hérétiques orientaux cherchaient à se prévaloir de la lettre pontificale. Il écrit aussitôt à l'empereur Constantin III, successeur d'Héraclius et lui dit : « Toutes les contrées de l'Occident sont émues et scandalisées de la conduite de notre frère le patriarche de Constantinople. Dans des écrits partout disséminés, il prêche des nouveautés contraires à la foi ; il s'efforce d'accréditer ses sentiments particuliers en cherchant à les couvrir de l'autorité du pape Honorius, notre prédécesseur *de sainte mémoire*, lui prêtant une doctrine absolument contraire à la pensée de ce *père vraiment catholique*. Le pontife Honorius *de sainte mémoire* avait été informé par le patriarche Sergius qu'un certain nombre de personnes admettaient en Jésus-Christ, notre Rédempteur, deux volontés contraires. Il répondit que, dans la sainte économie de son incarnation, Notre Seigneur était tout à la fois Dieu parfait et homme parfait ; qu'il a pris d'Adam, suivant la création primitive, la volonté une et naturelle de son humanité, mais non deux volontés contraires, comme nous les sentons en nous-mêmes, nous qui sommes engendrés du péché d'Adam. C'est donc à juste titre et en toute vérité que nous disons et confessons une seule vo-

(1) Weil et Loth. *La cause d'Honorius, Documents originaux*, p. 106.

lonté dans l'humanité de sa sainte incarnation, et non pas deux volontés contraires, l'une de la chair et l'autre de l'esprit. C'est en ce sens que notre prédécesseur a répondu à la consultation des patriarches, disant qu'il n'y a pas dans notre Sauveur, c'est-à-dire dans son humanité, deux volontés contraires, parce qu'il n'a rien pris de vicieux de la prévarication du premier homme. Et que nul, par ignorance de la question, ne trouve un prétexte à récriminer dans le fait que la réponse vise uniquement la nature humaine et ne parle point de la nature divine. Ceux qui auraient à ce sujet quelques scrupules sont avertis que la réponse a été faite exclusivement selon la question posée par le patriarche. En disant qu'il n'y eut point en Jésus-Christ, comme en nous autres pécheurs, deux volontés contraires de la chair et de l'esprit, notre prédécesseur répondait à la question qui lui était posée. Aujourd'hui, quelques personnes, dénaturant l'esprit de sa lettre pour l'accommoder à leur propre sens, l'accusent d'avoir enseigné une seule volonté de la divinité et de l'humanité en Jésus-Christ; cela est entièrement contraire à la vérité (1). »

Le patriarche dont parle le pape Jean IV, au début de cette lettre, était Pyrrhus successeur de Sergius. Ce dernier était mort sans oser donner aucune publicité aux lettres que lui avait adressées Honorius. Il n'aurait pu, du vivant même du pontife, tronquer ses phrases et dénaturer sa pensée. Pyrrhus, que la mort du pape délivrait de pareilles craintes, se servit habilement des lettres d'Honorius pour propager l'hérésie.

Ainsi parlait le pape Jean IV, et le secrétaire pontifical

(1) Joann. IV, *Epist. ad Constantin. III*; *Patr. lat.*, tome LXXX, col. 603 et suiv.

qui tenait la plume n'était autre que le vénérable abbé Jean Sympon, qui avait rédigé, trois ans auparavant, par ordre d'Honorius, la lettre tant controversée. On comprend donc la généreuse indignation, de saint Maxime, martyr plus tard de la vérité catholique, quand il s'écriait : « Quel est l'interprète le plus digne de foi de la lettre pontificale ? Celui qui l'a écrite au nom d'Honorius, l'illustre abbé Jean qui vit encore, et qui, outre tant d'autres mérites, a répandu sur l'Occident l'éclat de sa doctrine et de sa piété ; ou bien les Orientaux qui n'ont jamais quitté Constantinople, et qui parlent d'après leurs sympathies, leurs opinions particulières et personnelles ? N'est-ce pas le comble du ridicule, ou plutôt n'est-ce pas un spectacle lamentable ? Dans leur audace, ils n'ont pas craint de mentir contre le Siège apostolique lui-même. Comme s'ils avaient été de son conseil, ou qu'ils eussent reçu de lui un décret dogmatique, ils ont osé revendiquer pour leur cause le grand Honorius (1), faisant parade à l'appui de leur folle opinion de la suréminente piété de ce pontife (2). Et cependant que n'a pas fait la sainte Église pour les arrêter dans leur voie funeste ? Quel pontife pieux et orthodoxe ne les a conjurés par ses appels et ses supplications de renoncer à leur hérésie ? Que n'a point fait le divin Honorius (3), et après lui le vieillard Severinus, et son successeur le vénérable pape Jean ? » Ainsi parlait saint Maxime. Il était d'autant mieux au courant de la question qu'avant de renoncer au monde et d'entrer dans un monastère il avait été le premier secrétaire de l'empereur

(1) *Secum magnum Honorium* acceperunt.

(2) *Suae præsumptionis ostentationem ad alios facientes, viri in causa pietatis maximam eminentiam.*

(3) *Quid autem et divinus Honorius ?*

Héraclius. Son témoignage, contemporain désintéressé, impartial concorde en tout point avec ceux de Jean IV et du secrétaire d'Honorius. Donc, « la lettre d'Honorius est orthodoxe... Cette conclusion est admise aujourd'hui par presque tous les hommes capables de se former un jugement personnel sur ces matières (1). »

Il est de toute évidence que le pape Honorius n'a point entendu donner une définition dogmatique, il le déclare positivement (2) ; il a seulement répondu à la consultation de Sergius dans les termes où le patriarche l'avait posée ; il a dit, avec toute l'Église, qu'en la personne de Jésus-Christ il n'y avait point la double volonté humaine et contradictoire de la chair et de l'esprit (3).

Honorius mourut le 12 octobre 638. Canonisé de son vivant par les pères du sixième concile de Tolède, canonisé après sa mort par le pape Jean IV, le *divin Honorius*, comme l'appelle saint Maxime, eut un tombeau glorieux. L'épithaphe gravée sur sa pierre sépulcrale résume ainsi ses mérites, ses vertus et ses œuvres : « Les pieux hommages de notre louange glorifient le grand pasteur, vicaire de Pierre ici-bas, triomphant aujourd'hui dans les cieux. De ce tombeau s'élève rayonnant le pape Honorius dont l'honneur et le nom magnanime sont immortels. Tenant d'une main ferme le gouvernail du siège apostolique, il a rappelé les égarés à la barque de Pierre ; il eut ses dépouilles opimes. Il avait la sagacité de l'esprit, la science des divines Écritures ; pasteur, il savait conduire

(1) H. Colombier, *La condamnation d'Honorius et l'infaillibilité du pape*, 4<sup>e</sup> article. (Études religieuses, mars 1870, p. 374.)

(2) Non unam vel duas operationes in mediatore Dei et hominûm definire debemus.

(3) Voyez Darras, p. 525-527.

ses brebis dans les pâturages de la vie. L'Istrie, fatiguée des horreurs d'un long schisme, cède à tes enseignements et revient à la tradition des pères. La perfidie de la race juive fut vaincue par toi, et tu rendis l'unité au pieux bercail du Seigneur. Son zèle pour la patrie ne lui laissait pas un moment de repos, il assurait aux peuples les joies désirées de la paix. Sa doctrine puissante, la régularité sainte de sa vie l'ont mis au rang des plus grands pontifes. En toi revivaient, toujours fécondes, l'éloquence et la sainteté de ton illustre maître. Tu suivais avec passion les traces du juste Grégoire, et tu en as reproduit les vertus. Jouis maintenant, par la grâce du Christ, en compagnie des saints, du jour qui n'a pas de soir, de la lumière éternelle (1)... »

- (1) Pastorem magnum laudis pia præmia lustrant,  
 Qui functus Petri hac vice summa tenet.  
 Effulsit tumulis nam præsul Honorius istis,  
 Cujus magnanimum nomen honorque manet.  
 Sedis apostolicæ meritis nam jura gubernans,  
 Dispersos revocat, optima lucra refert.  
 Utque sagax animo divino in carmine pollens,  
 Ad vitam pastor ducere novit oves.  
 Histria nam dudum sævo sub scismate fessa  
 Ad statuta patrûm teque monente redit.  
 Judaicæ gentis sub te jam est perfidia victa :  
 Sic unum Domini reddis ovile pium.  
 Adtonitum patriæ sollers sic cura movebat  
 Optata ut populis esset ubique quies.  
 Quem doctrina potens, quem sacræ regula vitæ  
 Pontificum pariter sanxit habere decus.  
 Sanctiloqui semper in te commenta magistri  
 Emicuere tui tanquam fecunda nimis.  
 Namque Gregorii tanti vestigia justi  
 Dum sequeris cupiens et meritumque geris,  
 Eternæ lucis Christo dignante perennem,  
 Cum patribus sanctis posside jamque diem...

(Gruter, *Corp. inscript.*, tome II, pars I, p. 1163, n° 11, édition d'Amsterdam, 1607 ; Aringhi, *Roma subterranea*, lib. II, tome I, p. 164 ; édition de Paris, 1659.)

## NOTES SUR PATOUILLET

---

Après Nonotte(1) ou, pour mieux dire, en même temps que Nonotte, Patouillet a subi les incessants sarcasmes de Voltaire. Est-ce parce qu'il était jésuite, ou bien pour avoir écrit contre les erreurs de l'homme de Ferney, ou tout simplement à cause qu'il s'appelait Patouillet ? Peut être est-ce pour cette dernière raison principalement, quoiqu'un *nom* plus ou moins euphonique ne puisse jamais être une *raison*. Mais, Voltaire croyait être très plaisant en désignant Pascalet Boileau par leurs prénoms de Blaise et de Nicolas et, dans plus d'une circonstance, ce procédé commode de bafouer les gens lui semblait le meilleur et le plus irrésistible des arguments. Cependant, Voltaire aurait dû se souvenir que — de son prénom et de son nom de famille, — il s'appelait François Arouet et que c'est parce qu'il en rougissait qu'il se fit, de son autorité privée, *M. de Voltaire*. *Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas*;

Avant de voir ce que le patriarche de Ferney a fait de Patouillet, voyons et montrons ce que l'histoire vraie et impartiale en dit.

(1) Voyez *Le dossier de Nonotte*, dans la treizième série des *Erreurs et Mensonges historiques*, p. 42-78.

Louis Patouillet, né à Dijon, le 31 mars 1699, étudia, dans cette ville, sous le père Oudin (1), et entra chez les Jésuites, où, suivant l'usage, il fut d'abord employé dans l'enseignement. Il résida quelque temps à Laon, prêcha devant le roi Stanislas, à Nancy, et fut appelé ensuite à Paris où il demeura dans la maison professe. Ses premiers essais furent des Poésies diverses sur le mariage du roi, en 1725 et un Poème latin sur la convalescence du même prince, en 1729. Depuis il s'occupa de matières plus sérieuses; il fut un des principaux rédacteurs du *Supplément aux Nouvelles ecclésiastiques*, que les Jésuites opposèrent à la *Gazette janséniste*, et qui parut de 1734 à 1748, dans le même format que les *Nouvelles*. On lui attribue plusieurs écrits anonymes sur les affaires religieuses du temps (2). Chargé de continuer le recueil des *Lettres édifiantes*, après la mort du père Duhalde, en 1743, Patouillet publia le 27<sup>e</sup> recueil de ces lettres en 1749 et le 28<sup>e</sup> en 1758. Il fit encore paraître, en 1776, les tomes 33 et 34. Il fut employé par Mgr. de Beaumont, archevêque de Paris, dans les querelles que ce prélat eut à soutenir avec les Parlements; c'est, sans doute, ce qui lui attira l'ordre de quitter Paris en 1756. Il demeura quelque temps chez M. de la Motte, évêque d'Amiens et depuis chez M. Bauyn, évêque d'Uzès, l'un et l'autre très attachés aux Jésuites. Dans ses dernières années, il s'était retiré à Avignon; et il y mourut en 1779.

« On lui a reproché — dit Picot (3), — de n'avoir pas

(1) Savant Jésuite, célèbre par la fécondité de ses travaux littéraires, mort en 1752.

(2) Cs. l'article *Patouillet*, dans la *Biographie universelle* (Michaud) tome XXXIII, p. 134 et 135.

(3) Biog. univ., l. c. sup. p. 135.

conservé assez de critique et de mesure ; mais ses adversaires ne lui en avaient guère donné l'exemple : ils parlent de lui avec beaucoup de mépris dans leurs ouvrages ; et Voltaire a joint quelquefois (1) le nom de Patouillet à ceux des écrivains qu'il tourne au ridicule dans sa Correspondance et dans ses facéties (2). Il lui attribue un mandement publié en faveur des Jésuites par M. de Montillet, archevêque d'Auch ; cette attribution n'est pas suffisamment justifiée : mais on est fondé à croire, en général, que Patouillet fut chargé, par plusieurs évêques, de rédiger des écrits sur les querelles de ce temps-là ; et cette marque de confiance n'a rien qui ne lui fasse honneur. »

Pour en revenir ou plutôt pour en arriver aux sarcasmes et aux injures de Voltaire contre le père Patouillet, — en 1768, il accusait ce jésuite d'avoir composé un libelle diffamatoire à l'occasion de l'arrêt d'expulsion de sa Compagnie. *Libelle diffamatoire*, les gros mots coûtent moins que les arguments et les raisons.

« J.-F. de Montillet, archevêque d'Auch, (c'est Voltaire qui parle), signa *dans son* palais archiépiscopal, le 23 janvier 1764, un libelle diffamatoire composé par Patouillet et consorts.... Il est dit dans ce libelle (p. 35) : « Vos  
« pères vous avaient appris à respecter les Jésuites ; cette  
« vénérable Compagnie vous avait pris dans son sein dès  
« votre enfance, pour former vos cœurs et vos esprits  
« par le lait de ses instructions. Elle cesse d'être : on  
« leur ôte, en les rendant au siècle, le patrimoine qu'ils y  
« avaient laissé, etc. »

« C'est-à-dire — ajoute Voltaire, — que Patouillet vou-

(1) « A tous propos, » serait une expression plus juste.

(2) Ou mieux ses diatribes furibondes.

lait bouleverser la famille des Patouillet, en demandant à partager, et en ne se contentant pas de sa pension...

« Patouillet traite (p. 13) de vagabond un officier du roi qui n'était pas sorti de ses terres depuis quinze ans. Il est assez bien instruit pour appeler mercenaire un homme qui, dans ce temps là même, avait prêté généreusement au neveu de J.-F. Montillet une somme considérable, en bon voisin ; et le J.-F. Montillet d'Auch est assez mal avisé pour signer cette impertinence. J'étais auprès de cet officier du roi quand, au bout de trois ans, la nièce de l'archevêque J.-F. Montillet envoya son argent avec les intérêts au créancier, qui les jeta au nez du porteur.

« Si j'avais été à la place de l'archevêque J.-F. Montillet, j'aurais écrit au bienfaiteur de mon neveu, « Monsieur, je vous demande très humblement pardon d'avoir signé le libelle de Patouillet, etc. » ou bien, « Monsieur, je suis un imbécile qui ne sais pas ce que c'est qu'un mandement, et qui m'en suis rapporté à ce misérable Patouillet, etc ; » ou bien, « Monsieur, pardonnez à ma bêtise si, ne sachant ni lire ni écrire, j'ai prêté mon nom à ce polisson de Patouillet, ; » ou enfin quelque chose dans ce goût d'honnêteté et de décence. Mais en voilà assez sur Montillet et Patouillet. »

Ainsi s'exprime Voltaire dans l'épilogue de son poème héroïque (sic) de *La guerre civile de Genève*. L'officier du roi si sensible à l'épithète exacte de *vagabond* n'est autre que Voltaire parlant ici de lui-même à la troisième personne. *Mercenaire* est bien le mot, car Voltaire ne prêta jamais que sur de bonnes sûretés et à gros intérêts, il n'était pas homme à jeter au nez d'un débiteur qui s'acquittait envers lui l'argent d'une créance au profit du susdit

*officier du roi*. Le reste de la note ne vaut pas l'honneur d'être relevé ; de telles impertinences portent avec elles leur châtement.

Et, en 1775, dans une note du *Dialogue de Pégase et du vieillard*, Voltaire qui a la rancune tenace, dit : « Patouillet débitait, il y a quelques années, des déclamations de collèges nommées *mandements* pour des évêques qui ne pouvaient pas en faire. Il en débita un contre notre auteur et contre d'autres gens de lettres... Ce Patouillet était un des plus forts écrivains dans le genre calomnieux que nous ayons eus depuis Garasse. »

En 1767, dans ses *Honnêtetés littéraires*, ainsi nommées par antiphrase, Voltaire avait repris son thème contre Patouillet et les insultes du prétendu mandement contre l'officier du roi, etc. (1). Et comme il tenait à se donner un beau rôle dans l'affaire du prêt d'argent au neveu de l'archevêque d'Auch, il ajouta à son récit primitif de nouveaux détails. « Un parent de l'archevêque, auquel cet officier du roi daignait prêter de l'argent dans ce temps-là même, écrivit à M. d'Auch qu'il s'était laissé surprendre, qu'il se déshonorait, qu'il devait faire une réparation authentique ; que lui, son parent, n'oserait plus paraître devant l'offensé : « Je ne suis pas en état, disait-il  
« dans sa lettre, de lui rendre ce qu'il m'a si généreuse-  
« ment prêté. Payez-moi donc ce que vous me devez de-  
« puis si longtemps, afin que je sois en état de satisfaire  
« à mon devoir. »

« M. d'Auch fut si honteux de son procédé qu'il se tut. La famille de l'offensé répondit à son silence par cette lettre, qui fut envoyée de Paris à M. d'Auch. »

(1) 23<sup>e</sup> honnêteté, des plus fortes.

Cette lettre n'est autre que la *Lettre pastorale à M. l'archevêque d'Auch* (1766), petit factum publié par Voltaire, sous le voile de l'anonyme et qu'il se montra très empressé à propager, mais toujours par des voies détournées ; ainsi, le 1<sup>er</sup> avril 1766, il écrivait à Damilaville : « Voici trois exemplaires (de ce factum) que M. Boursier (Voltaire lui-même) m'a remis pour vous être envoyés. Il dit que vous ne ferez pas mal d'en envoyer un au prêtre de la Novempopulanie (l'archevêque d'Auch). Vous voyez que la justice de Dieu est lente, mais elle arrive :

*Sequitur pede pœna claudo.*

« Il y a des gens auxquels il faut apprendre à vivre, et il est bon de venger quelquefois la raison des injures des marouffles.... *Écrasez l'infâme.* » Et le 4 du même mois, il écrit encore à Damilaville : « Je saurai demain si vous avez reçu une *lettre* adressée à M. d'Auch, ou plutôt à frère Patouillet, auquel il n'avait fait que prêter son nom. »

Comme Voltaire — à l'abri de l'anonyme et sous le couvert de M. Boursier, — se sent parfaitement libre de s'encenser tout à son aise, il ne s'y épargne pas la bonne mesure dans la *Lettre pastorale* en question. « Vous avez osé insulter des hommes vertueux que vous n'êtes pas à portée de connaître, — dit-il à Mgr d'Auch, — vous avez surtout indignement outragé un citoyen qui demeure à cent cinquante lieues de vous : vous dites à vos diocésains d'Auch, que ce citoyen, officier du roi,... est un vagabond et un fugitif du royaume, tandis qu'il réside depuis quinze années dans ses terres, où il répand plus de bienfaits que vous ne faites dans votre diocèse, quoique vous soyez plus riche que lui. Vous le traitiez de mercenaire dans

le temps même qu'il donnait des secours généreux à votre neveu dont les terres sont voisines des siennes : ainsi vous couronnez vos calomnies par la lâcheté et par l'ingratitude.... Vous savez tout ce que vos parents et tout ce que des hommes d'honneur vous ont écrit sur le scandale que vous avez donné... On a épuisé toutes les voies de l'honnêteté pour vous faire rentrer en vous-même. Il ne reste plus à une famille considérable, si insolemment outragée, qu'à dénoncer au public l'auteur du libelle, comme un scélérat dont on dédaigne de se venger, mais qu'on doit faire connaître. On ne veut pas soupçonner que vous ayez pu composer ce tissu d'infâmies ;... mais, quel que soit son abominable auteur, on ne lui répond qu'en servant la religion qu'il déshonore, en continuant à faire du bien et en priant Dieu qu'il convertisse une âme si perverse et si lâche, s'il est possible pourtant qu'un calomniateur se convertisse. »

Tout cela est grotesquement odieux. Il semble entendre le Pharisien de la parabole évangélique, quand on lit ce que Voltaire dit de lui-même à la troisième personne : « Il répand plus de bienfaits dans ses terres que vous ne faites dans votre diocèse, quoique vous soyez plus riche que lui. » Le prêteur à gros intérêt se trouve ensuite métamorphosé en donneur de *secours généreux*.

Mais, comment, si Voltaire ignore quel est le véritable rédacteur du mandement par lui incriminé, — un jésuite ou l'archevêque lui-même, — peut-il tonner si fort, au hasard, contre ce qu'il appelle *lâcheté* et *ingratitude* ? Et il appelle *épuiser toutes les voies de l'honnêteté* les sarcasmes et les injures dont lui, Voltaire, presque toujours sous le masque, n'a pas craint d'accabler le

prélat ! Tartuffe n'eût pas tenu un autre langage, en terminant cette *lettre*.

En 1771, dans l'article *Jésuites*, de son *Dictionnaire philosophique*, Voltaire revenant à Patouillet et à son éternel grief, s'exprime ainsi : « Un insolent de cette société, nommé Patouillet, insultait, dans des mandements d'évêque, des citoyens, des officiers de la maison du roi, dont les laquais n'auraient pas souffert qu'il leur parlât. »

*Des officiers!* ce pluriel nous paraît singulier. La fin de cette phrase est conçue avec une telle ambiguïté qu'elle pourrait indiquer le profond mépris des laquais pour la personne de Voltaire et des philosophes.

Il paraîtrait — toujours d'après Voltaire, — que les évêques du siècle dernier étaient incapables de rédiger eux-mêmes leurs mandements. « Il faut que vous sachiez — écrivait-il à d'Alembert (1), — que Patouillet est l'archevêque d'Auch. Son archevêché vaut cinquante mille écus de rente et par conséquent lui donne un très grand crédit dans la province, tout imbécile qu'il est. Il avait donné un mandement scandaleux..... Ce fut Patouillet qui aida à faire contre moi ce mandement,.... ainsi qu'une lettre du grand Pompignan, évêque du Puy. Vous ne savez pas, vous autres Parisiens, combien de cuistres en mitre... se sont ligués dans les provinces contre le sens commun. »

Et ailleurs, revenant encore et toujours à son implacable acharnement contre sa victime, Voltaire dit : « Un ex-jésuite, nommé Patouillet et un autre nommé Nonotte se signalèrent contre moi, dans cette extravagante idée

(1) 4 juin 1769.

que j'avais contribué à la ruine de la compagnie de Jésus et que par conséquent j'étais un franc hérétique. Ils m'honorèrent assez pour mêler mon nom dans les libelles qu'ils publièrent contre les parlements.....

« Frère Patouillet fit, sous le nom de M. de Montillet, archevêque Auch, un mandement... On me fait l'honneur, dans ce bel écrit, de dire que je suis un auteur mercenaire, dans le temps même que je prêtais de l'argent assez honnêtement au propre neveu de l'archevêque d'Auch.... »

Ceci se lit, à la date de 1769, dans une *réponse de M. de Voltaire à une lettre anonyme écrite à M. de Voltaire*, par Voltaire lui-même, comme l'a très bien prouvé Beuchot (1), d'après les Mémoires secrets (2) et les notes de Wagnières.

Un an auparavant, en 1768, dans son épître *A mon vaisseau*, l'homme de Ferney envoyait en exil ou à Toulon, au choix, au bagne et en compagnie de Nonotte et de Fréron le père Patouillet.

O vaisseau qui portes mon nom,...  
Tu vogueras peut être à ces climats sauvages  
Que Jean-Jacque a vantés dans son nouveau jargon.  
Va débarquer sur ces rivages  
Patouillet, Nonotte et Fréron ;  
A moins qu'aux chantiers de Toulon  
Ils ne servent le roi noblement et sans gages.

Voilà ce que Voltaire appelait *épuiser toutes les voies de l'honnêteté*.

Dès 1767, Patouillet était désigné par l'irascible *officier du roi* comme l'un des coopérateurs du *Dictionnaire anti-*

(1) Œuvres de Voltaire, tome XLV, p. 138.

(2) A la date du 4 mai 1769.

*philosophique*. « J'ai reçu un livre imprimé à Avignon, intitulé *Dictionnaire antiphilosophique*... Les malheureux y ont rassemblé toutes les ordures qu'on a vomies dans divers temps contre Helvétius et Diderot et contre quelqu'un que vous connaissez (Voltaire lui-même). La fureur de ces misérables est toujours couverte du masque de la religion; ils sont comme les coupeurs de bourses qui prient Dieu à haute voix en volant dans l'église... »

« L'ouvrage est sans nom d'auteur, le titre le fait débiter.... Trois jésuites nommés Patouillet, Nonotte et Cérutti ont contribué à ce chef-d'œuvre. On m'assure qu'un avocat a déjà daigné répondre à ces marauds, à la fin d'un livre qui roule sur des matières intéressantes...

« Quoi ! trois jésuites se liguent pour répandre les calomnies les plus atroces, et trois honnêtes gens resteront tranquilles ! (1) »

La haine, cette fois, avait complètement égaré Voltaire. C'est Chaudon qui est le principal auteur du *Dictionnaire antiphilosophique*, pour servir de commentaire et de correctif au *Dictionnaire philosophique* (de Voltaire) et aux autres livres qui ont paru de nos jours contre le christianisme (2). On a quelquefois confondu (Voltaire tout le premier), l'ouvrage de Chaudon avec celui de Nonotte, qui ne parut qu'en 1772 et qui a pour titre : *Dictionnaire philosophique de la religion*, etc.

(1) A Damilaville, 1<sup>er</sup> décembre 1767.

(2) Avignon 1767, in-8; 1769, 2 vol. in-8; 1772, 2 vol. in-8. La dernière édition, 1785, 2 vol. in-8, est intitulée *Anti Dictionnaire philosophique*, etc., 4<sup>e</sup> édition, corrigée, considérablement augmentée et entièrement refondue sur les mémoires de divers théologiens.

Croyant toujours Patouillet l'auteur du *Dictionnaire antiphilosophique*, — en 1771 (1), Voltaire qualifie cet ouvrage *un infâme libelle* et son auteur *un des plus impudents falsificateurs* du texte de l'Écriture sainte.

Mais, la plus violente diatribe contre Patouillet, qu'il s'obstine à prendre pour un des auteurs du *Dictionnaire antiphilosophique* est celle-ci qui, en 1768 (2), s'exhalait en ces termes furibonds : « Il faut convenir que ce sont des énergumènes, tels que les Patouillet et les Nonotte, qui ont enfin soulevé toute la France contre les Jésuites...

« Un de ces malheureux... vient de faire un ouvrage contre presque tous les gens de lettres illustres ; et toujours dans le dessein de venger Dieu ... Il intitule sa rapsodie *Antiphilosophique* ; elle l'est bien, en effet ; mais il pouvait l'intituler aussi *Antihumaine, Antichrétienne*...

« Le monstre crie sans cesse, Dieu ! Dieu ! Dieu ! Excrément de la nature humaine, dans la bouche de qui le nom de Dieu devient un sacrilège ; vous qui ne l'attestez que pour l'offenser, et qui vous rendez plus coupable encore par vos calomnies que ridicule par vos absurdités ; vous le mépris et l'horreur de tous les hommes raisonnables, vous prononcez le nom de Dieu dans tous vos libelles, comme des soldats qui s'enfuient en criant : *Vive le roi !* »

Après de telles injures est-on bien venu à dire, avec un recueil de nos jours (3), que « le père Patouillet avait pour ainsi dire provoqué par la maladresse de ses attaques

(1) Article *Jephté*, section II. (*Dictionnaire philosophique*).

(2) Le Pyrrhonisme de l'histoire, par un bachelier en théologie, chapitre XLIII, absurdité et horreur.

(3) Nouvelle biographie universelle (Didot) article *Patouillet*, (tome XXXIX, col. 337. — 1862.)

contre les philosophes les sarcasmes continuels de Voltaire ? « Les rôles nous semblent ici étrangement intervertis ; car, qui s'est toujours montré violent et impitoyable, même et surtout à faux, contre ses adversaires, sinon le patriarche de Ferney ?

---

## LA VÉRITÉ SUR LE CONCORDAT DE 1801.

---

Certes c'est une belle chose que la reconnaissance, c'est la plus noble manifestation de l'âme humaine, à la condition toutefois qu'elle ne s'égare pas sur un homme ou sur une institution qui en soit indigne. Ce principe n'a jamais eu tant besoin d'être proclamé qu'en la circonstance dont il s'agit ici ; nous voulons parler de Bonaparte et du Concordat qu'il conclut avec l'Église romaine, au commencement de ce siècle (1).

L'auteur de cet acte important et cet acte lui-même ont été également mal appréciés, parce qu'on a méconnu le caractère de l'homme qui en avait pris l'initiative et qu'on a exagéré les fruits très contestables de cet accord entre le chef futur de la France et le successeur de saint Pierre, — entre Bonaparte et Pie VII.

En d'autres termes et pour poser franchement la question, 1° Bonaparte dût-il la pensée du Concordat à un mobile religieux ou purement politique et ambitieux ? 2° Se montra-t-il le fils soumis ou le tyran de la papauté ? 3° Enfin, quelles furent à ses yeux comme pour l'Église les sui-

(1) 15 juillet 1801.

tes du Concordat ? Trois divisions dans lesquelles nous devons circonscrire cette étude et en justifier ainsi le titre principal : *La vérité sur le Concordat de 1801*.

## I

Républicain et sceptique par principe et par politique, Bonaparte, dans la première moitié de sa vie, ne songeait avant tout et par tous les moyens possibles qu'à sortir de l'obscurité où l'on semblait vouloir le tenir emprisonné (1). Ambitieux et âpre au succès, ce Corse dont le caractère se compliquait d'ardeur et de ruse, cherchait sa voie pour parvenir au succès qu'il rêvait, c'est-à-dire la domination despotique du monde, et tous les moyens lui semblaient bons et légitimes pour y réussir. Ainsi qu'on l'a très bien défini en peu de mots, Bonaparte, c'était Robespierre à cheval, c'est à dire la Révolution se continuant par la guerre à l'Europe, par la déclamation du langage et l'emphase des idées ; trois choses qui se faisaient largement jour dans les proclamations qu'il avait adressées à l'Italie catholique en 1796, lors de la première invasion républicaine, en Lombardie, en Vénétie et dans les Romagnes. Quatre ans après, au printemps de 1800, le premier consul changeait complètement de langage, dans le même pays et vis-à-vis des mêmes populations ; désormais, dans les actes émanés de son quartier général, la religion catholique tient la première place. A peine entré à Milan, il se hâte d'ordonner qu'un *Te Deum* y sera solennellement

(1) Nous recommandons, pour l'étude de Bonaparte républicain,.... et le reste, l'article remarquable et très fouillé qu'un anonyme, bien informé, a publié dans le *Grand dictionnaire* de P. Larousse, en 1867, tome II, p. 920-946.

chanté afin de célébrer — dit-il dans le bulletin de l'armée, — la délivrance de l'Italie *des hérétiques et des infidèles* (1). Il ne peut, en effet, pardonner à l'Angleterre d'avoir prêté son concours à l'Autriche pour bloquer Gênes et au Sultan d'être venu ravitailler Venise avec ses vaisseaux. « Les prêtres mêmes — écrit-il au gouvernement « de la République française, — sont très mécontents de « voir les hérétiques Anglais et les infidèles Musulmans « profaner le territoire de la catholique Italie (2). »

Ne semble-t-il pas entendre un Clovis ou un Charlemagne prenant en main les intérêts de la religion ? Nous insistons sur ce souvenir du chef de la race carlovingienne, parce que le rapprochement entre Bonaparte et le grand empereur, le sauveur des papes, a été fait et ressassé à satiété jusqu'à nos jours par des écrivains et des orateurs que la flatterie ou la reconnaissance exagérée égarait également. Or, nous ne le verrons que trop tôt et surtout trop clairement, il n'y avait rien de Clovis et encore moins de Charlemagne dans Bonaparte non plus que dans Napoléon.

Pour en revenir au brusque changement de langage du premier consul en Italie, en 1800, — le 5 juin, prêt à quitter Milan pour aller combattre Mélas, il crut opportun d'adresser publiquement aux curés de la capitale de

(1) Correspondance de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup>, tome VI, p. 424. — La publication de l'immense et importante correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, de 1794 à 1815, a été pour cet homme trop fameux une révélation aussi écrasante que celle des lettres de Voltaire pour le coryphée des philosophes du siècle dernier ; ces deux correspondances livrées à la publicité par les admirateurs et les adulateurs de l'un et de l'autre sont, pour l'un comme pour l'autre, l'arrêt définitif de l'histoire.

(2) Correspondance... tome VI, p. 424.

la Lombardie une allocution dont l'intention évidente ne peut être l'objet d'aucun doute. Les termes en sont trop curieux, ils décèlent trop clairement les vues du premier consul pour qu'il ne soit pas utile de la reproduire intégralement.

« J'ai désiré de vous voir tous rassemblés ici, afin d'a-  
« voir la satisfaction de vous faire connaître par moi-même  
« les sentiments qui m'animent au sujet de la religion  
« catholique, apostolique et romaine. Persuadé que cette  
« religion est la seule qui puisse procurer un bonheur  
« véritable à une société bien ordonnée et affermir les  
« bases d'un bon gouvernement, je vous assure que je  
« m'appliquerai à la protéger et à la défendre dans tous  
« les temps et par tous les moyens. Vous, les ministres de  
« cette religion, qui certes est aussi la mienne, je vous  
« regarde comme mes plus chers amis; je vous déclare  
« que j'envisagerai comme perturbateur du repos public  
« et ennemi du bien commun, et que je saurai punir  
« comme tel, de la manière la plus rigoureuse et la plus  
« éclatante, et même, s'il le faut, de la peine de mort,  
« quiconque fera la moindre insulte à notre commune  
« religion ou qui osera se permettre le plus léger outrage  
« envers vos personnes sacrées.

« Mon intention formelle est que la religion chrétienne,  
« catholique et romaine soit conservée dans son entier,  
« qu'elle soit publiquement exercée et qu'elle jouisse de  
« cet exercice public avec une liberté aussi pleine, aussi  
« étendue, aussi inviolable qu'à l'époque où j'entrai pour  
« la première fois dans ces heureuses contrées. Tous les  
« changements qui arrivèrent alors, principalement dans  
« la discipline, se firent contre mon inclination et ma fa-  
« çon de penser. Simple agent d'un gouvernement qui

« ne se souciait en aucune sorte de la religion catholique,  
« je ne pus alors empêcher tous les désordres qu'il vou-  
« lait exciter à tout prix, à dessein de la renverser. Ac-  
« tuellement que je suis muni d'un plein pouvoir, je suis  
« décidé à mettre en œuvre tous les moyens que je croi-  
« rai les plus convenables pour assurer et garantir cette  
« religion.

« Les philosophes modernes se sont efforcés de persua-  
« der à la France que la religion catholique était l'impla-  
« cable ennemie de tout système démocratique et de tout  
« gouvernement républicain : de là cette cruelle persé-  
« cution que la République française exerça contre la  
« religion et contre ses ministres ; de là toutes les hor-  
« reurs auxquelles fut livré cet infortuné peuple. La diver-  
« sité des opinions qui, à l'époque de la révolution, ré-  
« gnaient en France au sujet de la religion, n'a pas été  
« une des moindres sources de ces désordres. L'expé-  
« rience a détrompé les Français et les a convaincus que  
« de toutes les religions il n'y en a pas qui s'adopte,  
« comme la catholique, aux diverses formes de gouverne-  
« ment, qui favorise davantage, en particulier, le gouver-  
« nement démocratique républicain, en établisse mieux les  
« droits et jette plus de jour sur ses principes. Moi aussi,  
« je suis philosophe, et je sais que, dans une société quelle  
« qu'elle soit, nul homme ne saurait passer pour vertueux  
« et juste s'il ne sait d'où il vient et où il va. La simple  
« raison ne saurait nous fixer là-dessus ; sans la religion,  
« on marche continuellement dans les ténèbres ; et la re-  
« ligion catholique est la seule qui donne à l'homme des  
« lumières certaines et infaillibles sur son principe et sa  
« fin dernière. Nulle société ne peut exister sans morale ;  
« il n'y a pas de bonne morale sans religion ; il n'y a donc

« que la religion qui donne à l'État un appui ferme et  
« durable. Une société sans religion est comme un vais-  
« seau sans boussole : un vaisseau dans cet état ne peut  
« ni s'assurer de sa route ni espérer d'entrer au port. Une  
« société sans religion, toujours agitée, perpétuellement  
« ébranlée par le choc des passions les plus violentes,  
« éprouve en elle-même toutes les fureurs d'une guerre  
« intestine qui la précipite dans un abîme de maux, et  
« qui, tôt ou tard, entraîne infailliblement sa ruine.

« La France, instruite par ses malheurs, a ouvert enfin  
« les yeux ; elle a reconnu que la religion catholique était  
« comme une ancre qui pouvait seule la fixer dans ses agi-  
« tations et la sauver des efforts de la tempête ; elle l'a  
« en conséquence rappelée dans son sein. Je ne puis pas  
« disconvenir que je n'aie beaucoup contribué à cette  
« belle œuvre. Je vous certifie qu'on a rouvert les églises  
« en France, que la religion catholique y reprend son  
« ancien éclat et que le peuple voit avec respect ces sacrés  
« pasteurs qui reviennent, pleins de zèle, au milieu de  
« leurs troupeaux abandonnés.

« Que la manière dont a été traité le pape défunt ne  
« vous inspire aucune crainte : Pie VI a dû en partie ses  
« malheurs aux intrigues de ceux à qui il avait donné sa  
« confiance et en partie à la cruelle politique du Directoire.  
« Quand je pourrai m'aboucher avec le nouveau pape,  
« j'espère que j'aurai le bonheur de lever tous les obsta-  
« cles qui pourraient s'opposer encore à l'entière réconci-  
« liation de la France avec le chef de l'Église. Je n'ignore  
« pas ce que vous avez souffert, tant dans vos personnes  
« que dans vos biens ; vos personnes, encore une fois, se-  
« ront sacrées à l'avenir et respectées de tout le monde ;  
« quant à vos biens, j'aurai soin de donner les ordres né-

« cessaires pour qu'ils vous soient rendus au moins en  
« partie, et je ferai en sorte qu'on vous assure pour tou-  
« jours des moyens d'exister honorablement.

« Voilà ce que je voulais vous communiquer au sujet  
« de la religion chrétienne, catholique et romaine. Je  
« désire que l'expression de ces sentiments reste gravée  
« dans vos esprits, que vous mettiez en ordre ce que je  
« viens de dire, et j'approuverai qu'on en fasse part au  
« public par la voie de l'impression, afin que mes disposi-  
« tions soient connues non-seulement en Italie et en  
« France mais encore dans toute l'Europe (1). »

Une remarque sur cette *allocution* écrite ne sera pas inutile ; cette pièce peint bien, pour qui sait lire entre les lignes un document de ce genre et de cette importance, l'homme qui l'a dicté. N'osant pas affirmer, ce qui serait bien audacieux — à l'égard de ses collègues et surtout de la vérité, — qu'il est le premier et seul promoteur du retour de la France au culte catholique, Bonaparte dit, non sans y insister cependant assez fortement, qu'il y a *beaucoup* contribué. Nous verrons bientôt ce qu'il faut penser de cette assertion plus que hasardée.

Cette pièce s'intitule dans le texte italien qui en fut imprimé et répandu à profusion dans toute la péninsule : *Allocuzione del primo Console* (2) ; elle fut réimprimée, avec la traduction en regard, dans les *Annales philosophiques*, (Paris, vendémiaire an IX-1801).

Le retentissement de ces paroles si nouvelles dans une

(1) Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, tome VI, p. 426-428, (16 prairial an VIII, 5 juin 1800.)

(2) Genova, anno VIII, Andrea Frugoni, in-8.

telle bouche fut immense, comme on peut bien le penser ; l'orateur n'avait pas trop présumé du succès qu'il se promettait de cette déclaration si accentuée, comme le fait remarquer M. O. d'Haussonville (1) : « Qui se souciait alors de s'informer si, au Caire, dans la société des ulémas, le même général n'avait point parlé de la religion du prophète à peu près dans les mêmes termes qui lui servaient à vanter celle du Christ (2) ? Parmi ses anciens compagnons de l'expédition d'Égypte, qu'il avait si souvent entretenus de la beauté du Coran, dans le groupe de ses aides de camp à qui naguère il avait imposé de longues stations à la sainte mosquée d'El-Azhar, un assez petit nombre seulement se permettaient encore, dans le particulier, quelques discrètes plaisanteries ou plutôt des demi-sourires de plus en plus comprimés que le respect croissant n'allait par tarder à glacer bientôt sur tous les visages. » Seul, en 1800, un homme d'esprit, Beffroy de Regny, osa toucher à ce souvenir de tartufferie politique ; dans son *Dictionnaire néologique des hommes et des choses* (3), au mot *Allah*, il écrivit ces lignes : « Allah ! exclamation religieuse des Musulmans. Des généraux français, en l'employant à propos, ont réussi à capter la bienveillance des peuples qu'ils visitaient :

J'eusse été, près du Gange, esclave des faux dieux,  
Chrétienne dans Paris, musulmane en ces lieux. »

(1) L'Église romaine et les négociations du Concordat, (1800-1814), *Revue des Deux-Mondes*, 1865, (n° du premier mai), p. 207 et 208.

(2) Voyez l'historique de la campagne d'Égypte dicté au général Bertrand.

(3) Tome I, p. 87.

L'allusion et la citation de Voltaire déplurent singulièrement à Bonaparte qui fit mettre au pilon le malencontreux dictionnaire (1).

Non content de faire chanter un *Te Deum* solennel dans la cathédrale de Milan, Bonaparte voulut y assister en personne, avec son état major (2) et fit bénir par le clergé de cette ville ses drapeaux ; son intention visible, en cette circonstance, était d'agir sur l'opinion de la France beaucoup plus encore que sur celle de l'Italie, il rêvait peut être, on peut dire déjà sans doute, le titre et le pouvoir suprême et, comme l'a dit V. Hugo :

Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte.

(1) Ch. Monselet. *Les Oubliés et les Dédaignés*, etc., article sur le cousin Jacques (Beffroy de Regny,) tome I, p. 225 et 226.

(2) Bonaparte écrivait, le 18 juin 1800, à ses collègues, les Consuls : « Aujourd'hui, malgré ce qu'en pourront dire nos athées de Paris, je vais en grande cérémonie au *Te Deum* que l'on chante à la métropole de Milan. » — (Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, tome VI, p. 469.) Et dans le bulletin de l'armée de réserve, à la date du même jour, on lit : « Le premier consul a assisté ce matin au *Te Deum* que la ville de Milan a fait chanter, dans la métropole, en l'honneur de la délivrance de la République et de la gloire des armées françaises. Il a été reçu à la porte par tout le clergé, conduit dans le chœur sur une estrade préparée à cet effet... Ce respect pour l'autel est une époque mémorable qui fera impression sur les peuples d'Italie et plus d'amis à la République... « Si l'on fait ainsi, — disaient les Italiens, — de tous « les pays, nous sommes tous républicains et prêts à nous armer « pour la défense de la cause du peuple dont les mœurs, la langue et les habitudes ont le plus d'analogie avec les autres. » — (Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, tome VI, p. 474.) Evidemment, ceci a été écrit sous la dictée de Bonaparte.

« Ne soyons pas trop surpris, — dit M. d'Haussonville (1), — ni surtout scandalisés, si nous voyons le premier consul, frappé de l'utilité du concours que lui ont prêté, moyennant certaines avances, le clergé et les catholiques italiens, songer aussitôt au grand profit qu'en France il pourra tirer d'une semblable alliance pour mener à bien l'entreprise nouvelle dont le succès ne lui importe pas moins actuellement que tout à l'heure la défaite des Autrichiens... Quelle a été la part de l'impulsion involontaire, irréfléchie, désintéressée, et quelle sera la part du calcul personnel, des considérations humaines et des visées purement égoïstes? Cela regarde uniquement sa conscience, et l'affaire est à régler devant un tribunal plus infaillible que celui de l'histoire... Napoléon, en compromis, puis aux prises avec la religion, la plus grande chose de tous les temps, voilà un spectacle qui vaut la peine qu'on s'y arrête. »

C'est d'ailleurs le droit, l'intérêt, surtout le devoir de l'historien.

Or, l'allocution adressée aux curés de Milan avait été imprimée et distribuée à profusion dans toutes les villes du Piémont et de la Lombardie ; plusieurs exemplaires durent même parvenir jusqu'à Rome. Bientôt le Pape était informé officieusement que le chef des armées françaises désirait entrer en négociations pour arranger les affaires religieuses de la France ; la cour de Rome accueillit avec empressement ces ouvertures qui la surprenaient agréablement. Mais, Bonaparte ayant été rappelé à Paris, sur ces entrefaites, ce fut dans cette ville que l'envoyé de Pie VII dut rejoindre le premier consul. Les préliminaires du

(1) Ibid. *Ut sup.*, p. 209 et 210.

Concordat n'allaient pas aussi vite que l'eût voulu l'impatient chef des armées françaises ; à ses despotiques et tyranniques prétentions Rome opposait ses sages lenteurs et cherchait, en gagnant du temps, à le ramener à une appréciation vraie des exigences légitimes de la situation. C'était une lutte terrible à soutenir, étant connue la nature irritable du premier consul. Ennuyé de se laisser malgré lui entraîner dans ce qu'il appelait de misérables querelles de dogmes, Bonaparte signifia tout à coup à M. Cacault, ministre de France à Rome, l'ordre de quitter la ville éternelle, si dans cinq jours le Concordat projeté à Paris n'était pas agréé par le Pape. Le ministre de France fut en même temps chargé d'avertir le Saint-Père qu'une plus longue résistance produirait de déplorable conséquences *autant pour la religion que pour la domination temporelle*.

A peu de jours de distance, on se trouvait bien loin des promesses ultra conciliantes de l'allocution aux curés de Milan. Jamais ambitieux impatient et par conséquent maladroit ne se trahit plus que le premier consul en cette circonstance. Qu'allait faire le Pape ? Céder, c'était une lâcheté et de plus un immense danger. Mais, la persistance à résister créait à la cause de la religion en France et en Italie d'incalculables dangers. M. Cacault, en homme habile autant que loyal, conseilla au Pape et lui fit comprendre la nécessité de l'envoi du cardinal Consalvi auprès du premier consul qu'une telle démarche flatterait et pourrait ramener à des sentiments équitables ; justement confiant dans le ministre de France, Pie VII se rendit à ses avis et députa le cardinal auprès de Bonaparte : il était temps. De son côté, M. Cacault qui savait comment il fallait prendre celui que, dans ses conversations fami-

lières, il appelait, avec raison, *l'homme terrible*, recommandait à Bonaparte la douceur et les ménagements avec Consalvi plutôt que le retour aux procédés d'intimidation qui venaient d'échouer si complètement à Rome.

Le premier consul consentit donc à recevoir Consalvi en grande audience et en s'entourant lui-même de toute la pompe imaginable, théâtrale comme devaient l'être tous les actes de sa vie et de son pouvoir; évidemment, il voulait éblouir, fasciner le représentant du pape. « Le premier consul avait trouvé à propos — dit Consalvi, dans ses Mémoires, — de me faire aller à l'audience pour la première fois dans cette solennelle occasion, afin de me donner sans doute une grande idée de sa puissance, de me frapper d'étonnement *et peut-être de crainte* (1). » Sans vouloir écouter les compliments d'usage, Bonaparte prit sur-le-champ la parole, et, d'un ton bref, impérieux et impatient: « Je sais — dit-il à Consalvi, — le motif de votre voyage en France. *Je veux* que l'on ouvre immédiatement les conférences. Je vous laisse cinq jours de temps, et je vous préviens que si, à l'expiration du cinquième jour, les négociations ne sont pas terminées, vous devrez retourner à Rome, attendu que, quant à moi, j'ai pris mon parti pour une telle hypothèse. »

C'était sabrer la question plutôt que la poser; mais ces procédés militaires étaient dans le tempérament de l'homme et n'ont d'ailleurs rien qui doive étonner, surtout à cette époque qui ne brillait pas précisément par les formes polies et courtoises. Sans se décontenancer, Consalvi répondit que l'envoi par Sa Sainteté de son principal ministre à Paris était une preuve assez évidente

(1) Mémoires de Consalvi.

de l'intérêt que Pie VII mettait à la conclusion d'un Concordat avec la France et que, quant à lui, il se flattait de l'espoir de le terminer dans l'espace de temps que souhaitait le premier consul. A cette promesse, Bonaparte se radoucit et cependant entra subitement en matière sur la question qu'il semblait vouloir résoudre séance tenante, tant il y mettait d'abondance et de véhémence, revenant à nouveau sur les articles rejetés par la cour de Rome.

Sans nous attarder à faire ici, si succinctement que ce soit, l'histoire des négociations délicates auxquelles donna lieu le Concordat et — renvoyant à l'*Histoire du Consulat*, de M. Thiers, très exacte d'informations sur ce point important, — nous nous attacherons surtout à mettre en lumière l'esprit et le rôle de Bonaparte en cette occurrence et qui le fait bien connaître, révélé et *peint par lui-même*, pour nous servir d'un terme dont on a trop abusé de nos jours mais qui, ici, est parfaitement exact et en situation.

Les conférences relatives à la discussion des articles du Concordat s'ouvrirent dès le lendemain de la première audience donnée au cardinal Consalvi, dans des circonstances si théâtrales et si étranges, par le premier consul. Comme on devait le prévoir, il y eut bien des difficultés et des tiraillements avant d'arriver à une entente de part et d'autre. Le représentant du pape était autorisé à concéder quelques points secondaires, mais à la condition qu'ils ne touchâssent en rien aux maximes de la religion. Il s'agissait, en somme, — ce qui n'était nullement facile, — de trouver une formule qui conciliât au tant que possible les exigences du premier consul et les légitimes scrupules de Pie VII. Quant à Consalvi, il lui fut laissé si

peu de liberté pendant cette délicate discussion qu'il ne put jamais envoyer un courrier pour informer ou consulter le pape, sous le prétexte qu'on devait nécessairement conclure le lendemain ; cependant, les conférences durèrent vingt-cinq jours. Pour peser sur la conscience de l'envoyé du pape et l'amener par l'intimidation à consentir à ses volontés, Bonaparte avait donné aux évêques constitutionnels et aux prêtres assermentés, quoiqu'il n'en fit pas grande estime, l'autorisation de tenir à ce moment même un concile à Paris. Cette tactique peint bien l'homme dont elle est digne d'ailleurs ; toute la politique de Napoléon empereur n'a été que la suite et le prolongement de celle de Bonaparte, premier consul. On s' imagine, sans peine, les angoisses auxquelles devait être en proie le représentant du Saint-Père. Bonaparte avait promis, si le Concordat était signé, de faire cesser le schisme qui désolait l'Église de France, en abandonnant le clergé constitutionnel de la façon la plus solennelle et la plus authentique. Bonaparte était plus décidé qu'il ne voulait le laisser voir à conclure le Concordat, car il apercevait plus clairement que qui que ce soit le parti que, pour ses visées ambitieuses, il lui serait possible de tirer de ce grand acte, à la fois religieux et politique. Aux yeux du premier consul, la religion, — il faut lui rendre cette justice, — était un puissant instrument politique, un moyen particulier et le plus efficace de tous pour dominer les esprits, sinon pour se les attacher : content d'inspirer le respect, voire la crainte, il ne fit jamais rien pour conquérir l'affection. Il savait bien d'ailleurs que, selon le mot d'une femme célèbre, si personne ne l'aimait, tout le monde le préférait, et cela suffisait largement au but que poursuivait son ambition. Mais, il avait trop d'intelligence pour

être athée. « C'est à l'intelligence — a dit avec raison M. Thiers, — qu'il appartient de reconnaître l'intelligence dans l'univers, et un grand esprit est plus capable qu'un petit de voir un Dieu à travers ses œuvres. Parfois ce vague sentiment de l'ordre admirable de la création se traduisait chez lui en paroles émues... Par moments les souvenirs de sa jeunesse et les habitudes de sa première éducation reprenaient quelque empire sur son imagination. Il parlait alors avec attendrissement de l'effet que, dans le silence de la nature, produisait sur lui le son de la cloche de la petite église de Rueil. C'étaient là pourtant de bien fugitives sensations. Il n'en garde le souvenir, il n'y attache d'importance qu'à cause du jour qu'elles lui fournissent sur l'influence toute puissante que doivent exercer sur les autres les impressions auxquelles lui-même n'a pu se soustraire. S'il se propose de leur donner satisfaction, c'est surtout pour en profiter et s'en servir. Toutes ses conversations le montrent en proie à cette unique préoccupation. A M. de Bourrienne, son camarade d'enfance, il dit: « *Vous verrez quel parti je saurai tirer des prêtres.* » A M. de la Fayette, qui, prévoyant ses desseins, lui demande en badinant si la signature du Concordat n'est pas le prélude de la cérémonie du sacre, il se contente de répondre: « *Nous verrons, nous verrons.* »

Ainsi, pour lui, cette parole: « Vous verrez quel parti je saurai tirer des prêtres, » équivant à celle-ci, qui était le fond même de sa pensée: « Le clergé est un instrument dont je saurai jouer à mon bénéfice. »

Rapportant tout dans cette question éminemment religieuse du Concordat à la politique ou plutôt à sa *politique* personnelle et à son ambition égoïste, — en reconnaissant qu'il fallait au peuple le frein d'une religion, il disait hau-

tement que ce frein devait être dans sa main, à lui, et il ajoutait : « Cinquante évêques, émigrés et soldés par l'Angleterre, conduisent aujourd'hui le clergé français. Il faut détruire leur influence. L'autorité du pape est nécessaire pour cela. Il les destitue ou leur fait donner leur démission. On déclare que la religion catholique étant celle de la majorité des Français, on doit en organiser l'exercice. Le premier consul nomme les cinquante évêques, le pape les institue. Il nomme les curés ; l'État les salarie. Ils prêtent serment ; *on déporte les prêtres qui ne se soumettent pas*, et l'on défère aux supérieurs ceux qui prêchent contre le gouvernement... Après tout, les gens éclairés ne se soulèveront pas contre le catholicisme : ils sont indifférents. Je m'épargne donc de grandes contrariétés dans l'intérieur, et je puis par le moyen du pape au dehors... Mais là il s'arrêta court (1). »

Ainsi et toujours, pour Bonaparte comme pour Napoléon, la religion, le clergé et le pape lui-même ne doivent être que de dociles instruments de son ambition ; aussi, le jour où Pie VII prononça son solennel *Non possumus*, on sait ce qui arriva... Mais, nous verrons cela et d'autres choses encore, avant peu.

Et comme Bonaparte mêlait parfois les souvenirs révolutionnaires aux actes de sa politique, on ne doit pas s'étonner de le voir faire concorder la signature définitive du Concordat avec l'anniversaire de la prise de la Bastille, un fait de haut apaisement avec le premier acte de la Terreur en France (1). Un moment avant la signature du

(1) *Mémoires sur le Consulat*, par un ancien conseiller d'État, (Thibaudeau.).

Concordat, on montrait au cardinal Consalvi le *Moniteur* du jour, par lequel le gouvernement faisait connaître au public (la circonstance doit être notée), la conclusion de cet acte important. On l'y annonçait en ces termes : « Le cardinal Consalvi a réussi dans l'objet qui l'a amené à Paris. » Le jour suivant était le 14 juillet, où se célébrait ce que l'on était convenu d'appeler alors *la plus grande fête patriotique de France*.

Mais, au moment de signer, Consalvi s'aperçut — aux premiers mots qu'il lut, — que la pièce qu'on lui présentait et qu'on le pressait d'approuver n'était nullement la rédaction définitivement arrêtée et convenue entre Bonaparte et l'Église romaine ; c'était un autre Concordat tout différent. Un si incroyable procédé frappa de stupeur le cardinal, sans cependant l'émouvoir ; il se refusa à signer cet acte et à s'associer ainsi au machiavélisme du premier consul. Fureur de ce dernier, en voyant sa ruse éventée ; il commença par déchirer en cent morceaux la copie du Concordat et ce ne fut qu'après de longs raisonnements qu'on pût obtenir de lui qu'il se calmerait, mais ce ne fut pas pour longtemps, et le cardinal dut essuyer l'orage, j'allais dire l'outrage le plus sanglant de la part de cet homme incapable de se contenir lorsqu'une fois son orgueil froissé était en jeu. Consalvi n'opposa à ce débordement de bile que la dignité calme du prêtre et du diplomate qui savent tous deux se posséder. Invité dès la veille à la table de Bonaparte, à un repas de gala avec toute la future cour du futur César, il reçut du premier

(2) Voyez la 12<sup>e</sup> série des *Erreurs et Mensonges historiques*, (p. 136-175) *Les Vainqueurs de la Bastille*.

consul un accueil terrible : « Eh bien ! monsieur le cardinal, vous avez voulu rompre ! Soit. Je n'ai pas besoin de Rome. *Je n'ai pas besoin du pape.* Si Henri VIII, qui n'avait pas la vingtième partie de *ma puissance*, a su changer la religion de son pays, bien plus le saurais-je faire et le pourrais-je, moi ! *En changeant la religion, je la changerai dans presque toute l'Europe*, partout où s'étend l'influence de *mon pouvoir*. Rome s'apercevra des pertes qu'elle aura faites. Elle les pleurera, mais il n'y aura plus de remède. Vous pouvez partir : c'est ce qu'il vous reste de mieux à faire. Vous avez voulu rompre,... eh bien ! soit, puisque vous l'avez voulu. Quand partez-vous?... — Après dîner, général ! » répondit Consalvi avec le plus grand calme (1).

Bonaparte, à cette réplique si héroïque dans sa simplicité, se sentit confondu ; on ne pouvait mieux lui faire sentir son impertinence et sa grossièreté. Cependant, il se remit bientôt de cette alerte et insista de nouveau pour que la rédaction faite selon ses ordres fut signée par le représentant du Pape ; Consalvi opposa la même calme résistance, et Bonaparte ne sut que répéter sa banale menace et dans les mêmes termes violents : « Rome versera des larmes de sang sur cette rupture, » conclut-il d'un ton farouche (2).

On était plus loin que jamais de l'allocution aux curés de Milan ; c'est que le despote d'hier ne s'observait plus et démentait le rusé Tartuffe de l'heure présente.

Cependant un rendez-vous fut pris pour le lendemain

(1) Mémoires de Consalvi.

(2) Mémoires de Consalvi.

chez Joseph, un des frères de Bonaparte. L'article le plus essentiel, en discussion, et le premier du Concordat était celui qui regardait la publicité de l'exercice du culte. En principe, le gouvernement français l'accordait, seulement il y mettait cette tyrannique restriction, que l'exercice du culte aurait lieu conformément aux règlements de police. Consalvi, qui aimait les situations nettes et tranchées, voulait qu'il fut dit que ces règlements de police seraient uniquement de la nature de ceux que réclame la tranquillité publique. Cela, le premier consul ne voulait pas le mettre au traité, car il avait ses projets que révélèrent plus tard les articles organiques. « Ou vous êtes de bonne foi, — disait avec raison Consalvi, — en affirmant que le motif qui force le gouvernement à imposer au culte catholique la restriction de se conformer aux règlements de police est le besoin impérieux du maintien de la tranquillité publique, et alors pourquoi ne pas le dire dans l'article lui-même ? Ou bien il y a d'autres raisons, qu'on n'avoue point à cette restriction, qu'à dessein on veut laisser vague et indéfinie, et j'ai alors le droit de craindre que le gouvernement n'entende assujettir ainsi l'Église à ses volontés. »

Il s'agissait de présenter à l'acceptation de Bonaparte cette addition essentielle, Joseph s'en chargea et ne se dissimula pas avec quelle colère il allait être accueilli par le despote chef du pouvoir ; en effet, grande fut l'irritation du premier consul, qui finit par se rendre aux instances de Joseph et surtout à ses propres réflexions sur les conséquences d'une rupture, dans l'état actuel des choses. Ainsi se terminèrent les pénibles négociations du Concordat. Ni l'intimidation, ni la ruse n'avaient suffi à Bonaparte pour se faire du premier coup, comme il le

désirait et comme il y comptait, cette part du lion, qu'il s'attribuait volontiers en toutes choses.

« Mais — dit M. d'Haussonville (1) — ce qui était différé n'était pas perdu. Déjà même il préparait dans sa tête les moyens de reprendre, et au delà, le terrain qu'il avait dû momentanément abandonner...

« La sensation fut immense dans Paris et dans toute la France quand on apprit qu'un traité venait d'être signé sur les matières religieuses entre l'homme qui disposait des destinées de la République française et le chef de l'Église de Rome. Quant à l'effet immédiat et pratique qui en résulta pour le plus grand bien de la religion catholique, il y a des appréciations exagérées et contraires dont il faut savoir également se garder. Le général Bonaparte avait trop embelli les choses lorsqu'une année auparavant il avait fait passer devant les yeux ravis des curés de Milan le tableau d'une France redevenue tout à coup chrétienne et partout empressée à courir pieusement au devant de ses anciens pasteurs rendus à son amour... Il régnait, en fait de cultes, dans la plupart des grandes villes, des chefs-lieux de départements, des petites bourgades et surtout dans les communes rurales de France, le plus inextricable désordre. Changements continuels, obscurité intentionnelle dans la législation, contradiction évidente entre le droit reconnu à chaque individu de manifester sa croyance comme il l'entendait et le pouvoir remis aux autorités locales de réglementer l'exercice extérieur des cultes ; c'était un dédale d'incohérences. Cependant, la liberté étant après tout le point de départ, et le mouvement de retour vers les idées religieuses étant réel, sincère et

(1) Ibid. *Ut sup.*, p. 232 et 233.

doué à ce moment d'une vitalité singulière, le vieux culte national, le culte de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, celui que le Concordat déclarait être le culte de la grande majorité des citoyens français, en avait profité plus qu'aucun autre, et ses ministres, rentrés de l'exil ou sortis des retraites où ils avaient dû cacher leurs têtes, s'étaient montrés à la hauteur de leur tâche. Ils n'avaient pas attendu la convention passée avec le pape pour reprendre leur mission. *C'est donc calomnier presque ces saints prêtres, c'est leur enlever leurs plus beaux titres à la vénération publique, c'est méconnaître étrangement les faits que d'aller répéter aujourd'hui qu'en signant le Concordat Bonaparte releva les autels abattus. Les autels sont déjà relevés. Une statistique administrative de l'époque constate que LE CULTE ÉTAIT RÉTABLI DANS QUARANTE MILLE COMMUNES.*»

Ce fait est sans réplique, mais ce qui est aussi sans conteste, c'est qu'immédiatement le premier consul s'attacha à monopoliser à son profit ce mouvement qu'il semblait sanctionner et dont, en réalité, il voulait s'emparer pour en faire un puissant et irrésistible instrument de règne.

## II

Pour bien juger le véritable caractère d'un homme ou d'une institution, il est nécessaire, bien plus, il est indispensable de voir quels sont ceux qui approuvent ou dénigrent l'un ou l'autre. En ce qui touche au Concordat, il est incessamment invoqué par ce groupe de libres penseurs mal disposés pour la cour de Rome, mais qui professent en revanche une grande ferveur de culte pour la toute puissance de l'État, quelque forme qu'il revête, Impérialisme ou République, c'est-à-dire révolutionnaire au

fond et en principe. Delà, on pourrait, sans autre logique, en conclure que le Concordat est une chaîne imposée à l'Église en France, plus particulièrement encore qu'ailleurs, oui, à l'Église à qui elle crée une situation bien moins franche que celle de sa séparation d'avec l'État. Mais, ce n'est pas ici le lieu de discuter ce point délicat ; bornons nous, et c'est assez, à l'examen historique des difficultés que devaient soulever et que soulevèrent, en effet, presque immédiatement, entre la France et Rome la promulgation et l'application du Concordat.

Avec M. d'Haussonville (1), nous dirons que cette œuvre « a été certainement utile au rétablissement de la religion catholique ; nous avons pour cette religion la fierté de croire qu'elle ne lui était pas indispensable. Non, mille fois non, quoiqu'en aient dit alors les plates harangues des adulateurs, ... l'ancienne foi n'avait pas si entièrement disparu pendant la tourmente révolutionnaire, et ce n'est pas le vainqueur de Marengo qui, du jour au lendemain, d'un mot de sa bouche victorieuse, a fait surgir de terre les autels renversés. De pieuses mains les avaient déjà relevés avant lui. Répétons le bien haut à ce clergé catholique, ... c'est lui qui fut le premier à la besogne. La généreuse ardeur de quelques simples prêtres avait devancé les calculs du plus profond des politiques. Par leur zèle, les églises de Paris et des départements s'étaient ouvertes à de nombreux fidèles longtemps avant que le chef de l'État eût songé à mettre le pied à Notre-Dame. Il n'avait pas encore offert sa protection que, sans l'attendre, le vieux culte renaissait de lui-même, par ses propres forces, et dans des conditions selon nous beaucoup plus conformes à l'esprit

(1) Revue des *Deux-Mondes*, n° du 15 septembre 1866, p. 47.

véritable comme aux intérêts bien entendus du christianisme. »

Salariés par l'État et l'on sait de quelle façon peu libérale, qu'est-ce que l'Église de France et son clergé, évêques et prêtres, ont gagné à ce Concordat de 1801, dont on a fait et dont on fait encore, surtout à l'heure qu'il est, tant de bruit, trop de bruit ? Le pouvoir civil — depuis Bonaparte, — s'est fait la part du lion ; cela est incontestable ; quant à l'Église, presque tous les articles du Concordat contiennent des entraves mises à l'exercice de l'autorité spirituelle du Saint-Père, des évêques et des prêtres devenus les vassaux de l'État. Les rapports de Rome et du clergé français avec l'État sont minutieusement réglés avec des précautions infinies, toutes favorables aux représentants du pouvoir civil et à eux seuls, au grand détriment de la liberté religieuse.

On croit assez généralement — et c'est encore une erreur à redresser, — que le moment le plus heureux de l'application du Concordat se place entre les années 1801 et 1804, pendant lesquelles le triomphe officiel du catholicisme dans notre pays a reçu sa confirmation et son suprême éclat du couronnement de Napoléon par le pape lui-même. Il n'en est rien, ou plutôt tout cela n'est qu'une apparence, un mirage décevant dont il est indispensable, pour la véritable *édification* de tous, de donner ici même l'explication réelle. Cet épisode — ainsi que certain apologue bien connu, — rend plus actuel que jamais le vers proverbe qui en est la conclusion :

De loin, c'est quelque chose, et de près ce n'est rien (1)

(1) La Fontaine. *Le Chameau et les bâtons flottants*.

rien moins que l'exactitude qu'on est en droit d'attendre d'un fait historique et bien prouvé.

Le Concordat avait été signé chez Joseph Bonaparte, dans la nuit du 16 au 17 juillet 1801. On se rappelle les faits étranges qui avaient précédé la conclusion de cet acte ; nous n'avons donc pas besoin de revenir sur les jongleries tentées à cette occasion par le premier consul. Le cardinal Consalvi s'apprêtait à repartir pour Rome afin de rendre compte de sa délicate et difficile mission au Saint-Père, lorsqu'il fut sur-le-champ mandé aux Tuileries, sans pouvoir en deviner le motif. La conversation avait assez longtemps roulé sur des banalités, lorsque tout à coup une parole de Bonaparte fit dresser l'oreille à l'envoyé du pape. « J'ai l'embarras — lui dit le chef du pouvoir, — après la nouvelle circonscription des diocèses, d'avoir à choisir les nouveaux évêques dans les deux partis des constitutionnels et des non-constitutionnels. »

Après l'assurance plus d'une fois formulée par Bonaparte d'abandonner complètement les constitutionnels, il y avait lieu de s'étonner de les voir ainsi revenir sur le tapis. « Il s'en suivit — ajoute Consalvi (1), — une orageuse discussion. » Comment ! c'était pour mettre un terme au schisme que l'on avait écarté les constitutionnels et les voilà remis en cause ? En vain, Bonaparte objectait-il que leur faire reconnaître le Concordat, c'était les relever de la souillure du serment civil, l'envoyé du pape répondait, avec raison, que la simple acceptation du Concordat n'était pas suffisante aux yeux de l'Eglise. Plus l'entretien durait, moins on était près de s'entendre. Bona-

(1) Mémoires de Consalvi.

parte prétendait procéder en cette circonstance, comme en toute autre, par surprise, mais Consalvi ne voulait se prêter en aucune façon à cette tactique.

A peine Consalvi était-il reparti pour Rome que le premier consul sembla disposé à remettre en question les points sur lesquels déjà tant de discussions s'étaient produites ; il exigea du pape l'envoi à Paris d'un cardinal-légat, qu'il désigna, et ce fut Caprara. Sans nous livrer à de tardives et d'ailleurs fort inutiles récriminations contre les complaisances du légat à l'égard de Bonaparte, constatons quelle douloureuse surprise ce dût être pour ce prélat de voir la protection du nouveau successeur de Charlemagne aboutir en si peu d'années, pour le Souverain-Pontife, à la captivité de Savone, grâce à ses successives concessions et à sa trop grande faiblesse vis-à-vis du chef du gouvernement français !

« Cet avenir, qu'il est plus facile d'évoquer après coup que de pressentir à l'avance, était alors profondément voilé à presque tous les yeux, particulièrement à ceux du nouveau légat. Le cardinal Caprara n'avait pas franchi sans émotion la frontière de ce pays de France, où tant de choses s'étaient passées depuis la Révolution qui pouvaient sembler étranges à d'autres même que le paisible envoyé du Saint-Siège ; mais il avait été vite rassuré par l'attitude des autorités civiles et militaires, qui partout avaient reçu du premier consul l'ordre de lui rendre les plus grands honneurs (1). Dans les villes de guerre, le canon annonçait son arrivée et son départ. Une troupe de cavaliers escort-

(1) Lettre de Napoléon au citoyen Chaptal, 12 fructidor an IX (30 août 1801). — Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, tome VII, p. 307.



tait toujours sa voiture. Il fut harangué sur toute la route par les préfets des départements qu'il traversait... Mais aux portes de la capitale ces honneurs cessèrent, soit que Bonaparte redoutât l'humeur habituellement frondeuse de cette capitale, soit qu'il craignit l'effet qu'une trop cordiale réception de ses habitants aurait pu avoir sur le représentant du Saint-Père en lui révélant les véritables dispositions des esprits, Bonaparte s'arrangea pour que l'entrée de Caprara eût lieu incognito, une heure après la tombée de la nuit (1). » Le légat descendit à la modeste auberge qu'avait précédemment habitée Consalvi. Le surlendemain, Caprara voyait le premier consul aux Tuileries, mais en audience particulière, et le chef du pouvoir abordait immédiatement la question très délicate des évêques constitutionnels, répétant au cardinal Caprara ce qu'il avait déjà dit à Consalvi : « C'étaient des gens puissants dans l'opinion, qui cherchaient à faire cause commune avec toute la nation. Il était poursuivi de leurs réclamations ; il n'y avait point de plaintes qu'ils ne fissent contre la teneur du bref de Sa Sainteté. Les mécontenter absolument était impossible : il pensait donc choisir parmi eux un tiers environ des nouveaux évêques ; mais il aurait soin de prendre les moins compromis et de les obliger à se soumettre entièrement au Concordat conclu avec le Saint-Siège. A cette condition, il comptait que le cardinal-légat leur donnerait immédiatement, en vertu de ses pleins pouvoirs, l'institution canonique. De la sorte il serait possible de faire marcher du même pas la paix politique, dont on traitait présentement avec les puissances de l'Europe, et la paix reli-

(1) M. d'Haussonville. *Ut sup.*, p. 257.

gieuse qu'il voulait procurer aux Français par la prochaine publication du Concordat (1). »

Le 18 brumaire approchait, et Bonaparte voulait célébrer par l'imposant éclat d'une cérémonie aussi solennelle l'anniversaire de la journée qui lui avait livré le pouvoir. Le cardinal Caprara, avec tous les ménagements possibles, essaya de faire comprendre au premier consul que le choix d'évêques constitutionnels, loin d'éteindre le schisme, lui donnerait de nouvelles forces en le consacrant en fait. Bonaparte, sans s'expliquer davantage, renvoya le légat au conseiller d'État, Portalis, chargé de traiter avec lui de toutes les affaires ecclésiastiques (2). Caprara croyait avoir convaincu ou au moins ébranlé le premier consul ; il n'en était rien cependant (3) et c'était son intention bien arrêtée de publier, le jour de la fête du 18 brumaire, la nomination aux nouveaux sièges épiscopaux. De son côté, M. de Portalis était fort embarrassé entre Bonaparte et le légat, mais, « avec l'esprit d'un sage, il avait l'âme d'un subalterne, et c'est ainsi que nous allons le voir, malgré sa haute position et ses honnêtes tendances, se laisser imposer... un de ces rôles qui, même lorsqu'ils sont le mieux remplis, diminuent toujours un peu ceux qui ont consenti à les accepter (4). »

Le parti du premier consul — c'était lui qui le disait

(1) Correspondance de Caprara, numéros 2, 3, 4, 5 du 4 au 18 octobre.

(2) Id., 6 octobre 1801.

(3) Lettre de Napoléon au citoyen Portalis, 31 octobre 1801.  
— Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, tome VII, p. 398 et 399.

(4) M. d'Haussonville, *ut sup.*, p. 361, le portrait fort bien tracé de M. de Portalis (*ibid.*, p. 360 et 361.)

avec plus de feinte colère que de véritable courroux, — son parti était pris de nommer des évêques constitutionnels ; il en choisirait quinze, et rien ne le ferait revenir d'une ligne seulement sur cette détermination (1). Il semblait persuadé (comédie de sa part que cela !) qu'à Rome tout le monde, le pape excepté, s'entendait à le jouer, en retardant l'expédition de la bulle en vertu de laquelle le Concordat devait recevoir sa pleine et entière exécution. Les retards ne venaient nullement de Rome, mais de la lenteur des communications avec les évêques disséminés sur les divers points de l'Europe, en Angleterre, en Espagne, en Allemagne, et dont le domicile, à l'étranger, n'était pas même connue de la chancellerie romaine. D'après la teneur du Concordat, il avait été convenu que le pape demanderait leur démission à tous les titulaires des anciens évêchés, tant aux évêques légitimes qu'aux constitutionnels, à ceux qui résidaient en France comme à ceux qui, à différentes époques, s'étaient réfugiés à l'étranger. En cas de refus, le Saint-Père devait passer outre et considérer les récalcitrants comme démissionnaires.

Telles étaient les dures et tyranniques conditions auxquelles Bonaparte avait contraint le chef de l'Église de se soumettre, en le forçant, en quelque sorte à déposer violemment de vieux et dignes évêques.

Voilà ce que M. de Portalis, s'il en avait eu le courage, aurait pu dire au premier consul, mais c'était une âme molle et pleine de défaillances ; il fallut que ce fût M. Cautault, le représentant de la France auprès du Pape, qui rendit pleine et entière justice à la bonne volonté de la cour de Rome : seulement, sa lettre ne fut probablement

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 2 novembre 1801.

pas mise sous les yeux du maître par M. de Portalis à qui elle était adressée (1).

Cependant le temps — ce grand modérateur des hommes et des choses, — avait enfin réussi à calmer le courroux, réel ou feint de Bonaparte, et, n'ayant pu faire coïncider la proclamation du Concordat avec l'anniversaire du 18 brumaire, il songea à remettre ce grand acte au jour de Pâques dont la solennité s'en accroîtrait encore ou plutôt y ajouterait un vif et durable éclat. Six mois devaient s'écouler dans cet intervalle de temps, et le légat ne voyait pas sans une certaine inquiétude, étant connu le caractère versatile du premier consul, un si long temps d'arrêt entre l'impérieux désir exprimé par Bonaparte et un tel attermoïement qui pouvait encore amener de fâcheuses surprises.

A l'égard de la nomination des évêques constitutionnels, le pape soutenait que de pareils choix, loin d'être un gage de paix, sémerait le trouble et la discorde parmi le clergé français ; le premier consul, lui, était décidé à ne tenir nul compte des objections du Saint Père contre la nomination des constitutionnels. Il choisirait donc des constitutionnels en petit nombre parmi les plus modérés et les plus influents. Il serait même — disait-il, — tout à fait imprudent à lui d'agir autrement, car, après tout, les évêques qui s'intitulaient seuls légitimes avaient été et restaient certainement au fond du cœur les partisans de

(1) Voyez les deux remarquables lettres de M. Cacault à M. de Portalis, 2 novembre et 2 décembre 1801. — Parlant de Pie VII, M. Cacault dit : « Il descendrait du trône pontifical pour aller au martyre plutôt que de ratifier une doctrine erronée aux yeux de l'Église. » (2 novembre 1801.)

l'ancienne dynastie. Les constitutionnels seuls avaient toujours été pour la Révolution ; c'étaient des gens sur lesquels il pouvait compter et qui seraient entièrement à lui.

C'est assez clair, et l'aveu est certes dépouillé de tout artifice ; Bonaparte se reconnaissait le continuateur de la Révolution et pourquoi ne pas le dire ? *la légitimité de 93*. Il voulait donc, dans l'épiscopat, non des conseillers parfois gênants mais des complices faciles, et il ne s'en cachait pas avec ses affidés. Car, au cardinal Caprara — jouant son double jeu habituel, — il témoignait de sa prédilection pour les ecclésiastiques restés en communion avec le Saint-Siège, mais dans ses instructions aux préfets et même à son oncle, le cardinal Fesch, archevêque de Lyon, voici ce qu'il écrivait sans circonlocutions : « Vous devez — ceci s'adresse à Fesch, — vous devez agir *avec dextérité*, mais réellement *placer le plus de constitutionnels possible* et bien vous assurer ce parti. Vous ne devez point vous dissimuler que *cette question de constitutionnels et de non constitutionnels*, qui est parmi le grand nombre des prêtres une question religieuse, *n'est pour les chefs qu'une question politique*... Enfin vous me déplaîriez INFINIMENT et feriez grand mal à l'État, si vous choquiez les constitutionnels (1) ».

Par des marques calculées de bienveillance affectueuse, Bonaparte cherchait et parvenait à endormir de plus en plus la légitime défiance du légat ; plus le moment de la nomination des évêques approchait, plus le cardinal se laissait aller à croire qu'il avait persuadé Bonaparte et

(1) Voyez aussi les lettres numéros 6121, 6122, 6136, 6214 du tome VII de la *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*.

qu'il n'y aurait probablement pas de constitutionnels parmi les nouveaux prélats (1). Les illusions du légat ne furent pas de longue durée ; le premier consul dit, un jour, à M. de Portalis : « Je ne dis pas que je veuille nommer des constitutionnels, et je n'entends pas promettre que je n'en nommerai point ; mais je veux absolument que le légat se prononce sur la question de savoir si en principe le consul peut ou non nommer des constitutionnels (2). »

Sur ces entrefaites, la paix générale venait d'être signée le 25 mars à Amiens ; Bonaparte en revint alors à sa première idée favorite, celle de proclamer la réconciliation religieuse de la République française avec le pape, juste dans le même moment où il forçait les autres souverains de l'Europe à se lier avec elle par des traités en règle. Le bonheur de chanter à Notre-Dame un *Te Deum* solennel ferait peut-être céder le légat, et l'on trouverait ainsi moyen de surmonter les scrupules du Saint-Siège à l'endroit des constitutionnels.

« C'est toujours — dit avec raison M. d'Haussonville (3), — un spectacle triste et déplaisant que celui de la force luttant avec la faiblesse ; mais on éprouve quelque chose qui ressemble à de l'impatience lorsqu'on voit la force user par surcroît de la ruse. Le premier consul ne manquait à aucun engagement formel en voulant nommer des évêques constitutionnels : ceux auxquels il songeait étaient la plupart judicieusement choisis ; mais il fallait les faire accepter par le légat et le laisser discuter leurs titres à l'indulgence du Saint-Père. C'était un partage d'au-

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 13 mars 1802.

(2) Ibid., 21 mars 1802.

(3) *Ut sup.*, p. 372 et 373.

torité, c'était aussi un retard, choses également antipathiques à son impétueuse nature. Il avait résolu de mener du même pas la paix politique et la paix religieuse. Il pensait que la publication du Concordat, pour avoir chance d'être mieux reçue de ceux qui lui faisaient obstacle, devait suivre immédiatement la signature du traité d'Amiens. Il avait donc arrêté dans sa pensée d'écarter, n'importe à quel prix, les difficultés qui entravaient, si peu que ce fût, sa marche triomphale. Arrivé au faite de la puissance et dans le plein éclat de sa gloire, il ne lui en coûtait point, afin de vaincre la modeste résistance d'un timide vieillard, de recourir à l'emploi d'une suite de perfidies vulgaires qui, si elles avaient été révélées à ses contemporains, n'auraient pas laissé que d'entamer tant soit peu auprès des âmes élevées le prodigieux prestige dont il était alors généralement environné. »

Enfin, la levée des difficultés qui jusqu'alors avaient entravé — du moins à ce que prétendait Bonaparte, — la publication du Concordat venait, ce semble, de s'opérer, grâce aux concessions arrachées coup sur coup, on sait par quels moyens cù plutôt quelles ruses, au légat ; cependant, tout n'était pas terminé et le cardinal n'était pas plus au bout de ses épreuves que le premier consul de ses déloyales manœuvres. La promulgation du grand acte devait avoir lieu dans trois jours au plus tard, le dimanche 18 avril 1802, fête de Pâques. Blâmé ou même raillé par la plupart des généraux, athées endurcis, le chef du pouvoir avait eu à lutter contre leur opposition ; ses anciens collègues avaient dit qu'ils ne paraîtraient pas à la cérémonie religieuse : une ruse de Berthier, ministre de la guerre, eut cependant raison de cette bouderie de mauvais goût. Berthier avait invité le matin à un grand déjeuner mi-

litaire tous les généraux; après le repas, il leur proposa de les conduire aux Tuileries pour féliciter le premier consul sur le rétablissement de la paix; arrivés au moment où le cortège se mettait en marche pour aller à Notre-Dame, Bonaparte leur dit de le suivre, et personne n'osa refuser.

Les témoignages du temps s'accordent à reconnaître que l'attitude de l'immense foule qui remplissait les galeries de la vaste basilique métropolitaine tenait plus — il faut bien le dire, — de la curiosité que de tout autre sentiment. Ce n'est pas cependant que l'on puisse affirmer, sans aucune restriction, que l'indifférence pour le Concordat fût alors générale; loin de nous cette pensée attristante ou cette opinion peu vraisemblable. « La même confiance dans un avenir qui leur semblait devoir combler leurs plus chères espérances animait et le légat qui officiait en ce jour et les évêques appelés à prêter serment entre les mains du premier consul. Ce fut elle aussi, et non un vain besoin d'adulation, qui inspirait M. de Boisgelin, ancien archevêque d'Aix, nommé à l'archevêché de Tours, lorsque, le premier parmi ses collègues, il parla du haut de la chaire de la mission providentielle de Bonaparte, invoquant par avance ces souvenirs de Pepin et de Charlemagne dont les noms devaient désormais retentir si souvent à ses oreilles. Cependant si le légat et ses pieux acolytes n'avaient pas été uniquement absorbés par leurs saintes fonctions,... un coup d'œil jeté sur le groupe des personnages officiels qui environnaient de plus près l'autel eût suffi pour leur faire comprendre à quel point serait précaire cette alliance intime entre l'Église et l'État qu'ils appelaient alors de tous leurs vœux. Ils en auraient pu pressentir la fragilité, en remarquant le dédain affiché

des membres du conseil d'État, la légèreté moqueuse des officiers et l'insouciance distraction de tous. Ils auraient pu la lire surtout sur la physionomie de celui qui se portait en ce moment *l'héritier glorieux et nullement pénitent de la révolution française* (1). »

Bonaparte fut relativement content de sa journée et de l'effet de la mise en scène dont il venait (le grand comédien !) d'entourer la promulgation du Concordat. Les choses s'étaient mieux passées qu'il ne l'avait espéré, au moins de la part de l'élément militaire dont la tenue lui avait semblé suffisamment correcte. Aussi au dîner qui suivit la cérémonie religieuse, il affecta une humeur charmante à l'égard du légat. « Vous avez vu — lui dit-il, — avec quelle solennité a été faite la publication du Concordat, soit à l'église, soit hors de l'église ; il aurait été impossible de faire davantage pour qualifier une religion [de dominante, hormis de lui donner ce nom (2). »

En ceci, — comme le fait très judicieusement observer M. d'Haussonville (3), — en ce ceci, le premier consul, soit à dessein, soit involontairement, était bien loin de la vérité ; on ne va pas tarder d'ailleurs à s'en convaincre. Bonaparte ignorait les difficultés nombreuses et surtout très délicates de la tâche qu'il avait assumée en mettant la main aux affaires de l'Église. Cependant, là, comme ailleurs, il espérait, grâce à son invincible résolution et à son ardeur infatigable, pouvoir imposer en peu de temps la réconciliation entre les partis, l'ordre et la paix et cette stricte

(1) M. d'Haussonville, *Revue des Deux-Mondes*, numéro du 1<sup>er</sup> décembre 1866 (p. 554 et 555.)

(2) Le cardinal Caprara au cardinal Consalvi, 24 avril 1802.

(3) Ibid. *Ut sup.*, p. 555.

discipline qui ne lui semblait nulle part mieux à sa place que dans les rangs du clergé ; il avait pour cela imaginé un système qui lui paraissait propre à atteindre vite et complètement un résultat si souhaitable. Les évêques constitutionnels devaient être tenus de choisir comme premier grand-vicaire un prêtre qui n'aurait point adhéré à la constitution civile du clergé ; quant aux évêques demeurés fidèles à Rome, il jugeait à propos de leur imposer la nomination d'un ecclésiastique qui aurait prêté le serment. Les évêques constitutionnels se soumirent à ce que l'on attendait d'eux, mais il n'en fut pas de même des prélats restés attachés au Saint-Père. De là, de nouvelles et renaissantes difficultés entre Bonaparte et Rome ; toujours la même source de discussions reprenant son cours, sans que l'on sût où elle s'arrêterait. En vain, le légat opposait-il à la volonté obstinée du premier consul de passer outre non-seulement les prescriptions des canons, mais encore l'intérêt même de l'Église de France, l'impatient et peu parlementaire Bonaparte s'écriait : « Ah ! oui, je le sais, c'est là le sentiment de *vos prêtres*, qui à force de *sophistiqueries théologiques* gâtent les affaires au lieu de les arranger. » En vain, le légat luttait-il avec toutes les formes cependant les plus diplomatiques, rien n'y faisait : « Eh bien ! si décidément — conclut le premier consul, — vous soutenez ne pouvoir faire ce que je tiens pour indispensable au bien de la religion et du peuple français, ... rien ne vous retient plus en France. Il reste encore onze évêques à nommer et, grâce aux *sophistiqueries romaines et théologiques*, ce seront autant de constitutionnels (1). »

(1) Le cardinal Caprara au cardinal Consalvi, 13 juin 1802.

C'était net et brutal au souverain point. Cependant le chef du pouvoir était loin de perdre l'espoir de triompher de la résistance du légat ; il lui envoya d'abord un émissaire de M. de Portalis dont l'inqualifiable faiblesse s'était faite sa complice, puis, pour porter les derniers coups, ce fut à M. de Talleyrand que l'on eût recours, — Talleyrand, l'apostat et le tartuffe des temps nouveaux. Ce fut d'un air solennel et du ton le plus pathétique que l'ex-évêque d'Autun dit au représentant du Saint-Père : « Je viens vers vous pour vous déclarer que *nous* (!) sommes au moment de voir perdre tous les soins employés au rétablissement de la religion. Ni le premier consul, ni aucun des membres du gouvernement ne veulent admettre qu'on exige des prêtres constitutionnels ce que Votre Éminence en a exigé jusqu'à présent et ce qu'Elle a suggéré aux évêques d'en exiger. Si les évêques le tentent, il en résultera des malheurs sans fin. Les populations sont soulevées à ce sujet. *Les catholiques*, dégoûtés de la dureté avec laquelle la cour de Rome entend traiter les prêtres, *demandent à passer au protestantisme, où ils trouvent, disent-ils, la charité, qu'ils ne rencontrent plus dans le catholicisme.* En un mot tout sera mis à feu et à flamme, et *c'est Rome, c'est Votre Éminence qui seront cause de la ruine de la religion, parce que dans des circonstances aussi douloureuses vous n'aurez pas voulu condescendre à des conditions de conciliation* (1). »

Un tel langage convenait-il bien à l'ex-évêque d'Autun ? Le légat répondit avec fermeté : « Monsieur, le bienfait de l'unité et de la paix me tiennent à cœur autant qu'à qui que ce soit, mais je ne puis le procurer que par des

(1) Ibid., 13 juin 1802.

voies qui ne blessent pas ma conscience et ne me rendent point prévaricateur. »

En se retirant, M. de Talleyrand jeta ces dernières paroles ou plutôt ces suprêmes menaces de Bonaparte au légat : « Réfléchissez, et calculez d'avance les conséquences qui découleront de votre détermination, *non-seulement pour la France*, mais pour les États voisins qui sont en relation avec ce pays. Tâchez donc, en conciliant les choses, d'apaiser la tempête qui s'élève, et songez que de là uniquement dépend *ou la conservation ou la ruine totale de la religion et de l'Église* (1). »

On le voit, à peine le Concordat était-il promulgué que déjà l'orage s'amoncelait sur l'Église ; mais, cet orage qui l'avait préparé sinon la précipitation du premier consul avide de recueillir pour son ambition les fruits en espérance qu'il se promettait d'un acte plus politique que religieux dans ses vues. Jamais despote ne tint plus cruellement suspendue sur la tête du clergé cette épée de Damoclès du schisme non-seulement français mais européen, et, ce qui est vraiment empreint de brutale forfanterie, de la menace de *la ruine totale de la religion et de l'Église*. Et quel était le bras qui tenait cette arme ? — Celui même de l'évêque apostat, du Judas des temps modernes, Talleyrand !.... En vérité, Bonaparte, l'homme de la Révolution, choisissait bien son représentant à son image.

Il est plus facile de concevoir que d'exprimer quelles dûrent être les angoisses du légat en présence d'un ultimatum formulé d'une telle façon. Qu'allait-il faire ? Le temps de la réflexion ne lui était pas laissé ; coup sur coup d'incessants assauts lui étaient portés. Le nouvel

(1) Ibid., 13 juin 1802.

archevêque d'Aix arrivait tout ému chez le légat et lui disait : « Tout sera en feu si vous n'écrivez aux évêques pour les autoriser à réconcilier provisoirement, en attendant la décision du saint siège, les prêtres qui déclareraient adhérer au concordat. » Le légat refusa. Puis, ce fut au tour de l'évêque de Vannes, envoyé par M. de Portalis. « Votre Éminence, dit le prélat au cardinal, ne peut se faire aucune illusion ; à la décision que vous allez prendre est attaché le salut ou la perte de la religion catholique et de l'église, non pas seulement en France, mais ailleurs encore. Il y va de la paix publique et de la guerre civile, sans parler de la condition des évêques, qui ne se sont jamais trouvés dans une situation plus critique (1). »

Mais qui avait mis les évêques dans cette situation, sinon la tyrannique volonté de Bonaparte, qui tenait ainsi le couteau sur la gorge au Saint-Père lui-même, dans la personne de son représentant en France ! Et quand le légat eût cédé en partie et dans la mesure de ce qu'il croyait possible à son terrible adversaire, celui-ci revenant encore à son argumentation d'hier, de toujours, insistait sur ses précédents et invariables sophismes. « Dans les circonstances actuelles, — disait Bonaparte au cardinal, — *c'est moi que vous devez laisser agir*, en me prêtant une assistance poussée aussi loin que la religion peut le permettre. Les différends entre les catholiques et les constitutionnels ont fait naître chez les incrédules, les athées et les hommes qui ne s'occupent pas de religion, l'idée de se jeter dans le protestantisme, religion, disent-ils, où il n'y a point de discussions et dont les chefs

(1) Ibid., 13 juin 1802.

et les directeurs font tout ce qu'ils peuvent pour induire le monde à entrer dans cette voie (1). »

Dans les paroles de Bonaparte il n'y avait d'exact que cette dernière assertion ; car, pour la proposition précédente et principale, c'était faire une injurieuse supposition à l'égard des catholiques que d'admettre si facilement qu'à l'occasion d'un dissentiment purement religieux entre la puissance spirituelle et le pouvoir civil, ils fussent tous prêts, sur un signe du nouveau maître, à abandonner la vieille foi de leurs pères qu'ils avaient si énergiquement confessée même devant la menace de l'échafaud.

A bout de force, le légat se découragea enfin tellement qu'il demanda instamment son rappel au Saint-Père (2). De son côté, le vénérable chef de l'Église était navré de tout ce qui s'était passé et des emportements du premier consul ; aussi, lorsque M. Cacciault lui répéta la menace de Bonaparte de protestantiser la France, Pie VII lui répondit ces fermes et remarquables paroles restées toujours vraies, encore à l'heure qu'il est : « Nous n'avons de vraie paix et de vrai repos que dans le gouvernement des catholiques sujets des infidèles ou des hérétiques. Les catholiques de Russie, d'Angleterre, de Prusse et du Levant ne nous causent aucune peine : ils demandent les bulles, les directions dont ils ont besoin, et ils marchent après cela de la manière la plus tranquille, suivant les lois de l'Église.. Rien de si malheureux aujourd'hui que le Souverain-Pontife : il est le gardien des lois de la religion, il est le chef suprême... On croit avoir besoin de nous pour opé-

(1) Ibid., 25 juin 1802.

(2) Ibid., 15 août 1802.

rer sans cesse des subversions, et l'on ne considère pas que c'est notre conscience et notre honneur qui se refusent à tous ces changements. On repousse avec humeur, avec colère nos objections, et les demandes nous arrivent presque toujours accompagnées de menaces (1). » M. Cacault reconnaissait la justice de ces doléances du saint Père : « Il est bien vrai — écrit-il, — qu'on lui demande sans cesse, et il accorde sans fin... Personne ne s'embarasse de rechercher si, en cédant à tout, le pape ne tomberait pas dans l'infamie et le mépris. Le patriarche grec, sujet du Grand Turc à Constantinople, est assujetti à des avanies auxquelles il satisfait en faisant payer les frais à son troupeau ; mais le sultan ne le force jamais à rendre des décisions à la turque sur le dogme et la discipline, tandis que le pape est sans cesse tourmenté par les potentats, ses chers fils, pour de nouveaux sacrifices des anciennes règles (2). »

Après avoir veillé à la manière dont les évêques réglaient les affaires de conscience des curés de leurs diocèses, le gouvernement venait tout à coup d'élever la prétention de prendre à l'avance connaissance de leurs mandements... « Ce ne fut point M. Portalis qui fut chargé cette fois de leur rien enjoindre directement. Cela eût été trop choquant et cela lui aurait peut être trop coûté. On prit une voie détournée. Le droit commun les eût protégés, si la liberté de la presse eût alors existé ; mais le premier consul était justement occupé à en réprimer les écarts... Rien ne lui parut donc plus simple que de ranger les nouveaux évêques sous la règle, c'est-à-dire sous

(1) Dépêche de M. Cacault, 29 juillet 1802.

(2) Ibid.

la servitude commune. Le ministre de l'intérieur prescrivait aux préfets de soumettre à la censure tous les écrits qui se répandaient dans leurs départements, y compris bien entendu les lettres pastorales et les mandements des évêques (1)... A cette occasion, nombre d'évêques se mirent à protester. La position de quelques-uns était vraiment intenable. Comme le nombre des évêques était inférieur à celui des préfets, il y en avait qui relevaient à la fois de deux préfets. De ces préfets, il arrivait souvent que l'un était partisan zélé de l'ancien clergé assermenté, et l'autre un fougueux ultramontain (2). Plusieurs préfets appartenaient à la religion protestante ; il y en avait de juifs. Ce que l'un des préfets approuvait dans le mandement qui lui était soumis, son collègue du département présent n'en voulait pas. Que devait faire alors le malheureux évêque?... Par surcroît de précautions, afin qu'une ligne de l'écriture des évêques ne pût jamais échapper à l'attention de l'autorité, on avertit les évêques qu'ils ne pourraient rien faire imprimer qu'à l'imprimerie de la préfecture. C'était encore un moyen ingénieux de donner la plus grande publicité aux mandements agréables et de diminuer la circulation de ceux dont on était moins satisfait. A la pratique, il se trouva que l'ensemble de cette mesure était à peu près inexécutable... On fut donc obligé pour couper court aux divisions doctrinales trop choquantes qui éclataient entre les préfets, érigés tout à coup en professeurs de droit

(1) Circulaire du ministre de l'Intérieur, 12 vendémiaire an XI (5 septembre 1803.)

(2) *Fougueux* est de trop ; jamais les préfets n'ont péché, que nous sachions, par l'excès de leur dévouement à la Cour de Rome.

canon, de mettre chaque évêque sous la censure exclusive du préfet de sa résidence (1). »

De modifications en modifications, la surveillance exercée à l'égard des évêques se centralisa à Paris, sous l'œil même du premier consul et plus tard de l'empereur. Les employés de la direction des cultes envoyaient dans les grandes occasions aux prélats particulièrement zélés, avec les bulletins qu'il leur fallait lire à l'église, des canevas de mandements tout faits, qui ne couraient aucun risque de déplaire et auxquels il ne restait plus qu'à mettre la forme et la couleur ecclésiastiques (2).

On croit rêver en lisant cela et bien d'autres choses encore qu'il serait trop long d'indiquer même seulement ici, mais rien de plus réel que cette inquisition gouvernementale s'exerçant à l'égard des évêques ; la Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, publiée de 1858 à 1869 par les soins et sous les auspices de Napoléon III, contient les preuves les plus complètes, les plus explicites comme aussi les plus accablantes de cette ingérence encombrante de Bonaparte, de Napoléon et de l'administration civile dans les affaires de l'Église de France. Tels étaient les premiers résultats du Concordat, tels les fruits immédiats et seuls constatés de la liberté que promettait à la religion catholique l'allocution du 5 juin 1800 aux curés de la ville de Milan (3), — programme et base pour ainsi dire du Concordat français.

Bonaparte était porté à favoriser extrêmement les prêtres constitutionnels ; les lettres dans lesquelles il prend

(1) M. d'Haussonville. *Ibid. ut sup.*, p. 580 et 581.

(2) Vie de Mgr Osmond, évêque de Nancy, par l'abbé Guillaume.

(3) Voyez le texte complet de cette allocution, ci-dessus, p. 76-79.

parti pour eux et veux les imposer de force aux évêques sont si fréquentes qu'il est impossible de les citer toutes. Quant aux prêtres restés en communication avec Rome, il entretient à leur égard une extrême défiance ; c'est moins à la correspondance de ses préfets qu'aux rapports des agents de sa police, et surtout des officiers supérieurs de la gendarmerie, qu'il s'en remet pour apprécier la conduite des évêques et des curés de France. Quelques citations donneront une idée de l'outrecuidance de Bonaparte dans la façon ou plutôt le sans-façon de traiter ces questions délicates où l'autorité civile n'a rien à voir et ne peut créer que de regrettables conflits, en se mettant au dessus du droit ecclésiastique. « Je vous envoie — écrit-il à M. Portalis, — une note que me fait passer l'inspecteur de la gendarmerie sur l'évêque de Rennes (M. de Maillé). Mon intention est que vous écriviez qu'il est temps que cela finisse, qu'il est coupable d'avoir ôté sa place à un constitutionnel et de l'avoir remplacé par un prêtre nouvellement rentré sans ma permission..... Si la morale de l'Évangile n'est pas suffisante pour retenir ses passions, il doit agir par politique et par crainte des poursuites que le gouvernement pourrait faire contre lui, comme perturbateur de la paix publique. Écrivez à l'évêque de Clermont (M. de Dampierre)..... Son diocèse est rempli de prêtres constitutionnels amis de l'ordre et qui jouissent de la confiance du peuple (1). Il est à la fois impolitique

(1) Cette assertion est complètement fausse ; non-seulement les catholiques pratiquants mais même les gens simplement honnêtes faisaient fort peu de cas des prêtres constitutionnels, que le peuple avait flétris du nom de *jureurs*. Mais le sophisme ou le mensonge coûtait aussi peu à Bonaparte qu'à Napoléon, tous deux de l'école de Voltaire, sur ce point.

*et immoral d'éloigner de l'État des hommes si utiles..... Mettez bien en tête à tous les évêques que, dans l'arrangement définitif, je veux des constitutionnels, tant parmi les curés que parmi les grands vicaires et chanoines (1)..... « A l'archevêque de Lyon, son oncle, il écrit : « Quant à quelques réfractaires exagérés, JE LES FERAI ENLEVER. Méfiez-vous des Sulpiciens..... ce sont des intrigants (2). »*

Chose singulière, voire anormale et qui cependant s'explique bien, étant déjà connu le caractère excessivement irritable de Bonaparte, « plus son pouvoir semble se consolider, plus sa fortune va croissant, plus il redouble de méfiance et de rigueur à l'égard des prêtres chez lesquels il suppose un esprit d'opposition (3). »

C'est en vertu de ce caprice d'autocrate qui sent qu'il n'a plus besoin de rien ménager, que Bonaparte — à propos de la conspiration avortée de George et de Pichegru, — multiplia les mandats d'arrestation et d'exil sous les motifs les plus futiles et les plus dépourvus de raison ; c'est par dizaine à la fois que se chiffre la déportation ou l'incarcération de prêtres obscurs contre lesquels il n'existe d'autres preuves que les dénonciations des agents de police (4). Quant aux évêques et aux prêtres soumis ou plutôt terrifiés par de telles façons d'agir, — non content de les avoir épouvantés, Bonaparte songe encore à en faire les dociles suppôts de son inquisition politique et montre ainsi, sans pudeur, quelle idée il avait du rôle qui incombait, selon lui, aux ministres du catholicisme (5) dont le souverain chef al-

(1) Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, tome VIII,

(2) Ibid.

(3) M. d'Haussonville, *Ibid. ut sup.*, p. 585.

(4) Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, tome IX,

(5) Cs. la même correspondance, tomes VIII et IX, *passim*.

lait être appelé et presque contraint de venir à Paris sacrer celui qui serait bientôt son plus cruel persécuteur.

### III

Mais avant de consommer ce tâtentat, un des plus grands crimes religieux et politiques des temps modernes, Napoléon sentait le besoin d'être tout à fait maître du clergé et de disposer entièrement de son influence indiscutable. Avant d'aborder l'importante question du *Catéchisme impérial*, qui fut le prélude de la prise de Rome, de l'enlèvement et de la captivité du pape à Savone d'abord puis à Fontainebleau, il faut montrer clairement, pièces en main et fort des aveux même de l'empereur, comment il entendait son rôle de protecteur de la religion et quelle était au juste, depuis le sacre, la nature de ses relations avec le clergé français et les nombreux catholiques de ses immenses états. Le programme qu'à cet égard Napoléon s'était tracé à lui-même se trouve tout au long exposé non pas dans des documents secrets mais dans les mémoires qu'il a dictés à Ste-Hélène ; en voici le résumé exact et textuel : « Napoléon — dit l'empereur parlant de lui-même à la troisième personne, — n'a point voulu altérer la croyance de ses peuples ; il respectait les choses spirituelles et *les voulait dominer* sans y toucher, sans s'en mêler. *Il voulait les faire cadrer à ses vues, A SA POLITIQUE, mais par l'influence des choses temporelles* (1). »

Cet aveu est à la fois nud et cynique en sa sincérité incomplète quant à la seconde partie de sa déclaration ; il s'est toujours mêlé des choses spirituelles et il y a touché

(1) Mémoires de Napoléon, tome IV, p. 236.

d'une main assez rude, en organisant et réglant dans ses états jusqu'aux plus petits détails de l'exercice extérieur du culte catholique. « Qu'il l'ait ou non voulu, la violente étreinte de ce terrible protecteur n'a pas laissé que d'infliger à l'Église des blessures dont elle porte encore aujourd'hui les marques (1). » Avant tout, et il n'y a pas la moindre illusion à se faire à cet égard, Napoléon fut un politique de profession, un simple philosophe et un libre penseur ; personne ne fut, au fond de l'âme, moins catholique, voire moins chrétien que lui.

Voulant avant tout et à tous les degrés de la hiérarchie gouvernementale trouver des serviteurs plutôt que des conseillers, l'empereur exigeait principalement des évêques et du clergé une docilité peut être encore plus grande que des autres fonctionnaires de l'État ; il voulait qu'ils ne laissassent jamais échapper une occasion de vanter les bienfaits du gouvernement impérial et de louer hautement son chef. A cet égard, il ne fallait rien de vague ni d'indécis. Les invitations que Napoléon ou ses ministres adressaient directement aux membres du clergé, afin qu'ils n'eussent garde de négliger cette partie essentielle de leur mission, étaient aussi fréquentes qu'impératives. Elles entraient même, de peur que la louange ne vint à s'égarer, dans des détails d'une précision méticuleuse ; le thème était fourni d'avance, il n'y avait plus qu'à écrire les variations.

« Cette révélation des dispositions réelles de l'empereur à l'endroit du clergé ne causera — dit avec raison M. d'Haussonville (2), — d'étonnement qu'aux personnes trop faci-

(1) M. d'Haussonville, *Revue des Deux-Mondes*, 1867, n° du 15 septembre, p. 381.

(2) *Ibid.*, p. 389.

les à tromper, qui, de parti pris, préfèrent s'en tenir toujours aux apparences ; mais partout, principalement en France, que le nombre en est grand ! Parmi les prêtres en particulier, combien y en a-t-il encore aujourd'hui qui, pour juger des sentiments véritables de Napoléon I<sup>er</sup>, n'ont jamais pris connaissance d'autre chose que des lettres d'apparat solennellement adressées par lui aux évêques, des réponses qu'il a faites en public à leurs harangues complimenteuses, ou bien des conversations à effet que, pendant le cours de ses voyages à travers la France, le chef de l'État croyait bon d'entamer de temps à autre avec les députations d'ecclésiastiques qui se pressaient alors de toutes parts sur son passage... Ce sont là de pauvres sources d'informations. Napoléon I<sup>er</sup> a pris soin d'avertir lui-même qu'il fallait se garder de prendre trop au sérieux et trop au pied de la lettre ce qu'il lui arrivait de dire en de pareilles occasions... Il trouvait avantageux et partant licite d'emprunter aux prêtres de l'Église catholique auxquels il avait à s'adresser l'accent propre à leur croyance religieuse, quoique cette croyance ne fut pas la sienne, et parla seule raison que cela servait ses desseins. »

M. d'Haussonville se défend, avec raison, de rien inventer. A l'époque même où nous a conduit ce récit, Napoléon s'appliquait précisément à développer cette savante théorie dans sa correspondance avec le roi de Naples, un de ses frères. « Puisque vous voulez — lui écrivait il, — que je vous parle de ce qui se fait à Naples, je vous dirai que je n'ai pas été content du préambule de la suppression des couvents. *Pour ce qui regarde la religion, il faut que le langage soit pris dans l'esprit de la religion et non dans celui de la philosophie. C'est là le grand art de celui qui gouverne...* Le préambule de la suppression des

moines aurait été bien, s'il avait été dans le style des moines... Je vous dis cela comme principe général... Vous savez d'ailleurs, JE N'AIME PAS LES MOINES, car *je les ai détruits partout* (1). »

Non content de dicter aux évêques la façon dont ils devaient parler des ennemis de Napoleon I<sup>er</sup>, surtout des Russes et des Anglais, auxquels il en voulait mortellement, — l'empereur ou le ministre des cultes (c'est tout un,) exigeait que la chaire catholique retentit sans cesse des éloges du chef suprême de l'État. « Il faut louer davantage l'empereur dans vos mandements, » disait un jour le préfet de police à Mgr de Broglie, évêque d'Acqui, puis de Gand ; homme d'esprit et de tact, ce prélat — afin de se tirer des embarras qu'il prévoyait sans doute, — venait, à propos de la naissance du roi de Rome, de reproduire exactement les vœux formés par Bossuet pour l'un des petits-fils de Louis XIV. Il paraît que cela n'avait pas été jugé suffisant (2).

Très frappé de l'influence que le clergé était naturellement appelé à exercer sur les habitants de la campagne parmi lesquels il recrutait les soldats de son armée, il ne faisait pas moins surveiller les prônes des simples curés de village que les mandements des évêques, afin qu'il ne se produisît ni dans les uns ni dans les autres de notes fâcheuses à l'endroit de son système politique. Tout lui était bon pour cette surveillance, j'allais dire cet espionnage ; il y employait le ministre de l'intérieur, les commandants de gendarmerie et le ministre de la police — l'ex-

(1) Lettre de Napoléon au roi de Naples, 14 avril 1807.

(2) Lettre de l'abbé de Broglie, évêque de Gand, à M. le comte de Chauvelin, conseiller d'État, 11 septembre 1810.

oratorien Fouché. Sur le moindre soupçon, on arrêtait et on emprisonnait les prêtres et cela de la façon la plus arbitraire, sans aucune enquête préalable et sans aucun jugement (1). Le nombre de ces actes violents s'accrut à mesure que les rapports avec le Saint-Siège devinrent plus tendus; peu à peu, en France et en Italie, les prisons se remplirent d'une multitude de prêtres. Ils étaient relégués tantôt au donjon de Vincennes, tantôt aux îles Sainte-Marguerite, à Fenestrelle, à Ivree et dans tous les lieux de détention destinés aux crimes politiques. Ces malheureux, une fois incarcérés, devenaient dangereux à relâcher, car ils auraient été accueillis comme des martyrs par les partisans de la cause du Saint-Père, retenu, lui aussi, prisonnier à Savone. On les gardait donc indéfiniment en prison. Tous ces pauvres ecclésiastiques, ou périrent, lorsqu'ils étaient trop âgés, dans les cachots où les avait plongés Napoléon 1<sup>er</sup>, ou n'en sortirent qu'après sa chute, quelques-uns sans avoir jamais pu deviner quels motifs particuliers leur avaient jadis valu un sort aussi cruel.

Non content d'avoir emprisonné tant de prêtres, il voulut encore imposer silence à ceux qu'il laissait à la tête de leurs paroisses et s'adjugea à lui seul le droit de parler des questions religieuses. Il écrivait à Fouché, en 1807 : « M. Portalis m'a fait connaître l'existence de plusieurs journaux ecclésiastiques et les inconvénients qui peuvent résulter de l'esprit dans lequel ils sont dirigés et surtout de la diversité de leurs opinions en matière religieuse. Mon intention est en conséquence que les journaux ecclésiastiques cessent de paraître et qu'ils soient

(1) M. d'Haussonville, *ut sup.*, p. 394 et suiv.

réunis dans un seul journal qui se chargera de tous leurs abonnés. Ce journal, devant servir à l'instruction des ecclésiastiques, s'appellera *Journal des Curés* (1). Cependant ce journal ne le satisfait pas longtemps. « Rendez-moi compte — écrit-il bientôt après à M. Portalis (2), — de ce que c'est que le *Journal des Curés*. Cette feuille paraît être dans le plus mauvais esprit, contraire aux libertés de l'église gallicane... » « Je vous prie, — mande-t-il à la même époque à Fouché (3), — je vous prie de bien veiller à ce que ces ridicules discours ecclésiastiques, surtout contre les libertés de l'église gallicane, finissent dans les journaux. ON NE DOIT S'OCCUPER DE L'ÉGLISE QUE DANS LES SERMONS. »

Ayant lui seul la parole et le droit de contrôle sur sa propre conduite, Napoléon n'avait pas à craindre qu'on lui montrât l'inconséquence flagrante qui existait et se produisait entre ses maximes et ses actes. C'est ainsi qu'au moment où il émettait l'axiome absolu qu'on vient de lire, en cette même année 1806, il s'occupait très activement des affaires de l'Église, et cela pour régler le nombre, la nature et l'ordre des cérémonies du culte. « On pourrait, écrivait-il à M. Portalis (4), — en rappelant la nécessité de consacrer les époques solennelles et de diminuer cependant le nombre des fêtes, qui distraient le peuple de ses travaux, proposer deux fêtes : 1<sup>o</sup> pour le 15 août, celle de la *St Napoléon*, qui consacrerait à la fois l'époque

(1) Lettre de l'empereur à Fouché, 7 février 1806.

(2) 14 août 1807.

(3) 1<sup>er</sup> août 1807.

(4) Note pour le ministre des cultes. (*Correspondance de Napoléon*, Paris, 12 février 1806.)

de la naissance de l'empereur, et celle de la ratification du Concordat. A cette fête se joindraient les actions de grâce pour la prospérité de l'empire. On chercherait à donner à la procession qui continuerait à se faire ce jour-là un caractère propre à effacer les anciens souvenirs. 2° Le premier dimanche qui suivra le jour correspondant au 11 frimaire, on célébrerait en même temps les succès de la grande armée et l'époque du couronnement. Dans les discours que ferait un membre du clergé, on parlerait particulièrement des citoyens de la commune qui seraient morts à la bataille d'Austerlitz. »

*Les anciens souvenirs* que Napoléon voulait effacer étaient ceux de la fête de l'Assomption et surtout du vœu par lequel Louis XIII avait mis la France sous la protection spéciale de la sainte Vierge. M. Portalis déploya le plus grand empressement à rédiger le prospectus (*sic*) de la solennité. Dans une lettre qu'il adressa aux évêques et qui portait au bas cette annotation : « *Pour vous seul,* » il avertit l'épiscopat entier que le gouvernement désirait avant tout qu'on évitât de rappeler ce qu'il nommait, lui aussi, *les souvenirs inutiles*... Les cérémonies marquées dans le prospectus devaient, disait-il, tout remplacer. » Mais où trouver les actes du saint nouveau au bénéfice duquel l'empereur voulait détrôner Celle que l'Église universelle salue du titre glorieux de *Reine de tous les Saints* ? On finit, à grand peine, par trouver un martyr dont le nom ressemblait un peu à celui de Napoléon (1).

(1) Vie épiscopale de Mgr d'Osmond, par l'abbé Guillaume; Nancy, 1862. — Lettre de Mgr d'Osmond à M. Portalis, 23 avril 1806. Collection des mandements de Nancy-Toul, 1802 à 1812, 3 juin 1806. Extrait de l'ouvrage de l'abbé Guillaume.

Après avoir doté le martyrologe d'un saint de plus, il ne restait plus à l'empereur qu'à se faire professeur en droit canon, à décréter pour son compte et de son autorité personnelle des dogmes de sa façon, à prescrire enfin ce qu'en matière de foi les catholiques de ses états étaient obligés de croire sous peine de damnation éternelle; il n'eut garde d'y manquer, etc'est à cette pensée qu'est due la rédaction de certain chapitre du *Cathéchisme à l'usage de toutes les églises de l'Empire français*.

Pour montrer une fois de plus — si cela était encore nécessaire, — que la religion, en tout ceci, était ce qui préoccupait le moins le chef de l'État, quelle était à ce moment, c'est-à-dire au commencement de 1806, sa façon de penser et de s'exprimer au sujet de la religion, du clergé et de tout ce qui y tenait de près ou de loin, il faut lire ce qu'il écrivait, dans l'intimité, à sa sœur la princesse Elisa. « Ma sœur, n'exigez aucun serment des prêtres. Cela n'aboutit à rien qu'à faire naître des difficultés. *Allez votre train et SUPPRIMEZ LES COUVENTS... Le bref du pape n'est rien tant qu'il restera secret dans vos mains. Ne perdez pas un moment, une heure, pour réunir tous les biens des couvents au domaine... NE VOUS MÊLEZ DANS AUCUN DOGME (!) Emparez-vous des biens des moines, C'EST LA LE PRINCIPAL, et laissez courir le reste (1). »*

Mais, venons au catéchisme impérial et traçons en l'origine et l'historique (j'allais dire la monographie), avec les détails nécessaires à l'éclaircissement de ce fait capital, sorte d'entrée *par effraction* du chef de l'État dans le domaine de l'Église et jusque dans le sanctuaire intime des consciences.

(1) Lettres de l'empereur à la prince Elisa, du 17 et du 24 mai 1806. — Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, tome X'I.

L'article 39 de la loi du 18 germinal an X — loi qui n'est autre chose que la réunion des articles organiques précédés du texte du Concordat, — disait (paragraphe premier du titre III relatif au culte), *qu'il n'y aurait plus qu'une liturgie et UN CATÉCHISME pour toutes les églises de France.* « Les articles organiques, quoique publiés le même jour dans la même forme et confondus à dessein avec les articles du Concordat, n'avaient été l'objet d'aucun arrangement particulier ni même d'aucune discussion préalable entre le Saint-Siège et le gouvernement français ... Par l'habile rédaction] de quelques-uns des articles organiques, le premier consul avait su reprendre en réalité et dans la] pratique ce qu'en] principe... la fermeté de Consalvi avait refusé de lui concéder par rapport à l'exercice extérieur du culte... L'espoir de faire reviser par l'empereur la plupart des articles organiques avait été l'un des motifs qui avaient le plus influé sur la résolution prise par le Saint-Père de venir sacrer l'empereur à Paris ; mais cette prière avait été éludée comme toutes les autres, et Pie VII était reparti sans avoir obtenu à cet égard la moindre satisfaction... A la veille et au lendemain du couronnement, Pie VII avait mille raisons de se flatter que, sur ces affaires de la liturgie et du catéchisme se rattachant de si près au dogme, il serait la première personne consultée par le prince qui semblait attacher tant de prix en ce moment à faire consacrer son pouvoir par les propres mains du vicaire de Jésus-Christ (1). »

Mais ces illusions, très respectables d'ailleurs, ne devaient pas être de longue durée ; avec un homme tel que Napoléon, on ne pouvait compter sur rien, les promesses

(1) M. d'Haussonville, *ut sup.*, p. 398 et 399.

ou les espérances de la veille étant violées ou effacées dès le lendemain, souvent même une heure après qu'elles avaient été formulées ou simplement indiquées.

Ce fut dont le lundi 5 mai 1806 que le journal de l'Empire révéla tout à coup l'existence d'un décret impérial, daté du 4 avril, annonçant la publication prochaine d'un catéchisme qui devait désormais être seul en usage dans toutes les églises catholiques de l'Empire français. Le catéchisme ne fut cependant mis en circulation que plus de trois mois après (août 1806). Des difficultés de plus d'une sorte étaient survenues tant pour la rédaction que pour l'impression de ce petit livre, et il aurait peut être été encore retardé sans un conseil que donna, au courant de la conversation, l'abbé Émery : « Si j'étais à la place de l'empereur (avait dit le supérieur de Saint-Sulpice), je prendrais purement et simplement le catéchisme de Bossuet. On déclinerait par là une immense responsabilité (1). » Cette idée frappa Napoléon auprès de qui Bossuet était alors en grande faveur, à cause de l'appui qu'il avait jadis prêté à Louis XIV dans ses différends avec le pape Innocent XI. Ceci se passait vers 1803, Bonaparte venait d'être nommé consul à vie, mais il rêvait déjà un titre plus sonore et surtout plus effectif : rien ne lui parut donc plus naturel et plus opportun que de différer la publication de son catéchisme jusqu'au moment où il saurait de quel droit nouveau, définitif et absolu il pouvait réclamer l'entière et aveugle obéissance des Français. A ce point de vue essentiellement politique et rien autre chose à ses yeux, il s'agissait pour lui de faire religieusement

(1) Histoire de Mgr d'Aviau du Bois de Sanzay, par M. l'abbé Lyonnet ; (Paris, 1847.)

et dogmatiquement consacrer son autorité souveraine par les prêtres de tout âge qui allaient enseigner et sur les jeunes générations qui allaient désormais apprendre ce nouveau formulaire.

Mais, il fallait s'y prendre avec une grande habileté pour imposer au clergé et aux fidèles cette énorme ingérence du pouvoir laïque dans le catéchisme ; M. Portalis s'en chargea, et ce fut avec les circonlocutions les moins empreintes de franchise (naturellement) qu'il présenta l'élucubration du souverain au public. En effet, dans le rapport destiné à la publicité qui parut en même temps que le catéchisme, M. Portalis prit soin de constater — ce qui n'était qu'à demi exact, — que l'ancien catéchisme de Bossuet avait principalement dirigé le travail des modernes rédacteurs et que le nouveau formulaire n'était, à proprement parler, que la reproduction de l'ouvrage du célèbre évêque de Meaux (1).

Comme *correctif* à ce rapport public il faut lire maintenant la lettre du même M. Portalis adressée au maître souverain ; c'est là que l'on trouve l'aveu dépouillé de tout artifice de la pensée et de la tactique de Napoléon et de son chargé de pouvoirs par rapport à la confection et à la promulgation du *Catéchisme à l'usage de toutes les églises de l'Empire français*.

13 février 1806.

SIRE,

« Votre Majesté avait pensé que la rédaction d'un catéchisme uniforme pour toute la France, ordonnée par la loi du 18 germinal an X, devrait être encore différée.

(1) Rapport de M. Portalis à l'empereur sur le catéchisme de 1806.

« Cette intention de Votre Majesté me fut manifestée  
« avant la constitution de l'Empire français. Dans ce mo-  
« ment, ces institutions se trouvent établies, et *tous les*  
« *Français ont le bonheur de vivre sous les lois du plus grand*  
« *des souverains*. J'ai donc pensé que le temps était venu  
« de remettre sous les yeux de Votre Majesté *la partie du*  
« *catéchisme relative aux devoirs de tout sujet envers son*  
« *prince*. Déjà on avait présenté, avant le nouvel ordre de  
« choses, *divers articles sur cet objet*. Ces articles parlaient  
« vaguement de la soumission que l'on doit aux puissan-  
« ces et aux chefs des États d'après la doctrine évangélique,  
« mais *il me semble que ces généralités ne suffisent plus*.  
« IL S'AGIT D'ATTACHER LA CONSCIENCE DES PEUPLES A L'AUGUSTE  
« PERSONNE DE VOTRE MAJESTÉ, dont le gouvernement et  
« les victoires garantissent la sûreté et le bonheur de la  
« France. Recommander en général la soumission des  
« sujets à leur souverain, ce ne serait pas, dans l'hypo-  
« thèse présente, DIRIGER CETTE SOUMISSION VERS SON VÉRITABLE  
« BUT. Le précepte général peut suffire dans les temps ordi-  
« naires et quand on vit sous un ordre de choses qui existe  
« depuis longtemps ; mais *aujourd'hui le mot SOUVERAIN*  
« *n'est qu'une expression vague dont chacun pourrait ARBI-*  
« *trairement faire l'application* SELON SES INTENTIONS ET SES  
« PRÉJUGÉS. J'ai donc cru qu'il était nécessaire de s'expli-  
« quer *franchement* et de rapporter le précepte d'une fa-  
« çon *précise* à Votre Majesté. Cela ôte toute équivoque en  
« *fixant LES CŒURS et les esprits sur celui qui peut seul et doit*  
« *réellement fixer les esprits et LES CŒURS* (1)... »

Il est impossible d'être, à la fois, plus roué et plus naïf que M. Portalis dans cette lettre adressée au maître ; le

(1) Lettre de M. Portalis à l'empereur, 13 février 1806.

mot *souverain* pouvait, au moyen d'une interprétation toute naturelle et très légitime, se rapporter au *roi* Louis XVIII, tandis que le mot *empereur* indique Napoléon et pas un autre en France, en Italie, etc., Napoléon s'étant proclamé *empereur des Français* et le reste.

Parlera-t-on, pendant qu'on y est, de l'obéissance due aux successeurs *légitimes* de Napoléon? C'était assez délicat, Napoléon n'ayant pas encore eu de fils de Joséphine et d'ailleurs aimant peu qu'on fit allusion à ses héritiers.

Pour en revenir à l'objet principal de la lettre de M. Portalis à son maître, nous ferons remarquer que le catéchisme de Bossuet s'était contenté de consacrer deux courtes lignes à la définition des devoirs des sujets envers leur prince. « Que nous prescrit encore le quatrième commandement? » disait le catéchisme de Meaux, en 1686. — Réponse. « De respecter tous supérieurs, pasteurs, rois, magistrats et autres. » L'histoire ne nous apprend pas que Louis XIV se soit trouvé offensé d'avoir été mis en seconde ligne après les pasteurs ou évêques, curés, prêtres, etc., et seulement avant les magistrats. Sous le règne de Napoléon I<sup>er</sup>, un soldat de fortune, un parvenu, — le chapitre relatif au quatrième commandement s'étend prodigieusement et prend les plus singuliers développements. Napoléon avait d'abord voulu que la question fût ainsi posée et résolue: « La soumission au gouvernement de la France est-elle un dogme de l'Église? » La réponse à cette question, d'après une note qu'il avait lui-même dictée, devait être conçue en ces termes: « Oui, l'Écriture enseigne que celui qui résiste aux puissances résiste à l'ordre de Dieu; oui, l'Église nous impose des devoirs plus spéciaux envers le gouvernement de la France, protecteur de la religion et de l'Église; elle nous ordonne de *l'aimer*, de *le chérir*

et d'être prêts à faire TOUS LES SACRIFICES pour son service. »

L'expression *le gouvernement* était une sorte de ballon d'essai, en attendant l'appellation très précise d'*empereur*; de plus, à l'égal de Dieu, Napoléon voulait être *aimé* et *chéri*. Comme si cela se pouvait imposer ! *Tous les sacrifices* exigés en vertu de cette affection et de cette tendresse pour sa personne se résumaient dans l'impôt du sang, — la conscription.

Cette rédaction ayant été rejetée par les théologiens de la commission du catéchisme, Napoléon dut se soumettre, mais il voulut que l'on fit particulièrement mention de lui et de sa dynastie (1).

Les devoirs des Français à l'égard de l'empereur devinrent alors la matière d'un chapitre spécial dont le principal intéressé, Napoléon lui-même, pesa, revit et remania soigneusement chaque expression avec son docile collaborateur, M. Portalis, ministre des cultes.

Voici le texte littéral de cette leçon définitive ; nous la copions sur un exemplaire du temps (2).

Leçon VII. \* — *Suite du quatrième commandement.*

DEMANDE. — *Quels sont les devoirs des chrétiens à l'égard des princes qui les gouvernent, et quels sont en particulier nos devoirs envers Napoléon I<sup>er</sup>, notre empereur ?*

RÉPONSE. — Les chrétiens doivent aux princes qui les

(1) Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France pendant les premières années du dix-neuvième siècle, tome II, p. 163. (Cet ouvrage est de M. Jauffret, frère de l'ancien évêque de Metz, plus tard archevêque d'Aix.) — Cs. M. d'Haussonville, note 1 au bas de la page 404, *ut sup.*

(2) 1810, p. 55-57.

gouvernement, et nous devons en particulier à Napoléon premier, notre empereur, l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, les tributs ordonné pour la conservation et la défense de l'empire et de son trône ; nous lui devons encore des prières ferventes pour son salut et pour la prospérité spirituelle et temporelle de l'État.

DEMANDE. — *Pourquoi sommes nous tenus de tous ces devoirs envers notre empereur ?*

RÉPONSE. — C'est, premièrement, parce que Dieu, qui crée les empires et les distribue selon sa volonté, en comblant notre empereur de dons, soit dans la paix, soit dans la guerre, l'a établi notre souverain, l'a rendu le ministre de sa puissance et son image sur la terre. Honorer et servir notre empereur est donc honorer et servir Dieu même. Secondement, parce que Notre Seigneur Jésus-Christ, tant par sa doctrine que par ses exemples, nous a enseigné lui-même ce que nous devons à notre souverain : il est né en obéissant à l'édit de César Auguste ; il a payé l'impôt prescrit ; et de même qu'il a ordonné de rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu, il a aussi ordonné de rendre à César ce qui appartient à César.

DEMANDE. — *N'y a-t-il pas de motifs particuliers qui doivent plus fortement nous attacher à Napoléon I<sup>er</sup>, notre empereur ?*

RÉPONSE. — Oui : car il est celui que Dieu a suscité dans les circonstances difficiles pour rétablir le culte public de la religion sainte de nos pères et pour en être le protecteur. Il a ramené et conservé l'ordre public par sa sagesse profonde et active ; il défend l'État par son bras puissant ; il est devenu l'oint du Seigneur par la consécration qu'il a reçue du Souverain-Pontife, chef de l'Église universelle.

DEMANDE. — *Que doit-on penser de ceux qui manqueraient à leur devoir envers notre empereur ?*

RÉPONSE. — Selon l'apôtre saint Paul ils résisteraient à l'ordre établi de Dieu même et se rendraient dignes de la damnation éternelle.

DEMANDE. — *Les devoirs dont nous sommes tenus envers notre empereur nous lieront-ils également envers ses successeurs légitimes dans l'ordre établi par les constitutions de l'empire ?*

RÉPONSE. — Oui, sans doute ; car nous lisons dans la sainte Écriture que Dieu, Seigneur du ciel et de la terre, par une disposition de sa volonté suprême et par sa providence, donne les empires non-seulement à une personne en particulier, mais aussi à sa famille. »

Tels sont les termes fidèles du texte de cette leçon VII dont nous avons poussé l'exactitude de la transcription jusqu'à reproduire le signe \* ou astérisque placé à côté de ces mots : *Leçon VII*, et ce petit détail a sa grande importance comme on va le voir. En effet, on lit dans un *Avis* (placé au bas de la page 14), cette recommandation expresse et précieuse à recueillir : « On trouvera dans ce catéchisme *les demandes les plus nécessaires à savoir* marquées d'une astérisque ; et les catéchistes pourront se dispenser d'apprendre aux enfants les moins intelligents les demandes qui n'ont pas cette marque.

« Quand l'astérisque est mis au titre d'une leçon, il signifie que TOUTES LES DEMANDES DE CETTE LEÇON DOIVENT ÊTRE APPRISES. »

Or, c'est ce qui arriva « pour la leçon VII, \* suite du quatrième commandement. » Ces demandes impliquaient des réponses longues et par conséquent difficiles à retenir ; il fallait cependant, de par la logique de Napoléon et de

M de Portalis, que *les enfants les moins intelligents* qui étaient dispensés d'apprendre les leçons plus faciles non marquées d'un astérisque apprissent et récitassent imperturbablement celles marquées du dit astérisque, et la leçon VII, — passablement compliquée, la plus difficile à retenir de toutes celles du catéchisme impérial, — était formellement obligatoire. Des vieillards nous ont mainte fois raconté que la fameuse leçon VII, qu'ils appelaient *la leçon de l'empereur*, était une de leurs préoccupations les plus grandes et leur inspirait presque de l'effroi, à cause des difficultés dont elle est hérissée.

Il ne suffisait pas cependant à Napoléon d'avoir élaboré, rédigé et fait imprimer *son* catéchisme et *sa* leçon VII si autoritaire ; solennellement annoncé dès les premiers jours de mai et universellement attendu, le nouveau formulaire ne faisait pas encore son apparition officielle. Pourquoi cela ? Le voici. La leçon VII était loin d'avoir l'entière approbation du clergé et de l'épiscopat ; aux yeux de quelques évêques, l'initiative prise par le pouvoir civil dans une question de cette importance n'était rien moins qu'un empiètement sur les fonctions du sacerdoce et pouvait avoir les suites les plus fâcheuses. « Est-ce à lui, — écrivait à l'un de ses amis M. d'Aviau, archevêque de Bordeaux, — est-ce à lui de se mêler de ces questions là ? Qui lui en a donné la mission ? A lui les choses de la terre, à nous les choses du ciel. Bientôt, si nous laissons faire, il mettra la main à l'encensoir, et peut être voudra-t-il plus tard monter à l'autel. En vérité, cela ne se peut pas, *Principiis obsta, sero medicina paratur* (1)... » Il n'y avait pas moyen de lutter contre un adversaire tel que Napoléon,

(1) Hist. de Mgr d'Aviau, par M. l'abbé Lyonnet, p. 549.

aussi Mgr d'Aviau ne l'essaya-t-il pas, mais, sous différents prétextes, ce prélat aussi prudent qu'énergique trouva moyen de se dispenser de faire usage du nouveau catéchisme dans son diocèse.

D'autres prélats avaient au fond la même répugnance à faire enseigner les préceptes contenus dans la fameuse septième leçon; il y avait d'ailleurs dans le nouveau formulaire des sujets à critique plus essentielle encore. Toujours imbu de l'esprit du dix-huitième siècle et théologien qui n'avait connu d'autre maître que son égoïste despotisme, l'empereur acceptait avec répugnance la doctrine catholique absolue : « Hors de l'Église point de salut. » En vain, Bossuet, qui lui était si cher en bien des choses, avait-il maintenu cet axiôme dans son catéchisme, Napoléon n'était pas avec lui du même avis; c'est pourquoi il avait éliminé de son catéchisme, à lui, cette maxime qui gênait extraordinairement sa tolérance de libre-penseur, car il s'imaginait — comme ceux qui ne pratiquent aucune religion, — que toutes sont bonnes, sans doute pour ne décourager personne de sa propre indifférence. Les ecclésiastiques faisant partie de la commission du catéchisme exigeaient le maintien de l'importante et fondamentale maxime: « Hors de l'Eglise point de salut, » en donnant à entendre que ce n'était qu'à cette condition qu'ils pourraient laisser passer la rédaction impériale de la septième leçon à laquelle ils savaient que l'autocrate de la France tenait énormément, car ils ne se dissimulaient pas que la rédaction et la publication du nouveau formulaire avaient surtout pour but l'imposition du dogme autoritaire élevé à sa plus haute puissance. L'empereur et M. Portalis, son seide, étaient fort contrariés de cet incident lorsque le cardinal Fesch lui-même, vint appor-

ter à l'opposition l'appui de son propre vote. « Le chef du gouvernement — dit un écrivain de l'époque, (1) — tenait beaucoup à ce que le nouveau catéchisme fût partout favorablement accueilli *à cause du chapitre qui le concernait*; c'est pourquoi il donna des ordres pour qu'on modifiât les passages qui pouvaient faire suspecter la doctrine de ce livre. On rétablit *même* au chapitre de l'Église les expressions: « Hors de l'Église point de salut, » que les éditeurs avaient cru devoir rendre autrement. »

« Il est facile de comprendre en effet que l'empereur ait eu dans cette circonstance de la peine à se défendre sérieusement contre son oncle. « Quoi ! ( pouvait lui dire « avec une grande force de raisonnement le cardinal « Fesch), vous voulez de la damnation éternelle pour ceux « qui se tiennent en dehors de votre gouvernement, ou « bien qui ont seulement le tort de n'être pas animés à « l'égard de Votre Majesté d'un amour suffisant, et vous « ne voulez pas que l'Église menace d'une peine semblable ceux qui ne reconnaissent pas son autorité ! Cela « serait contradictoire (2). »

Le nouveau catéchisme parut enfin dans la première quinzaine d'août 1806, un peu avant la St Napoléon.

En somme, la damnation dont l'empereur menaçait les récalcitrants à son autorité équivalait à cette maxime que Napoléon n'osa pas formuler: « Hors du gouvernement de l'empereur Napoléon pas de salut. »

« Fallait-il croire, toutefois, — a dit avec son esprit

(1) M. Jauffret, *l. c. sup.*, tome II et Vie du cardinal Fesch, par l'abbé Lyonnet, tome II, p. 50.

(2) M. d'Haussonville, p. 416.

mordant Mme de Staël (1), — que Bonaparte disposerait de l'enfer dans l'autre monde, parce qu'il en donnait l'idée dans celui-ci ? »

Il semblait que Napoléon n'eut plus rien à désirer ou plutôt à exiger de la longanimité du pape, du sacré collège, de l'épiscopat et du clergé français, mais cependant ses prétentions allaient toujours croissant. Le malheur (nous n'osons dire le tort) des contemporains de cet insatiable despote fut de ne pas avoir pénétré le fond du caractère de cet homme à la fois rusé et pusillanime. Son hypocrisie était telle qu'elle défiait tout ce que l'histoire nous apprend même en ce genre de Mahomet et de Cromwell. « Un jour il assurait aux prélats que, dans son opinion, il n'y avait que la religion catholique de vraiment fondée sur les traditions anciennes ; puis se trouvant, avec des philosophes, il dit à Cabanis : « Savez-vous ce que c'est « que le Concordat que je viens de signer ? C'est la vaccine « de la religion : dans cinquante ans, il n'y en aura plus « en France (2) ».

Cet oracle est *moins* sûr que celui de Calcas.

Cet homme qui venait d'entrer si brutalement dans le catéchisme n'était pas encore satisfait d'un tel attentat, inouï jusque là dans les annales du monde ; il exprima, à diverses reprises, soit dans l'intimité de ses familiers, soit même publiquement, il exprima le regret de ne pas régner dans un pays où le souverain fût en même temps le chef de l'Église, comme en Angleterre et en Russie. Et pour que l'on ne soit pas tenté de croire que c'est ici une

(1) Considérations sur les principaux événements de la Révolution française, 4<sup>e</sup> partie, chapitre VI, *in fine*.

(2) M<sup>me</sup> de Staël, *op. sup. cit.*, chap. VI de la 4<sup>e</sup> partie.

calomnie patente ou tout au moins une assertion hasardée, nous citerons les termes dans lesquels Napoléon formulait cette prétention d'être à la fois roi et pontife, en écrivant au prince Eugène, son beau-fils (1).

« J'ai vu dans la lettre de Sa Sainteté (2) qu'elle me menace. Croirait-elle donc que les droits du trône soient moins sacrés que ceux de la tiare? Il y avait des rois avant qu'il y eut des papes. Ils veulent, disent-ils, publier tout le mal que je fais à la religion. Les insensés! ils ne savent point qu'il n'y a pas un coin du monde en Italie, en Allemagne, en Pologne, où je n'ai fait encore plus de bien à la religion que le pape n'y a fait de mal... Ils veulent me dénoncer à la chrétienté!... Le pape qui se porterait à une telle démarche cesserait d'être pape à mes yeux. Je ne le considérerais que comme l'Antechrist, envoyé pour bouleverser le monde et faire du mal aux hommes, et je remercierais Dieu de son impuissance. Si cela était ainsi, *je séparerais mes peuples de toute communication avec Rome* et j'y établirais une police...

« Que veut faire Pie VII en me dénonçant à la chrétienté? Mettre *mes trônes* en interdit, m'excommunier? Pense-t-il que les armes tomberont de la main de mes soldats et mettre le poignard aux mains de mes peuples pour m'égorger? Cette infâme doctrine, des papes furibonds l'ont prêchée... Je commence à rougir et à me sentir humilié de toutes les folies que m'a fait endurer la cour de Rome, et *peut être le temps n'est-il pas éloigné*, si l'on veut continuer à troubler les affaires de mes états, où je

(1) 22 juillet 1807.

(2) Lettre de Pie VII au vice roi d'Italie (Eugène de Beauharnais), 5 juillet 1807.

*ne reconnaitrai le pape que comme évêque de Rome, COMME ÉGAL et au même rang que les évêques de mes états. Je ne craindrai pas de réunir les églises gallicane, italienne, allemande, polonaise dans un concile pour faire mes affaires sans pape...* En deux mots, c'est pour la dernière fois que j'entre en discussion avec CETTE PRÉTRAILLE ROMAINE. On peut la mépriser et la méconnaître et être constamment dans la voie du salut, et dans le fait ce qui peut sauver dans un pays peut sauver dans un autre.

« ... Je tiens ma couronne de Dieu et de la volonté de *mes peuples*; je n'en suis responsable qu'à Dieu et à *mes peuples*... *Mes peuples* vivront sans évêques, *mes églises* sans direction, jusqu'à ce QU'ENFIN L'INTÉRÊT DE LA RELIGION, dont *mes peuples* ont besoin, ME FERA PRENDRE UN PARTI QUE COMMANDENT leur bien-être et LA GRANDEUR DE MA COURONNE. »

Cette lettre que Napoléon était censé avoir écrite au prince Eugène devait être par celui-ci communiquée, sans ordre et spontanément, à Pie VII. Dans les mesures les plus violentes de l'empereur, il était toujours entré, à toutes les époques de sa vie, une notable dose de ruse et d'astuce. Moins d'un an avant cette lettre (12 novembre 1806), l'autocrate se démasquait déjà en partie devant Mgr Arezzo, nonce du pape à Dresde, où se trouvait alors Napoléon et où il développa pour la première fois les thèses étranges qui s'étalèrent depuis dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*; mais revenons à la conversation qui eut lieu, à cette époque, entre Napoléon et le nonce et dont celui-ci nous a conservé la très fidèle relation (1), très fidèle, en effet, car nous en retrouvons les tendances encore

(1) Relazione del mio abbocamento coll' imperatore Napoleone, 12 novembre 1806 (trouvé dans les papiers du pape, au Quirinal.)

plus accentuées et aggravées dans la lettre au prince Eugène ci-dessus reproduite en ses parties vraiment significatives.

«... Si le pape n'en passe point par où je veux, je lui ôterai certainement le domaine temporel de Rome... *Il n'y a aucune nécessité à ce que le pape soit souverain de Rome.* Les papes les plus saints ne l'étaient pas. Je lui ferai un bon apanage de trois millions, et *je mettrai à Rome un roi ou un sénateur*, et je partagerai son état en autant de duchés. J'entends que le pape soit l'ami de mes amis et l'ennemi de mes ennemis. *Je suis le protecteur de l'Église, et il faut que le pape soit avec moi, s'il veut rester souverain*, et bien certainement il le restera, *s'il agit à ma guise.*

— Votre Majesté (dit Mgr d'Arezzo), me permettra de lui répéter ce qui lui a déjà été dit tant de fois, que le pape, étant le père commun des fidèles, ne peut se séparer des uns pour s'attacher aux autres, et, son ministère étant un ministère de paix, il ne peut faire la guerre à personne ni se déclarer l'ennemi de qui que ce soit sans manquer à ses devoirs et compromettre son caractère sacré...

— *J'avais* (réplique Napoléon) *les meilleures intentions à l'égard du pape*, je les aurais mises à exécution et je le ferais encore ; mais le pape préfère être misérable, il s'en-tête mal à propos... Ou bien le pape consentira, alors il ne perdra rien ; ou bien il refusera, et alors je lui ôterai ses états. Les excommunications ne sont plus de mode, et mes soldats ne refuseront pas de marcher là où je les enverrai... Que le pape n'oublie pas que *j'ai relevé les autels en France, que j'ai rétabli la religion, que je la protège en Allemagne et que je la protégerai ailleurs encore.* La catholicité presque entière est sous mon sceptre. La main

de Dieu conduit mes armées, et il semble que cela déplaît au pape, et *c'est lui qui veut me contrarier en tout...* En Italie, en France, j'ai beaucoup fait pour les évêques, pour les curés. TOUT LE MONDE EST CONTENT... »

Le 2 février 1808, l'invasion des États pontificaux était un fait accompli et était presque immédiatement suivie de l'enlèvement et de la captivité de Pie VII.

« Certes, à ne considérer que l'aspect extérieur des choses, il semblait à première vue que l'avantage fût tout entier du côté de l'empereur. Matériellement, Napoléon était sans contredit aussi fort et puissant à cette époque que Pie VII était faible et désarmé ; mais, gardons-nous de l'oublier, il ne s'agissait point d'une lutte matérielle. Au point de vue moral, à ne tenir compte que du bon droit et de la naturelle équité, quel saisissant contraste entre les deux adversaires ! Autant l'empereur s'était récemment fait de tort par la rudesse de ses dernières mesures, autant le pape s'était gagné les cœurs par sa résignation. Depuis qu'il était retenu captif à Savone, non seulement les âmes pieuses, non seulement les esprits élevés, mais les plus indifférents et les plus sceptiques avaient secrètement épousé la cause de Pie VII....

« Quand le pouvoir civil et l'autorité spirituelle sont aux prises, l'opinion se tourne le plus souvent en France contre celui des deux adversaires qu'elle surprend à vouloir sortir de ses attributions, ou qu'elle soupçonne d'ambitionner un rôle qui ne lui revient pas naturellement... Pie VII se sentait soutenu cette fois non seulement par l'adhésion du clergé de ses anciens états et du royaume d'Italie, mais aussi par les ecclésiastiques de tous les pays, y compris même, quoiqu'ils n'osassent pas s'en exprimer tout haut, ceux de la France gallicane. Quel catholique, quel chrétien,

quel homme droit et impartial oserait désormais le blâmer, si, réduit à toute extrémité, violemment dépouillé de son patrimoine, promené de ville en ville comme un prisonnier vulgaire, et matériellement privé de toute communication avec le troupeau dont il était le pasteur, il déclarait ne pouvoir en suffisante connaissance de cause donner immédiatement l'institution canonique aux évêques choisis par son persécuteur ? Son bon droit n'était-il pas évident, aussi évident aux yeux de tous que l'était à ses propres yeux l'impérieuse obligation de se servir des armes spirituelles remises en ses mains ? Il n'hésiterait donc plus. Étrange résultat des violences de l'empereur, résultat inattendu pour lui, quoique trop facile à prévoir, il se trouvait avoir définitivement fortifié contre lui-même l'adversaire qu'il croyait avoir réduit à néant, car entre eux il n'y avait plus désormais d'intérêts temporels à débattre, et la supériorité de ses forces matérielles devenait en quelque sorte inutile pour lui. Dans les questions qui leur restaient à régler, où la religion, la bonne foi et l'équité naturelle étaient seules intéressées, il avait mis tout le désavantage de son côté (1). »

Il comprit enfin, mais trop tard, que sa brusquerie violente avait tout compromis et peut être tout perdu ; il essaya donc, contre son habitude, de formes très-respectueuses quoique toujours très pressantes, au fond. Servi avec un zèle exagéré par ses affidés, Napoléon vit ses nouvelles mesures n'aboutir à rien autre qu'à un redoublement de difficultés pour lui et de vexations pour le pape ; l'ex-oratorien Fouché, outre-passant les pouvoirs dont il

(1) M. d'Haussonville, *Revue des deux mondes*, 1868, n° du 1<sup>er</sup> août (p. 587-589.)

était investi, avait tout d'abord complètement séquestré le chef de l'Église auprès duquel ne purent être admis des cardinaux et d'autres prélats dont les lettres ne lui parvinrent que plus tard (1).

Le pape était bien réellement prisonnier à Savone, où il était arrivé vers la fin d'août 1809, et cependant en dépit de l'active et incessante surveillance dont il était entouré, — Napoléon, par un de ces calculs dont sa vie abonde, avait donné les ordres les plus exprès pour empêcher que le séjour du souverain pontife à Savone et la vie qu'il y menait parussent avoir aux yeux du public la moindre apparence de captivité. Pie VII, comprenant parfaitement quels étaient les desseins de l'empereur, se gardait bien de s'y prêter le moins du monde. Pour la première fois, Napoléon soupçonna que les mauvais traitements, la captivité, l'isolement ne lui feraient peut être pas avoir aussi facilement raison qu'il l'avait d'abord espéré de ce pontife, qui, malgré sa douceur, avait de la fermeté et joignait à beaucoup de prudence dans la conduite une connaissance approfondie des matières ecclésiastiques formant l'objet des discussions pendantes. Ce fut à ce moment que Napoléon s'avisa enfin de réunir un concile de cardinaux et d'évêques (2). Un instant il songea à convoquer un concile œcuménique (3), tant ses idées étaient vagues, et d'ailleurs il n'avait daigné consulter personne sur la légitimité ou l'opportunité d'un acte si grave.

(1) Voyez la lettre du cardinal Fesch, du 7 août 1809.

(2) Lettre de M. Hugues Maret, duc de Bassano, à M. Bigot de Préameneu, 27 septembre 1809.

(3) Rapport de M. le comte Bigot de Préameneu à l'empereur, 22 novembre 1809.

Napoléon s'arrêta alors à la pensée de tout faire par lui-même et de tout prendre sur lui, sans plus s'inquiéter du pape que s'il n'existait pas. « Le projet de Napoléon, puisque le pape ne voulait rien lui céder, était — dit M. Thiers (1), — de le mettre en présence de mesures déjà arrêtées sans sa participation. Dans deux mois, se disait-il à lui-même, je traiterai avec le pape, et il faudra bien, ou qu'il résiste, ce qui lui est impossible, ou qu'il s'arrange, ce qui le forcera d'accepter comme accomplis les changements que j'ai apportés à l'Etat de l'Eglise. » Voici — toujours indiqué par M. Thiers, — ce que l'empereur voulait faire accepter à Pie VII : c'était « la suppression du pouvoir temporel du Saint-Siège, la réunion de Rome au territoire de l'empire, l'établissement d'une papauté dépendante du nouvel empereur d'Occident faisant sa résidence à Paris ou à Avignon, jouissant de beaux palais, d'une dotation de deux millions de francs et de beaucoup d'autres avantages encore, mais placée sous l'autorité de l'empereur des Français, comme l'église russe sous l'autorité des tsars et l'islamisme sous l'autorité des sultans (2). »

Cependant, avant d'essayer l'exécution de ce projet extravagant, Napoléon voulut tenter, par une voie détournée, s'il n'y aurait pas moyen d'arracher au pape, par un moyen quelconque, ce qu'il désirait si fort et d'éviter ainsi le scandale sans résultat d'une démarche qui ne laissait pas que de lui donner à penser. Ce fut le chevalier Lebzeltern, agent du comte de Metternich et de l'Autriche, qui se chargea de sonder le terrain au bénéfice

(1) Histoire du Consulat et de l'Empire, tome XII, p. 75.

(2) Ibid., tome XIII, p. 35.

de l'empereur des Français. Le chevalier provoqua les confidences de Pie VII en l'entretenant des graves dangers dont l'Eglise était menacée et en lui demandant s'il ne ferait rien pour sortir de l'inactivité et de la nullité où il se trouvait présentement réduit. Le pape répondit : « Nous avons pressenti cet état de choses, c'est la seule pensée qui nous occupe. Cette interruption de toutes relations avec les clergés étrangers, la difficulté de nos relations avec les évêques français sont le sujet de notre plus profond chagrin. Quoique détenu ici sans correspondance libre, sans nouvelles, nous avons bien jugé quels devaient être les embarras des évêques ; aussi n'avons nous pas cessé de nous plaindre au général Berthier de notre situation sous ce rapport. *C'est un vrai schisme établi par le fait.* Nous ne demandons rien pour nous à l'empereur, nous n'avons plus rien à perdre... Les aumônes des fidèles nous suffiront. Il y a eu d'autres papes plus pauvres que nous, et nous ne songeons à rien au delà de l'enceinte étroite où vous nous voyez ; mais nous désirons ardemment que nos communications soient rétablies avec les évêques et les fidèles (1). »

Cette démarche et une autre plus directe auprès du pape n'ayant pas amené le résultat que s'en promettait l'impatience de l'empereur, il donna ordre au ministre des cultes d'écrire aux évêques nommés d'Asti, de Liège, de Poitiers, de Saint-Flour, afin qu'il eussent à se rendre immédiatement dans leurs diocèses sans attendre plus longtemps l'institution canonique (2). On sait, d'après le

(1) Lettre du chevalier Lebzeltern au comte de Metternich, 16 mai 1810.

(2) Lettre circulaire du comte Bigot de Préameneu aux évêques d'Asti, de Liège, de Poitiers et de St-Flour, 3 août 1810.

témoignage de M. Bigot de Préameneu, à quel point il répugnait aux évêques nommés, mais non institués canoniquement, de se présenter sans titre reconnu au milieu de leur nouveau troupeau ; mais leurs convenances ne furent point consultées, ils durent tous partir. Une mesure plus éclatante encore témoigna bientôt avec quelle vivacité l'empereur entendait mener la lutte toute spirituelle qu'il lui avait plu d'entamer contre le souverain pontife.

Le cardinal de Belloy, archevêque de Paris, était mort le 10 juin 1808 ; six mois après, Napoléon lui avait donné pour remplaçant son oncle, le cardinal Fesch, archevêque de Lyon, celui-ci avait accepté ses fonctions nouvelles sans se démettre toutefois de celles qu'il remplissait déjà dans la seconde ville de France. L'empereur s'était jusqu'alors contenté de cet arrangement, mais maintenant qu'il avait résolu de braver le pape et de lui montrer qu'il était maître de se passer de son concours et de gouverner à son gré les églises de France, il somma tout à coup le cardinal Fesch de prendre ostensiblement possession de son nouveau siège. A son grand étonnement, il rencontra de la part de son oncle la plus énergique résistance. Ce que Napoléon voulait, c'est que, dans la querelle religieuse maintenant pendante, le premier dignitaire du clergé de France se rangeât de son côté et prit ouvertement parti pour lui et contre le Saint-Père ; Fesch n'y voulut jamais consentir et, en dépit de toutes les objections de son terrible neveu, demeura inflexible. Voyant qu'il ne pouvait venir à bout de la résistance de son oncle, l'empereur nomma immédiatement le cardinal Maury à l'archevêché de Paris (1).

(1) Vie du cardinal Fesch, par l'abbé Lyonnet, tome II, p. 174.

Le décret de nomination du cardinal Maury était du 14 octobre 1810. Peu de jours après, le 22 du même mois, l'empereur nomma M. d'Osmond, évêque de Nancy, à l'archevêché vacant de Florence. L'intention qui avait inspiré ces deux actes était manifeste; Napoléon voulait obliger les titulaires des deux sièges de Florence et de Paris à se mettre d'une façon flagrante en collision spirituelle avec le chef de la catholicité. « Monsieur le comte, écrivait-il à son ministre des cultes, mon intention est que les archevêques et évêques que j'ai nommés aux différents sièges de mon empire prennent le titre de leur siège dans tous leurs actes, titre pour lequel ils m'ont prêté serment. Je n'entends point qu'ils y mettent aucune modification (1). »

Quoiqu'il fut relégué à Savone, seul, Pie VII inspirait par son attitude à la fois calme et ferme tant d'inquiétudes à l'empereur que celui-ci n'avait pas jugé inutile d'entourer l'inoffensif vieillard d'un déploiement inouï de surveillance et d'espionnage policiers, ce qui ne l'empêchait pas de nier formellement que le pape fut le moins du monde prisonnier et que rien ne l'empêchait, s'il le voulait, de pourvoir au gouvernement de l'Église; or, il se trouva que ce mensonge impudent se retourna contre son auteur et devint une vérité qu'il ne connut que trop tard. Les exemples faits sur quelques pauvres prêtres de Marseille et d'ailleurs, jetés dans d'obscurs cachots pour avoir seulement tenté de s'approcher sans permission du pape, avaient, ce semble, dû suffire à intimider les plus hardis (2). « Napo-

(1) Lettre de l'empereur au comte Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 16 novembre 1810. — Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, tome XXI.

(2) Voyez les Mémoires du cardinal Pacca et la correspondance de M. de Barral conservée à l'archevêché de Tours.

l'éon ne craignait donc rien. Telle est en effet l'illusion commune aux souverains absolus. Ils s'exagèrent ordinairement la faiblesse de leurs adversaires autant que leur propre force. Volontiers ils s'imaginent qu'on n'osera rien tenter contre eux, et plus volontiers ils se figurent qu'ils déjoueront aisément les trames les mieux ourdies. Napoléon n'évita pas cette déconvenue réservée à tous les despotes. Il se l'était pour ainsi dire préparée à lui-même. C'était lui en effet qui, par les violentes persécutions dont il n'avait cessé d'abreuver le Saint-Père, lui avait procuré une foule innombrable d'auxiliaires obscurs, parfaitement inconnus les uns aux autres, qui, sans provocation, sans entente préalable, sous la seule impulsion de leur foi chrétienne, n'aspiraient qu'à se faire, à leurs risques et périls, les instruments dévoués du captif de Savone et de tous ceux qui souffraient pour sa cause....

« Faut-il maintenant s'étonner beaucoup si, grâce à de tels moyens et malgré les efforts de la police impériale, qui ne découvrit rien qu'après coup, le Saint Père soit parvenu alors à faire connaître au clergé de France et d'Italie les censures ecclésiastiques dont il frappa l'institution peu canonique des évêques récemment nommés aux sièges de Florence et de Paris ? Ce qui surprend véritablement, c'est la surprise même qu'éprouva l'empereur quand il apprit la divulgation des bulles signées à Savone. Ce qui surprend encore davantage ou plutôt ce qui attriste, ce sont les bruyants éclats de sa colère et les actes d'incroyable brutalité qui s'ensuivirent. Comment Napoléon avait-il pu s'imaginer un instant que Pie VII laisserait passer sans protester les nominations de M. d'Osmond et du cardinal Maury ? Comment, avec un peu de bonne foi, pouvait-il se plaindre de ce que le Saint-Père, qui n'avait fait nul

mystère de sa désapprobation, eût cherché et trouvé le moyen d'en instruire les évêques de France et d'Italie? De quel droit, parce qu'il lui avait plu de ne pas laisser arriver ces bulles à leur destination, l'empereur pouvait-il faire un crime à Pie VII de ce qu'il prenait soin d'avertir les fidèles que les pasteurs aux quels ils devaient spirituellement obéissance avaient eux-mêmes cessé d'obéir au chef spirituel de la catholicité? Le pape ne remplissait-il pas, en agissant ainsi, les plus stricts devoirs du souverain pontife? En ce qui touche la clandestinité des moyens, depuis quand était-il interdit à un captif injustement détenu d'accomplir par des voies détournées les actes qu'il lui serait licite de pratiquer au grand jour, s'il était en liberté? Les fureurs de l'empereur étaient donc aussi extravagantes que furent iniques les violences auxquelles il n'hésita pas à se livrer (1). »

Violences de langage d'abord que ne tardèrent pas à suivre les violences de conduite ; les unes et les autres ont tellement épouvanté les éditeurs de la correspondance de Napoléon I<sup>er</sup> qu'ils ne les ont publiées, sans doute — ainsi que le dit la préface du seizième volume, — parce que ces lettres ne leur ont pas semblé du nombre de celles *qu'il aurait livrées à la publicité, si, se survivant à lui-même et devançant la justice des âges, il avait voulu montrer à la postérité sa personne et son système* (2). Avec ce commode système d'escamotage, que devient la vérité historique déjà si difficile à démêler et à établir? Heureusement qu'en dehors de la correspondance de Napoléon I<sup>er</sup> M. d'Haus-

(1) M. d'Haussonville, *ut sup.*, p. 615-618.

(2) Rapport à l'empereur Napoléon III, tome XVI de la Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>.

sonville (1) a pu trouver ces documents qu'il a publiés et, en l'absence desquels d'ailleurs, le Mémorial de Sainte-Hélène, dicté par Napoléon *se survivant à lui-même*, pour ainsi dire, avec son incurable aveuglement et son énorme orgueil, suffirait, à lui seul, à combler les lacunes préméditées après coup de la correspondance impériale.

« Écrivez au préfet de Montenotte — mande Napoléon à son ministre des cultes, — pour lui faire connaître la lettre que le pape a écrite au grand vicaire de Paris, afin d'éclairer ce fonctionnaire sur *la mauvaise foi du pape qui, sous des apparences de conciliation et de charité, excite en secret la discorde et la rébellion*. Donnez lui l'ordre d'empêcher qu'aucun courrier ne soit reçu ni expédié avec des lettres pour le pape et sa suite et pour que la poste ne fasse partir ni ne lui fasse remettre aucune lettre. Il faudra pour cela qu'il soit sûr du directeur des postes. Vous lui ferez connaître que je fais venir l'évêque de Savone à Paris afin d'ôter au pape un canal de communication. Vous donnerez effectivement l'ordre au prélat de venir à Paris, où je désire le voir. Vous prescrirez au sieur Chabrol d'avoir dans ses conversations un ton plus ferme, de représenter au pape qu'il fait du tort à la religion, qu'il cherche à semer le trouble et la division, qu'il néglige la douceur et *les bonnes manières*, qui auraient pu réussir auprès de moi, qu'il n'obtiendra rien par les moyens qu'il emploie et que l'Église finira par perdre le reste de son temporel, que *ceux qui seront assez fous et assez ignorants de leurs devoirs pour l'écouter perdront leur place*, et que se sera par sa faute. *Il faut que cela soit dit avec vigueur*. Il doit voir également ceux qui entourent le

(1) *Ut sup.*, p. 628 et suiv.

pape et les éclairer sur les fâcheuses conséquences que cela aura pour eux. *Il est inutile que le pape écrive. Moins il fera de besogne et mieux cela vaudra.* Il est nécessaire : 1° que le préfet envoie un état des individus qui sont auprès du pape, qu'il désigne les plus grands travailleurs, afin que je les renvoie, pour *ôter au pape le moyen d'écrire et de RÉPANDRE LE POISON* ; 2° que vous donniez ordre au préfet de ne plus expédier les lettres du pape pour le royaume d'Italie, le royaume de Naples, la Toscane, le Piémont, la France, de ne lui remettre aucune lettre et de les envoyer toutes ici. Vous en ferez le triage, et *l'on ne donnera cours qu'aux lettres dont l'émission sera sans inconvénient.* Faites vous en conséquence envoyer toutes celles que le pape écrirait et celles qui lui seraient adressées. En général, *moins ce qu'il écrit parviendra, et mieux cela vaudra.* »

Napoléon, à Sainte-Hélène, était-il bien venu à se plaindre de ses gardiens, après la conduite tout autrement rigoureuse qu'il avait tenue à l'égard du pape, son prisonnier, à Savone ? Se donner le plaisir de faire souffrir Pie VII dans sa personne, tel était bien le dessein de l'impérial geôlier ; il ne songe nullement d'ailleurs à s'en cacher.

« Vous ferez connaître au préfet que *mon intention est que l'intérieur du pape se ressente du mécontentement que j'ai de sa conduite...* Recommandez au sieur Chabrol de ne plus rien dire dans ses discours qui tende à faire croire au pape que je désire un accommodement. Son langage doit être qu'après son excommunication et sa conduite à Rome, qu'il continue à Savone, *je dois m'attendre à tout de lui, que je m'embarrasse fort peu de ce qu'il peut faire, que nous sommes trop éclairés pour ne pas distinguer la*

*doctrine de Jésus-Christ de celle de Grégoire VII...* (1) »

Les ordres de Napoléon furent exécutés à la lettre ; dans la nuit du 8 janvier 1811 le préfet de Montenotte se rendit au palais de l'évêque de Savone pour saisir toute la correspondance et les papiers de Pie VII. « Tout le monde — écrit-il, — était encore enseveli dans le sommeil ; rien n'a pu échapper aux recherches (2). » Ces *recherches* furent pratiquées avec un soin minutieux par des agents expédiés de Paris même ; on visita tous les appartements, on ouvrit ou l'on força tous les tiroirs. On alla jusqu'à découvrir les vêtements de chacun, même ceux du pape. Enfin, on crocheta le secrétaire de Pie VII pendant qu'il était descendu se promener dans le petit jardin de l'évêché (3). On enleva au souverain pontife son écritoire, ses plumes, jusqu'à son bréviaire, ainsi (détail à noter) qu'une bourse qui contenait une certaine somme en or. Dans les papiers compulsés avec soin, on ne découvrit rien que de très insignifiant. On enleva au pape ses serviteurs, qui furent dirigés sur Fénestrelle et incarcérés.

Tout cela ne suffit pas encore à calmer le courroux de Napoléon ; il fit redoubler la surveillance, l'espionnage et la persécution à l'égard du prisonnier de Savone (4).

(1) Lettre de l'empereur au comte Bigot de Préameneu, ministre des cultes, 31 décembre 1810. — Cette lettre ne se trouve pas dans la *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, publiée par l'ordre et sous les auspices de son impérial neveu, Napoléon III.

(2) M. de Chabrol au ministre des cultes, 8 janvier 1811.

(3) Relation manuscrite italienne du valet de chambre du pape. — *British Museum*, n° 8, 389.

(4) Voyez une lettre de Napoléon I<sup>er</sup> au comte Bigot de Préameneu, 20 janvier 1811, citée par M. d'Haussonville, *ut sup.*, p. 631.

« Voilà — dit M. d'Haussonville (1), — des sévérités et des rudesses qui laissent loin derrière elles celles de sir Hudson Lowe. Le commissaire du gouvernement anglais ne songea du moins jamais à lui enlever sa glorieuse épée de capitaine. L'empereur, qui songeait à tout, n'oublia pas de faire enlever au Saint Père son humble anneau du pêcheur. C'était de sa part une idée fixe. »

Cet anneau avait été renfermé par Pie VII dans le sac de peau où avait été mis l'argent provenant du denier de St-Pierre ; on avait rendu, sans y regarder, et le sac et l'argent ainsi que l'anneau au pape. Le prince Borghèse donna alors les ordres nécessaires pour que l'on se procurât à tout prix cet anneau, *sans toutefois employer la violence, s'il se trouvait dans les mains du pape*, mais Pie VII ne le portait pas à son doigt. Le capitaine de gendarmerie préposé à la garde particulière du souverain pontife se décida alors à le lui demander.

« A cette réquisition, Pie VII, jusque là inébranlable, se sentit profondément ému. Était-ce ressentiment de ce dernier et incompréhensible affront ? Était-ce crainte qu'on ne fit un usage frauduleux du sceau du pêcheur, qui d'ordinaire sert à revêtir les actes les plus importants émanés du chef de l'Eglise catholique ? Toujours est-il qu'après un peu d'hésitation le pape remit son anneau au capitaine de gendarmerie ; mais il avait pris auparavant la précaution de le briser en deux, et ce fut dans cet état que le prince Borghèse le fit parvenir à l'empereur (2). »

(1) *Ut sup.*, p., 631 et 632.

(2) Lettre du prince Borghèse à l'empereur Napoléon, 14 mars 1811. Cs. M. d'Haussonville, *ut sup.*, p. 632.

Le délire de Napoléon atteignant enfin son paroxysme, le 5 janvier 1811, il ordonna à son bibliothécaire, M. Barbier, de lui envoyer le plus tôt possible le résultat de ses recherches sur la question de savoir « s'il y avait des « exemples d'empereurs qui aient suspendu ou déposé « des papes (1). » Afin de préparer les esprits à cette déposition éventuelle d'un pape, un livre venait de paraître à Paris avec ce titre : *Essai sur la puissance temporelle des papes, sur l'abus qu'ils ont fait de leur ministère et sur les guerres qu'ils ont déclarées aux souverains, spécialement à ceux qui avaient la prépondérance en Italie*. Cet ouvrage, censé traduit de l'espagnol, était de l'ex-oratorien Daunou, directeur des archives impériales, et, c'était Napoléon qui le lui avait commandé.

L'homme qui avait recours à de semblables roueries était celui là même qui osait accuser le pape de *la plus grande hypocrisie* (2).

Donc, Napoléon avait définitivement résolu de réduire Pie VII à un véritable servage, de le contraindre à se fixer en France, à Paris même, s'il se pouvait, et d'en faire, comme l'annonçait clairement le sénatus-consulte du 17 novembre 1810, un simple fonctionnaire du grand empire. Si enivré d'orgueil que le fait à juste titre supposer une telle prétention, Napoléon ne se dissimulait pas cependant la difficulté de réaliser un pareil rêve. C'était pour réduire le clergé au silence en lui donnant bien à comprendre que toute résistance lui serait imputée à crime, qu'il

(1) Note pour le bibliothécaire de l'empereur, Paris, 5 janvier 1810. — Correspondance de Napoléon 1<sup>er</sup>, tome XXI.

(2) Lettre de Napoléon au vice-roi d'Italie, 3 janvier 1811. — Correspondance de Napoléon 1<sup>er</sup>, tome XXI.

avait hautement parlé de faire fusiller l'abbé d'Astros, grand vicaire de Notre-Dame, qui avait osé lui tenir tête (1). « Que l'on soit bien convaincu — écrivait-il au prince Eugène, — de mon intention prononcée de faire cesser cette lutte scandaleuse de *la prêtraille* contre mon autorité (2). » C'est dans ce but et par une de ces contradictions flagrantes qui étaient le fond même de son caractère que Napoléon accueillit la pensée de convoquer un concile national ; cette idée d'ailleurs flattait à la fois son imagination et son orgueil, car il y entrevoyait pour lui-même un rôle extraordinaire, pareil à ceux qu'avaient rempli jadis ces empereurs d'Orient et d'Occident qu'il se plaisait à prendre pour modèles et qu'en comédien maladroit il s'évertuait à parodier. Car, en réunissant un concile, dans ces circonstances, ce n'était pas des guides qu'il désirait trouver, mais bien des auxiliaires et des aides, au besoin même et surtout des complices. L'abbé Emery, l'éminent directeur de la congrégation de Saint Sulpice, avait tout d'abord vu parfaitement clair dans la tactique de l'empereur. « Comment nos Evêques ne voient-ils pas — écrivait l'abbé Emery à un de ses amis, — que ces moyens de conciliation que l'empereur leur demande ne sont qu'un jeu de sa part pour en imposer aux simples et un masque pour couvrir sa tyrannie ? Qu'il laisse l'Eglise tranquille ; qu'il rende à leurs fonctions le pape, les cardinaux, les

(1) L'abbé d'Astros demeura prisonnier à Vincennes, de janvier 1811 au 9 février 1811.

(2) L'empereur au vice-roi d'Italie, 5 janvier 1811. — Même lettre au prince Borghèse et à la grande duchesse de Toscane. (Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>), tome XXI.

évêques; qu'il renonce à des prétentions extravagantes: tout le reste sera bientôt arrangé (1). »

Le chagrin inspiré à M. Emery par l'attitude de ses collègues de la commission de 1810 n'était rien encore en comparaison du désespoir que ce même comité, légèrement modifié comme composition, devait lui causer, lorsqu'il fut de nouveau réuni aux premiers jours de l'année 1811. Les instructions remises par le ministre des cultes à la seconde commission ecclésiastique ne laissaient planer aucun doute sur les intentions de Napoléon. Suivait un résumé assez long et comme d'habitude fort partial des relations de Napoléon avec Pie VII (2).

Les questions posées au concile national étaient les suivantes : « 1° Toute communication entre le pape et les sujets de l'empereur étant interrompue quant à présent, à qui faut-il s'adresser pour obtenir les dispenses qu'accordait le Saint-Siège ? 2° Quand le pape refuse persévéramment d'accorder des bulles aux évêques nommés par l'empereur pour remplir les sièges vacants, quel est le moyen canonique de leur donner l'institution ? »

Le but de l'empereur était évident. Il consistait à mettre la commission en présence de résolutions arrêtées et de faits accomplis auxquels on la pressait simplement de donner une sorte de consécration religieuse. Le cardinal Fesch, auquel M. Emery avait fait part de ses légitimes et cruelles angoisses, en présence d'un pareil état de choses se rendit chez l'empereur et lui représenta que les évêques ne pourraient consentir aux propositions

(1) Vie de l'abbé Coustou, par l'abbé Coste, p. 232.

(2) Instructions remises par M. Bigot de Préameneu au conseil ecclésiastique de 1811, — 8 février 1811.

de son ministre des cultes et qu'il devait s'attendre à faire des martyrs. Un instant Napoléon comprit qu'il y aurait quelque danger à pousser les choses à toute extrémité ; cependant il voulut que la commission donnât son avis sur les questions qui lui avaient été posées (1).

Les réponses des collègues de M. Émery furent telles à peu près que l'empereur pouvait le souhaiter, tant était grand l'effroi qu'inspirait l'obstination de ce souverain que l'on voyait déterminé à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au schisme dont on sortait à peine. Cependant, avant d'arrêter aucune détermination, Napoléon voulut encore réunir en sa présence tous les membres de la commission ecclésiastique ; il n'ignorait pas à quel point les décisions qu'il avait arrachées aux évêques leur avaient coûté à prendre et qu'ils ne les avaient adoptées qu'à contre cœur ; que l'abbé Émery, après les avoir combattues de toutes ses forces, n'avait jamais voulu les signer. Ce qu'il voulait surtout, c'était vaincre la résistance du saint prêtre dont il connaissait déjà la science et l'esprit et dont l'honorable fermeté avait conquis son estime, à lui cependant si disposé à mépriser les hommes ou tout au moins à en tenir fort peu de compte.

Dans une allocution — dont la Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup> a publié quelques passages, — l'empereur posa assez violemment à la commission les points suivants qu'il voulait qu'elle résolût devant lui et séance tenante « *Le pape, leur dit-il, a entrepris contre mon autorité, en excommuniant mes ministres, mes armées, presque tout l'em-*

(1) Notice de M. Garnier, composée d'après les papiers conservés au séminaire de St-Sulpice pour écrire la vie de l'abbé Emery.

pire, et ce pour soutenir des prétentions temporelles; cependant, dans l'état actuel de la religion catholique, où la doctrine de ceux qui ont subordonné les évêques aux volontés et aux intérêts de la cour de Rome a prévalu, quel moyen ai-je pour mettre mon trône à l'abri de pareilles attaques? Y A-T-IL UN MOYEN CANONIQUE DE PUNIR UN PAPE QUI PRÊCHERAIT LA RÉVOLTE ET LA GUERRE CIVILE?

« *Le pape a entrepris non seulement contre mon autorité, il a aussi entrepris contre l'autorité et le bien des églises de l'empire... Il n'a pas dépendu de lui que les scènes des Clément, des Ravallac, des Damien ne se renouvelâssent. Je sais qu'il faut rendre à Dieu ce qui est Dieu; le pape n'est pas Dieu....*

« *Je ne saurais plus regarder le Concordat comme existant... Un contrat synallagmatique est nul quand une des parties l'a violé. LE PAPE A VIOLÉ LE CONCORDAT DEPUIS QUATRE ANS (1)...* »

Embarrassé lui-même des incroyables propositions qu'il venait d'émettre et voyant l'étonnement et l'épouvante qu'elles avaient jetées dans l'assemblée, l'empereur s'adressant alors à M. Emery, lui demanda ce qu'il pensait de tout cela. « Sire, répondit ce dernier, je ne puis avoir sur ce point d'autre sentiment que celui qui est contenu dans le catéchisme enseigné par vos ordres dans toutes les églises de l'empire. Je lis dans ce catéchisme que *le pape est le chef visible de l'Église*. Or, un corps peut-il se passer de son chef, de celui à qui, de droit divin, il doit l'obéissance? » La simplicité de cette réponse et la citation de son propre catéchisme parurent surprendre

(1) L'empereur au comité ecclésiastique à Paris, 16 mars 1811.  
— Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, tome XXI.

l'empereur ; l'abbé Émery continua à corroborer son assertion : « On nous oblige en France à soutenir les quatre articles de la déclaration de 1682 ; mais il faut en recevoir la doctrine tout entière. Dans le préambule de cette déclaration, on lit que la primauté de Saint Pierre et des pontifes romains est instituée par Jésus-Christ et que tous les chrétiens lui doivent l'obéissance. De plus on ajoute que les quatre articles ont été décrétés pour empêcher que, sous prétexte des libertés de l'Église gallicane, on ne put porter atteinte à cette primauté. » D'où M. Émery conclut que « si l'on assemblait un concile comme on parlait de le faire, ce concile n'aurait aucune valeur, s'il se tenait sans l'aveu du pape. »

Ainsi, l'empereur qui voulait discuter des questions religieuses et ecclésiastiques, ne connaissait pas même son catéchisme à lui !

« Eh bien ! reprit l'empereur, je ne conteste pas la puissance spirituelle du pape, puisqu'il l'a reçue de Jésus-Christ ; mais Jésus-Christ ne lui a pas donné la puissance temporelle. C'est Charlemagne qui la lui a donnée, et moi, comme successeur de Charlemagne, je veux la lui ôter, parce qu'il ne sait pas en user et qu'elle l'empêche d'exercer ses fonctions spirituelles. M. Émery, qu'avez-vous à dire à cela ? — Sire, répondit M. Emery, je ne puis encore avoir là dessus d'autre sentiment que celui de Bossuet, .... que Votre Majesté se plaît à citer souvent. Or, ce grand prélat, dans sa *Défense de la déclaration du clergé*, soutient expressément que l'indépendance et la pleine liberté du Souverain-Pontife sont nécessaires pour le libre exercice de son autorité spirituelle dans tout l'univers et dans une si grande multiplicité de royaumes et d'empires. »

— Eh bien ! dit Napoléon, je ne récuse pas l'autorité de

Bossuet. Tout cela était vrai de son temps, où l'Europe reconnaissait plusieurs maîtres. Il n'était pas convenable que le pape fut alors assujéti à un souverain particulier; mais quel inconvénient y a-t-il que le pape me soit assujéti, à moi, maintenant que *l'Europe ne connaît d'autre maître que MOI SEUL?* »

En présence de cet énorme orgueil, M. Émery répondit à Napoléon avec autant de simplicité que de fermeté : « Votre Majesté connaît mieux que moi l'histoire des révolutions. Ce qui existe maintenant peut ne pas toujours exister, et dans ce cas tous les inconvénients prévus par Bossuet pourraient reparaître. Il ne faut donc pas changer un ordre si sagement établi. »

L'empereur garda le silence, mais au sortir de l'assemblée, il salua gracieusement M. Emery, son modeste et ferme antagoniste (1).

Un essai de négociation tenté auprès du pape, loin d'aboutir, compliqua encore la situation déjà très tendue; les rigueurs des agents de Napoléon dépassant, par excès de zèle servile, les instructions déjà si rigoureuses par elles-mêmes qui leur avaient été données, la santé du chef de l'Eglise, profondément altérée par tant de secousses, faillit succomber, et Napoléon dut reculer en présence de la pensée de la mort de Pie VII entre ses mains (2). Cependant, poursuivant par d'autres voies son but ou plutôt revenant à sa première idée, celle d'un concile national, l'empereur le convoqua à Paris en 1811; on a peu de documents sur cet essai de schisme mal déguisé : ce qui

(1) Vie de l'abbé Emery.

(2) M. d'Haussonville, *Revue des Deux-Mondes*, 1869, numéros du 1<sup>er</sup> janvier, du 1<sup>er</sup> et du 15 février.

ressort des quelques faits révélés par la suite, c'est que le César des temps modernes s'oublia jusqu'à insulter grossièrement les évêques réunis, et qui tentaient de lui résister, le cardinal Fesch à leur tête. Quelques prélats payèrent de leur liberté leur noble opposition à des projets sacrilèges, le concile fut dissout, et alors le despote tenta, mais en vain, de séduire chaque prélat en particulier (1).

A la suite de ces faits déplorables, le pape fut transféré de Savone à Fontainebleau avec une brutalité qui faillit coûter la vie à ce martyr d'esprit et de corps; Pie VII arriva enfin à la seconde station de son calvaire, au mois de juin 1812 (2). Il serait trop long de raconter ici les angoisses nouvelles et redoublées par lesquelles passa l'âme du père commun des fidèles (3), dont le salut ne fut dû qu'aux désastres de son impérial géolier; enfin, Pie VII put reprendre le chemin de Rome où l'attendait la plus ardente ovation, tandis que son persécuteur était dirigé sur le rocher de Sainte Hélène.

Laissons encore une fois — ce sera la dernière, — la parole à M. d'Haussonville pour tirer la philosophie providentielle de la double issue des événements terribles et douloureux qui, de 1800 à 1814, avaient marqué chacune des étapes de ce Concordat si vanté et qui ne fut, au fond, qu'un schisme à peine déguisé dès le commencement et qui, vers la fin, faillit compromettre au plus haut point les intérêts sacrés de la religion.

« Il ne nous reste plus — dit M. d'Haussonville (4), —

(1) Id. Ibid.

(2) Ibid., numéros du 1<sup>er</sup> et du 15 avril.

(3) Ibid.

(4) *Revue des Deux-Mondes*, 1869, n° du 15 août, p. 1004-1006.

qu'à parler maintenant de Pie VII et de Napoléon et à montrer comment se sont exprimés sur le compte l'un de l'autre ces deux personnages... Nous ne citerons pas le *Mémorial de Sainte-Hélène*, il ne serait pas juste de mettre à la charge de l'empereur les paroles que lui prête M. de Las Cases. Elles peuvent indiquer d'une façon générale la tournure de ses pensées et par exception les termes même dont il se serait servi ; mais il n'en est à aucun degré responsable. Il l'est au contraire des notes qu'il a dictées en 1819 à l'occasion de l'ouvrage de M. de Pradt (1). Dans ces notes, non seulement l'empereur a notoirement travesti certains faits avérés ; mais, chose étrange, il ne regarde pas à maintenir, vis-à-vis de son ancien adversaire, les imputations les plus fausses et se plaît, ce qui est non moins choquant, à garder à son égard le ton le plus agressif. De sa part, nul témoignage de sympathie ou de regret. C'est toujours du ton de la plus superbe arrogance qu'il s'explique sur le passé. Parlant de lui-même à la troisième personne, Napoléon s'écrie : « Les discussions qu'il a eues  
« depuis avec Rome proviennent de *l'abus que faisait cette*  
« *cour du mélange du spirituel et du temporel*. Cela peut  
« lui avoir causé *quelques moments d'impatience*, c'était le  
« lion qui se sentait piqué par des mouches... *La cour de*  
« *Rome était en délire*... Le Saint-Père, enfermé au fond  
« de son palais en 1810, avait fait élever des barricades...  
« Les troupes françaises se crurent bravées... L'empereur  
« se proposait de réunir un nouveau concile en 1813...  
« Les choses eussent été menées de manière que le pape  
« eût demandé lui-même à se mettre à sa tête et, comme  
« il était déjà à Fontainebleau, on lui aurait ainsi fait pren-

(1) Mémoires de Napoléon, édition de 1830, tome IV.

« dre possession de son palais archiépiscopal de Paris... Le  
« pape comprit parfaitement le piège. Cela n'avait pour but  
« que de FAIRE DESCENDRE LE SAINT-SIÈGE en le faisant cor-  
« respondre avec un ministre comme les autres évêques... »

« Tandis que l'empereur dictait, à Sainte-Hélène, ces notes pleines d'orgueil et savourait méchamment le plaisir d'énumérer les pièges qu'il avait tendus et les humiliations qu'il avait imposées au pape, que faisait Pie VII ? Il pensait, lui aussi, à son ancien adversaire, mais dans un bien autre esprit. Rentré en possession de ses états, Pie VII était demeuré fidèle à l'affection jadis éprouvée pour Napoléon... Voici la lettre touchante et trop peu connue que l'ancien captif de Savone écrivait, en 1819, au sujet du malheureux prisonnier de Sainte-Hélène :

« La famille de Napoléon nous a fait connaître par le  
« cardinal Fesch que le rocher de Sainte-Hélène est mor-  
« tel et que le pauvre exilé se voit dépérir à chaque mi-  
« nute. Nous avons appris cette nouvelle avec une peine  
« infinie, et vous la partagerez sans aucun doute, car nous  
« devons nous souvenir tous les deux qu'après Dieu, c'est  
« à lui principalement qu'est dû le rétablissement de la  
« religion dans ce grand royaume de France. La pieuse  
« et courageuse initiative de 1801 nous a fait oublier et  
« pardonner depuis longtemps les torts subséquents. Sa-  
« vone et Fontainebleau ne sont que des erreurs de l'esprit  
« ou des égarements de l'ambition humaine. Le Concor-  
« dat fut un acte chrétiennement et héroïquement sau-  
« veur. La mère et la famille de Napoléon font appel à  
« notre miséricorde et générosité ; nous pensons qu'il est  
« juste d'y répondre. Nous sommes certain d'entrer dans  
« vos intentions en vous chargeant d'écrire de notre part  
« aux souverains alliés et notamment au prince régent.

« Nous entendons que vous lui demandiez d'adoucir les  
 « souffrances d'un pareil exil. Ce serait pour notre cœur  
 « une joie sans pareille que d'avoir contribué à diminuer  
 « les tortures de Napoléon (1). »

« Il nous semble — conclut M. d'Haussonville (2), —  
 que les paroles de Napoléon que nous venons de citer et  
 la lettre de Pie VII marquent d'un trait vif et saisissant le  
 caractère de chacun d'eux. Du représentant de la puissance  
 civile ou du chef de l'autorité spirituelle, auquel en défi-  
 nitive est demeuré l'avantage ? »

Poser ainsi la question c'est, croyons nous, l'avoir réso-  
 lue d'avance.

En résumant cette rapide analyse des précieux docu-  
 ments recueillis et publiés par M. d'Haussonville de 1865  
 à 1869, dans la *Revue des Deux-Mondes*, nous pouvons nous  
 rendre la justice de n'avoir rien outré dans l'étude de cette  
 grave question dont les trois points principaux ont reçu  
 de nous tous les développements auxquels pouvait se prê-  
 ter le cadre d'ailleurs assez restreint de notre publication.  
 Nous pensons donc avoir bien démontré : 1° Que Bonaparte  
 dut plutôt la pensée du Concordat à un motif purement  
 politique qu'à un mobile religieux, personne n'ayant été  
 moins sincèrement *religieux*, mais en revanche plus am-  
 bitieusement *politique* que lui. 2° Qu'au lieu de se mon-  
 trer le fils soumis de la papauté, il en fut le tyran le plus  
 cruellement raffiné. 3° Enfin, qu'à ses yeux le Concordat  
 ne fut qu'une machine au service de son despotisme qui

(1) Lettre du pape au cardinal Consalvi (Castel Gandolfo, 6  
 octobre 1817.)

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 1869, n° du 15 août, p. 1006.

pesa lourdement et pèse encore sur l'Église de France et sur la papauté.

Que Pie VII ait gardé jusqu'à la fin, même après Fontainebleau et la catastrophe de 1814, *toutes ses illusions* (l'expression est de M. d'Haussonville) (1), sur les dispositions sincèrement chrétiennes de Napoléon dans la grande affaire du Concordat, nous l'admettons pleinement, à l'honneur du saint pontife. Quant à Napoléon, c'est autre chose. Si, — pour nous servir du mot d'un autre pape en une autre circonstance, — Pie VII pécha par excès de bonté et de longanimité, l'empereur, lui, se distingua dès le premier moment jusqu'au dernier par une astuce et une malveillance qu'il ne prit guère la peine de dissimuler.

En somme, le pape, pas plus que l'empereur, n'avait rien appris et rien oublié : seulement, ce qui est un éloge pour Pie VII est une amère et juste critique pour l'empereur. Pie VII n'avait pas appris, dans sa candeur exquise, à soupçonner tant de perfidie chez son adversaire et il n'oublia jamais sa bonté paternelle à l'égard de cet indigne fils ; tandis que Napoléon, lui, ne sut pas un seul moment comprendre l'héroïsme calme du chef des fidèles et n'oublia jamais non plus sa tactique de ruse et de violence à l'égard de son saint adversaire.

En résumé, mieux vaut encore le rôle de VAINCU avec Pie VII que celui de triomphateur avec Napoléon ; car,

A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire (2).

(1) Ibid., p. 1006.

(2) Corneille, *Le Cid*, acte II, scène II.

## LE CHEVALIER DE LA BARRE

---

L'intervalle que nous avons systématiquement laissé s'écouler entre notre étude sur Calas (1) et celle-ci sur La Barre, — de la deuxième série des *Erreurs et Mensonges historiques* à la quatorzième, — doit assez indiquer et prouver à nos lecteurs avec quelle patience et quelle lenteur voulues nous procédons dans nos recherches.

Pour la question de La Barre, comme pour celle de Calas, nous adoptons le même ordre et la même marche ; nous établissons d'abord l'exposé — aussi détaillé que nous le permet notre plan, — du fait principal et de ses circonstances essentielles, puis nous prenons à partie l'instigateur du sacrilège, encore plus coupable que sa malheureuse victime, puisque c'est sous l'inspiration de doctrines impies qu'un sacrilège aussi insensé a pu être rêvé et commis par un jeune homme tel que La Barre et par ses complices. Ce coupable, on l'a nommé, — c'est Voltaire.

Cette question de l'affaire d'Abbeville se compose donc

(1) *Erreurs et Mensonges historiques*, 2<sup>e</sup> série, p. 1-73.  
(Calas).

tout d'abord de l'exposé des faits qui ont amené le supplice de La Barre, puis de la complicité de Voltaire en cet horrible sacrilège ; mais, cette étude serait incomplète si l'on ne montrait, pièces en mains, et si l'on ne prouvait par les aveux même de Voltaire qu'il s'est fait de la défense acharnée de ces tristes victimes d'un fanatisme impie une réclame immense, un piédestal ambitieux et surtout une machine infernale pour détruire ce qu'il appelait *l'infâme*, c'est-à-dire le christianisme.

Ce sont là les trois grandes divisions de l'étude critique et impartiale qui va suivre.

## I

Vers le milieu du siècle dernier, « il se forma à Abbeville une société de jeunes gens qui affichèrent hautement les impiétés et les débauches les plus abominables qui conduisirent l'un d'eux sur l'échafaud, de là au bûcher, où il fut brûlé avec le *Dictionnaire philosophique* qu'il avait pris pour son corps de doctrine. Ces impies se vantaient d'être les disciples de Voltaire et d'avoir puisé dans ses livres leurs sentiments et leurs principes de conduite (1). »

(1) Mandement de Mgr de Machault, évêque d'Amiens, au sujet d'une édition des *Œuvres de Voltaire*, du 9 avril 1781. — Cette édition est celle de Kell. Au sujet de ce mandement, les éditeurs de Kell exhalent, en ces termes, leur fureur contre Mgr de Machault : « Cet évêque a eu la cruauté d'insulter à la mémoire de La Barre, dans un mandement qu'il a publié pour défendre à ses diocésains de souscrire pour cette édition. Cette défense de lire un livre, faite à des hommes par d'autres hommes, est une insulte aux droits du genre humain. La tyrannie s'est souillée souvent d'attentats plus violents, mais il n'en est aucun d'aussi absurde et peu qui

« Il est acquis qu'ils recevaient de lui des factums qui, en donnant une formule à leur impiété libertine, échauffaient leur cerveau, au point d'y faire germer l'audace des plus hardis forfaits. Insultes publiques au Saint Sacrement porté à la procession des religieux de Saint Pierre de la ville, blasphèmes exécrables contre Dieu et son culte, chansons impies, obscènes, sur l'Eucharistie, la sainte Vierge et les Saints ; parodie sacrilège de nos mystères, du signe de la croix et des bénédictions en usage dans l'Eglise ; culte d'adoration extérieure transporté aux infâmes productions de Voltaire ; proposition d'achat d'un crucifix dans le but hautement avoué de le fouler aux pieds ; toutes ces abominations ne furent pour eux que les prémices du crime qui souleva dans la France entière un immense scandale (1).

Pendant la nuit du 8 au 9 août de l'année 1765, deux des croix renfermées dans l'intérieur de la ville d'Abbeville reçurent des marques visibles d'outrage : sur la première, en bois et peu élevée, placée au Pont-Neuf, l'image du Christ laissait apercevoir sept vestiges de coup de couteau (2) ; le crucifix de l'autre, dans le cimetière de Sainte-

entraînent des suites si funestes. On ne connaît ni le temps ni le pays où un homme eut, pour la première fois, l'insolence de s'arroger un pareil pouvoir. On sait seulement que ce crime contre l'humanité est particulier aux prêtres de quelques nations européennes. »

(1) L'abbé Delgove, histoire de M. de La Motte, évêque d'Amiens (1872), p. 399 et 400.

(2) « Au dessous de l'estomac, du côté gauche du crucifix, et un peu plus bas, quatre coupures ou incisions avec un instrument long et tranchant, tel que sabre ou couteau de chasse ; à la jambe droite trois coupures ou incisions de plus d'un pouce de longueur

Catherine, était souillé d'ordures jetées à dessein par une main sacrilège. A cette nouvelle, une légitime indignation s'empara de tous les habitants, la gravité de ce double fait et l'émotion publique éveillèrent dans l'âme des magistrats le souvenir des lois protectrices de la religion de l'État en même temps qu'elles leur dictaient leur devoir.

Dès le lendemain (10 août), une plainte fut présentée au procureur du roi, qui donna ordre d'informer sur son contenu; aussitôt l'enquête fut ouverte, les assignations furent lancées, et du haut des chaires des églises paroissiales un monitoire, publié à la requête de l'autorité judiciaire, enjoignit à quiconque avait connaissance des auteurs de l'attentat de les révéler.

Avant d'aller plus loin il est utile, nécessaire, indispensable de dire en quoi consistaient les monitoires. « Ce sont — dit un juriste, — des lettres qu'on obtient du juge ecclésiastique en conséquence d'un jugement du juge royal et qu'on fait ensuite publier au prône de la messe paroissiale et afficher à la porte des églises et aux places publiques, par lesquelles il est enjoint, sous peine d'excommunication, de venir révéler les faits que l'on connaît sur le contenu du monitoire (1). »

Le concile de Trente (2) prescrit de n'en user qu'avec modération et dans des circonstances graves. Le pape Pie V, en 1570, défendit d'en accorder en matière criminelle, mais en France, par un abus déplorable, l'autorité civile

et de trois ou quatre lignes de profondeur. » — Plainte du 10 août 1765.

(1) Durand de Maillane, *Dictionnaire de droit canonique*, tome III.

(2) Sessio 25, cap. III, *de Reform.*

exigeait, sous peine d'amende et de confiscation, que le juge ecclésiastique, à sa réquisition, lançât des monitoires en matière criminelle. « Le clergé — dit le juriste précité, — a fait souvent des plaintes au roi de l'obligation où sont les officiaux d'accorder les monitoires qu'on leur demande (1). » Ce qui n'empêcha pas de rejeter tout l'odieux des monitoires à la charge de l'Eglise.

A cette époque, le diocèse d'Amiens était gouverné par un prélat aussi éclairé que pieux, Mgr de La Motte ; immédiatement instruit de ces impiétés, il aurait voulu envelopper dans le silence et les noms des coupables et le souvenir du crime, mais la profanation était trop patente. Il dut aller en personne faire la réparation du sacrilège par une amende honorable entourée de tout le cérémonial en usage à cette époque (8 septembre). Puis, le crucifix du Pont-Neuf, détaché de la croix, fut déposé sur un brancard et porté sur les épaules de prêtres revêtus de chapes violettes. La même cérémonie se renouvela au pied de l'autre croix, et la procession rentra dans l'église collégiale, qui reçut dans une de ses chapelles le crucifix mutilé que la piété des fidèles entoura de la plus tendre vénération.

En conséquence des informations commencées et d'une nouvelle plainte déposée le 13 septembre, plus de cent témoins furent entendus, dont les dépositions motivèrent la continuation de la procédure ; des charges diverses s'accumulèrent contre quelques jeunes gens de la ville et, en conséquence, il en résulta une sentence de la sénéchaussée de Ponthieu, en date du 26 février 1766, qui « condam-  
« nait Jean-François Lefebvre, chevalier de La Barre, à  
« faire amende honorable, avoir la langue coupée, la tête

(1) Voir *Remontrances de l'assemblée du clergé de 1760*.

« tranchée, et son corps ensuite jeté avec la tête dans un  
« bûcher, pour y être brûlés; préalablement appliqué à  
« la question ordinaire et extraordinaire, pour impiétés,  
« blasphèmes, sacrilèges exécrables et abominables, etc. »  
Par le même jugement il était « sursi à l'égard de Charles-  
« François-Marcel Moisnel, aussi condamné, jusques après  
« l'exécution de la dite sentence, » le sieur Gaillard d'Eta-  
londe de Morival devant être exécuté en effigie; Jean-  
François Douville de Maillefeu et Pierre-François du Mais-  
niel de Saveuse, également accusés, tous trois absents et  
contumax. Trois mois après, le 4 juin, le parlement de  
Paris déclarait le bien jugé du présidial d'Abbeville, met-  
tait à néant l'appel des sieurs Moisnel et de La Barre et  
ordonnait que la sentence sortirait son plein et entier  
effet.

« C'est la rigoureuse exécution de cette sentence, quant  
au chevalier de La Barre, qui a irrité la bile acrimonieuse  
des philosophes et soulevé les clameurs dont l'écho, quoi-  
que affaibli, arrive encore, à la distance d'un siècle, jus-  
qu'à nos jours. Des libelles inondèrent par milliers le  
public, mais vagues, déclamatoires, car l'on n'osa tout  
d'abord nier les faits acquis au procès ni contester le corps  
du délit. Il était plus facile de crier au fanatisme, au re-  
tour de la barbarie des siècles d'ignorance, d'évoquer le  
souvenir des auto-da-fé d'Espagne avec les fantômes san-  
glants de l'Inquisition, de flétrir enfin la sentence du nom  
d'assassinat judiciaire : phrases à effet, mots sonores,  
stéréotypés de temps immémorial à l'usage des libres pen-  
seurs et des révolutionnaires de tous les siècles. La secte  
philosophique ne pouvait pas courber silencieusement la  
tête sous une condamnation qui entraînait pour elle aussi,  
bon gré, mal gré, la flétrissure? N'était-il pas avéré que

c'était et la lecture de ses œuvres malsaines et la mise en pratique de ses principes subversifs qui avaient conduit le coupable à l'échafaud (1)? »

Ainsi s'exprime le dernier biographe de Mgr de La Motte, et il ajoute, avec autant de sagesse que de sentiment vrai de l'esprit de la religion : « Il n'est pas du tout dans nos goûts de nous faire l'apologiste de la condamnation de La Barre. Nous sommes disposé à reconnaître que la peine appliquée d'après la jurisprudence du moyen âge n'était plus dans les mœurs du temps... ; et puis nous croyons être assez de notre époque pour repousser, nous aussi, les pénalités excessives. Seulement nous voulons reproduire ce raisonnement simple comme la vérité, mais souvent méconnu comme elle, à savoir que l'histoire doit indispensablement se faire contemporaine des faits, des mœurs, de toutes les choses qu'elle raconte, sous peine de glisser dans des sophismes, en jugeant le passé d'après les éléments présents. Or, au siècle dernier, la religion catholique était la religion de l'État et la loi avait édicté des peines contre les crimes des sacrilèges ; le temps n'était pas venu d'enseigner et de laisser croire, l'impunité aidant, que, en vertu de la liberté, il est permis de tout oser contre Dieu, son culte et sa loi (2). »

Le sacrilège — comme le disait éloquemment Royer-Collard, en 1825, — « outre l'attentat contre Dieu est un « outrage aux hommes, non seulement aux âmes pieuses, « blessées dans leur croyance, mais à la société entière « qui a besoin de la religion, parce qu'elle a besoin de la

(1) L'abbé Delgove, l. c. sup., p. 405.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 407.

« morale, et que la morale n'a de sanction positive et  
« dogmatique que dans la religion (1). »

Pour en revenir à la judicieuse remarque du biographe précité de Mgr de La Motte et y insister, en la corroborant par un fait digne d'être rapporté avec quelque détail, oui, « la peine appliquée à La Barre... n'était plus dans les mœurs du temps. »

Veut-on savoir comment, dans le même siècle, à Rome et en Italie, on punissait le sacrilège, — que l'on écoute un éminent voyageur français d'alors, le père Labat, religieux de l'ordre de Saint-Dominique et membre du Saint-Office. « Nous eûmes — dit-il (2), — un acte de foi (*auto da fé*) dans notre sacristie (au couvent de la Minerve, à Rome). Tous les officiers du tribunal étaient dans des fauteuils des deux côtés du père vicaire général du Saint-Office ; on y laissa entrer des spectateurs autant que le lieu en put contenir. Il y avait sur un autel un crucifix, deux cierges allumés, le livre des Évangiles et une baguette blanche. Après quelques prières, on amena le criminel. C'était un malheureux aubergiste qui, jouant aux cartes et perdant, s'était mis en tête qu'un tableau de Sainte Barbe qui était dans le lieu où il jouait lui portait malheur et le faisait perdre. Il commença par lui dire beaucoup d'injures, il passa ensuite aux menaces, et, ne cessant pour cela de perdre, il entra dans un accès de colère ou de rage si grand que, se jetant sur le tableau, il le perça de plus de vingt coups de couteau.

« On peut croire qu'un fait de cette nature fut bientôt

(1) Discours sur le projet de loi relatif au sacrilège.

(2) Le père Labat, *Voyages en Espagne et en Italie*, tome V, p. 13-15.

porté au tribunal du Saint-Office ; il était trop public et d'un trop grand scandale pour être toléré. Le joueur fut pris ; on lui fit son procès. Il avoua son crime, en demanda pardon, et, par cet aveu accompagné des signes d'un regret véritable, il désarma la justice de l'Inquisition. Elle se contenta de le retenir en prison pendant quelques mois : après quoi, il fut conduit par les officiers dans la sacristie où, étant à genoux, la tête nue et les menottes aux mains, on lui prononça sa sentence, par laquelle il fut condamné d'aller en pèlerinage à Notre-Dame de la Guerchia ou du Chêne, à Viterbe, distante de trente milles de Civita Vecchia, et de là se présenter au tribunal de la pénitence et d'en rapporter un certificat, de jeûner au pain et à l'eau tous les vendredis de cette année et le jour de Sainte Barbe, et de se présenter quatre fois cette même année au tribunal de la pénitence, de se confesser aussi quatre fois par chacune des deux années suivantes, et de jeûner au pain et à l'eau le jour de Sainte Barbe et de faire faire un autre tableau de la même sainte.

« Il se soumit humblement à ces conditions, après quoi on lui fit faire une nouvelle profession de foi, et le père vicaire général de l'Inquisition l'ayant fait approcher et mettre à genoux à ses pieds, il lui fit une remontrance paternelle et fort pathétique, après laquelle il lui fit réciter la formule de la confession, y ajoutant en particulier le crime qu'il avait commis. Ensuite il commença le psaume *Miserere*, pendant lequel il lui donnait légèrement trois coups de baguette sur les épaules, à chaque verset ; après quoi il prononça l'absolution des censures qu'il avait encourues. Quand cela fut achevé, on lui ôta les menottes, on le conduisit à l'église, d'où, après qu'il eût fait sa prière et adoré le Saint-Sacrement, on le renvoya à sa maison.

« Que l'on crie après cela contre la rigueur de ce tribunal ; qu'on le traite d'injuste et de barbare ; voilà pourtant comme il en usa avec un sacrilège, brise image, qui n'était ni ivre ni fou quand il perça de coups le tableau. »

Tout esprit vraiment censé (nous ne disons pas même chrétien), conclura ainsi que le père Labat, après avoir lu ce récit, à la suite duquel il ajoute cette réflexion qui trouve naturellement ici sa place : « Dira-t-on que la justice de France est plus traitable ? Le suisse brûlé vif à la rue aux Ours, pour avoir frappé une image de la Sainte-Vierge, étant ivre, en est une preuve, et ce châtiment qu'on renouvelle tous les ans sur un Suisse de carton, fait connaître que, si le tribunal de l'Inquisition de Rome pèche en quelque chose, c'est en trop d'indulgence (1). »

La réflexion du père Labat nous amène à un rapprochement qui, à tous égards, est à l'avantage de l'Inquisition romaine sur la justice française : le procès et le supplice de La Barre. Ce ne fut pas l'Inquisition, mais un tribunal *laïque* qui condamna ce misérable à une peine si terrible. Eh bien ! ce fut un philosophe, un ami de Voltaire qui approuva cet acte excessif, et cela au nom des principes de la raison et du bon sens ; ce philosophe n'était autre que l'impie Frédéric II, roi de Prusse. Il écrivait, le 7 août 1766, à Voltaire :

« La scène qui s'est passée à Abbeville est tragique, mais n'y a t'il pas de la faute de ceux qui ont été punis ? Si l'on veut jouir de la liberté de penser, faut-il insulter à la croyance établie ? Si le Parlement a sévi, accusez-en les lois du royaume. C'est selon ces lois que tout magistrat fait serment de juger. »

(1) *Id.*, *ibid.*, p. 45.

Et, le 13 août, il ajoutait :

« Gardons-nous d'introduire le fanatisme dans la philosophie. Il ne faut pas qu'elle encourage à de pareilles actions ni qu'elle fronde les juges qui n'ont pu prononcer autrement. La tolérance ne doit pas s'étendre à autoriser l'effronterie et la licence de jeunes étourdis qui insultent audacieusement à ce que le peuple révère. »

Ceci nous amène naturellement et par une conséquence logique à établir non seulement que Voltaire a été le complice mais encore (et davantage) l'instigateur du sacrilège de La Barre.

## II

Ce fut dans la première édition du *Dictionnaire philosophique*, publiée en 1764, que La Barre puisa largement les horribles principes qui, deux ans après, le conduisaient à l'échafaud où il fût brûlé en même temps qu'un exemplaire du livre qui l'avait poussé à tant d'infamies. Ouvrons ce livre et ayons le courage d'y puiser quelques citations. A l'article *Athée*, par exemple, on trouve ceci, dès le début : « Il y a eu beaucoup d'athées chez les chrétiens ; il y en a aujourd'hui beaucoup moins. Ce qui paraîtra d'abord un paradoxe, et qui à l'examen paraîtra une vérité, c'est que la théologie aurait souvent jeté les esprits dans l'athéisme, et qu'enfin la philosophie les en a retirés. Il fallait en effet pardonner autrefois aux hommes de douter de la Divinité, quand les seuls qui la leur annonçaient disputaient sur sa nature.... »

« Quand on voyait les confidents de la Divinité (les Pères de l'Eglise) si peu d'accord entre eux, et prononçant anathème les uns contre les autres, de siècle en siècle ; lorsque d'un autre côté on arrêtait la vue sur ce nombre prodigieux de

crimes et de malheurs dont la terre était infectée, et dont plusieurs étaient causés par les disputes mêmes de ces maîtres des âmes : il faut l'avouer, il semblait permis à l'homme raisonnable de douter de l'existence d'un être si étrangement annoncé, et à l'homme sensible d'imaginer qu'un Dieu, qui aurait fait librement tant de malheurs, n'existait pas.... La saine philosophie a détruit l'athéisme, à qui l'obscur théologie prêtait des armes.....

« Il vaudrait mieux ne pas reconnaître de Dieu que d'en adorer un barbare auquel on sacrifierait des hommes, comme on a fait chez tant de nations. Cette vérité sera hors de doute par un exemple frappant. Les Juifs, sous Moïse, n'avaient aucune notion de l'immortalité de l'âme et d'une autre vie. Leur législateur ne leur annonce de la part de Dieu que des récompenses et des peines purement temporelles ; il ne s'agit donc pour eux que de vivre. Or, Moïse commande aux lévites d'égorger vingt trois mille de leurs frères, pour avoir eu un veau d'or ou doré ; dans une autre occasion, on en massacre vingt-quatre mille, et douze mille sont frappés de mort parce que quelques-uns d'entre eux ont voulu soutenir l'arche qui était près de tomber : on peut affirmer humainement qu'il eût mieux valu, pour ces cinquante-neuf mille hommes, qui ne croyaient pas une autre vie, être absolument athées et vivre que d'être égorgés au nom du Dieu qu'ils reconnaissaient.....

« Ceux qui ont soutenu qu'une société d'athées pouvait subsister ont donc eu raison ; car ce sont les lois qui forment la société ; et ces athées, étant d'ailleurs philosophes, peuvent mener une vie très sage et très heureuse à l'ombre de ces lois : ils vivront certainement en société plus aisément que des fanatiques superstitieux. »

On comprend ce que de tels enseignements peuvent en-

fanter de forfaits chez celui qui en fera la règle de sa conduite, et ce n'est ici qu'une des citations de ce livre que l'on peut oser transcrire et dont une éminente revue anglaise (*Monthly review*) qualifiait l'auteur d'*inconsidéré*, de *dissolu*, de *déreglé* et d'*infâme*.

A la pensée de l'arrêt ignominieux qui avait condamné au même bûcher son fervent prosélyte et le *Dictionnaire philosophique*, son livre, à lui, le plus vanté, parce qu'il est le plus abominable, Voltaire s'ingénia à détourner la responsabilité qui lui revenait dans les forfaits consommés et punis et, à cet effet il publia, un an après le supplice de son disciple, une *Relation de la mort du chevalier de La Barre*, qu'il fit paraître sous le nom de Cassen, avocat au conseil du roi (1). Comme Voltaire en convenait lui-même, cette *Relation* n'est « ni sage, ni modérée, et outrageante » pour les juges. »

« Il arriva malheureusement — dit Voltaire, — que le 9 août de la même année 1765, on s'aperçut que le crucifix de bois, posé sur le pont neuf d'Abbeville, était endommagé, et l'on soupçonna que des soldats ivres avaient commis cette insolence impie.

« Je ne puis m'empêcher de remarquer ici qu'il est peut-être indécent et dangereux d'exposer sur un pont ce qui doit être révérend dans un temple catholique ; les voitures publiques peuvent aisément le briser ou le renverser par terre. Des ivrognes peuvent l'insulter au sortir d'un cabaret, sans savoir même quel excès ils commettent. Il

(1) Pierre Cassen était mort à Paris le 23 décembre 1767 ; un an après, Voltaire publia, sous le nom de cet avocat, sa *Relation de la mort du chevalier de La Barre*. (Cs. Beuchot, *Œuvres de Voltaire*, tome XLII, p. 361, note 1).

faut remarquer encore que ces ouvrages grossiers, ces crucifix de grand chemin, ces images de la vierge Marie, ces enfants Jésus qu'on voit dans des niches de plâtre, au coin des rues de plusieurs villes, ne sont pas un objet d'adoration tels qu'ils le sont dans nos églises : cela est si vrai, qu'il est permis de passer devant ces images sans les saluer. Ce sont des monuments d'une piété mal éclairée ; et, au jugement de tous les hommes sensés, ce qui est saint ne doit être que dans le lieu saint. »

Il y a autant de sophismes que de mots dans ces quelques lignes. D'abord, l'Eglise n'a jamais décrété qu'on *adorerait*, mais seulement qu'on vénérerait ces objets de la piété chrétienne sur la voie publique, et de ce qu'il n'est pas défendu de passer devant une croix ou une statue de la Vierge sans les saluer, il ne s'ensuit pas qu'il soit permis de les briser ou même de les mutiler, en mettant cet acte impie sur le compte d'un accident de voiture ou de charrette. Voltaire est bien venu à parler *des moments d'une piété mal éclairée* ; mais, c'est assez sur ce sujet, pour le moment.

Voltaire insistant sur ce qu'il appelle la prétendue mutilation de la croix du pont, dit : « On ne découvrit aucun indice touchant cette mutilation, et même alors il parut fort douteux que le crucifix eût été mutilé exprès. On commença à croire (ce qui était assez vraisemblable) que quelque charrette chargée de bois avait causé cet accident. »

Cette allégation qualifiée de *vraisemblable* est impudente au plus haut point, surtout en la rapprochant des termes très explicites de la plainte du 10 août 1765 ci-dessus rapportée (1).

(1) P. 167 et 168, note 2.

Et à propos des monitoires lancés en cette affaire par l'autorité judiciaire laïque, Voltaire travestissant indignement les faits, ose écrire ces allégations : « Il faut avouer que s'il y a quelques cas où un monitoire est nécessaire, il y en a beaucoup d'autres où il est très dangereux. Il invite les gens de la lie du peuple à porter des accusations contre les personnes élevées au-dessus d'eux, dont ils sont toujours jaloux. C'est alors un ordre intimé par l'Eglise de faire le métier infâme de délateur. Vous êtes menacés de l'enfer, si vous ne mettez pas votre prochain en péril de sa vie. »

*La lie du peuple* est bientôt dit, mais on voit sur la liste des témoins qu'il y en avait d'une condition très supérieure et même d'un rang distingué (1).

Et insistant de plus en plus sur sa calomnieuse assertion relative à la source des monitoires, Voltaire ajoute : « Une grande preuve de l'illégalité de ces monitoires, c'est qu'ils n'émanent point directement des magistrats, c'est le pouvoir ecclésiastique qui les décerne. Chose étrange qu'un ecclésiastique, qui ne peut juger à mort, mette ainsi dans la main des juges le glaive qu'il lui est défendu de porter ! »

C'est le contraire de cette allégation qui est la vérité, comme nous l'avons déjà prouvé ci-dessus (2).

Singulière façon pour excuser La Barre d'avoir parlé d'une façon impie de l'Eucharistie que de comparer son langage à celui des libres penseurs protestants ! « Rien —

(1) Recueil intéressant sur l'affaire de la Barre, etc., p. 102. Londres (Abbeville) 1766. (Ce volume a pour auteur L.-A. Devérité, imprimeur à Abbeville, mort en 1818).

(2) P. 168 et 169.

dit Voltaire, — de ce qu'on reproche à ces enfants (La Barre et d'Etalonde) ne serait même un délit dans les autres communions chrétiennes. Je suppose que l'on ne doit pas adorer un dieu de pâte, c'est précisément et mot à mot ce que disent tous ceux de la religion réformée.

« Le chancelier d'Angleterre prononcerait ces mots en plein parlement sans qu'ils fussent relevés par personne... Le grand archevêque Tillotson... parle précisément de notre Eucharistie comme le chevalier de La Barre. Les mêmes paroles respectées dans la bouche de milord Tillotson à Londres ne peuvent donc être en France qu'un délit local, un délit de lieu et de temps, un mépris de l'opinion vulgaire, un discours échappé au hasard devant une ou deux personnes... »

Étrange raisonnement, complètement dépourvu de raison ! Comparer la conduite d'un Français, sujet d'un état où la religion dominante est le catholicisme, à celle de protestants, en un pays où la liberté de penser jouit de la licence la plus effrénée ! La Barre et d'Etallonde n'avaient qu'à passer le détroit où *le grand archevêque* Tillotson les eût pourvus de quelque grasse prébende dans sa cathédrale.

Voltaire termine ainsi sa *Relation* : « L'attendrissement et l'horreur qui me saisissent ne me permettent pas d'en dire davantage. »

Cet *attendrissement* hypocrite n'empêche pas l'homme de Ferney de bouffonner suivant sa coutume, avec ses intimes.

Des eaux de Rolle, en Suisse, le 14 juillet 1766, il écrit à Damilaville : « Vous allez être bien étonné ; vous allez frémir, mon cher frère, quand vous lirez la *Relation* que je vous envoie. Qui croirait que la condamnation de cinq

jeunes gens de famille à la plus horrible mort pût être le fruit de l'amour et de la jalousie d'un vieux scélérat d'élu (1) d'Abbeville ? La première idée qui vient est que cet élu est un grand *réprouvé* ; mais il n'y a pas moyen de rire dans une circonstance si funeste. »

Le 18 du même mois, il dit à Dalember : « Frère Damilaville vous a communiqué sans doute la *Relation* d'Abbeville. Je ne conçois pas comment des êtres pensants peuvent demeurer dans un pays de singes qui deviennent si souvent tigres... Ce n'est plus le temps de plaisanter ; les bons mots ne conviennent point aux massacres. Quoi ! des Busiris en robe font périr dans les plus horribles supplices des enfants de seize ans !... et la nation le souffre ! »

En dépit de cette phrase : « Ce n'est plus le temps de plaisanter ; les bons mots ne conviennent point aux massacres, » Voltaire a tellement peur de laisser perdre son calembourg de la lettre à Damilaville, qu'il le réédite pour le maréchal de Richelieu (18 juillet 1766). « Cet élu d'Abbeville vous paraîtra un grand réprouvé. » Ce qui ne l'empêche pas, dès le lendemain, d'écrire à Damilaville : « Je crains que Protagoras (Dalember) ne soit trop gai au milieu des horreurs qui nous environnent. Le rôle de Démocrite est fort bon, quand il ne s'agit que des folies humaines ; mais les barbaries font des Héraclites. Je ne crois pas que je puisse rire de longtemps. »

*Rire*, voilà surtout ce qui préoccupait Voltaire. La douleur, la tendresse, la colère et l'indignation vont toujours,

(1) Les *Élus* étaient des magistrats qui jugeaient en première instance les procès relatifs à l'assiette des tailles et autres subsides.

leur train, .. dans les lettres de ce grand et impitoyable bouffon.

Quelques jours après (23 juillet), Voltaire se reprend à exalter La Barre ; il écrit à d'Argental : « On dit que cet infortuné jeune homme, qui avait vingt et un ans, est mort avec la fermeté de Socrate... Cette barbarie m'occupe nuit et jour.

« Mes anges, j'ai le cœur déchiré. »

Il paraît que d'Alembert ne prenait pas la chose assez à cœur, au moins en public ; car Voltaire lui dit : « Je ne puis souffrir que vous finissiez votre lettre en disant : « Je rirai (1). » Ah ! mon cher ami, est-ce là le temps de rire ? Riais-tu en voyant chauffer le taureau de Phalaris ? Je vous embrasse avec rage. » (23 juillet.)

*Avec rage*, cela peint bien l'homme, c'est le cri de la vérité, chez lui ; ni douleur, ni tendresse, ni colère, ni indignation dans cette âme flétrie et corrompue qui a pu produire l'infâme poème de *la Pucelle*, mais de la rage, toujours de la rage, rien que de la rage !

Et puis le rire convulsif essaie pour un moment de reprendre le dessus. Parlant théâtre avec Le Kain, le grand acteur, il lui dit : « La tragédie d'Abbeville excite en moi une telle indignation, qu'il ne m'est pas possible de relire les tragédies que vous jouez (25 juillet). »

A Genève, où Voltaire s'était rendu à son retour des eaux de Rolle, il se faisait adresser ses lettres sous le nom de Boursier, chez M. Souchai, au Lion-d'Or. Dans l'extrait d'une lettre qu'il dit avoir reçue d'Abbeville, lettre qui est

(1) En terminant sa lettre du 18 juillet à Voltaire, Dalember s'exprime ainsi : « Pour moi, je rirai, comme je fais de tout, et je tâcherai que rien ne trouble mon repos et mon bonheur. »

de lui-même, il ose avancer cette infâme calomnie : « Le cardinal Le Camus, dont le chevalier de La Barre était parent, avait commis des profanations bien plus grandes ; car il avait communie un cochon avec une hostie ; et il ne fut qu'exilé. Il devint ensuite cardinal et mourut en odeur de sainteté (1). Son parent est mort dans les plus horribles supplices, pour avoir chanté des chansons et pour n'avoir pas ôté son chapeau. »

Ailleurs (à d'Argental, 26 juillet), Voltaire ose comparer La Barre et ses complices à Polyeucte et à Néarque ; il insiste auprès de Thieriot pour que ce soit lui qui fasse parvenir à Frédéric la *Relation*. « Ne dites ni n'écrivez que cette relation vient de moi. »

Pour dépister les soupçons, et peut-être sous le coup d'une assez dure lettre de Frédéric, du 7 août, deux jours après, Voltaire, sous son pseudonyme de Boursier, écrit à Damilaville qui pourrait montrer sa lettre : « J'ai entendu parler confusément de ces jeunes écervelés d'Abbeville. » Nous voilà loin des émules de Socrate, de Polyeucte et de Néarque. Voltaire commençait-il à croire qu'il avait déployé trop de zèle et que cela pourrait lui faire du tort ? Peut-être bien l'un et l'autre. *Primo mihi*, fut toujours la

(1) Étienne le Camus, né à Paris en 1632, d'une illustre famille de Rome, fut d'abord attaché à la cour en qualité d'aumônier du roi ; il fut nommé à l'évêché de Grenoble en 1671, où il déploya un zèle et une charité admirables. Il fut fait cardinal en 1686 par le pape Innocent XI, qui appréciait ses vertus et son mérite. Il mourut à Grenoble, le 12 septembre 1707 : les pauvres furent ses héritiers. « La mémoire de ce saint évêque se conserve encore avec vénération dans le diocèse, qu'il édifia par ses vertus et qu'il vivifia par son zèle. » — (Biog. univ. Michaud, tome VI, p. 657, col. 1. — 1812).

maxime de Voltaire, sa devise et sa boussole pendant sa longue existence.

Aussi ne pouvait-il digérer le terrible affront qui lui avait été fait, alors qu'un exemplaire de son *Dictionnaire philosophique* avait été condamné au feu en même temps que le malheureux jeune homme qui en faisait sa lecture ordinaire et comme son code. Le 18 août 1766, Voltaire écrivait à Damilaville : « Ils en ont menti les vilains Welches ; ils en ont menti les assassins en robe... C'est par une insigne fourberie qu'on a substitué le *Dictionnaire philosophique* au *Portier des Chartreux* que l'on n'a pas osé nommer à cause du ridicule. Je sais, à n'en pouvoir douter, que jamais livre de philosophie ne fut entre les mains de l'infortuné jeune homme qu'on a si indignement assassiné. »

Comment Voltaire concilie-t-il cette affirmation avec ce qu'il écrivait le 9 août : « J'ai entendu parler *confusément* de ces jeunes *écervelés* d'Abbeville, » et comment ces *écervelés* sont-ils devenus *l'infortuné jeune homme* en question ? Il faut avouer que les contradictions coûtaient peu à l'homme de Ferney.

Plus inquiet cependant qu'il ne veut le paraître au sujet du rôle que son *Dictionnaire philosophique* a joué dans l'affaire d'Abbeville, Voltaire, écrivant au maréchal de Richelieu (19 août), lui dit : « On a affecté de mettre dans l'arrêt qui condamne le chevalier de La Barre qu'il faisait des genuflexions devant le *Dictionnaire philosophique* ; il n'avait jamais eu ce livre... Ils faisaient des folies de jeunes pages ; et il n'y avait personne de la bande qui fût capable de lire un livre de philosophie... »

« Des avocats m'ont mandé qu'on avait fait jouer dans cette affaire des ressorts abominables. J'y suis intéressé

par ce *Dictionnaire philosophique* qu'on m'a très faussement imputé. J'en suis si peu l'auteur, que l'article *Messie* est d'un ministre protestant, homme de condition et très homme de bien ; et j'ai entre les mains son manuscrit écrit de sa propre main. »

« Tout mauvais cas est niable, » dit un proverbe qui trouve parfaitement ici son application. Quoi qu'en dise Voltaire, il est bien l'auteur du *Dictionnaire philosophique* dont les premiers articles furent composés en 1751 (1) ou 1752 suivant Colini. « Le plan de cet ouvrage — dit-il, — fut conçu à Potsdam... Le 28 septembre il se mit au lit fort préoccupé : il m'apprit qu'au souper du roi on s'était amusé de l'idée d'un *Dictionnaire philosophique*, que cette idée s'était convertie en un projet sérieusement adopté, etc. Je crus d'abord que ce projet n'était qu'un badinage ingénieux inventé pour égayer le souper ; mais Voltaire, vif et ardent au travail, commença dès le lendemain (2). »

L'ouvrage cependant ne parut qu'en 1764 (3) sous le titre de *Dictionnaire philosophique portatif*, en un volume in-8°, que Voltaire désigne quelquefois sous le seul nom de *Portatif*.

Que l'article *Messie* soit de Polier de Bottens, ministre protestant, peu importe ; cela ne suffit nullement à prouver que le *Dictionnaire philosophique*, où il a été accueilli, ne soit pas de Voltaire ; et c'est là le point essentiel.

(1) D'après des lettres de Frédéric. Voyez Beuchot, *Correspondance de Voltaire*. adann, 1751, lettres 1772-1731-1776, et note de Beuchot, tome V, p. 675.

(2) *Mon séjour auprès de Voltaire*, p. 32.

(3) D'après la lettre de Voltaire à Damilaville, du 13 juillet 1764, on peut croire que le *Dictionnaire philosophique* venait d'être publié.

Cependant Voltaire insiste pour établir qu'« il y a plusieurs articles dont les auteurs sont connus ; et (conclut-il), en un mot, on ne pourra jamais me convaincre d'être l'auteur de cet ouvrage. » Pur sophisme que cette allégation, mauvaise preuve surtout ; car Frédéric complimente Voltaire sur l'article *Athée*, dont il le croit, avec raison, l'auteur (1).

Il faut que l'homme de Ferney ait grand intérêt à convaincre le maréchal de Richelieu de son innocence ; car, poursuivant son apologie, il ajoute : « On m'impute beaucoup de livres, et depuis longtemps je n'en fais aucun. Je remplis mes devoirs ; j'ai, Dieu merci, les attestations de mes curés.... On peut me persécuter, mais ce ne sera certainement pas avec justice. Si d'ailleurs j'avais besoin d'un asile, il n'y a aucun souverain, depuis l'impératrice de Russie jusqu'au landgrave de Hesse, qui ne m'en ait offert. »

Avions-nous tort de dire, au début de cette étude, que le procès de La Barre, ainsi que l'affaire Calas, fut pour Voltaire une réclame immense, un piédestal ambitieux ?

Mais, sans nous attarder davantage aux démentis désespérés et aux hableries vaniteuses de Voltaire, donnons ici, dans leurs parties essentielles, les deux lettres que Frédéric II, roi de Prusse, écrivait à son ami de Ferney et où il apprécie en souverain et au nom des principes de la vraie justice le sacrilège d'Abbeville et ses auteurs.

« La scène qui s'est passée à Abbeville est tragique : mais n'y a-t-il pas de la faute de ceux qui ont été punis ? Faut-il heurter de front des préjugés que le temps a con-

(1) Voyez Beuchot, tome V de la Correspondance de Voltaire, p. 677 et 678.

sacrés dans l'esprit des peuples ? Et si l'on veut jouir de la liberté de penser, faut-il insulter à la croyance établie ?...

« Si votre parlement a sévi contre ce malheureux jeune homme, qui a frappé le signe que les chrétiens révèrent comme le symbole de leur salut, accusez-en les lois du royaume. C'est selon ces lois que tout magistrat fait serment de juger ; il ne peut prononcer la sentence que selon ce qu'elles contiennent ; et il n'y a de ressource pour l'accusé qu'en prouvant qu'il n'est pas dans le cas de la loi. (7 aout 1766.)

« Vous ne contesterez pas que tout citoyen doit se conformer aux lois de son pays ; or, il y a des punitions établies par les législateurs pour ceux qui troublent le culte adopté par la nation. La discrétion, la décence, surtout le respect que tout citoyen doit aux lois obligent donc de ne point insulter au culte reçu et d'éviter le scandale et l'insolence... Tant que ces lois rigoureuses demeureront établies, les magistrats ne pourront pas se dispenser d'y conformer leur jugement.....

« Gardons-nous d'introduire le fanatisme dans la philosophie ; son caractère doit être la douceur et la modération... Il ne faut pas que la philosophie encourage à de pareilles actions, ni qu'elle fronde des juges qui n'ont pu prononcer autrement qu'ils l'ont fait...

« La tolérance, dans une société, doit assurer à chacun la liberté de croire ce qu'il veut, mais cette tolérance ne doit pas s'étendre à autoriser l'effronterie et la licence de jeunes étourdis qui insultent audacieusement à ce que le peuple révère. Voilà mes sentiments, qui sont conformes à ce qu'assurent la liberté et la sûreté publique, premier objet de toute législation. (13 août 1766.)

## III

Comme le dit très bien M. Delgove (1) : « Les libelles diffamatoires de Voltaire, et ses grossières insultes de toute sorte, et ses colères insensées, servant comme de préface à son tardif mémoire, publié en 1775, sous ce titre retentissant : *Le Cri du sang innocent*, n'étaient-ils pas les tentatives d'une justification intéressée ? »

Dès le 16 et le 22 janvier 1775, six mois avant la publication du mémoire précité, Voltaire en avait envoyé un modèle ou projet à d'Argental. « Cette affaire — lui dit-il, — est ma grande passion. C'est en me dévouant pour venger l'innocence que je veux finir ma carrière. » (16 janvier).

*Le Cri du sang innocent* est daté du 30 juin 1775 ; c'est un mémoire au nom de d'Etalonde, un complice de La Barre, qui avait réussi à fuir à l'étranger et était entré au service du roi de Prusse. Il avait obtenu de Frédéric un congé illimité pour venir solliciter sa réhabilitation et la cassation de la procédure d'Abbeville. L'écrit est daté de Neufchâtel, ville appartenant au roi de Prusse, où d'Etalonde était supposé résider ; mais, dans le fait, il était alors à Ferney, chez Voltaire, où il resta dix-huit mois.

Laissons parler d'Etalonde, ou plutôt le patriarche de Ferney, qui lui dicta ce qui suit, à Louis XVI :

« SIRE,

« L'auguste cérémonie de votre sacre n'a rien ajouté aux droits de Votre Majesté ; les serments qu'elle a faits d'être bon et humain n'ont pu augmenter la magnani-

(1) L. c. sup., p. 405.

mité de votre cœur et votre amour de la justice. Mais c'est en ces solennités que les infortunés sont autorisés à se jeter à vos pieds : ils y courent en foule ; c'est le temps de la clémence ; elle est assise sur le trône à vos côtés ; elle vous présente ceux que la persécution opprime. Je lui tends de loin les bras, du fond d'un pays étranger. Opprimé depuis l'âge de quinze ans (et l'Europe sait avec quelle horreur), je suis sans avocat, sans appui, sans patron ; mais vous êtes juste. »

Exode insinuant et pathétique s'il en fut jamais que celui-là.

Pour établir tout d'abord son alibi, au moment du sacrilège d'Abbeville, d'Etalonde prétend qu'en 1765, l'année même de l'attentat, il était dans la Gueldre, où il apprenait l'allemand et les mathématiques ; il n'hésita pas et entra au service du roi de Prusse. « Ma franchise — ajoute-t-il, — ne me permit pas de dissimuler que j'étais catholique et que jamais je ne changerais de religion : cette déclaration ne me nuisit point, et je produis encore des attestations de mes commandants, qui attestent que j'ai toujours rempli les fonctions de catholique et les devoirs de soldat. Je trouvai chez les Prussiens des vainqueurs et point d'intolérants. »

Cette dernière phrase sent bien l'impertinence et l'impudence de Voltaire.

Se décidant enfin à aborder l'exposé des faits, qu'il raconte à la façon de son patron, d'Etalonde accuse Duval de Saucourt, conseiller au présidial d'Abbeville, de s'être vengé de l'abbesse de Villaucourt, tante de La Barre, en instruisant un procès de sacrilège contre son neveu et ses amis, accusés de n'avoir pas salué une procession qui passait à plus de cinquante pas d'eux. A ce propos, Voltaire

saisit l'occasion de rappeler l'affaire de Calas (qui n'a rien à voir là), et il dit : « Il est public que Duval de Saucourt se conduisit précisément dans Abbeville comme le capitoul David avait agi contre les innocents Calas dans Toulouse. »

Le reste du Mémoire est sur ce ton de plus en plus empreint de divagation et d'insolence. Exemples : — « La sentence de Duval Saucourt fut confirmée par la prépondérance de deux voix. Le parlement a gémi que les anciennes lois le forçaient à ne consulter que cette pluralité pour arracher la vie à un citoyen. Hélas ! m'est-il permis d'observer que, chez les Algonquins, les Hurons, les Chiacas, il faut que toutes les voix soient unanimes pour dépecer un prisonnier et pour le manger ? Quand elles ne le sont pas, le captif est adopté dans une famille et regardé comme l'enfant de la maison. »

Et plus loin : « Il n'y a qu'une voix en Angleterre et dans le grand tribunal de la Russie sur cette affreuse et incroyable catastrophe. Rome ne pense pas autrement que Pétersbourg, Astracan et Casan. Je pourrais, Sire, demander justice à Votre Majesté au nom de l'Europe et de l'Asie. »

La plume tombe des mains....

Duval de Saucourt a été vengé des diffamations répandues et imprimées contre lui, car le parlement, par arrêt du 14 juillet 1767, supprima « les écrits diffamatoires contre l'honneur, la réputation et la conduite intacte du dit « Duval de Saucourt. » A son heure dernière, il dit devant témoins cette parole : « Je vais mourir et paraître devant Dieu ; j'atteste que s'il me fallait encore tout à l'heure prononcer sur cette même affaire, je la jugerais de même (1). »

(1) Recueil intéressant, etc., p. 171, cité par M. Delgove, p. 410, note 1.

Pour en revenir au protégé de Voltaire, à d'Etalonde, — c'était le châtelain de Ferney qui, dès le mois de janvier 1774, avait demandé à Frédéric de lui envoyer le complice de La Barre, pour réveiller l'affaire d'Abbeville et s'en faire un regain de popularité auprès des souverains philosophes de l'Europe. « Sire, écrivait-il donc à Frédéric, je propose à Votre Majesté quelque chose de divin ou plutôt de très humain et de très digne d'elle. Ce n'est point une plaisanterie....

« Ce jeune gentilhomme qui est, sous le nom de Morival, lieutenant au régiment d'Eichmann à Vesel, ne peut hériter de son père et de sa mère tant qu'il sera dans les liens de la procédure criminelle et du jugement abominable porté contre lui dans Abbeville, lorsqu'il n'avait qu'environ seize ans ; son nom est d'Etalonde....

« Il s'agit d'obtenir ou des lettres de grâce pour Morival ou la cassation de l'arrêt qui l'a condamné. Je supplie donc Votre Majesté, avec la plus vive instance, d'accorder à Morival un congé d'un an, pendant lequel il sera chez moi... Je l'aiderai à faire autant de recrues qu'il vous plaira : il n'y a point d'endroit au monde où l'on puisse plus facilement lever des soldats que dans le petit canton que j'habite... Je me chargerai moi-même, malgré mon grand âge, de l'aider à vous fournir les plus beaux hommes.... »

Toujours le zèle effréné pour la gloire ou l'avantage des ennemis de la France ! Se représente-t-on l'avocat de d'Etalonde auprès de Louis XVI levant des recrues pour le roi de Prusse !... Ce serait vraiment bouffon, si ce n'était écœurant.

Dans sa lettre d'invitation à d'Etalonde (17 janvier), Voltaire s'intitule Misopriest, ce qui veut dire *ennemi des*

*prêtres*, selon Beuchot : on le voit, la réhabilitation du complice de La Barre est un moyen de plus pour écraser l'infâme.

Le 26 avril, « le vieux malade de Ferney, » qui tient enfin son d'Etalonde, en est dans le ravissement et remercie avec effusion Frédéric de le lui avoir envoyé. « Je croyais trouver un jeune Français qui aurait encore un petit reste de l'étourderie tant reprochée à notre nation. J'ai trouvé l'homme le plus circonspect et le plus sage, ayant les mœurs les plus douces... »

Il ne paraît guère de cette circonspection et de cette sagesse dans *Le Cri du sang innocent* non plus que de cette douceur tant vantée, et si l'on ne savait que c'est Voltaire qui a dicté et rédigé ce mémoire, on pourrait penser, avec quelque raison, que le séjour de d'Etalonde auprès du vieux malade de Ferney n'avait pas peu contribué à oblitérer les susdites qualités du jeune officier.

D'Etalonde obtint des lettres d'abolition en 1788, il rentra alors en France et se fixa à Amiens, où il mourut quelques années après.

L'histoire du chevalier de La Barre a fourni à Fabre d'Églantine le sujet de sa tragédie d'*Augusta*, représentée pour la première fois le 8 octobre 1787, sur le Théâtre français, avec un médiocre succès. L'auteur ne se fit pas alors connaître, et l'on ne reconnaîtrait guère le procès de La Barre sous ces noms romains, si l'on n'était averti que cette pièce y est une allusion, trop déguisée à notre sens ; en voici l'analyse d'après le *Journal de Paris*, n° du 9 octobre 1787.

Augusta a eu un fils d'un mariage secret et s'est dévouée depuis au culte de Vesta. Ce fils, élevé en Grèce parmi

les disciples de Socrate, revient à Rome ; le consul Domitius, amant de sa mère, le surprend avec Augusta dans le temple de la déesse et le croit son rival. Il est arrêté, par ordre du consul, pour avoir pénétré dans le temple de Vesta et conduit devant le peuple qui charge Domitius seul de prononcer sur son sort. Le consul l'interroge et le grand-prêtre de Jupiter l'accuse en outre d'avoir empoisonné la jeunesse de Rome des maximes du philosophe grec et presse en conséquence sa condamnation. Domitius rend sa mère l'arbitre de son destin et consent à lui faire grâce si elle accepte sa main. Grand combat dans le cœur d'Augusta entre le désir de conserver son fils et la honte qui suivrait l'aveu de son aventure ; elle prend néanmoins ce dernier parti et confesse tout au consul qui, charmé de ne plus voir un rival dans Agatocle (c'est le fils d'Augusta) ne l'en presse qu'avec plus d'ardeur de l'épouser ; la vestale s'y refuse ; son fils est condamné ; et le peuple indigné de la violence qu'il voit Domitius prêt à exercer sur Augusta le massacre, dans le même instant où Agatocle, conduit au roc Tarpeien, est sauvé par une vestale qui, selon la loi de Rome, avait le droit de conserver la vie au criminel qu'elle rencontrait prêt à subir son supplice.

« Tel est — ajoute le *Journal de Paris*, — le fond de la nouvelle tragédie jouée hier à ce théâtre ; et nous ne nous permettrons, sur ce sujet, aucune réflexion. Voici l'effet qu'elle a produit, acte par acte. Le premier a obtenu des applaudissements, ainsi que la moitié du second ; mais la fin de ce même acte et les trois derniers ont excité de fréquents murmures... On y a trouvé aussi des longueurs et des expressions de mauvais goût, et c'est à ces deux points surtout qu'il faut que l'auteur fasse atten-

tion, s'il veut tenter les hasards d'une seconde représentation...

« Les deux rôles du grand-prêtre et du consul sont fort ingrats. »

*Augusta* n'eut que cinq représentations.

Quoi qu'en dise M. Beuchot (1), les allusions à l'affaire de La Barre sont fort peu transparentes dans cette tragédie, à moins qu'on ne voie dans *Augusta* l'abbesse de Villaucourt, tante d'Agatocle (La Barre), dans le consul Domitius Duval de Saucourt, dans le grand prêtre de Jupiter l'évêque d'Amiens (Mgr de La Motte), et Voltaire dans Socrate. Mais, c'est prendre d'étranges licences avec la vérité historique que de faire de la tante de La Barre sa mère.

En 1791 (6 juillet), Marsollier fit représenter sur le Théâtre italien un drame intitulé *Le chevalier de La Barre*. La *Gazette nationale* ou le *Moniteur universel*, à la date du 10 juillet 1791, « seconde année de la Liberté, » consacrant quelques lignes au drame de Marsollier, le juge assez sévèrement. « Les sentiments que M. Marsollier a voulu développer ont paru pencher un peu trop vers le philosophisme, qu'il ne faut pas confondre avec la philosophie. Ces sortes de spectacles, où l'horreur prend la place du pathétique, commencent à ne plus être autant goûtés, et l'auteur de *Nina*, des *Savoyards*, du *Souterrain* et de beaucoup d'autres ouvrages pleins de mérite, n'a pas besoin de ces tristes ressources pour plaire et pour émouvoir. »

En l'année 1794, deuxième de la République, un décret de la Convention réhabilita la mémoire de La Barre et d'Étalonde, victimes de la superstition et de l'ignorance

(1) OEuvres de Voltaire, tome XLII, p. 361 et 362, note 1.

(sic) » (1) ; La Barre fut alors mis au rang des dieux nouveaux ; on offrit de l'encens à ses *mânes*, dit l'historien d'Abbeville.

(1) Décret de la Convention, du 25 brumaire an II.

---

## LES TERREURS DE L'AN MIL.

---

Arrivés que nous sommes presque à la veille de l'an *deux mil*, il est grand temps de faire justice des erreurs et des mensonges qui n'ont cessé de s'accumuler à l'égard de l'an *mil* et des épouvantements qui — à en croire un certain nombre d'historiens modernes, — signalèrent cette époque, restée effroyablement célèbre pour la masse du public, si bien qu'au près des prétendues terreurs de l'an mil *la Terreur* de 1793 et des années suivantes semble à peine digne d'être notée, tant la distance grossit et exagère les choses et les événements !

Tel est le préjugé ou plutôt telle est l'erreur sur ce point d'histoire européenne, que des esprits, d'ailleurs très sérieux, l'on embrassée et en ont consigné le souvenir dans leurs écrits (1).

(1) Baronius, *Annales ecclesiastici*, ad ann. 1001, n° 1 et seq. — *Histoire littéraire de la France*, par les Bénédictins, tome VI, préface, p. II. — Le père Longueval, *Histoire de l'Église gallicane*, édition in-12, tome VII, p. 206. — M. de Caumont, *Abécédaire d'archéologie*, p. 42. — M. de l'Escalopier, *Préface sur l'ouvrage de Théophile*, p. 1. — M. Ampère, *Histoire littéraire de la France*, tome III, p. 273 et suiv., etc., etc.

D'autres esprits, systématiquement hostiles au catholicisme et au passé, surtout au moyen âge, ont de ces traditions dénaturées par l'éloignement et encore plus par le parti-pris tiré la conséquence absolue de l'abaissement de l'intelligence et de tout sentiment social en Europe et notamment en France, à la veille de l'an mil. « On se sent effrayé — dit M. de Sismondi (1), — de l'état de désorganisation où la croyance de l'approche imminente de la fin du monde dût jeter la société. *La masse entière des hommes se trouvait dans la situation d'âme d'un condamné qui a reçu sa sentence. Tout travail du corps ou de l'esprit devenait sans but.* »

Et M. Michelet, venant à la rescousse et renforçant l'affirmation de M. de Sismondi, ajoute : « Ce pauvre monde du dixième siècle était sans espoir après tant de ruines (2). » Puis, se contredisant peu après, ce qui d'ailleurs ne lui coûtait guère, M. Michelet dit : « Le captif attendait dans son noir donjon, le serf attendait sur son sillon, le moine attendait dans les abstinences du cloître l'effroyable espoir du jugement dernier. »

Enfin, M. Henri Martin — pour nous borner aux principaux historiens du dix-neuvième siècle, — a écrit sur l'an mil ces lignes qui, pour être en apparence d'un ton moins sybillin et plus mesuré, n'en contiennent pas moins un accent de persifflage à l'adresse de nos ancêtres : « Dans la dernière année du dixième siècle, tout était interrompu, plaisirs, affaires, intérêts, tout, quasi jusqu'aux travaux de la campagne. « Pourquoi, se disait-on, songer à un

(1) De la chute de l'Empire romain, tome III, p. 397 et 398. (Paris, 1835).

(2) Histoire de France, tome II, p. 132. (Paris, 1835).

« avenir qui ne sera pas ? Songeons à l'éternité qui commence demain ! »

« On se contentait de pourvoir aux besoins les plus immédiats : on léguait ses terres, ses châteaux aux églises, aux monastères, pour s'acquérir des protecteurs dans ce royaume des cieux où l'on allait entrer... Quand approcha le terme fatal, les populations s'entassèrent incessamment dans les basiliques, dans les chapelles, dans tous les édifices consacrés à Dieu et attendirent, transies d'angoisses, que les sept trompettes des sept anges du jugement retentissent du haut du ciel... L'effroi populaire se dissipa enfin ; mais avec lui ne furent point anéantis les dons immenses prodigués au clergé et principalement aux communautés religieuses (1). »

Nous croyons pouvoir affirmer, dès à présent, que l'opinion des prétendues terreurs superstitieuses de l'an mil n'a aucun fondement solide dans les témoignages des écrivains contemporains et que ce n'est que vers le seizième siècle, c'est-à-dire six cents ans plus tard, que ce sentiment erroné, devenu bientôt un mensonge, s'est accrédité dans les masses.

Des phénomènes extraordinaires avaient, il est vrai, frappé les imaginations, mais ces faits s'étaient déjà produits à des époques antérieures et on les a vus depuis renaître, sans que pour cela ce fut le signe et l'annonce obligée d'un cataclysme tel que la fin du monde. Cependant, un visionnaire allemand en prit prétexte d'annoncer le dernier jour de l'univers, à la date de l'année 992 ; à cette prophétie vinrent se joindre certaines prédications

(1) H. Martin, *Histoire de France* (4<sup>e</sup> édition, in-8), tome III, p. 37 et 38. (1855).

que l'Eglise n'approuva jamais. Or, un visionnaire, des sermons isolés ne sont pas plus des faits avérés pour la critique historique qu'ils ne sont des dogmes dans l'enseignement religieux. En effet, pour ce qui est du grand événement de la fin du monde comme pour celui de la mort, — selon le langage des livres saints : « nous n'en savons ni le jour ni l'heure. » Aussi, l'un des hommes les plus éminents de la fin du dixième siècle, Abbon, abbé de Fleury, écrivait-il : « Je me souviens d'avoir au temps de ma jeunesse entendu prêcher dans une église de Paris un sermon qui annonçait l'apparition de l'Antechrist pour la date de l'an mil. Le jugement dernier devait avoir lieu quelques années après. Cette prédiction me parut téméraire et je la réfutai de toute ma force par des arguments tirés de l'Evangile, de l'Apocalypse et des prophéties de Daniel (1). Depuis, le vénérable Richard, de bienheureuse mémoire et mon prédesseur à Fleury, combattit vigoureusement l'erreur accréditée sur la fin prochaine du monde. Il me chargea de répondre dans le même sens à une consultation qui lui était venue de Lotharingie à ce sujet (2). »

L'Eglise — on peut l'affirmer, — ne provoqua point les craintes et les alarmes populaires au sujet des mena-

(1) De fine quoque mundi coram populo sermonem in ecclesiâ Parisiorum adolescentulus audivi, quod statim finito mille annorum numero Antichristus adveniret et non longo post tempore universale judicium succederet. Cui prædicationi et Evangeliiis ac Apocalypsi et libro Danielis, quâ potui virtute, restiti. — Abbo, *Apologeticum*, apud Migne, *Patrolog. lat.*, tome CXXXIX, col. 462.

(2) *Ibid.*, col. 471 — Errorem, qui de fine mundi inolevit, abbas meus beatæ memoriæ Richardus sagaci animo propulit, postquam litteras à Lothariensibus accepit, quibus me respondere jussit.

ces de l'an mil; des hommes instruits, tels qu'Adso de Montier en Der, Richard et Abbon de Fleury, les combattirent dans des traités spéciaux. Le Saint Siège y fut entièrement étranger. Sylvestre II et l'empereur Othon III, qui était à Rome au mois de janvier de l'an mil, loin d'interrompre leur commune activité, travaillaient de concert à réorganiser l'empire sur des bases nouvelles, à préparer pour la chrétienté une ère de grandeur et de prospérité jusque-là inconnue.

Mais, revenons à l'examen essentiel de la date du fait des terreurs de l'an mil, dont aucun des chroniqueurs ou des écrivains antérieurs au seizième siècle n'a parlé, ni Hermann Contract (1054) (1), ni Sigebert de Gembloux (1119) (2), ni Vincent Beauvais (1270) (3), ni même Rollevinck (1480) (4). Tritheim (5) est le premier qui, au seizième siècle, fasse une mention rapide de ces terreurs de l'an mil. (6) « Or, — dit avec raison un critique de notre temps, le bénédictin dont Fr. Plaine (7), — cinq siècles séparent cet auteur de l'an mil; c'est plus qu'il n'en faut déjà, semble-t-il, pour avoir des doutes légitimes sur la vérité de son assertion. »

Car, si l'on interroge les annalistes contemporains, Ita-

(1) *Chronica*, apud Pertz et Migne.

(2) *Ibid.*

(3) *Speculum quadruplex*; historiale, tome IV, lib. XXIV, cap. CVII

(4) *Fasciculus temporûm*, col. 1483.

(5) *Annales Hirsaugienses*, tome I, p. 143, anno 1000.

(6) *Homines metuebant instare diem novissimum*.

(7) Les prétendues terreurs de l'an mil, tome XIII de la *Revue des questions historiques* (1873), p. 147.

liens, Allemands, Français, Anglais, tous sont unanimes sur ce point : il est impossible de trouver dans leurs récits la moindre allusion aux terreurs superstitieuses de l'an mil. Bien plus, l'un d'eux appelle l'an mil une année de gloire et de lumière ; il dit, en propres termes : « Le millième an, depuis le salutaire enfantement de la Vierge sans tache, étant arrivé, on vit briller sur le monde un matin radieux (1). »

Si — non content de ces témoignages, — on veut consulter les biographies des personnages les plus connus de cette époque (950-1040), le résultat sera le même. La vie de Saint Mayeul, abbé de Cluny (993), de l'impératrice Sainte Adélaïde (999), du bienheureux Abbon de Fleury (1004) et de Saint Bernward, évêque d'Hildesheim, ne renferme pas la moindre allusion aux terreurs de l'année fatale. Bien mieux, le biographe de Robert, roi de France (2), est tout aussi muet à cet égard ; or, le règne de Robert (997-1031) coïncide précisément avec la date mémorable en question.

Tout en reconnaissant que MM. de Sismondi et Michelet ont cité, à l'appui de leurs assertions, des témoignages du temps dont ils ont si lestement fait le procès, l'examen — par exemple, — d'un passage du concile de Trosly (909) invoqué par M. Michelet pour établir que *les hommes du dixième siècle n'avaient plus d'autre espoir dans*

(1) Post salutiferum intemeratae Virginis partum, consummatâ millenarii numeri lineâ... clarum mane illuxit saeculo. — Thietmarus Mersburgensis, *Annales sui temporis*, apud Pertz, tome V, p. 725-871).

(2) Helgaldus, *Vita Roberti regis*, apud du Chesne, dom Bouquet et Pertz.

*leur affreux malheur que l'effroyable espoir du jugement dernier, tourne contre M. Michelet lui-même ce qu'il a invoqué comme une autorité sans réplique à l'appui de son opinion. Que disent, en effet, les pères du concile de Trosly ? « Pour nous, qui avons le titre d'évêque, le fardeau de la charge pastorale devient un poids insupportable, quand approche le moment de rendre compte de la mission qui nous a été confiée et du profit que nous avons réalisé. Bientôt on verra arriver le jour majestueux et terrible dans lequel tous les pasteurs comparaitront avec leurs troupeaux devant le Pasteur suprême (1). »*

Rien n'indique dans ces paroles que l'orateur du concile précité redoutât et par conséquent visât l'approche de l'an mil comme la date fatale de la consommation de toutes choses. D'ailleurs, ce concile se tenait en 909, quatre-vingt-dix années avant l'échéance de la date en question ; donc, le texte du concile de Trosly ne prouve rien dans la circonstance présente.

Quant au Traité de l'Antechrist, composé vers 954 par Adson, abbé de Montier en Der, on ne peut pas davantage en appuyer la tradition des terreurs de l'an mil. « Ce livre — dit dom Fr. Plaine (2), — n'a nullement pour but de détruire une prétendue croyance populaire, qui aurait fait regarder comme imminente la venue de l'Ante-

(1) Nobis ergo, qui censemur episcopi, maxima et propè importabilis incumbit sarcina pastoralis officii, dum instat reddendo ratio negotii commissi cum exactione lucri et dum jamjamque adventus illius in majestate terribilis dies ubi omnes cum gregibus suis venient pastores in conspectum Pastoris supremi. — Concil. Trosleianum anno 909 habitum (apud Labbe et Mansi).

(2) P. 152.

christ... L'auteur s'explique catégoriquement sur ce point, soit dans la préface, soit dans le corps de l'ouvrage... Il y déclare à la reine de France, Gerberge, à qui il dédie son livre, que tout son dessein est de satisfaire le vif désir qu'elle lui a exprimé de scruter les Ecritures. En conséquence, il va lui parler d'un point assez obscur de notre foi, savoir de l'Antechrist... (1). Il développe sa pensée, ne se proposant jamais d'instruire la multitude mais seulement une personne privée... Sa dernière parole est pour avertir la pieuse reine que l'heure du jugement dernier n'est connue que de Dieu seul (2). C'était l'occasion ou jamais de combattre à visage découvert la croyance erronée du peuple et de ses faux docteurs... Si notre auteur s'en est bien gardé, ne sommes-nous pas obligés d'en conclure que cette prétendue croyance populaire n'est qu'un mythe?... »

Quant aux deux visionnaires, l'un Parisien (3) et l'autre Allemand (4), qui vers 990 annoncèrent la fin prochaine du monde, qu'est-ce que cela prouve sinon qu'il y a eu des illuminés, à toutes les époques de l'histoire; or, les illumi-

(1) Quia pium studium, domina mater, habetis Scripturas audire et frequenter loqui de nostro Redemptore sive etiam scire de Antichristi impietate et persecutione nec non et potestate ejus et generatione..... volui aliqua vobis scripsere de Antichristo, etc. — Adso, *Liber de Antichristo*, apud Migne, tome CI, col. 1291.

(2) Arbitror quod nullus sit qui sciat quantum temporis existat inter Antichristum et judicium, sed in dispensatione Dei manet, qui judicabit sæculum, eâ horâ quâ præfixit esse judicandum ante sæcula. — *Ibid.*, col. 1298.

(3) Abbo, *Apologeticum*, voir ci-dessus.

(4) Tritheim, *Chron. Hirsaug.*, p. 103.

nés n'infirmement pas plus la vraie foi que les malades la santé : ce sont des exceptions et non la règle. Ni les uns ni les autres n'ont fait et ne feront jamais école.

Ces quelques faits donnent tout au plus à penser que l'erreur, dont il s'agit ici, ne préoccupait qu'un petit nombre de têtes faibles ou avides du merveilleux, comme il y en a eu à toutes les époques et comme il y en aura toujours.

Mais, objecte-t-on, et le texte de Raoul Glaber, croyez-vous qu'il soit aussi facile à infirmer que les précédents ? Or, voici ce texte dont on a fait tant de bruit : « En l'année 1030, il arriva que dans l'univers entier, principalement en France et en Italie, on se mit à rebâtir les basiliques des églises, sans excepter celles qui n'en avaient nul besoin, étant solidement construites ; mais chaque nation chrétienne visait à l'honneur d'avoir les plus belles. C'était comme si le monde, se secouant lui-même et rejetant ses vieux haillons, en fût venu à revêtir le blanc vêtement d'églises toutes renouvelées (1). »

Cet auteur revient encore sur la même idée pour nous apprendre « qu'on découvrit un grand nombre de corps saints lorsque le face du monde eut ainsi été renouvelée par la construction de nouvelles églises (2). »

(1) Contigit in universo pene orbe terrarum, præcipue tamen in Italiâ et Galliâ, innovari ecclesiarum basilicas, licet pleraque decenter locatæ minimè indiguissent. Æmulabatur tamen quæque gens Christicolarum adversus alteram decentiori frui. Erat enim ac si mundus ipse, excutiendo semet, rejectâ vetustate, passim candidatam ecclesiarum vestem indueret. — Radulph. Glaber, *Historiarum* lib. III, cap. IV.

(2) *Ibid.*, cap. VI. — Candidato, ut diximus, innovatis basilicarum ecclesiis, universo mundo revelati sunt plurimorum sanctorum corpora.

Eh bien, ces deux passages non seulement ne prouvent pas que les hommes de la seconde moitié du dixième siècle ont été les tristes victimes de l'erreur et de la superstition, mais encore ils établissent victorieusement que loin que la mort ait menacé alors l'Europe catholique, cet élan fut l'aurore, le triomphe non la défaite, la joie non la terreur. Dans ces deux passages, il n'est fait, de près ni de loin, la moindre allusion à la croyance erronée des peuples à l'imminence de la fin du monde et du jugement dernier.

Ce mouvement merveilleux de foi, cet élan artistique ne peuvent en bonne foi être considérés, ainsi que le voudrait M. Michelet, en ses idées par trop noires et vraiment sépulcrales, comme l'œuvre de peuples *n'ayant d'autre espoir que l'effroyable espoir du jugement dernier, et rejetant loin d'eux comme sans but tout travail du corps et de l'esprit.*

On dit encore souvent : « Comment révoquer en doute l'effroi, sans précédent, qui glaçait tous les cœurs à l'approche de l'an mil ? N'est-ce pas un fait inscrit, en caractères ineffaçables, dans le préambule même des chartes contemporaines et des actes publics ? N'y lit-on pas en toutes lettres : « Les ruines se multipliant sous nos pas, » « le jour terrible, » « la fin du monde approchant, etc. »

Sur cette objection spécieuse dom Fr. Plaine s'exprime ainsi : « L'érudition de ceux (1) dont nous venons de reproduire le langage... est encore ici quelque peu en défaut. S'ils avaient, en effet, interrogé les ouvrages spéciaux sur

(1) Michaud, *Histoire des Croisades*, tome I, p. 17; — de l'Escalopier. *l. c.*, etc., etc.

la science de la diplomatie (1), ils y auraient appris que les formules en question n'ont été inventées ni dans la première ni dans la seconde moitié du dixième siècle, qu'elles ne répondent point à un simple besoin des temps et des circonstances. Elles étaient connues et en usage dès le septième siècle (2), et par suite elles n'ont rien de commun avec les terreurs de l'an mil (3). »

Un rapide aperçu sur l'état religieux, politique et artistique du monde à la fin du dixième siècle, prouverait que ni la royauté, ni le clergé, ni la noblesse, ni le peuple n'étaient plongés, à la veille de l'an mil, dans cet abattement, cette torpeur et cette inaction que MM. Sismondi et Michelet leur ont attribués, en dépit de toutes les preuves historiques du contraire.

Au mois de mars 999, quelques mois seulement avant le terme fatal, un pontife (Grégoire V), plein de jeunesse, s'éteignait. Les terreurs de la fin prochaine du monde empêchèrent-elles le clergé et le peuple romain de lui donner sur-le-champ un successeur ? Nullement.

L'empereur d'Allemagne, Othon III, redoutait si peu l'approche de la consommation générale de toute chose, qu'il choisissait cette année tant redoutée pour créer le royaume de Pologne et y ériger une métropole ecclésiastique avec quatre évêchés suffragants.

A quelques pas de là et toujours à la même date, Étienne de Hongrie n'avait pas d'autres sentiments et ne tenait pas

(1) Cf. de Wailly, *Éléments de Paléographie*, tome I, p. 204.

(2) Cf. *Formulae Marculfi*, lib. II, cap. III. *Mundi terminum ruinis crebrescentibus appropinquantem indicia certa manifestant.*

(3) Dom Fr. Plaine, p. 158.

une conduite différente. Lui aussi, il organisait ses provinces, leur donnait une législation, fondait des évêchés et des monastères.

Si nous remontons un peu plus vers le nord, nous rencontrons Adalbert de Prague (970-997), puis Boniface et leurs compagnons, qui essaient d'éclairer des lumières de la foi les nations des bords de la Vistule et du Niémen. A la même date, les régions septentrionales de l'Europe qui, depuis sept siècles, ne cessaient de verser des flots de Barbares sur l'ancien monde romain, se préparaient à clore cette ère d'invasion par la conquête de l'Angleterre. On était à la veille de l'an mil.

En Espagne, les chrétiens poursuivaient leur lutte héroïque contre les envahisseurs de leur patrie. Les terreurs de l'an mil n'avaient désespéré personne.

A Constantinople, la dignité impériale était bien précaire ; cependant il ne manquait pas d'ambitieux pour la convoiter, même à l'approche de l'an mil.

Il suffit de ces quelques faits principaux, assez importants, pour prouver qu'à la veille de l'an mil les prétendues terreurs de la fin du monde n'avaient ni énervé les courages, ni étouffé les ambitions, ni anéanti l'activité humaine. La face du monde politique et religieux ne différait pas de ce qu'elle est au dix-neuvième siècle.

Donc, la proximité de l'an mil n'empêchait nullement les évêques de tenir leurs assemblées pour le maintien de la pureté de la foi et des mœurs. Les conciles sont nombreux dans les dix années qui précèdent immédiatement l'an mil, — plus nombreux même qu'à beaucoup d'autres époques. Chose remarquable ! ces assemblées ne se sont jamais occupées de la croyance populaire en question, — preuve manifeste que cette opinion ne formait point alors

une secte, qu'elle ne causait aucun dommage sérieux aux âmes (1).

Mentionnons de plus les nombreuses fondations de monastères et les constructions multipliées d'églises dans les cinquante dernières années du dixième siècle. On a compté jusqu'à cent douze monastères élevés ou réparés, de l'an 950 à l'an mil (2). Quant aux églises restaurées ou bâties à neuf, le nombre n'en est guères moins grand. Le dixième siècle comptait donc encore plus d'un artiste et plus d'un architecte, quoi qu'on ait pu dire des obstacles qu'il aurait apportés au développement de l'art (3).

Les belles-lettres et les sciences n'étaient pas non plus restées stationnaires, à la même époque, en France, en Angleterre et en Allemagne. Les noms de Gerbert, de Dunstan et de Brunon honorent la seconde moitié du dixième siècle et lui assurent peut-être un rang supérieur à celui que méritent certaines autres époques dans la série des âges littéraires.

Concluons donc, avec dom Fr. Plaine, que « le silence des auteurs contemporains sur un fait de cette importance (les terreurs de l'an mil), le peu de solidité des arguments mis en avant pour étayer cette opinion, la teneur des

(1) Nous ne faisons ici que résumer le lumineux travail de dom Fr. Plaine. Cf. p. 160-162, passim).

(2) M. de Mas Latrie a publié, en 1838, dans l'*Annuaire historique de la Société de l'histoire de France* (p. 66 et suiv.), une liste des monastères du monde avec la date de leur fondation.

(3) Ce préjugé, partagé encore par beaucoup de bons esprits (MM. de Caumont, de l'Escalopier, Hucher, Batissier, l'abbé Crosnier, Ch. Lenormand, etc., etc.) a été battu en brèche par M. l'abbé Auber, (*Revue de l'Art chrétien*, 5<sup>e</sup> année, 1861, p. 48-57), et par M. l'abbé Corblet, même *Revue*, p. 381-387).

documents publics et tous les renseignements généraux qui nous restent sur l'état du monde à cette date mémorable sont autant de raisons qui militent en faveur de notre thèse... En un mot, les terreurs de l'an mil ne sont ni plus ni moins qu'un mythe (1)... »

(1) *Ibid.*, ut sup., p 164.

## FÉNELON, LIBRE PENSEUR.

---

Déjà, dans notre étude sur *Voltaire historien* (1), nous avons prouvé combien il fallait se défier d'un de ses ouvrages les plus estimés cependant, le *Siècle de Louis XIV*, dans lequel les hommes illustres de ce grand règne sont dénigrés d'une façon perfide et odieuse; nous avons montré comment Voltaire avait suspecté la sincérité de la conversion de Turenne (2). Aujourd'hui, c'est de Fénelon que nous voulons parler, de Fénelon transformé par l'homme de Ferney en libre penseur, en sceptique, voire en épicurien, et aussi en courtisan très affecté de sa disgrâce et d'un caractère rancuneux. Que sais-je encore ?

Dès sa préface du *Siècle de Louis XIV*, dans la liste alphabétique des écrivains du grand règne, où il ne consacre que quelques lignes à Fénelon, Voltaire dit : « Ramsay, élève de ce célèbre archevêque, m'a écrit ces mots : « S'il était né en Angleterre, il aurait développé son gé-

(1) *Erreurs et Mensonges hist.*, onzième série, p. 223-252 (Voltaire historien).

(2) *Erreurs, etc.*, douzième série, p. 189-224 (La conversion de Turenne).

nie et donné l'essor sans crainte à ses principes « que per-  
« sonne n'a connus. »

Et ailleurs, revenant sur cette assertion qui lui est chère, Voltaire y insiste, en ces termes : « Je suis obligé de répéter ici que j'ai entre les mains la lettre de Ramsay, élève de M. de Fénelon, dans laquelle il me dit :

« S'il était né en Angleterre, il aurait développé son génie et donné l'essor à ses principes qu'on n'a jamais bien connus. » Il y a déjà une variante assez importante entre la première rédaction et la seconde de ce prétendu racontar attribué à Ramsay ; mais, l'aggravation du grief existe, et c'est ce que voulait Voltaire, ce grand calomniateur des plus nobles mémoires.

Un Dictionnaire historique, paru en 1759 (1), que Voltaire traite de « libelle diffamatoire, » ayant pris à partie l'auteur du *Siècle de Louis XIV*, à ce propos, et l'ayant convaincu d'imposture, s'attira cette violente sortie : « L'auteur de ce Dictionnaire nie que M. Ramsay m'ait écrit la lettre dont je parle, et il le nie avec une grossièreté insultante... Je n'ai autre chose à lui répondre, sinon que j'ai la lettre. Voici les propres paroles : *Were he born in a free country he would have display'd his whole genius and give a full carrier to his own principles never known.*

Mais, dira-t-on peut-être : « Que répondit Ramsay à cette assertion si hardie ? » Rien, et pour une excellente raison, c'est que le *Siècle de Louis XIV* ne fut publié que onze ans après sa mort. C'était la tactique de Voltaire

(1) Ou plutôt en 1758 ; c'est le Dictionnaire historique, littéraire et critique (de l'abbé Barral et des pères Guibaud et Valla, oratoriens), 6 vol. in-8.

quand il avait à produire le soi-disant témoignage du contemporain d'un fait par lui allégué, d'attendre que le dit contemporain fut décédé : or, Ramsay était mort en 1743, et le *Siècle de Louis XIV* ne parut qu'en 1752.

« Soit, mais Ramsay ne connaissait-il pas assez Fénelon, n'avait-il pas assez vécu dans son intimité, pour pouvoir avancer quelque chose de semblable à l'assertion produite si hardiment par Voltaire, à deux reprises ? »

A cette objection voici notre réponse. En 1769, Chaudron — dans son livre *Les grands hommes vengés* (1), — citant la prétendue lettre de Ramsay à Voltaire, disait avec raison : « Un tel fait passera toujours pour apocryphe. Voici les raisons de rejeter cette nouvelle calomnie.

« Ramsay, convaincu du faux de la religion anglicane, qui était celle de ses pères, s'égara pendant quelque temps dans une incrédulité séduisante, mais également éloigné des horreurs du Spinosisme et des excès du Déisme. Cependant, comme il avait le cœur droit et qu'il cherchait la vérité de bonne foi, il consulta, pour fixer ses doutes, les plus habiles théologiens de son pays. Ne trouvant pas en eux ce qu'il cherchait, il vint en France et fut ramené à la religion par M. de Fénelon. Ce grand homme lui fit comprendre non seulement la beauté de la morale chrétienne, mais il lui démontra que, quoique nos saints mystères soient incompréhensibles, ils ne sont pourtant pas impossibles et qu'ils ont un côté obscur qui humilie l'esprit divin et un côté lumineux qui l'éclaire et le console. Ramsay, convaincu, fit profession de la religion catholique en 1709, et y fut aussi constamment attaché qu'à la mémoire de son illustre maître.

(1) P. 166-175.

« Comment avec de tels sentiments — conclut Chaudon, — aurait-il pu écrire une lettre qui, dans le sens que lui donne M. de Voltaire, serait un outrage déshonorant? Une lettre qui prouverait que Fénelon était un politique hypocrite, un homme qui sacrifiait sa façon de penser aux temps et aux lieux. Non, jamais le chevalier de Ramsay n'a écrit un tel billet, ou s'il a marqué à M. de Voltaire quelque chose d'approchant, il voulait sans doute parler des principes de l'auteur de *Télémaque* sur l'autorité des rois et non de ses doutes sur la vérité de la religion. Voyons le compte qu'il nous rend lui-même des sentiments de ce prélat en matière de foi, et quelque long que soit ce détail, ne craignons pas d'y entrer pour effacer entièrement les ombres dont on veut obscurcir le portrait de ce grand homme.

« Ramsay, après avoir exposé les objections qu'il fit à son savant instructeur sur la loi naturelle et sur la tolérance, nous donne ces réponses (1) : « Vous ne sauriez  
« rester dans votre indépendance philosophique ni dans  
« votre tolérance vague de toutes les sectes sans regarder le  
« Christianisme comme une imposture ; car il n'y a aucun  
« milieu raisonnable entre le Déisme et la Catholicité. »

« Cette idée me parut un paradoxe. Je le priai de me  
« l'expliquer. Il continua ainsi :

« Il faut se borner à la Religion naturelle, fondée sur  
« l'idée de Dieu, en renonçant à toute loi surnaturelle et  
« révélée ; ou, si l'on en admet une, il faut reconnaître  
« quelque autorité suprême, qui parle à tout moment  
« pour l'interpréter. Sans cette autorité fixe et visible,

(1) Histoire de la vie et des ouvrages de messire F. de S. Fénelon (La Haye, 1723, in-12).

« l'Église chrétienne serait comme une république à qui  
« on aurait donné des lois sages, mais sans magistrats  
« pour les exécuter. Quelle source de confusion ! Chacun  
« viendrait, le livre des lois à la main, disputer de son  
« sens. Les livres divins ne servent qu'à nourrir notre  
« vaine curiosité, la jalousie des opinions et la présomp-  
« tion orgueilleuse. Il n'y aurait qu'un seul texte, mais  
« il y aurait autant de manières différentes de l'interpré-  
« ter que de têtes. Les divisions et les subdivisions se  
« multiplieraient sans fin et sans ressources. Notre souve-  
« rain législateur n'a-t-il pas mieux pourvu à la paix de  
« sa république et à la conservation de sa loi ?

« De plus, s'il n'y a pas une autorité infaillible qui nous  
« dise à tous : *Voilà le vrai sens de l'Écriture sainte*, com-  
« ment veut-on que le paysan le plus grossier et l'artisan  
« le plus simple s'engagent dans un examen où les sa-  
« vants mêmes ne peuvent s'accorder ? Dieu aurait man-  
« qué au besoin de presque tous les hommes, en leur don-  
« nant une loi écrite, s'il ne leur avait donné en même  
« temps un interprète sûr pour leur épargner une re-  
« cherche dont il sont incapables. Tout homme simple et  
« sincère n'a besoin que de son ignorance bien sensée  
« pour voir l'absurdité de toutes les sectes qui fondent  
« leur séparation de l'Église catholique sur l'offre de la  
« rendre juge des matières qui surpassent la capacité na-  
« turelle de son esprit. Doit-on croire la nouvelle réforme,  
« qui demande l'impossible, ou l'ancienne Église, qui  
« pourvoit à l'impuissance humaine ?

« Enfin, il faut rejeter la Bible comme une fiction, ou  
« se soumettre à cette Eglise. Consultez les livres sacrés ;  
« examinez l'étude des promesses que Jésus-Christ a faites  
« à la hiérarchie, dépositaire de sa loi. Il dit que tout ce

« qu'elle liera sur la terre sera lié dans le ciel ; qu'il sera avec  
« elle jusqu'à la consommation des siècles ; que les portes  
« de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle ; que celui qui  
« l'écoute l'écoute lui-même ; que celui qui la méprise le  
« méprise, et enfin qu'elle est la base et la colonne de la  
« vérité. Vous ne pouvez éluder la force de ces termes par  
« aucun commentaire ; vous n'avez de ressource qu'en re-  
« jetant tout ensemble l'autorité du législateur et celle  
« de sa loi.

« Quoi ! Monseigneur, lui dis-je avec impétuosité, vous  
« voulez que je regarde quelque société sur la terre comme  
« infaillible ? J'ai parcouru la plupart des sectes. Souffrez  
« que je vous le dise avec tout le respect qui vous est  
« dû ; les prêtres de toutes les religions sont souvent  
« plus corrompus ou plus ignorants que les autres hom-  
« mes. Ils me sont tous également suspects.

« Il me répondit d'un ton doux et modéré : « Si nous  
« ne nous élevons point au-dessus de ce qui est humain  
« dans les plus nombreuses assemblées de l'Eglise, nous  
« n'y trouverons que de quoi nous choquer, nous révolter  
« et nourrir notre incrédulité : passions, préjugés, fai-  
« blesses humaines, vues politiques, brigues et cabales.  
« Mais il faut d'autant plus admirer la sagesse et la toute  
« puissance divine, qu'elle accomplit ses desseins par des  
« moyens qui semblent devoir les détruire, etc (1). »

Ramsay, persuadé de la nécessité de soumettre la loi  
révélée à un interprète vivant, tenait cependant encore  
beaucoup au Déisme et à la religion naturelle. Il croyait  
que pour sentir la vérité de cette religion on n'avait be-  
soin que de rentrer en soi-même ; mais « Combien y a-

(1) Ramsay, p. 147-152.

« t-il peu d'hommes — lui répondit Fénelon, — qui  
« soient capables de rentrer ainsi en eux-mêmes pour  
« consulter la pure raison ? Supposé qu'il y eût quelques  
« hommes çà et là qui puissent marcher par cette voie  
« purement intellectuelle, cependant le commun des  
« hommes en est incapable et a besoin d'un secours exté-  
« rieur. Les passions subtiles de l'esprit n'aveuglent pas  
« moins que les passions grossières. Les premières vérités  
« échappent quelquefois aux génies même très philoso-  
« phiques. On ne trouve plus de principes fixes pour  
« les arrêter dans le torrent des incertitudes qui les en-  
« traînent.

« Comme dans la société civile il a fallu mettre la rai-  
« son par écrit, réduire ses préceptes dans un corps de lois,  
« établir des magistrats pour les faire exécuter, parce que  
« tous les hommes ne sont pas en état de consulter et de  
« suivre par eux-mêmes la loi naturelle ; de même, dans  
« la religion, les hommes ne voulant pas écouter avec  
« attention ni suivre par amour la voie intérieure de la  
« souveraine sagesse, rien n'était plus digne de Dieu que  
« de parler lui-même à sa créature d'une manière sen-  
« sible pour connaître les incrédules, pour fixer les vi-  
« sionnaires, pour instruire les ignorants et pour les réunir  
« tous dans la croyance des mêmes vérités, dans la pra-  
« tique du même culte, dans la soumission à une Eglise.  
« Pourquoi vous révoltez-vous contre un secours si né-  
« cessaire pour la faiblesse humaine, sans lequel les na-  
« tions les plus savantes et les plus polies sont tombées  
« dans les erreurs les plus grossières sur la divinité et sur  
« la morale(1) ? »

(1) Ramsay, p. 157-159.

Le plan que M. de Fénelon traça ensuite de la Bible, suffirait seul pour écarter tous les nuages que les philosophes modernes ont voulu répandre sur la religion.

« Les anges et nos premiers pères ayant abusé de leur  
« liberté dans un paradis d'immortalité et de délices, Dieu  
« changea notre état d'épreuve dans un état mortel, mêlé  
« de biens et de maux, afin que l'expérience du vide et  
« du néant qu'on trouve dans les créatures nous fît dési-  
« sirer sans cesse une meilleure vie. Depuis ce temps  
« nous naissons tous avec un penchant vers le mal. Nos  
« âmes sont condamnées à des prisons terrestres qui  
« obscurcissent notre esprit et appesantissent notre cœur ;  
« mais par la grâce du Libérateur cette concupiscence  
« n'est pas une force invincible qui nous entraîne ; elle  
« n'est qu'une occasion de combat, et par là une source  
« de mérite. Aimer Dieu dans les privations et les peines  
« est un état plus méritoire que celui des anges, qui ai-  
« ment dans la jouissance et les plaisirs. Voilà le mys-  
« tère de la croix, si scandaleux pour l'imagination et  
« pour l'amour-propre des hommes profanes.

« Nous naissons donc tous malades ; mais le remède  
« est toujours présent pour nous guérir. La lumière qui  
« éclaire tout homme venant au monde ne manque ja-  
« mais à personne. Cette sagesse souveraine a parlé diffé-  
« remment, selon les différents temps et les différents  
« lieux : aux uns par une loi surnaturelle et par les mi-  
« racles des Prophètes ; aux autres par la loi naturelle et  
« par les merveilles de la création. Chacun sera jugé se-  
« lon la loi qu'il a connue et non selon celle qu'il a igno-  
« rée. Nul ne sera condamné que parce qu'il n'a point  
« profité de ce qu'il a su pour mériter d'en connaître da-  
« vantage.

« Enfin, Dieu est venu lui-même sous une chair semblable à la nôtre, pour expier le péché et pour nous donner un modèle du culte qui lui est dû. Dieu ne peut pardonner au criminel, sans montrer son horreur pour le crime ; c'est ce qu'il doit à sa justice, et c'est ce que Jésus-Christ seul a pu faire...

« La religion de ce pontife éternel ne consiste que dans la charité. Les sacrements, les cérémonies, le sacerdoce ne sont que des secours pour soulager notre faiblesse, des signes sensibles pour nourrir en nous-mêmes et dans les autres la connaissance et l'amour de notre Père commun, ou enfin des moyens nécessaires pour nous retenir dans l'ordre, l'union et l'obéissance.

« Bientôt ces moyens cesseront, les ombres disparaîtront, le vrai temple s'ouvrira, nos corps ressusciteront glorieux et Dieu communiquera éternellement avec ses créatures, non seulement selon sa pure divinité, mais sous une forme humaine, pour nous montrer tout ensemble les mystères de son essence et les merveilles de sa création.

« Voilà le plan général de la Providence ; voilà pour ainsi dire la philosophie de la Bible : y a-t-il rien de plus digne de Dieu ni de plus consolant pour l'homme que ces hautes et nobles idées ? Ne devrait-on pas les souhaiter vraies, supposé qu'on ne pût en démontrer la vérité (1) ? »

« Voit-on — dit Chaudon, (2) — dans cet entretien plein

(1) Ramsay, p. 163-167.

(2) Les grands hommes vengés, ou Examen des jugements portés par M. de V. (Voltaire)... sur plusieurs hommes célèbres, etc. Chaudon, pour ce livre publié en 1769, a pris le pseudonyme de M. des Sablons. Voyez tome II, p. 174.

de candeur et de sublime, et que nous abrégeons à regret, les principes que M. de Voltaire veut attribuer à M. de Fénelon ? »

A notre époque, il y a tout à l'heure trente ans, M. Sainte Beuve — parlant de l'enthousiasme intéressé du dix huitième siècle à l'endroit de Fénelon et visant peut être la citation précitée de Voltaire, — disait, avec raison : « On a fort loué Fénelon d'une tolérance de doctrine et presque d'un relâchement qu'il n'avait certainement pas. Les philosophes l'ont tiré à eux comme s'il était l'un des leurs, et il a trouvé grâce devant ceux-mêmes qui voulaient écraser ce qu'il adorait..... »

« Fénelon n'était pas du tout un évêque selon l'ordination par trop commode de la Harpe, de Dalember et de Voltaire (1). »

Après Fénelon libre penseur, c'est au tour de Fénelon sceptique, voire épicurien, si l'on en voulait croire Voltaire, en son *Siècle de Louis XIV*. Voici le passage : « Sur la fin de sa vie il méprisa enfin toutes les dignités... L'archevêque de Cambrai (qui le croirait !) parodia ainsi un air de Lulli :

Jeune, j'étais trop sage  
Et voulais trop savoir :  
Je ne veux en partage  
Que badinage  
Et touche au dernier âge  
Sans rien prévoir.

« Il fit ces vers — affirme Voltaire, — en présence de son neveu le marquis de Fénelon, depuis ambassadeur à

(1) Ste-Beuve, *Causeries du lundi* (1<sup>er</sup> avril 1850), Lettres et opuscules inédits de Fénelon, p. 3.

la Haye. C'est de lui que je les tiens. Je garantis la certitude de ce fait. »

Et dans une note il ajoute : « Ces vers se trouvent dans les poésies de Mme Guyon ; mais le neveu de Mgr l'archevêque de Cambrai m'ayant assuré plus d'une fois qu'ils étaient de son oncle et qu'il les lui avait entendu réciter le jour même qu'il les avait faits, on a dû restituer ces vers à leur véritable auteur. Ils ont été imprimés dans cinquante exemplaires de l'édition du *Télémaque* faite par les soins du marquis de Fénelon en Hollande et supprimés dans les autres exemplaires. »

Voltaire, qui tenait beaucoup à ce que ces vers fussent de Fénelon, y revient encore en 1763, onze ans après (1) : « Une singularité qui regarde la philosophie, et qui est peut être plus remarquable dans l'histoire de l'esprit humain, est la manière dont pensaient les deux savants Fénelon et Huet sur la fin de leur vie. Le livre de la *Faiblesse de l'esprit humain*, par lequel l'évêque d'Avranches finit sa carrière, ne laisse aucun lieu de douter de ses derniers sentiments (2). On a contesté les vers de l'archevêque de Cambrai :

Jeune, j'étais trop sage, etc.

« Il est si certain qu'ils sont de lui, que son neveu, ambassadeur à la Haye, les fit imprimer à la suite du *Télémaque*, avec d'autres pièces dans l'édition in-folio. Les exemplaires où se trouvent ces vers sont très

(1) Conclusion et examen du tableau historique, *in fin.*

(2) Cs. *Erreurs, etc.*, douzième série, p. 176-189 (Huet, évêque d'Avranches).

rare ; mais on les trouve dans quelques bibliothèques(1). »

Et de deux. Ailleurs encore, Voltaire insiste sur ces vers :  
« Les Nonotte nous soutinrent que l'archevêque de Cambrai, Fénelon, n'avait jamais fait ces vers agréables et philosophiques sur un air de Lulli :

Jeune, j'étais trop sage  
Et voulais trop savoir :  
*Je n'ai plus en partage*  
Que badinage, etc.

« On les avait insérés dans une édition de Mme Guyon ; et lorsque M. de Fénelon, ambassadeur en Hollande, fit imprimer le *Télémaque* de son oncle, ces vers furent restitués à leur auteur : on les imprima dans plus de cinquante exemplaires, dont un fut en notre possession. Quelques lecteurs craignirent que ces vers innocents ne donnassent un prétexte aux jansénistes d'accuser l'auteur qui avait écrit contre eux de s'être paré d'une philosophie trop sceptique et furent cause qu'on retrancha ce madrigal du reste de l'édition du *Télémaque*. C'est de quoi nous fûmes témoin. Mais les cinquante exemplaires existent ; qu'importe d'ailleurs que l'auteur d'un bon roman ait fait ou non une chanson jolie ? »

Et de trois. Enfin dans sa Correspondance, Voltaire revient encore sur cet article et soutient que la chanson est de Fénelon. En 1752, l'année même de la publication du *Siècle de Louis XIV*, il écrivait à Formey : « Par quelle rage diabolique révoquez-vous en doute la chanson de l'archevêque de Cambrai ? Savez vous bien que vous êtes

(1) Fragment sur l'histoire générale. 1773. Article IX, Éclaircissements sur quelques anecdotes.

un impie d'armer l'incrédulité, qui triomphe tant dans ce siècle pervers, contre une chanson d'un successeur des apôtres ? Je vous dis devant Dieu que le marquis de Fénelon me récita cette chanson à la Haye en présence de sa femme et de l'abbé de La Ville. » Et, le 22 juillet 1755, à M. de Courtivron : « Je vous dois de nouveaux remerciements pour la bonté que vous avez de vous intéresser aux vérités historiques qui peuvent se trouver dans le *Siècle de Louis XIV*. Ces vérités ne sont pas du genre des démonstrations. Tout ce que je peux faire, c'est de croire ce que m'a assuré M. de Fénelon, neveu et élève de l'archevêque de Cambrai, que les vers imputés à Mme Guyon étaient de l'auteur du *Télémaque*, et qu'il les lui avait vu faire ; ce peut être la matière d'une note. »

Quelques réflexions au sujet des diverses versions de cette anecdote nous paraissent nécessaires et même indispensables. Voltaire semble d'abord prévoir, et avec raison, que l'on aura de la peine à admettre la paternité de Fénelon pour le couplet en question. « Qui le croirait ! » ce ne sera pas nous. Voltaire lui-même ne semblait pas y croire, quoiqu'il s'en fût rendu l'éditeur responsable. De qui tient-il ces vers, ce grand collectionneur d'anecdotes ? Du neveu même de l'archevêque de Cambrai. Par malheur Voltaire a attendu jusqu'à 1752 pour énoncer ce fait dont il garantit (ce sont ses expressions) *la certitude*, et il ne craignait pas d'être contredit par ce neveu, puisqu'il était mort depuis six ans, ayant été tué d'un coup de canon à la bataille de Rocoux, le 11 octobre 1746.

Quoiqu'en dise Voltaire, dans une note, nous ne croyons pas plus ces vers de Mme Guyon que de Fénelon, quoique le neveu de l'archevêque de Cambrai — au dire de l'auteur du *Siècle de Louis XIV*, — lui ait assuré « plus d'une

fois qu'ils étaient de son oncle et (mieux encore !) qu'il les lui avait entendu réciter le jour même qu'il les avait faits. » Conclusion : le *véritable auteur* de ces vers est Fénelon. Mais, pourquoi n'a-t-on imprimé ces vers que dans cinquante exemplaires du *Télémaque* et qu'avaient-ils à faire là ? C'était, à ce que dit Voltaire, une sorte de ballon d'essai. Soit, mais alors il fallait indiquer les *quelques bibliothèques* où se trouvaient ces *très rares exemplaires*.

Ce qui infirmerait encore jusqu'à un certain point l'authenticité du couplet attribué à Fénelon, c'est la variante que voici :

*Je n'ai plus en partage,*

au lieu de *Je ne veux en partage*. Laquelle des deux versions est la vraie ?

Si l'on retrancha ces vers du reste de l'édition susdite du *Télémaque*, ce fut pour ne pas donner occasion aux jansénistes « d'accuser d'une philosophie trop sceptique » le prélat qui avait été leur adversaire. « C'est de quoi nous fûmes témoin. » *Nous* équivaut ici à *moi* ; or, un seul témoin ne suffit pas, en pareille occurrence. *Testis unus testis nullus*, dit un axiôme de droit.

Insistant sur la paternité de Fénelon relativement au couplet en question, — dès 1752, Voltaire, outre le témoignage du neveu, mort depuis six ans, invoquait encore celui de la femme du défunt et de l'abbé de La Ville ; ce dernier vivait à l'époque où parut le *Siècle de Louis XIV*, mais Voltaire avait eu soin (et pour cause) de ne l'y pas nommer. Ce n'est que dans une lettre intime qu'il produisit le témoignage de l'abbé, lequel ne put réclamer,

puisque'il ignorait l'emploi que l'on avait fait de son autorité, à ce sujet.

On comprend l'habileté et la fourberie de la tactique de Voltaire : invoquer ostensiblement les morts et n'employer les vivants que dans l'intimité ; comme cela on n'a jamais à craindre de contradictions.

Enfin, en 1755, dans une lettre à M. de Courtivron, l'assertion susdite est déjà bien timide et ne paraît tout au plus bonne à Voltaire que pour « être la matière d'une note. »

On trouvera peut-être que c'est beaucoup s'appesantir sur un couplet de chanson ; mais l'usage qu'a prétendu en faire l'homme de Ferney et les conclusions qu'il en voulait tirer pour affirmer le scepticisme, voire l'épicurisme de Fénelon méritaient bien cet examen détaillé.

Chaudon écrivait, en 1769, à ce propos (1) : « On voit l'embarras d'un homme qui a avancé imprudemment un fait qu'il veut accréditer et dont il doute. Si les vers en question sont dans les poésies de Mme Guyon, pour marquer son détachement des créatures, comment peut-on les attribuer à M. de Fénelon pour prouver que dans sa vieillesse il ne croyait plus à rien ? M. de Voltaire soutient qu'il les a composés ; mais supposons-le avec lui : M. de Fénelon dans ce cas voulut sans doute y attacher le même sens que leur donnait Mme Guyon. M. de Voltaire a beau dire, pour confirmer son anecdote romanesque, que Ramsay, élève de ce célèbre archevêque, lui a écrit ces mots : *« S'il était né en Angleterre, il aurait développé son génie et donné l'essor sans crainte à ses principes que personne n'a connus. Un tel fait passera toujours pour apocryphe... »*

(1) *Ibid.*, ut sup., p. 166.

Dans ce même *Siècle de Louis XIV*, Fénelon nous est représenté comme un courtisan très affecté de sa disgrâce, ce qui est complètement faux ; c'est le contraire de l'assertion de Voltaire qui est la vérité. « Dans sa retraite philosophique et honorable, — dit Voltaire, — on voyait combien il est difficile de se détacher de la cour. Il en parlait toujours avec un goût et un intérêt qui perçaient au travers de sa résignation. »

Ce n'est point ce que disent ceux qui l'avaient connu de près, entre autres Ramsay, auteur d'une vie de Fénelon. Selon cet historien, très bien informé et très véridique, Louis XIV, revenu des idées qu'on lui avait inspirées sur cet illustre prélat, « pensait sérieusement à le rappeler auprès de lui. Il voulait s'en servir à terminer l'affaire qui agitait l'Église de son royaume et que ce grand prince n'eut pas la satisfaction de terminer avant sa mort. L'archevêque de Cambrai voyait les choses se disposer à ce retour, avec des vues bien différentes de celles des hommes ordinaires. Il n'avait que des pensées de retraite. Si on l'avait obligé à aller à la cour, il n'y aurait paru que pour exposer ses sentiments sur les moyens de pacifier l'Église et pour se retirer aussitôt qu'il aurait vu les choses disposées à la réunion des esprits. Cette paix et cette réunion étaient tout ce qu'il envisageait. En même temps, un projet de retraite le faisait penser même à se mettre dans une entière liberté, par la démission volontaire de son archevêché. Il était dans ces dispositions, quand une maladie aigue, de peu de jours, l'enleva de ce monde (1). »

(1) Article *Fénelon*, dans le Moréri (de Hollande), édition de 1740.

Supposé que Fénelon ait regretté la cour, ce n'était assurément pas par ambition. Né avec un cœur sensible, il aurait peut être voulu jouir de la présence de son illustre élève, de ce duc de Bourgogne trop tôt enlevé à la France. « Ce ne serait pas connaître l'homme — dit Ramsay, — que de s'imaginer, que malgré la vertu la plus pure, on pût n'être pas attaché à un prince formé de ses mains, dont l'esprit, la sagesse, les talents pour régner et les vertus pacifiques faisaient l'espérance d'une nation accablée par des guerres sanglantes (1). » Un tel prince méritait certainement d'être regretté ; mais ces regrets n'étaient point ceux d'un ambitieux qui veut dominer par celui qui règnera un jour.

D'ailleurs quoique l'exil le séparât du duc de Bourgogne, il réalisait sa présence par la tendresse d'un cœur qui s'unit à ce qu'il a formé ; par une liaison intime et par un échange de lettres presque continuel. Ce jeune prince fut quelques années après la cause de la disgrâce du prélat sans pouvoir lui écrire. A la fin il en trouva l'occasion. Voici comme il lui écrivait, à l'âge de dix neuf ans (2).

« Enfin, mon cher archevêque, je trouve une occasion de rompre le silence où j'ai demeuré pendant quatre ans. J'ai souffert bien des maux depuis ; mais un des plus grands a été celui de ne pouvoir pas vous témoigner ce que je sentais pour vous pendant ce temps et combien mon amitié augmentait par vos malheurs, au lieu d'en être refroidie. Je pense avec grand plaisir au temps que

(1) Ramsay, p. 255 et 256.

(2) 22 décembre 1710. Voyez Ramsay, p. 249 et 250 et Cf. de Bausset, *Histoire de Fénelon*, etc. (3<sup>e</sup> édit. in-8, 1817), tome III, p. 25-27.

je pourrai vous recevoir ; mais je crains que ce temps ne soit encore bien éloigné. Je suis révolté en moi-même de tout ce qu'on a fait à votre égard ; mais il faut se soumettre à la volonté divine et croire que tout cela est arrivé pour notre bien. »

Revenons au prétendu désir de vivre à la cour que Voltaire attribue à Fénelon. S'il avait été animé de cette ambition, aurait-il demandé au roi, lorsqu'il fut nommé à l'archevêché de Cambrai, la grâce de pouvoir passer neuf mois dans son diocèse et trois seulement auprès des princes (1). Ce ne fut qu'à cette condition qu'il accepta ce siège ; et cela seul prouve que ce goût et cet intérêt qu'on lui suppose pour la vie de courtisan est une idée chimérique, — plus encore, une pure calomnie à son égard.

On peut se convaincre de l'exactitude de ce que nous avançons, en lisant le mémoire suivant de Fénelon, écrit en 1710 ou 1711, dans un temps où les amis qu'il avait encore à la cour se flattaient de pouvoir l'y faire rappeler. « Pour moi, — c'est Fénelon qui parle, — je n'ai aucun besoin ni désir de changer ma situation... Je n'ai jamais cherché la cour, on m'y a fait aller. J'y ai demeuré pendant près de dix ans sans m'ingérer, sans faire un seul pas pour moi, sans demander la moindre grâce, sans me mêler d'aucune affaire, et me bornant à répondre selon ma conscience sur les choses dont on me parlait. On m'a renvoyé, c'est à moi à demeurer en paix dans ma place. Je dois souffrir et me taire.... Tous les meilleurs serviteurs du roi qui me connaissent savent quels sont mes principes d'honneur et de religion sur le roi, sur l'État et sur la patrie ; ils savent quelle est ma reconnaissance vive et tendre

(1) De Bausset, tome I, p. 318.

pour les bienfaits dont le roi m'a comblé ; d'autres peuvent facilement être plus capables que moi ; personne n'a plus de zèle sincère (1). »

Celui qui n'avait consenti à accepter l'archevêché de Cambrai qu'à la condition d'y résider neuf mois de l'année ne pouvait regarder, ni comme un malheur, ni comme une disgrâce d'y passer le reste de sa vie. Le seul regret qu'éprouva Fénelon fut de penser que la défaveur où il se trouvait à la cour le priverait des moyens de faire dans son diocèse tout le bien dont son cœur avait le sentiment et le besoin ; c'est ce qu'il laisse entrevoir dans une lettre particulière au duc de Beauvilliers (2).

La vie de Fénelon à Cambrai était paisible, uniforme, solitaire. Il en fait lui-même la peinture dans une lettre à l'abbé de Beaumont, son neveu, depuis évêque de Saintes, (3). Sa seule distraction, au milieu de ses travaux, était la promenade ; il ne connaissait point d'autre amusement ni d'autre récréation ; c'était le seul plaisir qu'il promettait à ceux de ses parents et de ses amis qu'il invitait à venir partager sa retraite (4). Lorsque dans ses promenades il rencontrait des paysans, il s'asseyait avec eux sur le gazon, les interrogeait, les consolait. Souvent il allait les visiter dans leurs cabanes ; lorsqu'ils lui offraient un repas champêtre, il l'acceptait avec plaisir et se mettait à table avec leur famille.

Fénelon faisait les visites de son diocèse avec une assiduité que les troubles de la guerre ne purent jamais sus-

(1) Apud de Bausset, tome III, p. 38-40.

(2) Apud de Bausset, tome III, p. 77 et 78.

(3) *Ibid.*, p. 92 et 93.

(4) *Ibid.*, tome III, p. 96 et 97.

pendre. Ce fut à sa réputation personnelle, à l'éclat de ses malheurs, à l'admiration de toute l'Europe pour le *Télémaque* qu'il dut la liberté de parcourir toutes les parties de son diocèse occupées par les armées ennemies. Les Anglais, les Allemands, les Hollandais rivalisaient d'estime et de vénération avec les habitants de Cambrai pour leur archevêque. Toutes les différences de religion et de secte, tous les sentiments de haine et de jalousie qui séparaient les nations disparaissaient en sa présence. Il fut souvent obligé de tromper l'empressement des armées ennemies, pour échapper aux honneurs qu'elles voulaient lui rendre. Il refusa les escortes militaires qu'elles lui offraient pour assurer le paisible exercice de ses fonctions religieuses ; et sans autre cortège que quelques ecclésiastiques, il traversait les campagnes désolées par la guerre. Son passage n'était remarqué que par les bienfaits et les consolations qu'il apportait au milieu de tant d'infortunes et par la suspension des désordres et des calamités que les armées traînent à leur suite. Les peuples respiraient au moins en paix pendant ces intervalles trop courts, et les visites pastorales de Fénelon pouvaient être appelées *la trêve de Dieu*.

Après de tels témoignages de la résignation et du calme que l'archevêque de Cambrai ne cessa de donner pendant sa longue disgrâce, peut-on penser et dire que son caractère fût rancuneux ? Voltaire s'est donc fait l'écho des ennemis de cet illustre prélat, quand il a écrit les lignes qui suivent : « Après avoir été vaincu sur des disputes de l'École, il eut été peut être plus convenable qu'il ne se mêlât point des querelles du Jansénisme ; cependant il y entra. Le cardinal de Noailles avait pris contre lui autrefois le parti du plus fort ; l'archevêque de Cam-

brai en usa de même. Il espéra qu'il reviendrait à la cour et qu'il serait consulté : tant l'esprit humain a de peine à se détacher des affaires, quand une fois elles ont servi d'aliment à son inquiétude. »

On juge presque toujours les autres d'après soi-même ; les méchants surtout se plaisent à voir en tout et partout les motifs qui les inspirent sans cesse : ainsi a fait Voltaire, le plus rancuneux des mortels. Ceux qui ne connaissent point le caractère de Fénelon, ceux qui ne savaient pas qu'il n'exerça jamais aucune tyrannie sur les esprits dans son diocèse et qu'en attaquant les préjugés des hommes il respecta toujours leurs vertus, ont cru qu'il se réjouissait des disgrâces du cardinal de Noailles. Voici comment Fénelon s'en explique, un an avant sa mort, dans une lettre à un de ses amis : « La plupart des gens peuvent s'imaginer que j'ai une joie secrète et maligne de ce qui se passe ; mais je me croirais un démon, si je goûtais une joie si empoisonnée et si je n'avais pas une véritable douleur de ce qui nuit tant à l'Église. Je vous dirai même, par une simplicité de confiance, ce que d'autres que vous ne croiraient pas facilement, c'est que je suis véritablement affligé pour la personne de M. le cardinal de Noailles. Je me représente ses peines ; je les ressens pour lui ; je ne me ressouviens du passé que pour me rappeler toutes les bontés dont il m'a honoré pendant tant d'années. Tout le reste est effacé, Dieu merci, de mon cœur ; rien n'y est altéré ; je ne regarde que la seule main de Dieu qui a voulu m'humilier par miséricorde. Dieu lui-même est témoin des sentiments de respect et de zèle qu'il met en moi pour ce cardinal. La piété que j'ai crue en lui me fait espérer qu'il se vaincra lui-même pour rendre le calme à l'Église et pour faire taire tous les

ennemis de la religion. Son exemple ramènerait d'abord les esprits les plus indociles et les plus ardents : ce serait pour lui une gloire singulière dans tous les siècles. Je prie tous les jours pour lui à l'autel avec le même zèle que j'avais il y a vingt ans (1). »

Ce qui prouve que le zèle de Fénelon contre le Jansénisme n'était point une suite de sa prétendue animosité pour le cardinal de Noailles, c'est qu'après avoir reçu l'Extrême-onction et prêt à paraître devant Dieu, il écrivit une lettre au confesseur du roi, dans laquelle il disait : « Je prendrai la liberté de demander à Sa Majesté deux grâces qui ne regardent ni ma personne ni à aucun des miens. La première est que le roi ait la bonté de me donner un successeur pieux et régulier, bon et ferme contre le Jansénisme, lequel est prodigieusement accrédité sur cette frontière (2). » On voit par là quels étaient les vrais motifs des sentiments de Fénelon au sujet des disputes du temps.

Plusieurs personnes d'un grand poids, sincèrement affligées du schisme qui commençait à s'établir dans l'Église de France, s'étaient persuadées qu'aucun évêque n'était plus capable que Fénelon de réunir tous les esprits par la douceur de son caractère, l'influence de ses vertus et la supériorité de son génie ; elles crurent sans doute entrevoir qu'il ne serait pas impossible d'écarter les obstacles qui le tenaient encore éloigné de la cour et de le placer à la tête d'une négociation dont le succès devait le combler de gloire, en assurant la paix de l'Église et de l'État ; elles imaginèrent en conséquence de sonder ses

(1) Apud de Bausset, tome IV, p. 352 et 353.

(2) *Ibid.*, p. 387.

dispositions avant de hasarder des démarches plus décisives.

Fénelon se contenta de répondre avec simplicité et modestie à des ouvertures si séduisantes pour un cœur vertueux et si flatteuses pour l'amour propre d'un homme que la gloire de jouer un grand rôle aurait pu éblouir : « J'avoue — écrivait-il, — qu'un homme qui aurait le goût des affaires accepterait plus facilement les propositions que vous me pressez d'accepter. Mais je n'ai pas assez bonne opinion de moi pour oser espérer de rétablir la paix dans l'Église comme vous voulez que je l'entreprenne. Je ne veux point faire le grand personnage que vous me proposez ; c'est M. le cardinal de Noailles qui doit rétablir la paix dans l'Église. Je ne sais aucun secret ; mais j'ose assurer qu'il la rétablira quand il voudra y réussir ; elle est encore dans ses mains. Je lui en souhaite la gloire et le mérite devant Dieu et devant les hommes. Je mourrais content si je l'avais vu de loin achever ce grand ouvrage (1). »

« Il est difficile de croire — dit M. de Bausset (2), — que Fénelon eut réussi à obtenir du cardinal de Noailles ce que ce prélat avait refusé à Louis XIV, à Mme de Maintenon, à toute sa famille qu'il chérissait tendrement. On a vu d'ailleurs l'extrême prévention qu'il avait conçue depuis longtemps contre Fénelon et que les derniers événements avaient portée jusqu'à une espèce d'irritation. Ainsi, c'était plutôt un vœu inspiré par l'amour de la religion et de la paix à des hommes bien intentionnés qu'un plan arrêté ou qu'un commencement de négociation. Il paraît même peu

(1) Apud de Bausset, tome IV, p. 354.

(2) *Ibid.*, p. 354 et 355.

vraisemblable que ces ouvertures eussent été suggérées de concert avec la cour. Mme de Maintenon avait alors donné toute sa confiance pour les affaires de l'Église à l'évêque de Meaux, depuis cardinal de Bissi, et il est permis de douter que le cardinal de Bissi ait désiré l'intervention d'un collègue dont l'éclat et la réputation auraient pu éclipser sa faveur naissante. Ce n'est pas que le cardinal de Bissi ne fît profession de la plus grande estime pour Fénelon et n'eût même souvent recours à ses lumières; leur correspondance, dont nous avons les pièces originales entre les mains, nous en offre des preuves fréquentes. »

Un concile national avait été projeté pour résoudre les difficultés auxquelles donnait lieu l'opiniâtreté du cardinal de Noailles et des jansénistes dont il s'était déclaré le soutien; Fénelon sentit tous les embarras de la position où les circonstances l'avaient placé. Le rang qu'il tenait dans l'Église de France, l'éclat de sa réputation, le rôle qu'il avait joué dans les controverses qui devaient être le principal objet du concile national ne permettaient pas de douter qu'il ne fût appelé dans une assemblée composée de tous les évêques de France et qu'il n'y obtînt l'influence que ses vertus et ses talents devaient lui assurer. On a même des lettres des cardinaux de Rohan et de Bissi qui attestent toute la confiance qu'ils plaçaient dans le secours de son intervention.

Mais moins Fénelon pouvait se dissimuler à lui-même combien sa voix aurait de prépondérance dans le concile national, plus il se sentait retenu par des motifs de délicatesse et de bienséance qui lui laissaient une extrême répugnance à prêter son ministère à la dégradation du cardinal de Noailles. Ses longs démêlés avec ce prélat avaient fait un grand éclat dans l'Église, dans la France,

dans toute l'Europe, et il prévoyait que la haine et l'envie se plairaient à attribuer à la vengeance et à d'anciens ressentiments l'exercice d'un ministère pénible et rigoureux.

On trouve, dans une lettre que Fénelon écrivait à l'abbé de Beaumont, son neveu, six semaines avant sa mort, une peinture naïve et fidèle des agitations et des anxiétés où le plongeait ce combat douloureux d'un ministère forcé, avec ces sentiments de délicatesse dont une âme, telle que celle de Fénelon, ne pouvait s'affranchir sans de violents efforts.

« Le concile national pourra bien manquer ; mais si on le tenait, et si j'étais convoqué selon la règle, comme tous les autres, qu'est-ce que je devrais faire ? Je serais sensiblement affligé d'être l'un des exécuteurs d'un homme qui m'a exécuté autant qu'il a pu. Ce personnage aurait un air de vengeance et serait un prétexte de m'imputer une conduite très odieuse. D'un autre côté, je me dois à l'Eglise dans un si pressant besoin. Si je croyais que tout allât bien, je serais ravi que tout se fît sans moi ; mais si le concile se trouvait dans un grand péril de trouble et de partage, où je puisse n'être pas tout à fait inutile, je me livrerais, supposé qu'on me désirât véritablement..... Raisonner là-dessus avec le très petit nombre de personnes dignes de la plus intime confiance. Pour moi, je vais bien prier Dieu (1). »

Tels avaient toujours été les sentiments de Fénelon à l'égard du cardinal de Noailles. Mais, dira-t-on, pourquoi — trois ans auparavant, — l'archevêque de Cambrai s'était-il refusé au rapprochement que la maréchale de Noailles voulait ménager entre lui et l'archevêque de

(1) Apud de Bausset, tome IV, p. 351 et 352.

Paris ? Était-ce un sentiment de rancune ? Non, c'était par un motif de délicatesse que la lettre suivante fera parfaitement apprécier en même temps qu'elle convaincra une fois de plus Voltaire d'erreur et d'imposture, lorsqu'il accuse Fénelon de s'être, jusqu'à la fin, montré l'ennemi irréconciliable du cardinal de Noailles.

« Je ressens, Madame, comme je le dois, le zèle avec lequel vous ne vous lassez point de travailler à une œuvre digne de vous. Je suis même honteux de répondre, avec si peu d'empressement, aux avances que vous faites vers moi avec une bonté si prévenante. Puisque vous le voulez absolument, je vais vous ouvrir mon cœur sur tous les principaux articles de la dernière lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire.....

« 1<sup>o</sup> Quoique vous m'assuriez, Madame, *que vous connaissez assez les sentiments de M. le cardinal et le fond de son cœur, pour être assurée que nous ne trouverons aucune difficulté de sa part* dans vos bons desseins, je prévois que vous auriez de la peine à guérir son cœur à mon égard. Vous m'apprenez *qu'on l'a assuré que je suis un des principaux mobiles de toutes les mortifications qu'on cherche à lui donner depuis longtemps*. Vous savez, Madame, que je ne suis à portée d'être le mobile d'aucune affaire et que je ne suis nullement en état de procurer des *mortifications* à un homme si accrédité. Si j'étais à portée de le faire, personne ne le ferait moins que moi ; il serait le premier, et s'il était possible, le seul à qui je parlerais pour lui épargner des *mortifications* ; il ne trouverait en moi que candeur, respect, zèle et ménagement pour sa personne, lors même que je serais contraint de penser autrement que lui pour notre commun ministère ; mais en l'état où

je suis, jen'apprends ce qui lui arrive que par les nouvelles publiques.

« 2<sup>o</sup> Vous m'apprenez, Madame, *qu'on l'a assuré que j'avais part à la dénonciation qui a été faite contre lui et contre M. de Châlons*. Cette dénonciation n'est de moi ni en tout ni en partie.... Si j'avais fait un ouvrage contre M. le cardinal de Noailles, je commencerais par m'en déclarer ouvertement l'auteur ; comme je n'y mettrais rien que de respectueux pour sa personne, en m'éloignant de ses sentiments pour ne pas trahir ma conscience, je ne craindrais nullement d'y mettre mon nom. Il est vrai que j'ai su qu'un théologien écrivait pour dénoncer la *Théologie* d'un docteur de Paris, nommé M. Habert, que je ne connais point ; mais je n'ai jamais compris que ce qui était contre ce docteur put être regardé par M. le cardinal de Noailles, *comme fait contre lui et contre M. de Châlons*. J'avais cru, au contraire, qu'une dénonciation, qui demandait justice, contre M. Habert, à ces deux juges, n'était nullement faite contre eux. En effet, pourquoi M. le cardinal de Noailles voudrait-il se confondre avec M. Habert et adopter un livre qu'il n'a ni fait ni approuvé ? J'avoue que ce livre me paraît très dangereux : je n'y trouve que le système de Jansénius avec des radoucissement imaginaires qui en rendent le poison plus insinuant ; ainsi, quoique je n'ai aucune part à la dénonciation, je ne crains pas de dire que je l'ai crue bien fondée et très nécessaire. M. le cardinal de Noailles n'a qu'à demeurer juge du livre dénoncé, au lieu de se rendre partie en sa faveur, alors la dénonciation ne sera nullement contre lui. Après tout, si ce livre est mauvais, voudrait-il que sa protection l'empêchât d'être censuré ?.... Mais oserai-je, Madame, achever de parler sans réserve ? Rien

ne serait plus digne d'un grand et pieux cardinal que de compter pour rien quelques termes mal choisis ; il pouvait oublier la forme pour aller droit au fond et négliger les ménagements dus à sa personne, pour se hâter de sacrifier tout à la foi en péril.

« Vous m'apprenez, Madame, *qu'on a assuré M. le cardinal de Noailles que j'ai eu part aussi au mandement des deux évêques et qu'il ne s'est rien fait sur ce sujet que de concert avec moi.* Non, je n'ai eu aucune part à ce mandement ; si j'y avais part, je le dirais sans embarras : les deux évêques ne m'ont point consulté sur cet ouvrage ; il n'y a eu aucun concert entre eux et moi : je n'ai vu ce mandement que comme le public et après son impression.... On peut conclure de ces faits que M. le cardinal de Noailles doit, pour son repos, être en garde contre les gens qui travaillent à l'aigrir par des rapports mal fondés. Voilà, Madame, les deux points sur lesquels vous m'avez pressé de répondre par *oui* et par *non*. Je viens de le faire : il me reste à vous rendre compte de mes dispositions pour l'avenir. J'avoue que je suis opposé à la doctrine du livre du père Quesnel, que les évêques ont condamnée, et même à celle de la *Théologie* de M. Habert, qui a été dénoncée. Comme je veux toujours agir avec la droiture la plus scrupuleuse, je dois vous avertir, Madame, que je me crois obligé en conscience de demeurer entièrement libre de faire, en toute occasion, ce qui me paraîtra nécessaire contre le progrès de ces nouveautés : nulle raison humaine ne peut me lier les mains dans le pressant danger de la foi.

« Je n'ose espérer que M. le cardinal de Noailles se rapproche véritablement de moi, pendant qu'il me saura attaché à des pensées si contraires aux siennes et toujours

prêt à contredire, s'il le faut, les gens qu'il estime. Il ne manquera pas de croire que *j'agis de concert* avec ses adversaires pour lui procurer des *mortifications* ;... ainsi vous travaillerez sur un fondement ruineux ; les éclaircissements mêmes seront inutiles, parce que je ne pourrai pas accommoder mes préjugés aux siens, ni tolérer ce qu'il autorisera...

« Je ne songe néanmoins à attaquer M. le cardinal ni directement ni indirectement ; j'en suis plus éloigné que jamais dans la conjoncture présente ; je garde depuis longtemps un profond silence ;... mais enfin, je ne puis en conscience ni me lier les mains, ni espérer que je ne blesserai point un cœur malade, quand j'écrirai selon mes préjugés contre les siens, quoique je n'écrive rien contre lui.....

« Il est vrai, Madame, que je pousserais jusqu'aux dernières bornes, dans mon procédé, les marques de respect, les égards et les ménagements dus à sa personne. Il n'y a rien de dur et de violent que je ne prisse sur moi pour ne donner jamais une scène au monde par une dispute avec M. le cardinal de Noailles.....

« Loin d'être *un des principaux mobiles des mortifications*, le voudrais pouvoir procurer à M. le cardinal de Noailles un repos parfait. Notre réunion même n'a aucun besoin qu'on la commence de mon côté. Je la porte tous les jours à l'autel au fond de mon cœur ; Dieu sait les vœux que je fais pour celui qui me croit si opposé à ses intérêts. Je serai maintenant encore plus zélé pour son service que je l'aurais été autrefois... Je ne cherche que la paix et l'union (1). »

(1) Apud de Bausset, tome III, p. 439-447.

Résumons — par la voix même du digne neveu du grand archevêque de Cambrai, le pieux abbé de Fénelon, — ce qu'il faut penser des assertions de Voltaire à l'égard de cet illustre prélat.

« Un historien, bel esprit, mais peu exact, a voulu faire mourir Fénelon en philosophe qui se livre aveuglément à sa destinée sans crainte ni espérance : il cite en preuve quelques vers qu'il prétend que M. de Cambrai répéta dans les derniers jours de sa maladie ; mais il n'a garde de faire observer que ces vers sont tirés d'un cantique de M. de Fénelon sur cette simplicité d'une enfance sainte et divine, qui renonce à la prudence humaine et aux inquiétudes de l'avenir, pour s'abandonner sans toutes ces prévoyances inutiles et souvent nuisibles, à la confiance dans la miséricorde de Dieu et dans les mérites de Jésus-Christ.

« Quelle âme — dit M. de La Harpe dans l'éloge de ce « prélat, — mérita mieux que celle de Fénelon de n'être « pas légèrement soupçonnée ? Il me semble, que dans tous « les cas, le parti qui coûte le plus à prendre, c'est de croire « que Fénelon a pu tromper. »

« Eh ! qu'aurait-il fait autre chose toute sa vie, s'il était mort comme l'insinue Voltaire ? et quelle gloire en reviendrait-il à la philosophie de nos jours, que de compter parmi ses héros un hypocrite de plus (1) ? »

« Voltaire — écrivait Lépau, au commencement de notre siècle (2), — s'est plaint de la falsification des ouvrages,

(1) Livre IV de la vie de Fénelon, écrite par l'abbé, son neveu, et publié en tête de l'édition in-4 de ses Œuvres (1787, tome I, p. 749 et 750).

(2) Vie politique, littéraire et morale de Voltaire, 1817. (Cs. 4<sup>e</sup> édition, in-8, 1824, p. 214 et 215.)

et c'est lui-même qui en a continuellement donné l'exemple (1)..... Lorsque, dans son *Siècle de Louis XIV*, il a donné ces vers de Fénelon qu'il a dit tenir du neveu de ce dernier,

Jeune, j'étais trop sage,  
Et voulais trop (2) savoir;  
Je ne veux en partage (3)  
Que badinage,  
Et touche au dernier âge  
Sans rien prévoir.

N'est-ce pas pour faire douter des principes religieux de ce vertueux prélat qu'il a supprimé la strophe précédente servant à prouver que, dans le cantique dont les deux font partie, il s'agit de la renonciation aux inquiétudes de l'avenir pour s'abandonner à la Providence :

Adieu, vaine prudence,  
Je ne te dois plus rien :  
Une heureuse ignorance  
Est ma science ;  
Jésus et son enfance  
Est tout mon bien (4). »

(1) Cet exemple de Voltaire a été suivi par ses disciples, notamment par Condorcet, qui, dans les éditions qu'il a faites des œuvres d'Euler et de celles de Pascal, a dénaturé les pensées les plus religieuses, afin de cacher le mépris que ces hommes célèbres avaient pour les objections des incrédules contre la religion.

(2) Variante : *Tout*, dans le texte de 1787.

(3) Variante : *Je n'ai plus en partage*, 1787.

(4) Le titre de ce cantique est : « Renoncer à la sagesse humaine pour vivre en enfant. » — « M. Formey, secrétaire perpétuel de

Comme l'a très bien dit l'auteur de l'article *Fénelon*, dans la Biographie Didot :

« La vie de ce prélat a été singulièrement défigurée dans certaines notices biographiques. Les protestants d'abord, par haine pour le Saint-Siège et pour Bossuet, ont altéré son caractère et travesti ses opinions ; les philosophes du dernier siècle, principalement les écrivains encyclopédistes, en ont fait ensuite une espèce de libre penseur et un philanthrope. La charité de Fénelon était grande assurément, mais elle ne ressemblait point à cette bienfaisance vague et administrative à laquelle on a donné le nom de philanthropie. Quant à son affiliation à la secte nombreuse des libres penseurs, sa piété profonde et son obéissance absolue aux décrets de l'Église protestent suffisamment contre cette prétention. Enfin, les républicains qui ont ménagé ses dépouilles étaient sous l'influence d'une singulière illusion en croyant que Fénelon avait été un ennemi de la royauté (1). »

l'académie de Berlin, n'avait pas connaissance de cette strophe quand, sur son refus de croire que l'autre était de Fénelon, Voltaire lui écrivit, au mois de décembre 1752 : « Par quelle rage  
« diabolique révoquez-vous en doute la chanson de l'évêque de  
« Cambrai ? » (Note de Lepan, au bas de la page 215 de sa Vie de Voltaire).

(1) Biographie Didot, tome XVII (1856), col. 339 et 340, article *Fénelon*, signé A. R. — Pour la réfutation de cette assertion erronée et calomnieuse, voyez *Erreurs et Mensonges historiques*, neuvième série, p. 136-153, *La vérité sur le Télémaque*.



## TABLE DES MATIÈRES.

---

|  | Pages. |
|--|--------|
| Voltaire capucin.....                    | 1      |
| Le Pape Honorius fut-il hérétique .....  | 21     |
| Notes sur Patouillet.....                | 61     |
| La Vérité sur le Concordat de 1801 ..... | 73     |
| Le Chevalier de La Barre .....           | 165    |
| Les Terreurs de l'an mil.....            | 196    |
| Fénelon, libre penseur.....              | 210    |



# BIBLIOTHÈQUE CHOISIE

NE CONTENANT QUE DES OUVRAGES IRRÉPROCHABLES  
POUVANT ÊTRE MIS DANS TOUTES LES MAINS

LECTURES MORALES ET LITTÉRAIRES POUR LES FAMILLES, BIBLIOTHÈQUES  
PAROISSIALES, SCOLAIRES ET POPULAIRES

RÉCITS VARIÉS A L'USAGE DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE, DES INSTITUTIONS  
DE JEUNES GENS ET DE JEUNES FILLES. — LIVRES DE PRIX

LIVRES D'ÉTRENNES

| ANCELOT  | f. c. | AUDEVAL (Hippolyte)   | f. c. |
|--|-------|---|-------|
| Éducation et Instruction. 1 vol.<br>in-12 . . . . .                | 3 »   | Le Drame des Champs-Élysées.<br>1 vol. in-12 . . . . .              | 2 »   |
| ANROSAY (Paul d')  |       | La Dame guerrière, 1 vol. in-12.                                    | 2 »   |
| Les Montrépan. 1 vol. in-12 . .                                    | 3 »   | BALLACEY (Henri)  |       |
| APPILLY (Louis d')   |       | L'Antre des Mystères, 1 v. in-12.                                   | 2 »   |
| Les Amis du Peuple. 4 v. in-12.                                    | 11 »  | Raphaëla (suite de l'Antre des<br>Mystères) 1 vol. in-12. . . . .   | 2 50  |
| 1 <sup>re</sup> Sér. Le rire des Spectres.                         |       | BARTHÉLEMY (A. de)  |       |
| 2 <sup>e</sup> Sér. La Légende de 1848.                            |       | Jacques de Morangeais, 1 vol.<br>in-12 . . . . .                    | 2 50  |
| 3 <sup>e</sup> Sér. Les Héros de l'é-<br>meute.                    |       | Pierre le Peillartot, 1 vol. in-12.                                 | 2 50  |
| 4 <sup>e</sup> Sér. Le Livre de la Justice.                        |       | L'Affiquet de la Marquise.<br>1 vol. in-12 . . . . .                | 2 50  |
| Chaque série formant 1 vol. in-12,<br>se vend séparément . . . . . | 3 50  | BARTHÉLEMY (Charles)  |       |
| Les Confessions involontaires.<br>5 vol. in-18 . . . . .           | 4 50  | Erreurs et mensonges histo-<br>riques. 14 séries . . . . .          | 23 »  |
| Tome I. L'Idiot.   |       | Chaque série, formant . vol. in-12,<br>se vend séparément . . . . . | 2 »   |
| Tome II. La Tache origi-<br>nelle.                                 |       | Voltaire et Rousseau jugés<br>l'un par l'autre. 1 vol. in-12 .      | 2 »   |
| Tome III. Les Catacombes de<br>Naples.                             |       | BEUGNY-D'HAGERUE (G. de)  |       |
| Tome IV. L'École des Affligés.                                     |       | Lucy, 1 vol. in-12. . . . .   | 3 »   |
| Tome V. La Maison sans Dieu  |       | Touriste et Pèlerin. 1 v. in-12.                                    | 1 50  |
| Chaque tome formant 1 vol. in-18,<br>se vend séparément . . . . .  | » 90  | BUET (Charles)  |       |
| La Folie de la Croix. 1 vol.<br>in-12 . . . . .                    | 2 »   | Le crime de Maltaverne. 1 vol.<br>in-12 . . . . .                   | 3 »   |
| Légende des Litanies de la<br>Tr.-Ste Vierge. 5 vol. in-12.        | 10 »  | Les Rois du Pays d'or. vol.<br>in-12 . . . . .                      | 3 »   |
| Chaque volume se vend séparé-<br>ment . . . . .                    | 2 »   | Les Chevaliers de la Croix-<br>Blanche. 1 vol. in-12. . . . .       | 3 »   |
| Légendaire de la Vierge Ma-<br>rie. 4 vol. in-12 . . . . .         | 2 »   |   |       |
| Sainte Philomène, 1 vol. in-12.                                    | » 60  |   |       |

|                                     |   |       |  |   |       |
|-------------------------------------|---|-------|--|---|-------|
| CAUVIN (Jules)                      |   | f. c. | GOURAUD (Mlle Julie)                     |   | f. c. |
| Les Proscrits de 93. 1 v. in-12     | 3 | »     | Esquisses morales. 1 v. in-18.           | 1 | 75    |
| CHANDENEUX (Claire de)              |   |       | GRANGE (Jean)                            |   |       |
| Les Ronces du Chemin. 1 vol.        |   |       | Histoire d'un jeune homme.               |   |       |
| in-12 . . . . .                     | 2 | »     | 4 vol. in-12 . . . . .                   | 3 | »     |
| CHEVÉ                               |   |       | Ville et Village. 1 vol. in-12 . .       | 3 | »     |
| Histoire complète de la Po-         |   |       | Le Trésor du Souterrain. 1 v.            |   |       |
| logne. 2 vol. in-12 . . . . .       | 4 | »     | in-12 . . . . .                          | 2 | »     |
| CROLLALANZA (G. de)                 |   |       | Les Révélations d'un Sacris-             |   |       |
| Les Compagnons de la Chaussée       |   |       | tain. 4 vol. in-12 . . . . .             | 2 | »     |
| 1 vol. in-12 . . . . .              | 3 | »     | La Justice du duc de Bruns-              |   |       |
| DARCHE (Jean)                       |   |       | wick. 4 vol. in-18 . . . . .             | 4 | 25    |
| Feminiana. 4 vol. in-12 . . . . .   | 2 | 50    | GUERRIER DE HAUT (Mlle Marie)            |   |       |
| DAVID (l'abbé)                      |   |       | Un Châtelain au XIX <sup>e</sup> Siècle. |   |       |
| Petites études sur les livres       |   |       | 1 vol. in-12 . . . . .                   | 2 | »     |
| saints. 1 vol. in-12 . . . . .      | 2 | »     | HANN-HANN (Ctesse Ida de)                |   |       |
| DESLYS (Charles)                    |   |       | Quatre portraits. 4 vol. in-18. .        | 1 | 75    |
| La Balle d'Iéna. 1 vol. in-12 . .   | 2 | »     | HELHEM (C.)                              |   |       |
| L'Ami du Village (Maître            |   |       | Mme de Marnay. 1 vol. in-12 . .          | 3 | »     |
| Guillaume). 4 vol. in-12 . . . .    | 2 | »     | HERMEREL (Séraphie d')                   |   |       |
| Le Blessé de Gravelotte. 1 v.       |   |       | Loisirs des Casseaux. 1 v. in-18         | 1 | 30    |
| in-12 . . . . .                     | 2 | »     | JOUSSE (Gustave)                         |   |       |
| DUBOIS (Charles)                    |   |       | Vive la France ! 1 vol. in-12 . . .      | 2 | »     |
| Madame Agnès. 1 vol. in-12 . . .    | 2 | »     | LABUTTE                                  |   |       |
| ENAULT (Louis)                      |   |       | Entretiens populaires sur                |   |       |
| La Circassienne. 2 vol. in-12 . .   | 6 | »     | l'histoire de France. 1 vol.             |   |       |
| ESSARTS (Al <sup>x</sup> . des)     |   |       | in-12 . . . . .                          | 2 | »     |
| L'enfant volé. 2 vol. in-12 . . . . | 4 | »     | LACHÈSE (Mlle Marthe)                    |   |       |
| EXAUVILLEZ (B. d')                  |   |       | La Pupille de Salomon. 4 vol.            |   |       |
| Histoire de l'abbé de Rancé,        |   |       | in-12 . . . . .                          | 3 | »     |
| réformateur de la Trappe.           |   |       | Le Mariage de Renée. 4 vol.              |   |       |
| 1 vol. in-12 . . . . .              | 2 | 50    | in-12 . . . . .                          | 3 | »     |
| FÉVAL (Paul)                        |   |       | LALAING (Ed de)                          |   |       |
| Contes de Bretagne. 4 v. in-12.     | 3 | »     | L'Interne du Val-de-Grâce 1 v            |   |       |
| FLEURIOT (Mlle Zénaïde)             |   |       | in-12 . . . . .                          | 2 | 50    |
| Aigle et Colombe. 4 vol. in-12.     | 3 | »     | LAMOTHE (A. de)                          |   |       |
| Histoires pour tous. 4 v. in-12.    | 2 | »     | Les Camisards, suivis des Cadets         |   |       |
| Les Mauvais Jours. 1 vol. in-12.    | 2 | »     | de la Croix. 3 vol. in-12, illust.       | 6 | »     |
| FRANCO (le R. P. Joseph)            |   |       | Les Faucheurs de la Mort. 2 v.           |   |       |
| Trois nouvelles. 1 vol. in-18 . .   | 4 | 5     | in-12 . . . . .                          | 4 | »     |
| GODINEAU (abbé Fréd.)               |   |       | Idem. 4 vol. gr. in-8, illust . . . .    | 4 | 50    |
| Perles et Joyaux spirituels         |   |       | Les Martyrs de la Sibérie.               |   |       |
| pour les jeunes personnes.          |   |       | 4 vol. in-12, illustrés. . . . .         | 8 | »     |
| 1 vol. in-6. . . . .                | 2 | »     | Histoire d'une Pipe. 2 v. in-12,         |   |       |
| GONDRY DU JARDINET.                 |   |       | illustrés . . . . .                      | 4 | »     |
| La Vierge de Walcourt. 1 vol.       |   |       | Marpha. 2 vol. in-2. . . . .             | 4 | »     |
| in-18 . . . . .                     | » | 60    | Les Soirées de Constantinople.           |   |       |
|                                     |   |       | 4 vol. in-12 . . . . .                   | 2 | 50    |

# ERREURS ET MENSONGES HISTORIQUES

par **CHARLES BARTHÉLEMY**

Quatorze séries, formant 14 volumes in-12 . . . 28 fr.

Chaque série se vend séparément . . . . . 2 fr.

## 1<sup>re</sup> SÉRIE.

La papesse Jeanne. — L'Inquisition. — Galilée, martyr de l'Inquisition. — Les Rois fainéants. — L'Usurpation de Hugues Capet. — La Saint-Barthélemy. — L'Homme au masque de fer. — Le Père Loriguet. — L'Evêque Virgile et les Antipodes. — 1 vol. in-12 . . . . . 2 »

## 2<sup>e</sup> SÉRIE.

Calas. — Courbe la tête, fier Sicambre ! — Paris vaut bien une messe. — Les Lettres et le tombeau d'Héloïse et d'Abélard. — La Révocation de l'édit de Nantes — Bélisaire. — Les Enfants de Nemours. — Philippe-Auguste à Bouvines. — Salomon de Caus. — 1 vol. in-12 . . . . . 2 »

## 3<sup>e</sup> SÉRIE.

Calvin jugé par les siens. — Tuez-les tous ! — Les Crimes des Borgia. — Marie la Sanglante — Ce que Versailles a coûté à Louis XIV. — Louis XVIII et les fourgons de l'étranger. — La poule au pot. — Saint-Simon, historien de Louis XIV. — Agnès Sorel et Charles VII. — Les Béquilles de Sixte-Quint. — La prison du Tasse. — L'Arquebuse de Charles IX, etc. — 1 volume in-12. . . . . 2 »

## 4<sup>e</sup> SÉRIE.

Les Quatorze armées de Carnot. — Le Roman du peintre Lesueur. — La Déposition de Louis-le-Débonnaire. — Mozart, libre-penseur. — Le Grand Inquisiteur Torquemada. — A propos de Charles VI et d'Isabeau de Bavière. — Mme de Maintenon et la Révocation de l'édit de Nantes. — La Vérité sur le P. Joseph. — Le vaisseau *le Vengeur*. — 1 vol. in-12. . . . . 2 »

## 5<sup>e</sup> SÉRIE.

Erreurs et Mensonges historiques relatifs à la papauté. — Le Repas des gardes du corps. — Mon siège est fait. — Qu'est-ce que Tartufe ? — La Vérité sur Jean-Bart. — Le Dernier Repas des Girondins. — Les Vertus de Brunchaut. — Les Crimes de Sainte-Clotilde. — 1 vol. in-12 . . . . . 2 »

## 6<sup>e</sup> SÉRIE.

De la supériorité et de la prospérité des nations protestantes. — La Religion de Buffon. — Savonarole fut-il un hérétique et un révolutionnaire ? — Les Cruautés de Clovis. — L'Instruction primaire avant 1789. — Le Caractère de Richelieu. — La Vérité sur le jansénisme. — Le Caractère de Louis XIII. — 1 v. in-12 . . . . . 2 »

7<sup>e</sup> SÉRIE.

L'Ancienne Royauté fut-elle l'absolutisme ? — Comment Louis XV fut-il élu ? — Le bon Roi Dagobert. — Les deux Charles VII. — Louvois est-il mort empoisonné ? — Monsieur de la Palisse. — La Vérité sur l'émigration. — Monsieur d'Malbrough. — Marie de Médicis est-elle morte de misère ? — De la culpabilité de Fouquet. — 1 vol. in-12 . . . . . 2

8<sup>e</sup> SÉRIE.

Les droits de l'homme au moyen âge. — A propos d'asperges. — La Banque de Law. — Jeanne d'Albret est-elle morte empoisonnée ? — Le procès de Stuart. — Un dernier mot sur Fortunat. — Eustache de Saint-Pierre. — Charlemagne savait-il écrire ? — Les derniers Jours de Charles IX. — La Conspiration de Cinq-Mars. — 4 vol. in-12 . . . . . 2

9<sup>e</sup> SÉRIE.

Les Mystères de Venise. — L'impératrice Marie-Thérèse et Madame de Pompadour. — La paix et la trêve de Dieu. — A propos des Vandales et du Vandalisme. — Nous n'irons pas à Canossa. — La Vérité sur le Télémaque. — Les guerres de Religion. — Latude. — La religion de La Fontaine. — La politique et l'impudence de Clovis. — 1 vol. in-12 . . . . . 2

10<sup>e</sup> SÉRIE.

Le Roman de Christophe Colomb. — La Mort du Corrège. — Dante fut-il hérétique et un révolutionnaire ? — La Sainte Hermandad. — Etienne Morel. — Le caractère de Charles V, dit le Sage. — Cervantès, libre-penseur. — 1 vol. in-12 . . . . . 2

11<sup>e</sup> SÉRIE.

L'Etat, c'est moi ! — Froissard est-il un historien impartial ? — La mort de Raphaël. — Un Roman à propos de Philippe II. — La Vérité sur Urbain Grandier. — Omar a-t-il fait brûler la bibliothèque d'Alexandrie ? — La Religion de Shakespeare. — Voltaire historien. — Les Vêpres siciliennes. — 4 vol. in-12 . . . . . 2

12<sup>e</sup> SÉRIE.

Les erreurs et mensonges historiques devant la Chambre des Députés. — Le roman dans l'histoire au dix-septième siècle. — La légende d'or. — Les nations de Varillas. — Les vainqueurs de la Bastille. — Huet, évêque de Avranches. — La conversion de Turenne. — Fontenelle libre-penseur. — 1 vol. in-12 . . . . . 2

13<sup>e</sup> SÉRIE.

De la prétendue ignorance de la noblesse française au moyen âge. — La vérité sur l'abbé Trublet. — Le dossier de Nonotte. — Les mœurs du cardinal de Richelieu. — Les impatiences de Louis XIV. — De l'autorité historique du cardinal de Retz. — De l'antiquité du titre de très chrétien. — Les mensonges de Saint Simon. — 1 vol. in-12 . . . . . 2

14<sup>e</sup> SÉRIE.

Voltaire, capucin. — Le pape Honorius fut-il hérétique ? — Notes sur Patouillet. — La vérité sur le Concordat de 1801. — Le chevalier de la Barre. — Les révolutions de l'an 1000. — Fénelon libre-penseur, 1 vol. in-12. . . . . 2